

JOSEPH STALINE

***LE MARXISME ET LA QUESTION
NATIONALE ET COLONIALE***

**Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage
publié en 1950 aux Editions Sociales, Paris.**

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

Le marxisme et la question nationale (1913) (p. 3)

- I. La nation (p. 5)
- II. Le mouvement national (p. 10)
- III. Position de la question (p. 14)
- IV. L'autonomie nationale (p. 18)
- V. Le Bund, son nationalisme, son séparatisme (p. 24)
- VI. Les Caucasiens, la conférence des liquidateurs (p. 32)
- VII. La question nationale en Russie (p. 38)

Rapport sur la question nationale (1917) (p. 42)

La Révolution d'Octobre et la question nationale (1918) (p. 45)

- I. La révolution de Février et la question coloniale (p. 45)
- II. La Révolution d'Octobre et la question nationale (p. 48)
- III. L'importance mondiale de la Révolution d'Octobre (p. 50)

La politique du pouvoir des Soviets dans la question nationale en Russie (1920) (p. 52)

Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale (1921) (p. 58)

De la façon de poser la question nationale (1921) (p. 64)

De la réunion des Républiques soviétiques (1922) (p. 68)

Les facteurs nationaux dans l'édification du parti et de l'Etat (1923) (p. 73)

Discours prononcés à la IV^e conférence du Comité central du Parti communiste russe (1923) (p. 87)

- I. Des droites et des « gauches » dans les Républiques et régions nationales (p. 87)
- II. De la formation et de la consolidation des cadres marxistes dans les Républiques et régions nationales (p. 92)

La question nationale (1924) (p. 94)

- I. Position de la question (p. 94)
- II. Le mouvement de libération des peuples opprimés et la révolution prolétarienne (p. 96)

Sur la question nationale en Yougoslavie (1925) (p. 99)

Des tâches politiques de l'Université des peuples d'Orient (1925) (p. 102)

- I. Les tâches de l'U.C.T.O. à l'égard des Républiques soviétiques d'Orient (p. 102)
- II. Les tâches de l'U.C.T.O. à l'égard des pays d'Orient, coloniaux et dépendants (p. 107)

Encore une fois sur la question nationale (1925) (p. 111)

Extrait de la lettre adressée au camarade Kaganovitch et aux autres membres du comité central du parti communiste d'Ukraine (1926) (p. 116)

A propos de la Chine (1927) (p. 118)

De la méthode prolétarienne pour résoudre la question nationale (1927) (p. 130)

La question nationale et le léninisme (1929) (p. 132)

- I. La notion de nation (p. 132)
- II. Naissance et développement des nations (p. 133)
- III. L'avenir des nations et des langues nationales (p. 135)
- IV. La politique du Parti dans la question nationale (p. 139)

A propos des déviations dans la question nationale (1930) (p. 143)

A propos des déviations vers le nationalisme (1934) (p. 149)

Sur le projet de constitution de l'U.R.S.S. (1936) (p. 150)

Sur le patriotisme soviétique (1944) (p. 153)

Sur le traité soviéto-finlandais (1948) (p. 154)

Annexes (Principales décisions du Parti sur la question nationale). (p. 155)

Résolution sur la question nationale (1917) (p. 155)

Extrait du programme du Parti (dans le domaine des rapports nationaux) (1919) (p. 156)

Des tâches immédiates du Parti dans la question nationale (1921) (p. 157)

- I. Le régime capitaliste et l'oppression nationale (p. 157)
- II. Le régime soviétique et la liberté nationale (p. 158)
- III. Les tâches immédiates du P.C.R. (p. 160)

Les facteurs nationaux dans l'édification du Parti et de l'État (1923) (p. 163)

Extrait de la résolution sur le rapport du Comité central (1930) (p. 169)

Extraits de la Constitution stalinienne (p. 170)

LE MARXISME ET LA QUESTION NATIONALE

(1913)

[L'article «Le marxisme et la question nationale», écrit fin 1912-début 1913, à Vienne, parut pour la première fois en 1913 sous la signature K. Staline dans les numéros 3-5 de la revue bolchévik Prosvetchenié, sous le titre : « La question nationale et la social-démocratie ». En 1914, il fut publié en brochure sous le titre : la Question nationale et le marxisme, aux éditions Priboï (Pétersbourg). En 1920, l'article fut réédité par le commissariat du peuple aux Minorités nationales dans le Recueil d'articles de Staline sur la question nationale (Editions d'Etat, Toula). Ce recueil était précédé d'une « Note de l'auteur » dont le passage ci-dessous se rapporte au présent article : ... « L'article reflète la période des discussions de principe sur la question nationale dans les rangs de la social-démocratie russe, à l'époque de la réaction tsariste et des grands propriétaires fonciers, un an et demi avant le début de la guerre impérialiste, époque où montait la révolution démocratique bourgeoise en Russie. Deux théories de la nation s'affrontaient alors et, partant, deux programmes nationaux : le programme autrichien, appuyé par le Bund et les menchéviks, et le programme russe, bolchevik. Le lecteur trouvera dans l'article la caractéristique de ces deux courants. Les événements ultérieurs, plus particulièrement la guerre impérialiste et le démembrement de l'Autriche-Hongrie en Etats nationaux distincts, ont montré avec évidence de quel côté est la vérité. Maintenant que Springer et Bauer sont restés Gros-Jean comme devant avec leur programme national, il n'est guère possible de douter que l'histoire a condamné l'« école autrichienne ». Le Bund lui-même a dû reconnaître que « la revendication de l'autonomie nationale-culturelle [c'est-à-dire du programme national autrichien], formulée en régime capitaliste, perd son sens dans les conditions de la révolution socialiste » (voir la XII^e conférence du Bund, 1920). Le Bund ne se doute même pas que, de ce fait, il a reconnu (sans le faire exprès) l'inconsistance doctrinale des fondements théoriques du programme national autrichien, l'inconsistance doctrinale de la théorie autrichienne de la nation. » C'est à propos de cet article de Staline que Lénine écrivait à Gorki dans la seconde moitié de février 1913 : « Nous avons ici un merveilleux Géorgien qui, après avoir rassemblé tous les matériaux autrichiens et autres, a entrepris de composer un grand article pour le Prosvetchenié. » Lorsque l'ouvrage parut, Lénine en reconnut hautement le mérite dans son article : « le Programme national du P. O. S. D. R. », que publia la revue Social-démocrate, n° 32, du 28 (15) décembre 1913. Indiquons les raisons qui, au cours de cette période, placèrent à l'un des tout premiers plans la question nationale, il écrit : « Dans la littérature marxiste théorique, cet état de choses, ainsi que les principes du programme national de la social-démocratie ont déjà, ces derniers temps, été mis en lumière (citons ici en premier lieu l'article de Staline). »]

La période de contre-révolution en Russie apporta non seulement « la foudre et l'éclair », mais aussi la déception à l'égard du mouvement, le manque de foi dans les forces communes. On avait cru à un « avenir radieux », et les gens luttèrent ensemble indépendamment de leur nationalité : les problèmes communs, avant tout ! Un doute se glissa dans l'âme, et les gens commencèrent à se séparer pour regagner chacun son chez soi national : que chacun ne compte que sur soi-même ! « Problème national », avant tout !

En même temps, se produisait dans le pays une sérieuse refonte de la vie économique. L'année 1905 n'avait pas été perdue pour lui : les restes du régime de servage à la campagne avaient reçu un coup de plus. Une série de bonnes récoltes succédant aux disettes et l'essor industriel qui suivit, firent progresser le capitalisme. La différenciation à la campagne et la croissance des villes, le développement du commerce et des voies de communication firent un grand pas en avant. Cela est vrai surtout en ce qui concerne la périphérie. Or, cela ne pouvait pas ne pas accélérer le processus de consolidation économique des nationalités composant la Russie. Ces dernières devaient se mettre en mouvement...

C'est encore dans le sens d'un réveil des nationalités qu'agissait le « régime constitutionnel » qui s'était établi à cette époque. Le développement des journaux et de la littérature en général, une certaine

liberté de la presse et des institutions culturelles, le développement des théâtres nationaux, etc., contribuèrent sans nul doute à renforcer les « sentiments nationaux ». La Douma avec sa campagne électorale et ses groupes politiques ouvrit de nouvelles possibilités pour ranimer les nations, une nouvelle et vaste arène pour la mobilisation de ces dernières.

Et la vague de nationalisme belliqueux, partie d'en haut, toute une suite de répressions de la part des « détenteurs du pouvoir », qui se vengeaient sur la périphérie pour son « amour de la liberté », provoquèrent une contre-vague de nationalisme montant d'en bas, qui se transformait parfois en un grossier chauvinisme. Le renforcement du sionisme [*Sionisme, courant politique nationaliste-réactionnaire, qui avait des partisans dans la petite et la moyenne bourgeoisie juive commerçante et artisanale, parmi les intellectuels, les employés de commerce, les artisans et dans les couches les plus arriérées des ouvriers juifs. Ce courant se donnait pour but d'organiser en Palestine un Etat bourgeois juif propre et cherchait à isoler les masses ouvrières juives de la lutte commune du prolétariat.*] parmi les Juifs, le chauvinisme croissant en Pologne, le panislamisme [*Panislamisme, idéologie politique des couches supérieures turques, tatars, etc. (khans, moulahs, grands propriétaires fonciers, marchands, etc.), qui tendaient à réunir en un tout unique tous les peuples confessant l'islamisme (religion musulmane). Un autre courant proche du panislamisme, c'est le panturquisme ; celui-ci tendait à grouper les populations musulmanes turkies sous le pouvoir des Turcs.*] parmi les Tatars, le renforcement du nationalisme parmi les Arméniens, les Géorgiens, les Ukrainiens la tendance générale du philistin à l'antisémitisme, autant de faits connus de tous.

La vague de nationalisme montait, toujours plus forte, menaçant d'entraîner les masses ouvrières. Et plus le mouvement de libération allait décroissant, plus les fleurs du nationalisme s'épanouissaient luxuriantes.

Dans ce moment difficile, une haute mission incombait à la social-démocratie : battre en brèche le nationalisme, préserver les masses de la « contagion » générale. Car la social-démocratie, et elle seule, pouvait le faire, en opposant au nationalisme l'arme éprouvée de l'internationalisme, l'unité et l'indivisibilité de la lutte de classes. Et plus la vague de nationalisme montait, plus retentissante devait être la voix de la social-démocratie en faveur de la fraternité et de l'unité des prolétaires de toutes les nationalités de Russie. En cette circonstance, les social-démocrates de la périphérie, qui se heurtaient directement au mouvement nationaliste, devaient faire preuve d'une fermeté particulière.

Or, tous les social-démocrates ne se sont pas montrés à la hauteur de cette tâche, et, avant tout, les social-démocrates de la périphérie. Le Bund [*Le Bund, Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, Pologne et Russie. Fondé en septembre 1897 au congrès de Vilna, il déploya une grande activité principalement parmi les artisans juifs. Le Bund adhéra au P.O.S.D.R. au I^{er} congrès de ce dernier (en 1898), « en tant qu'organisation autonome, indépendante seulement dans les questions concernant spécialement le prolétariat juif ». Jusqu'en 1901, au nombre des revendications politiques, le Bund ne formulait à part que celle de l'égalité civique pour les Juifs. Au II^e congrès du P.O.S.D.R., en 1903, le Bund quitta le Parti, après que le congrès eut repoussé la revendication du Bund exigeant qu'on le reconnût comme le représentant unique du prolétariat juif et qu'on acceptât une structure du Parti sur des bases fédératives. A son VI^e congrès tenu en 1905, le Bund formule la revendication de l' « autonomie culturelle-nationale », qui s'exprime dans le « retrait, du ressort de l'Etat et des organismes d'autonomie locale et territoriale, de toutes les fonctions rattachées aux questions de la culture (instruction publique, etc.), et dans leur transmission à la nation elle-même, sous la forme d'institutions spéciales, tant locales que centrales, élues par tous les membres sur la base du suffrage universel égal, direct et secret ». La seconde union du Bund avec le P.O.S.D.R. eut lieu après le IV^e congrès de Stockholm, en 1906. Ce congrès n'examina pas la question du programme national du Bund; il la laissa ouverte. Dans la lutte au sein du Parti, le Bund occupait la plupart du temps une position de droite et soutenait les menchéviks ; à dater de 1912, il entra en rapports étroits d'organisation avec les liquidateurs. Pendant la guerre, le Bund (à l'exception d'un petit nombre d'internationalistes) fut partisan de la défense nationale, et, après la révolution de Février, il soutint le gouvernement de coalition et combattit les bolchéviks. Fin 1918, des groupes de gauche s'organisèrent*

au sein du Bund et, en mai 1919, se tint à Kiev la première conférence du « Bund communiste » dissident d'Ukraine, où il fusionna avec le « Parti communiste juif unifié » pour former l'« Union communiste juive » (Komfarband), admise au Parti communiste russe au mois d'août 1919. En Russie-Blanche, l'aile gauche du Bund, organisée en « Parti communiste juif », adhéra également au P.C.R., en mars 1919. Enfin, en mars 1921, à la conférence de Minsk, les restes du Bund prirent la décision d'adhérer officiellement au P.C.R., ne laissant en dehors de ce dernier qu'une partie insignifiante du Bund avec Abramovitch à la tête. Déjà en 1920, à sa XII^e conférence qui avait reconnu la nécessité de renoncer à la tactique d'opposition à l'égard du pouvoir des Soviets, le Bund avait reconnu officiellement l'inutilité de sa principale revendication nationaliste, l'« autonomie culturelle-nationale », et il avait déclaré que « la revendication de l'autonomie culturelle-nationale, formulée dans le cadre du régime capitaliste, perd son sens dans les conditions de la révolution socialiste ».] qui, auparavant, soulignait les tâches communes, plaçait maintenant au premier plan ses buts particuliers, purement nationalistes : il est allé jusqu'à proclamer la « fête du samedi » et la « reconnaissance du yiddish » (Cf. Rapport sur la IX^e conférence du Bund.) comme revendication de combat dans sa campagne électorale. [La IX^e conférence du Bund se tint en juin 1912, à Vienne. Elle examina les questions relatives aux élections pour la IV^e Douma d'Empire et à la convocation de la conférence d'août (des liquidateurs), à laquelle, comme on le sait, participèrent les bundistes. Les résolutions de la X^e conférence du Bund portaient un caractère d'opportunisme et de liquidationisme extrêmes (rejet du mot d'ordre de la République, mise à l'arrière-plan du travail illégal, abandon des tâches révolutionnaires du prolétariat). La conférence sanctionna l'union déclarée du Bund avec les menheviki-liquidateurs et la « gauche » du Parti socialiste polonais.] Le Bund a été suivi du Caucase : une partie des social-démocrates caucasiens qui, auparavant, n'iaient avec les autres social-démocrates caucasiens l'« autonomie culturelle-nationale », en font maintenant une revendication du jour. (Cf. Communication de la conférence d'août.) Nous ne parlons même pas de la conférence des liquidateurs [Il s'agit de la conférence des liquidateurs, dite conférence d'août, qui se tint en août 1912, à Vienne, et qui avait pour but l'organisation d'un bloc anti-bolchévik. Prirent part à la conférence les liquidateurs, le Bund, les Lettons et une partie des social-démocrates caucasiens ; quant au principal organisateur et inspirateur de la conférence, ce fut L. Trotski. Voir la résolution adoptée à cette conférence sur la question nationale et la critique de cette résolution aux pages 58 et suivantes de la présente édition.] qui a sanctionné diplomatiquement les flottements nationalistes. [Cf. Communication de la conférence d'août.]

Il s'ensuit donc que les conceptions de la social-démocratie russe sur la question nationale ne sont pas encore nettes pour tous les social-démocrates.

Un examen sérieux de la question nationale sous tous ses aspects est évidemment nécessaire. Il faut que les social-démocrates conséquents fassent un effort coordonné et inlassable pour dissiper le brouillard nationaliste, d'où qu'il vienne.

I. — La nation

Qu'est-ce que la nation ?

La nation, c'est avant tout une communauté, une communauté déterminée d'individus.

Cette communauté n'est pas de race, ni de tribu.

L'actuelle nation italienne a été formée de Romains, de Germains, d'Etrusques, de Grecs, d'Arabes, etc. La nation française s'est constituée de Gaulois, de Romains, de Bretons, de Germains, etc. Il faut en dire autant des Anglais, des Allemands et des autres, constitués en nations avec des hommes appartenant à des races et à des tribus diverses.

Ainsi, la nation n'est pas une communauté de race ni de tribu, mais une communauté d'hommes historiquement constituée.

D'autre part, il est hors de doute que les grands Etats de Cyrus ou d'Alexandre ne pouvaient pas être appelés nations, bien que formés historiquement, formés de tribus et de races diverses. Ce n'étaient pas des nations, mais des conglomérats de groupes accidentels et peu liés entre eux, qui se désagrégeaient et s'unissaient, suivant les succès ou les défaites de tel ou tel conquérant.

Ainsi, une nation n'est pas un conglomérat accidentel ni éphémère, mais une communauté stable d'hommes.

Mais toute communauté stable ne crée pas la nation. L'Autriche et la Russie sont aussi des communautés stables, pourtant personne ne les dénomme nations. Qu'est-ce qui distingue la communauté nationale de la communauté d'Etat ? Entre autres, le fait que la communauté nationale ne saurait se concevoir sans une langue commune, tandis que pour l'Etat la langue commune n'est pas obligatoire. La nation tchèque en Autriche et la polonaise en Russie seraient impossibles sans une langue commune pour chacune d'elles; cependant que l'existence de toute une série de langues à l'intérieur de la Russie et de l'Autriche n'empêche pas l'unité de ces Etats. Il s'agit évidemment des langues populaires parlées, et non des langues officielles des administrations.

Ainsi, *communauté de langue*, comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

Cela ne veut évidemment pas dire que les diverses nations parlent toujours et partout des langues différentes, ou que tous ceux qui parlent la même langue constituent forcément une seule nation. Une langue *commune* pour chaque nation, mais pas nécessairement des langues différentes pour les diverses nations ! Il n'est pas de nation qui parle à la fois plusieurs langues, mais cela ne signifie pas encore qu'il ne puisse y avoir deux nations parlant la même langue ! Les Anglais et les Nord-américains parlent la même langue et cependant ils ne constituent pas une même nation. Il faut en dire autant des Norvégiens et des Danois, des Anglais et des Irlandais.

Mais pourquoi, par exemple, les Anglais et les Nord-américains ne constituent-ils pas une seule nation, malgré la langue qui leur est commune ?

Tout d'abord parce qu'ils ne vivent pas côte à côte, mais sur des territoires différents. Une nation ne se constitue que comme le résultat de relations durables et régulières, comme le résultat de la vie commune des hommes, de génération en génération. Or, une longue vie en commun est impossible sans un territoire commun. Les Anglais et les Américains peuplaient autrefois un seul territoire, l'Angleterre, et formaient une seule nation. Puis, une partie des Anglais émigra d'Angleterre vers un nouveau territoire, en Amérique, et c'est là, sur ce nouveau territoire, qu'elle a formé avec le temps, une nouvelle nation, la nord-américaine. La diversité des territoires a amené la formation de nations diverses.

Ainsi, *communauté de territoire*, comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

Mais ce n'est pas encore tout. La communauté du territoire en elle-même ne fait pas encore une nation. Pour cela, il faut qu'il y ait en outre une liaison économique interne, soudant les diverses parties de la nation en un tout unique. Une telle liaison n'existe pas entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord, et c'est pourquoi elles forment deux nations différentes. Mais les Nord-américains eux-mêmes ne mériteraient pas d'être appelés nation, si les différents points de l'Amérique du Nord n'étaient pas liés entre eux en un tout économique, grâce à la division du travail entre eux, au développement des voies de communication, etc.

Prenons, par exemple, les Géorgiens. Les Géorgiens d'avant la réforme [*Il s'agit ici de la réforme de 1863-1867, qui abolit le servage en Géorgie.*] vivaient sur un territoire commun et parlaient une seule langue ; et pourtant ils ne formaient pas, à parler strictement, une seule nation, car, divisés en une série de principautés détachées les unes des autres, ils ne pouvaient vivre une vie économique commune, se faisaient la guerre durant des siècles et se ruinaient mutuellement, en excitant les uns contre les autres

les Persans et les Turcs. La réunion éphémère et accidentelle des principautés, que réussissait parfois à réaliser un tsar chanceux, n'englobait dans le meilleur des cas que la sphère administrative superficielle, pour se briser rapidement aux caprices des princes et à l'indifférence des paysans. D'ailleurs, il ne pouvait en être autrement, en présence du morcellement économique de la Géorgie. Celle-ci, en tant que nation, n'apparut que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, lorsque la fin du servage et le progrès de la vie économique du pays, le développement des voies de communication et la naissance du capitalisme, eurent établi la division du travail entre les régions de la Géorgie, et définitivement ébranlé l'isolement économique des principautés pour les réunir en un tout unique.

Il faut en dire autant des autres nations qui ont franchi le stade du féodalisme et développé chez elles le capitalisme.

Ainsi, *communauté de la vie économique, cohésion économique*, comme l'une des particularités caractéristiques de la nation.

Mais cela non plus n'est pas tout. Outre ce qui a été dit, il faut encore tenir compte des particularités de la psychologie des hommes réunis en nation. Les nations se distinguent les unes des autres non seulement par les conditions de leur vie, mais aussi par leur mentalité qui s'exprime dans les particularités de la culture nationale. Si l'Angleterre, l'Amérique du Nord et l'Irlande qui parlent une seule langue forment néanmoins trois nations différentes, un rôle assez important est joué en l'occurrence par cette formation psychique originale qui s'est élaborée, chez elles, de génération en génération, par suite de conditions d'existence différentes.

Evidemment, la formation psychique en elle-même, ou, comme on l'appelle autrement, le « caractère national », apparaît pour l'observateur comme quelque chose d'insaisissable ; mais pour autant qu'elle s'exprime dans l'originalité de la culture commune à la nation, elle est saisissable et ne saurait être méconnue.

Inutile de dire que le « caractère national » n'est pas une chose établie une fois pour toutes, qu'il se modifie en même temps que les conditions de vie ; mais pour autant qu'il existe à chaque moment donné, il laisse son empreinte sur la physionomie de la nation.

Ainsi, *communauté de la formation psychique* qui se traduit dans la communauté de la culture, comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

De cette façon, nous avons épuisé tous les indices caractérisant la nation.

La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture.

Et il va de soi que la nation, comme tout phénomène historique, est soumise aux lois de l'évolution, possède son histoire, un commencement et une fin.

Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés, pris isolément, ne suffit à définir la nation. Bien plus : l'absence même d'un seul de ces indices suffit pour que la nation cesse d'être nation.

On peut se représenter des hommes ayant un « caractère national » commun, sans que l'on puisse dire toutefois qu'ils forment une seule nation, s'ils sont économiquement dissociés, s'ils vivent sur des territoires différents, s'ils parlent des langues différentes, etc. Tels sont, par exemple, les Juifs russes, galiciens, américains, géorgiens, ceux des montagnes du Caucase qui, à notre avis, ne forment pas une nation unique.

On peut se représenter des hommes dont la vie économique et le territoire sont communs, et qui cependant ne forment pas une nation, s'ils n'ont pas la communauté de langue et de « caractère national ». Tels, par exemple, les Allemands et les Lettons dans les pays de la Baltique.

Enfin les Norvégiens et les Danois parlent une seule langue, sans pour cela former une seule nation, vu l'absence des autres, indices.

Seule, la réunion de tous les indices pris ensemble nous donne la nation.

Il peut sembler que le « caractère national » ne soit pas un des indices, mais l'*unique* indice essentiel de la nation, et que tous les autres indices constituent à proprement parler les *conditions* du développement de la nation, et non ses indices. Ce point de vue est partagé, par exemple, par les théoriciens social-démocrates de la question nationale, connus en Autriche, R. Springer et surtout O. Bauer. Examinons leur théorie de la nation. D'après Springer,

« la nation est une association d'hommes pensant et parlant de la même manière... la communauté culturelle d'hommes contemporains, qui *ne sont plus liés au sol* » (*Voir le Problème national de R. Springer, p. 43, édit. Obchtchestvennaïa Polza, 1909.*) [souligné par nous. J. S.].

Ainsi, « association » d'hommes pensant et parlant de la même manière, quelque dissociés qu'ils soient entre eux et où qu'ils vivent.

Bauer va encore plus loin :

« Qu'est-ce que la nation ? interroge-t-il. Est-ce la communauté de langue qui réunit les hommes en nation ? Mais les Anglais et les Irlandais... parlent une seule langue, sans toutefois former un seul peuple. Les Juifs n'ont pas du tout de langue commune et forment, néanmoins, une nation. » (*Voir O. Bauer : la Question nationale et la social-démocratie, p. 1-2, édit. Serp. 1909.*)

Mais alors qu'est-ce qu'une nation ?

« La nation est une communauté de caractère relative. » (*Idem, p. 6.*)

Mais qu'est-ce que le caractère, en l'espèce le caractère national ?

Le caractère national, c'est

« la somme des indices distinguant les hommes d'une nationalité de ceux d'une autre, un complexe de qualités physiques et morales qui distingue une nation de l'autre. » (*Idem, p. 2.*)

Certes, Bauer sait que le caractère national ne tombe pas du ciel, aussi ajoute-t-il :

« Le caractère des hommes n'est déterminé par rien d'autre que leur sort », ... « la nation n'est autre chose qu'une communauté du sort », déterminée à son tour par les « conditions dans lesquelles les hommes produisent leurs moyens d'existence et répartissent les produits de leur travail. » (*Voir O. Bauer : la Question nationale et la social-démocratie, p. 24-25, éd. Serp, 1909.*)

Ainsi, nous en arrivons à la définition la plus « complète » de la nation, comme s'exprime Bauer.

« La nation est tout l'ensemble des hommes réunis dans une communauté de caractère sur le terrain de la communauté du sort. » (*Idem, p. 139.*)

Donc, communauté du caractère national sur le terrain de la communauté du sort, prise en dehors du lien obligatoire avec la communauté du territoire, de la langue et de la vie économique.

Mais que reste-t-il, en ce cas, de la nation ? De quelle communauté nationale peut-il être question chez des hommes dissociés économiquement les uns des autres, vivant sur des territoires différents et parlant, de génération en génération, des langues différentes ?

Bauer parle des Juifs comme d'une nation, bien qu'«ils n'aient pas du tout de langue commune» (*Idem*, p. 2.) ; mais de quelle « communauté du sort » et de quelle cohésion nationale peut-il être question, par exemple, chez les Juifs géorgiens, daghestanais, russes ou américains, complètement détachés les uns des autres, vivant sur des territoires différents et parlant des langues différentes ?

Les Juifs en question vivent, sans nul doute, une vie économique et politique commune avec les Géorgiens, les Daghestanais, les Russes et les Américains, dans une atmosphère culturelle commune avec chacun de ces peuples ; cela ne peut manquer de laisser une empreinte sur leur caractère national ; et s'il leur est resté quelque chose de commun, c'est la religion, leur origine commune et certains vestiges de leur caractère national. Tout cela est indéniable. Mais comment peut-on affirmer sérieusement que les rites religieux ossifiés et les vestiges psychologiques qui s'évanouissent, influent sur le « sort » des Juifs mentionnés, avec plus de force que le milieu vivant social, économique et culturel qui les entoure ? Or, ce n'est qu'en partant de cette hypothèse que l'on peut parler des Juifs en général comme d'une nation unique.

Qu'est-ce qui distingue alors la nation de Bauer, de l'« esprit national » mystique et se suffisant à lui-même des spiritualistes ?

Bauer trace une limite infranchissable entre le « trait distinctif » d'une nation (caractère national) et les « conditions » de sa vie, en les dissociant l'un des autres. Mais qu'est-ce que le caractère national, sinon le reflet des conditions de vie, sinon un concentré des impressions reçues du milieu environnant ? Comment peut-on se borner uniquement au caractère national, en l'isolant et le dissociant du terrain qui l'a engendré ?

Et puis, qu'est-ce qui distinguait, à proprement parler, la nation anglaise de la nord-américaine, à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, alors que l'Amérique du Nord se dénommait encore la « Nouvelle-Angleterre » ?

Ce n'est évidemment pas le caractère national : car les Nord-américains étaient originaires de l'Angleterre ; ils avaient emporté avec eux, en Amérique, outre la langue anglaise, le caractère national anglais, dont ils ne pouvaient évidemment pas se départir si vite, quoique sous l'influence des conditions nouvelles, un caractère particulier se formât vraisemblablement chez eux. Et cependant, malgré la communauté plus ou moins grande du caractère, ils constituaient déjà à cette époque une nation distincte de l'Angleterre ! Il est évident que la « Nouvelle-Angleterre », en tant que nation, se distinguait alors de l'Angleterre, en tant que nation, non par son caractère national particulier, ou moins par le caractère national que par le milieu distinct de l'Angleterre, par les conditions de vie.

De cette façon, il est clair qu'il n'existe pas en réalité d'indice distinctif *unique* de la nation. Il existe seulement une somme d'indices parmi lesquels, lorsqu'on compare les nations, se détache avec plus de relief tantôt un indice (caractère national), tantôt un autre (langue), tantôt un troisième (territoire, conditions économiques). La nation est une combinaison de tous les indices pris ensemble.

Le point de vue de Bauer identifiant la nation avec le caractère national, détache la nation du sol et en fait une sorte de force invisible, se suffisant à elle-même. Dès lors, ce n'est plus une nation, vivante et agissante, mais quelque chose de mystique, d'insaisissable et d'outre-tombe. Car, je le répète, qu'est-ce par exemple que cette nation juive, constituée par des Juifs géorgiens, daghestanais, russes, américains et autres, dont les membres ne se comprennent pas les uns les autres (parlent des langues différentes), vivent dans les différentes parties du globe, ne se verront jamais, n'agiront jamais en commun, ni en temps de paix, ni en temps de guerre ? Non, ce n'est pas pour de telles « nations » n'existant que sur le papier, que la social-démocratie établit son programme national. Elle ne peut tenir compte que des

nations réelles, qui agissent, qui se meuvent et qui, pour cette raison, obligent les autres à compter avec elles.

Bauer confond évidemment la *nation*, catégorie historique, avec la *tribu*, catégorie ethnographique.

Au reste, Bauer lui-même sent apparemment la faiblesse de sa position. Proclamant résolument, au début de son livre, les Juifs comme une nation (*Voir p. 2 de son livre : la Question nationale et la social-démocratie.*), Bauer se corrige à la fin de son livre, affirmant que la « société capitaliste en général ne leur permet pas (aux Juifs) de se conserver en tant que nation » (*Idem., p. 389.*) et les assimile aux autres nations. La raison en est, paraît-il, que « les Juifs n'ont pas de région délimitée de colonisation » (*Idem., p. 388.*), alors qu'une telle région existe, par exemple, chez les Tchèques qui, d'après Bauer, doivent se conserver comme nation. Bref, la cause en est dans l'absence de territoire.

Raisonnant ainsi, Bauer voulait démontrer que l'autonomie nationale ne peut pas être la revendication des ouvriers juifs (*Idem., p. 396.*), mais il a, de ce fait, renversé, sans le faire exprès, sa propre théorie, qui nie la communauté du territoire, comme l'un des indices de la nation.

Mais Bauer va plus loin. Au début de son livre, il déclare résolument que « les Juifs n'ont pas du tout de langue commune et n'en forment pas moins une nation ». (*Idem., p. 2.*) Mais à peine arrivé à la page 130, il change de front en déclarant avec non moins de résolution : « Il n'est pas douteux qu'aucune nation n'est possible sans une langue commune » (*Cf. la Question nationale et la social-démocratie, p. 130.*) (*souligné par nous. J.S.*)

Bauer voulait démontrer ici que « la langue est l'instrument le plus important des relations entre les hommes » (*Idem., p. 130.*), mais, en même temps, il a démontré aussi, sans le faire exprès, ce qu'il ne se proposait pas de démontrer, à savoir : la carence de sa propre théorie de la nation, qui nie l'importance de la communauté de la langue.

C'est ainsi que se dément elle-même cette théorie cousue de fil idéaliste.

II. — Le mouvement national

La nation n'est pas simplement une catégorie historique, mais une catégorie historique d'une époque déterminée, de l'époque du capitalisme ascendant. Le processus de liquidation du féodalisme et de développement du capitalisme est en même temps le processus de constitution des hommes en nations. Il en va ainsi, par exemple, en Europe occidentale. Les Anglais, les Français, les Allemands, les Italiens, etc., se sont constitués en nations, alors que s'effectuait la marche victorieuse du capitalisme qui triomphait du morcellement féodal.

Mais la formation des nations y signifiait du même coup leur transformation en Etats nationaux indépendants. Les nations anglaise, française et autres sont, en même temps, des Etats anglais, etc. L'Irlande, restée en dehors de ce processus, ne change rien au tableau d'ensemble.

Il en va un peu autrement dans l'Europe orientale. Alors qu'en Occident les nations se sont développées en Etats, en Orient se sont formés des Etats multinationaux, Etats composés de plusieurs nationalités. Telles l'Autriche-Hongrie, la Russie. En Autriche, les Allemands se sont avérés les plus évolués sous le rapport politique; aussi se sont-ils chargés, eux, de réunir les nationalités autrichiennes dans un Etat. En Hongrie, les Magyars, noyau de nationalités hongroises, se sont avérés les plus aptes à s'organiser en Etat ; et ce sont encore eux les unificateurs de la Hongrie. En Russie, le rôle d'unificateurs des nationalités a été assumé par les Grands-Russes, qui avaient à leur tête une forte bureaucratie militaire de la noblesse, organisée et historiquement constituée.

Il en a été ainsi en Europe orientale.

Ce mode particulier de constitution des Etats ne pouvait avoir lieu que dans les conditions du féodalisme non encore liquidé, dans les conditions d'un capitalisme faiblement développé, lorsque les nationalités refoulées à l'arrière-plan n'avaient pas encore eu le temps de se consolider économiquement, pour se constituer en nations.

Mais le capitalisme commence à se développer aussi dans les Etats de l'Europe orientale. Le commerce et les voies de communication se développent. De grandes villes surgissent. Les nations se consolident économiquement. Le capitalisme, ayant fait irruption dans la vie calme des nationalités refoulées, les agite et les met en mouvement. Le développement de la presse et du théâtre, l'activité du Reichsrat (en Autriche) et de la Douma (en Russie), contribuent à renforcer les « sentiments nationaux ». *L'intelligentzia* qui s'est formée, se pénètre de l'« idée nationale », et agit dans la même direction... Mais les nations refoulées, éveillées à la vie propre, ne se constituent plus en Etats nationaux indépendants : elles rencontrent sur leur chemin la résistance vigoureuse des couches dirigeantes des nations maîtresses, placées depuis longtemps déjà à la tête de l'Etat. — Trop tard !...

C'est ainsi que se constituent en nations les Tchèques, les Polonais, etc., en Autriche ; les Croates, etc., en Hongrie ; les Lettons, les Lituaniens, les Ukrainiens, les Géorgiens, les Arméniens, etc., en Russie. Ce qui était une exception en Europe occidentale (Irlande) est devenu la règle en Orient.

En Occident, l'Irlande a répondu au régime d'exception par un mouvement national. En Orient, les nations réveillées devaient répondre de même.

Ainsi, se sont formées les conditions qui poussèrent les jeunes nations de l'Est européen à la lutte.

La lutte s'engagea et s'enflamma, à proprement parler, non pas entre les nations dans leur ensemble, mais entre les classes dominantes des nations maîtresses et des nations refoulées. La lutte est menée ordinairement ou par la petite bourgeoisie citadine de la nation opprimée contre la grande bourgeoisie de la nation maîtresse (Tchèques et Allemands) ; ou par la bourgeoisie rurale de la nation opprimée contre les grands propriétaires fonciers de la nation dominante (les Ukrainiens en Pologne) ; ou bien par toute la bourgeoisie « nationale » des nations opprimées contre la noblesse régnante de la nation maîtresse (Pologne, Lituanie, Ukraine en Russie).

La bourgeoisie détient le principal rôle.

Le marché, voilà la question essentielle pour la jeune bourgeoisie. Ecouler ses marchandises et sortir victorieuse dans la concurrence avec la bourgeoisie d'une autre nationalité, tel est son but. De là, son désir de s'assurer son marché « propre », « national ». Le marché est la première école où la bourgeoisie apprend le nationalisme.

Mais les choses, ordinairement, ne se bornent pas au marché. A la lutte vient se mêler la bureaucratie semi-féodale, semi-bourgeoise de la nation dominante, avec ses méthodes de la « poigne et de la défense expresse ». La bourgeoisie d'une nation maîtresse, qu'elle soit petite ou grande, il n'importe, acquiert la possibilité de venir à bout de son concurrent « plus vite » et « plus résolument ». Les « forces » s'unissent, et toute une série de mesures restrictives commencent à s'exercer contre la bourgeoisie « allogène », mesures dégénérant en répression. De la sphère économique, la lutte est reportée dans la sphère politique. La restriction de la liberté de déplacement, les entraves à l'usage de la langue, la restriction des droits électoraux, la réduction du nombre des écoles, les entraves à l'exercice de la religion, etc., pleuvent dru sur la tête du « concurrent ». Certes, de telles mesures ne servent pas seulement les intérêts des classes bourgeoises de la nation maîtresse, mais aussi les buts spécifiques, les buts de caste, pour ainsi dire, de la bureaucratie régnante. Mais au point de vue des résultats, cela est absolument indifférent : les classes bourgeoises et la bureaucratie marchent en l'occurrence la main dans la main, qu'il s'agisse de l'Autriche-Hongrie ou de la Russie, peu importe.

Pressée de toutes parts, la bourgeoisie de la nation opprimée entre naturellement en mouvement. Elle en appelle à « son peuple » et commence à invoquer à grands cris la « patrie », faisant passer sa propre cause pour celle du peuple entier. Elle recrute pour elle-même une armée parmi ses « compatriotes » dans l'intérêt... de la « patrie ». Et le « peuple » ne reste pas toujours indifférent aux appels, il se rassemble autour de son drapeau : la répression d'en haut l'atteint, lui aussi, et provoque son mécontentement.

C'est ainsi que commence le mouvement national.

La force du mouvement national est fonction du degré de participation à ce mouvement des vastes couches de la nation, du prolétariat et de la paysannerie.

Le prolétariat se rangera-t-il sous le drapeau du nationalisme bourgeois, cela dépend du degré de développement des contradictions de classe, de la conscience et de l'organisation du prolétariat. Le prolétariat conscient possède son propre drapeau éprouvé, et point n'est besoin pour lui de se ranger sous le drapeau de la bourgeoisie.

En ce qui concerne les paysans, leur participation au mouvement national dépend avant tout du caractère de la répression. Si la répression heurte les intérêts de la « terre », comme ce fut le cas en Irlande, les grandes masses de paysans se rangent aussitôt sous le drapeau du mouvement national.

D'un autre côté, si, par exemple en Géorgie, il n'y a pas de nationalisme *anti-russe* tant soit peu sérieux, c'est d'abord parce qu'il n'y a point là-bas de grands propriétaires fonciers russes ou de grosse bourgeoisie russe, qui pourraient alimenter un tel nationalisme dans les masses. Il existe en Géorgie un nationalisme *anti-arménien*, mais c'est parce qu'il y a encore là-bas, une grande bourgeoisie arménienne qui, battant la petite bourgeoisie géorgienne non encore affermie, pousse cette dernière au nationalisme anti-arménien.

Suivant ces facteurs, le mouvement national ou bien prend un caractère de masse, en gagnant toujours du terrain (Irlande, Galicie), ou bien il se transforme en une suite de petites échauffourées et dégénère en scandale et « lutte » pour les enseignes de boutiques (certaines petites villes de Bohême).

Le contenu du mouvement national ne peut, évidemment, pas être le même partout : il dépend entièrement des revendications diverses formulées par le mouvement. En Irlande, le mouvement revêt un caractère agraire; en Bohême, un caractère de « langue » ; ici, on réclame l'égalité civile et la liberté confessionnelle; là, ses fonctionnaires « à soi » ou une Diète à soi. Les revendications diverses laissent entrevoir souvent des traits divers caractérisant la nation en général (langue, territoire, etc.). Chose à retenir, c'est que nulle part on ne trouve la revendication concernant l'universel « caractère national » bauerien. Et cela se conçoit : le « caractère national », pris *en lui-même*, est insaisissable, et, comme l'a justement fait remarquer I. Strasser, « on ne saurait s'en servir pour faire de la politique ». (*Voir son Der Arbeiter und dit Nation, 1912, p. 33.*)

Tels sont, en somme, les formes et le caractère du mouvement national.

De ce qui précède, il résulte nettement que la lutte nationale dans les conditions du capitalisme *ascendant*, est une lutte des classes bourgeoises entre elles. Parfois, la bourgeoisie réussit à entraîner dans le mouvement national le prolétariat, et alors la lutte nationale prend, *en apparence*, un caractère « populaire général », mais rien qu'en apparence. *Dans son essence*, elle reste toujours bourgeoise, avantageuse et souhaitable principalement pour la bourgeoisie.

Mais il ne s'ensuit nullement que le prolétariat ne doit pas lutter contre la politique d'oppression des nationalités.

Les restrictions à la liberté de déplacement, la privation des droits électoraux, les entraves à l'usage de la langue, la réduction du nombre des écoles et autres mesures répressives atteignent les ouvriers autant que la bourgeoisie, sinon davantage. Une telle situation ne peut que freiner le libre développement des forces spirituelles du prolétariat des nations assujetties. On ne peut parler sérieusement du plein développement des dons spirituels de l'ouvrier tatar ou juif, alors qu'on ne lui permet pas d'user de sa langue maternelle dans les réunions et les conférences, alors qu'on lui ferme ses écoles.

Mais la politique de répression nationaliste est, d'un autre côté encore, dangereuse pour la cause du prolétariat. Elle détourne l'attention des grandes couches de la population des questions sociales, des questions de lutte de classe, vers les questions nationales, vers les questions « communes » au prolétariat et à la bourgeoisie. Et cela crée un terrain favorable pour prêcher le mensonge de l'« harmonie des intérêts », pour estomper les intérêts de classe du prolétariat, pour asservir moralement les ouvriers. Ainsi, une barrière sérieuse est dressée devant l'œuvre d'unification des ouvriers de toutes les nationalités. Si une partie considérable des ouvriers polonais demeure jusqu'ici moralement asservie par les nationalistes bourgeois ; si elle demeure jusqu'ici à l'écart du mouvement ouvrier international, c'est surtout parce que la politique séculaire anti-polonaise des « détenteurs du pouvoir » prête le terrain à une telle servitude, rend difficile l'affranchissement des ouvriers de cette servitude.

Mais la politique de répression ne s'en tient pas là. Du « système » *d'oppression* elle passe souvent au « système » *d'excitation* des nations l'une contre l'autre, au « système » de massacres et de pogroms. Evidemment, ce dernier n'est pas toujours ni partout possible, mais là où il est possible — en l'absence des libertés élémentaires — il prend souvent des proportions effrayantes, menaçant de noyer dans le sang et les larmes l'œuvre de rassemblement des ouvriers. Le Caucase et la Russie méridionale en fournissent nombre d'exemples. «Diviser pour régner», tel est le but de la politique d'excitation. Et dans la mesure où une telle politique réussit, elle constitue le plus grand mal pour le prolétariat, un obstacle des plus sérieux à l'œuvre de rassemblement des ouvriers de toutes les nationalités composant l'Etat.

Mais les ouvriers sont intéressés à la fusion complète de tous leurs camarades en une seule armée internationale, à leur prompte et définitive libération de la servitude morale à l'égard de la bourgeoisie, au total et libre développement des forces morales de leurs compagnons, à quelque nation qu'ils appartiennent.

Aussi, les ouvriers luttent-ils et continueront-ils de lutter contre la politique d'oppression des nations sous toutes ses formes, depuis les plus subtiles jusqu'aux plus brutales, de même que contre la politique d'excitation sous toutes ses formes. Aussi, la social-démocratie de tous les pays proclame-t-elle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Le droit de disposer de soi-même, c'est-à-dire : seule la nation elle-même a le droit de décider de son sort, nul n'a le droit de s'immiscer *par la force* dans la vie de la nation, de *détruire* ses écoles et autres institutions, de *briser* ses us et coutumes, *d'entraver* l'usage de sa langue, *d'amputer* ses droits.

Cela ne veut pas dire assurément que la social-démocratie soutiendra toutes les coutumes et institutions possibles et imaginables de la nation. Luttant contre les violences exercées sur la nation, elle ne défendra que le droit de la *nation* à décider elle-même de son sort, tout en faisant de l'agitation contre les coutumes et institutions nocives de cette nation, afin de permettre aux couches laborieuses de ladite nation de s'en affranchir.

Le droit de disposer de soi-même, c'est-à-dire que la nation peut s'organiser comme bon lui semble. Elle a le droit d'organiser sa vie suivant les principes de l'autonomie. Elle a le droit de lier, avec les autres nations, des rapports fédératifs. Elle a le droit de se séparer complètement. La nation est souveraine, et toutes les nations sont égales en droits.

Cela ne veut pas dire assurément que la social-démocratie défendra n'importe quelle revendication de la nation. La nation a le droit de retourner même à l'ancien ordre de choses, mais cela ne signifie pas encore que la social-démocratie souscrira à une semblable décision de telle ou telle institution de la nation envisagée. Les devoirs de la social-démocratie qui défend les intérêts du prolétariat, et les droits de la nation constituée par diverses classes sont deux choses différentes.

Luttant pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la social-démocratie s'assigne pour but de mettre un terme à la politique d'oppression de la nation, de la rendre impossible et de saper ainsi la lutte des nations, de l'éteindre, de la réduire au minimum.

C'est ce qui distingue essentiellement la politique du prolétariat conscient de la politique de la bourgeoisie, qui cherche à approfondir et amplifier la lutte nationale, à poursuivre et accentuer le mouvement national.

C'est pour cela précisément que le prolétariat conscient ne peut se ranger sous le drapeau « national » de la bourgeoisie.

C'est pour cela précisément que la politique dite d' « évolution nationale », préconisée par Bauer, ne peut devenir la politique du prolétariat. La tentative de Bauer d'identifier sa politique d' « évolution nationale » avec la politique de « la classe ouvrière moderne » (*Cf. le livre de Bauer, p, 166.*) est une tentative visant à adapter la lutte de classe des ouvriers à la lutte des nations.

Les destinées du mouvement national, bourgeois quant à son fond, sont naturellement liées au sort de la bourgeoisie. La chute définitive du mouvement national n'est possible qu'avec la chute de la bourgeoisie. La paix totale ne peut être instaurée que sous le règne du socialisme. Mais réduire la lutte nationale au minimum, la saper à la racine, la rendre au maximum inoffensive pour le prolétariat — cela est possible aussi dans le cadre du capitalisme. Témoin, ne fût-ce que l'exemple de la Suisse et de l'Amérique. Pour cela, il faut démocratiser le pays et permettre aux nations de se développer librement.

III. — Position de la question

La nation a le droit de décider librement de son sort. Elle a le droit de s'établir comme bon lui semble, sans empiéter, bien entendu, sur les droits des autres nations. Cela est indiscutable.

Mais *comment* précisément doit-elle s'organiser, *quelles formes* doit épouser sa future Constitution, si l'on tient compte des intérêts de la majorité de la nation et, avant tout, du prolétariat ?

La nation a le droit d'établir son autonomie, elle a le droit même de se séparer. Mais cela ne veut pas encore dire qu'elle doive le faire quelles que soient les conditions; que l'autonomie ou la séparation seront toujours et partout avantageuses à la nation, c'est-à-dire à sa majorité, c'est-à-dire aux couches travailleuses. Les Tatars trans-caucasiens, en tant que nation, peuvent se réunir, disons, à leur Diète, et, soumis à l'influence de leurs beks et moulahs, rétablir chez eux l'ancien ordre de choses, décider leur séparation d'avec l'Etat. Conformément au paragraphe relatif à la libre disposition, ils en ont pleinement le droit. Mais cela sera-t-il conforme à l'intérêt des couches travailleuses de la nation tatar ? La social-démocratie peut-elle voir avec indifférence les beks et les moulahs mener derrière eux les masses dans la solution de la question nationale ? La social-démocratie ne doit-elle pas se mêler de l'affaire et influencer dans un sens précis sur la volonté de la nation ? Ne doit-elle pas formuler, pour résoudre la question, un plan concret, le plus avantageux pour les masses tatars ?

Mais quelle est la solution la plus compatible avec les intérêts des masses travailleuses ? Est-ce l'autonomie, la fédération ou la séparation ?

Autant de problèmes dont la solution dépend des conditions historiques concrètes entourant la nation donnée.

Bien plus. Les conditions comme toutes choses se modifient, et une solution juste pour un moment donné peut s'avérer tout à fait inacceptable pour un autre moment.

Au milieu du XIX^e siècle, Marx fut partisan de la séparation de la Pologne russe, et il avait raison parce qu'alors il s'agissait d'affranchir une culture supérieure d'une culture inférieure qui la détruisait. Et la question se posait à ce moment non pas seulement en théorie, non pas de façon académique, mais dans la pratique, dans la vie même...

A la fin du XIX^e siècle, les marxistes polonais se prononcent déjà contre la séparation de la Pologne, et ils ont raison à leur tour, puisque durant les cinquante dernières années, des changements profonds étaient survenus dans le sens d'un rapprochement économique et culturel de la Russie et de la Pologne. En outre, pendant cette période, le problème de la séparation était devenu d'objet pratique qu'il avait été, un objet de discussions académiques, qui ne passionnaient sans doute que les intellectuels à l'étranger. Cela n'exclut pas, bien entendu, la possibilité de certaines conjonctures intérieures et extérieures, où le problème de la séparation de la Pologne peut à nouveau s'inscrire à l'ordre du jour.

Il s'ensuit que la solution de la question nationale n'est possible qu'en rapport avec les conditions historiques considérées dans leur développement.

Les conditions économiques, politiques et culturelles entourant la nation donnée, telle est la clé unique pour résoudre la question de savoir *comment*, précisément, telle ou telle nation doit s'organiser, *quelles formes* doit revêtir sa future Constitution. Il est possible qu'une solution particulière de la question s'impose pour chaque nation. Où il est nécessaire de poser dans un sens dialectique le problème, c'est bien ici, dans la question nationale.

Cela étant, nous devons nous prononcer résolument contre un moyen très répandu, mais aussi très simpliste de « résoudre » la question nationale, moyen dont l'origine remonte au Bund. Nous parlons de la méthode facile consistant à se référer à la social-démocratie autrichienne et à la social-démocratie des Slaves méridionaux [*La social-démocratie des Slaves méridionaux milite dans le Sud de l'Autriche.*], qui, elles, auraient déjà résolu la question nationale et auxquelles, les social-démocrates russes devraient simplement emprunter la solution. Avec cela, on présume que tout ce qui est, disons, juste pour l'Autriche, l'est aussi pour la Russie. On perd de vue le plus important et le plus décisif en ce cas : les conditions historiques concrètes existant en Russie, en général, et dans la vie de chaque nation prise à part, au sein de la Russie, en particulier.

Ecoutez, par exemple, le bundiste connu V. Kossovski :

« Lorsqu'au IV^e congrès du Bund on discuta le côté principe de la question [*il s'agit de la question nationale. J.S.*], la solution du problème proposée par un des délégués dans l'esprit de la résolution du Parti social-démocrate des Slaves méridionaux obtint l'approbation générale. » (*Voir V. Kossovski : les Questions de nationalité, p. 16-17, 1907.*)

[*Le IV^e congrès du Bund se tint fin avril 1901, à Biélostok. Le congrès proclama que « la notion de « nationalité » est applicable aussi au peuple juif » ; que la Russie doit se transformer en une fédération de nationalités avec une autonomie totale pour chacune d'elles, indépendamment du territoire qu'elles occupent; il formula, à la place de son ancienne revendication de l'égalité civique, le mot d'ordre de l'égalité nationale et exigea la réorganisation du P.O.S.D.R. sur des bases fédératives. Ces résolutions, aussi bien que la revendication formulée à ce congrès et soutenue ensuite dans la presse du Bund, relative à l'« autonomie culturelle-nationale », provoquèrent, comme on le sait, une violente polémique contre le Bund de la part de l'ancienne Iskra et, notamment, de la part de Lénine (voir ses articles dans les tomes V et VI de ses Œuvres complètes).*]

Résultat : « le congrès adopta à l'unanimité... » l'autonomie nationale.

C'est tout ! Ni analyse de la réalité russe, ni examen, des conditions de vie des Juifs en Russie : d'abord on emprunta la solution au Parti social-démocrate des Slaves méridionaux, puis on « approuva », et puis on « adopta à l'unanimité » ! C'est ainsi que les bundistes posent et « résolvent » la question nationale en Russie...

Cependant, l'Autriche et la Russie présentent des conditions absolument différentes. C'est ce qui explique que la social-démocratie d'Autriche, qui a adopté un programme national à Brünn (1899) [*Le congrès de Brünn de la social-démocratie autrichienne siégea du 24 au 29 septembre 1899. Le point central des débats fut la question nationale. Le congrès rejeta le projet de résolution proposé par la social-démocratie des Slaves méridionaux, qui défendait l'idée de l'autonomie culturelle-nationale exterritoriale. Il adopta la résolution proposée par la commission exécutive unifiée (Comité central), demandant l'union des régions nationalement délimitées; cette résolution fut, de la sorte, un compromis entre les social-démocrates austro-allemands qui défendaient l'idée d'un Etat centralisé, et les social-démocrates slaves-méridionaux, tchèques et autres, qui s'en tenaient à des positions nationalistes. Pour ce qui est de la question d'organisation, le congrès de Brünn alla encore plus loin que le congrès de Wimberg (voir note p. 43), dans la voie de la séparation des groupes social-démocrates nationaux, en faisant également de la direction centrale du Parti un organisme fédératif, composé des comités exécutifs des organisations social-démocrates nationales (allemande, tchèque, polonaise, ruthène [ukrainienne], italienne et slave-méridionale).]* dans l'esprit de la résolution du Parti social-démocrate des Slaves méridionaux (avec, il est vrai, quelques amendements insignifiants), aborde la question d'une façon, pour ainsi dire, tout à fait non russe et, bien entendu, la résout de même.

Tout d'abord, la façon de poser la question. Comment les théoriciens autrichiens de l'autonomie nationale, les commentateurs du programme national de Brünn et de la résolution du Parti social-démocrate des Slaves méridionaux, Springer et Bauer posent-ils la question ?

« Ici — dit Springer — nous laissons sans réponse la question de savoir si, en général, un Etat de nationalités est possible et si, en particulier, les nationalités autrichiennes sont dans l'obligation de constituer un seul tout politique; considérons ces questions comme résolues. Pour celui qui n'est pas d'accord avec ladite possibilité et nécessité, notre investigation sera évidemment sans fondement. Notre thème porte : les nations données sont *forcées* de mener une existence commune ; quelles *formes juridiques* leur permettront de *vivre au mieux* ? » (Cf. *Springer : le Problème national*, p. 14.) (Souligné par Springer. J. S.)

Ainsi, l'unité de l'Etat autrichien comme point de départ.

Même opinion de Bauer :

« Nous partons de cette hypothèse que les nations autrichiennes resteront comme elles le sont actuellement, unies dans l'Etat où elles vivent actuellement, et nous demandons quels seront, dans le cadre de cette union, les rapports des nations entre elles et les rapports de toutes à l'égard de l'Etat. » (Cf. *Bauer : la Question nationale et la social-démocratie*, p. 399.)

Là encore : l'unité de l'Autriche avant tout.

La social-démocratie russe peut-elle poser *ainsi* la question ? Non. Et elle ne peut le faire, parce que, dès le début, elle se place au point de vue du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, point de vue selon lequel la nation a le droit de se séparer. Même le bundiste Goldblatt a reconnu au II^e congrès de la social-démocratie russe que cette dernière ne peut renoncer au point de vue de la libre disposition. Voici ce que disait alors Goldblatt :

« On ne peut rien objecter au droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Au cas où une nation quelconque lutte pour son indépendance, on ne saurait s'y opposer. Si la Pologne ne veut pas convoler en « justes noces » avec la Russie, ce n'est pas à nous de la gêner. »

Bon. Mais alors il s'ensuit que les points de départ chez les social-démocrates autrichiens et russes, loin d'être identiques, sont, au contraire, diamétralement opposés. Peut-on parler après cela de la possibilité d'emprunter aux Autrichiens leur programme national ?

Poursuivons. Les Autrichiens pensent réaliser la « liberté des nationalités » au moyen de petites réformes, au pas ralenti. Préconisant l'autonomie nationale comme mesure pratique, ils ne comptent nullement sur un changement radical, sur un mouvement démocratique de libération, qu'ils n'ont pas en perspective. Cependant que les marxistes russes, n'ayant pas de raison de compter sur des réformes, rattachent la question de la « liberté des nationalités » à un changement radical probable, au mouvement démocratique de libération. Et cela change essentiellement les choses en ce qui concerne la destinée probable des nations en Russie.

« Bien entendu — dit Bauer — il est peu probable que l'autonomie nationale soit le résultat d'une grande décision, d'une action courageuse, résolue. Pas à pas, l'Autriche marchera à l'autonomie nationale, par un processus lent et pénible, à travers une âpre lutte qui vouera la législation et l'administration à un état de paralysie chronique. Non, ce n'est point par le moyen d'un grand acte législatif, mais par une multitude de lois distinctes, rendues pour des régions, des communes distinctes, que sera établi un nouveau régime juridique d'Etat. » (Cf. *Bauer : la Question nationale*, p. 422.)

Springer affirme la même chose :

« Je sais fort bien — écrit-il — que les institutions de cet ordre [*les organismes d'autonomie nationale. J.S.*] se créent non pas en un an, ni en une dizaine d'années. La réorganisation de l'administration prussienne, à elle seule, a nécessité une longue période de temps... Il a fallu une vingtaine d'années à la Prusse pour établir définitivement ses principales institutions administratives. Aussi, qu'on n'aille pas croire que j'ignore combien de temps il faudra à l'Autriche et combien elle rencontrera de difficultés. » (Cf. *Springer : le Problème national*, p. 281-282.)

Tout cela est très précis. Mais les marxistes russes peuvent-ils ne pas lier la question nationale à l'« action courageuse et résolue » ? Peuvent-ils compter sur les réformes partielles, sur une « multitude de lois distinctes », comme moyen de conquérir la « liberté des nationalités » ? Et s'ils ne peuvent ni ne doivent le faire, ne s'ensuit-il pas clairement que les méthodes de lutte et les perspectives chez les Autrichiens et les Russes sont totalement différentes ? Comment peut-on dans cette situation se limiter à l'autonomie nationale unilatérale et bâtarde des Autrichiens ? De deux choses l'une : ou bien les partisans des emprunts aux programmes ne comptent pas sur l'« action courageuse et résolue », ou bien ils comptent sur celle-ci, mais « ne savent ce qu'ils font ».

Enfin, la Russie et l'Autriche sont placées devant des objectifs immédiats totalement différents, ce qui fait que les méthodes s'imposent, également différentes pour résoudre la question nationale. L'Autriche vit dans les conditions du parlementarisme; sans Parlement, le développement y est impossible dans les conditions présentes. Mais il n'est pas rare de voir la vie parlementaire et la législation de l'Autriche s'arrêter complètement en raison des conflits violents entre les partis nationaux. C'est ce qui explique la crise politique chronique dont l'Autriche souffre depuis longtemps. Cela étant, la question nationale y constitue le pivot de la vie politique, une question de vie. Aussi n'est-il pas étonnant que les hommes politiques social-démocrates autrichiens s'efforcent de résoudre avant tout, d'une façon ou d'une autre, la question des conflits nationaux, de la résoudre évidemment sur le terrain du parlementarisme déjà existant, par des moyens parlementaires...

Il en va autrement en Russie. En Russie, d'abord, « grâce à Dieu, il n'y a pas de Parlement ». (*Paroles prononcées à la Douma d'Etat, le 24 avril 1908, par V. Kokovtsev, ministre des Finances tsariste (plus tard, premier ministre).*) En second lieu — et c'est le principal — le pivot de la vie politique de la Russie, ce n'est pas la question nationale, mais la question agraire. C'est pourquoi les destinées de la question russe et, partant, celles aussi de la « libération » des nations, sont liées en Russie à la solution du problème agraire, c'est-à-dire à l'abolition des vestiges féodaux, c'est-à-dire à la démocratisation du pays. C'est ce qui explique que la question nationale en Russie apparaît, non comme une question

indépendante et décisive, mais comme une partie de la question générale et plus importante de l'émancipation du pays.

« La stérilité du Parlement autrichien — écrit Springer — n'est due qu'au fait que chaque réforme engendre, au sein des partis nationaux, des contradictions qui en détruisent la cohésion, et c'est pourquoi les chefs des partis évitent soigneusement tout ce qui sent les réformes. Le progrès de l'Autriche n'est concevable, en général, que dans le cas où les nations se verraient attribuer des positions juridiques imprescriptibles ; cela les dispenserait de la nécessité d'entretenir dans le Parlement des détachements de combat permanents et leur permettrait d'entreprendre la solution des problèmes économiques et sociaux. »
(Cf. Springer : *le Problème national*, p. 36.)

Même opinion de Bauer :

« La paix nationale est avant tout nécessaire à l'Etat. L'Etat ne saurait aucunement tolérer que la législation soit suspendue pour cette question éminemment stupide qu'est celle de la langue, pour la moindre dispute de gens excités sur quelque point de la frontière nationale, pour chaque école nouvelle. »
(Cf. Bauer : *la Question nationale*, p. 401.)

Tout cela est compréhensible. Mais il n'est pas moins compréhensible qu'en Russie la question nationale se pose sur un tout autre plan. Ce n'est pas la question nationale, mais la question agraire qui décide des destinées du progrès en Russie. La question nationale y est une question subordonnée.

Ainsi, différente est la façon de poser la question, différentes sont les perspectives et les méthodes de lutte, différentes les tâches immédiates. N'est-il pas clair que, devant cet état de choses, seuls des paperassiers qui « résolvent » la question nationale en dehors de l'espace et du temps peuvent prendre exemple sur l'Autriche et se livrer à des emprunts de programmes ?

Encore une fois : les conditions historiques concrètes comme point de départ, la manière dialectique comme la seule juste manière de poser la question, telle est la clé pour résoudre la question nationale.

IV. — L'autonomie nationale

Nous avons parlé plus haut du côté formel du programme national autrichien, des principes méthodologiques qui interdisent aux marxistes russes de prendre simplement exemple sur la social-démocratie autrichienne et de faire leur le programme de celle-ci.

Parlons maintenant du programme lui-même, quant au fond.

Ainsi, quel est le programme national des social-démocrates autrichiens ?

Il se traduit par deux mots : autonomie nationale.

Cela signifie, en premier lieu, que l'autonomie est octroyée, disons, non à la Bohême ou à la Pologne, peuplées principalement de Tchèques et de Polonais, mais en général aux Tchèques et aux Polonais, indépendamment du territoire, quelle que soit la région de l'Autriche qu'ils occupent.

Voilà pourquoi cette autonomie est dénommée *nationale* et non territoriale.

Cela signifie, en second lieu, que, épars sur les divers points de l'Autriche, les Tchèques, les Polonais, les Allemands, etc., considérés individuellement, comme des personnes distinctes, s'organisent en nations et, comme telles, font partie de l'Etat autrichien. L'Autriche formera, dans ce cas, non pas une union de régions autonomes, mais une union de nationalités autonomes, constituées indépendamment du territoire.

Cela signifie, en troisième lieu, que les institutions nationales générales, devant être créées à ces fins pour les Polonais, les Tchèques, etc., auront à traiter non pas des questions « politiques », mais uniquement des problèmes de « culture ». Les questions politiques proprement dites seront concentrées dans le Parlement de l'Autriche tout entière (Reichsrat).

C'est pourquoi cette autonomie est dénommée encore *culturelle*, culturelle-nationale.

Et voici le texte du programme adopté par la social-démocratie autrichienne au congrès de Brünn, en 1899. (*Voté également par les représentants du Parti social-démocrate des Slaves méridionaux. Voir les Débats sur la question nationale au congrès du Parti à Brünn, 1906, p. 72.*)

Après avoir mentionné que les « différends nationaux en Autriche mettent obstacle au progrès politique », que « la solution définitive du problème national... est, avant tout, une nécessité culturelle », que « la solution n'est possible que dans une société véritablement démocratique, basée sur le suffrage universel, direct et égal », le programme poursuit :

Le maintien et le développement des particularités nationales [*Dans la traduction russe de M. Panine (voir le livre de Bauer traduit par Panine), au lieu des « particularités nationales », il est dit « individualités nationales ». Panine a donné une traduction erronée de ce passage ; dans le texte allemand ne figure pas le mot « individualité », mais on y parle de « nationalen Eigenart », c'est-à-dire de particularités, ce qui est loin d'être la même chose.*] des peuples d'Autriche ne sont possibles qu'avec la complète égalité de droits et l'absence de toute oppression. Aussi doit-on avant tout rejeter le système du centralisme bureaucratique d'Etat, de même que les privilèges féodaux des différents territoires.

Dans ces conditions, et seulement dans ces conditions, pourra s'instaurer en Autriche l'ordre national, au lieu des dissensions nationales, et cela sur les bases suivantes :

1. L'Autriche doit être réorganisée en un Etat représentant l'union démocratique des nationalités.
2. Au lieu des territoires historiques de la couronne, doivent être constituées des corporations autonomes délimitées nationalement, dans chacune desquelles la législation et l'administration se trouveraient aux mains de Chambres nationales élues au suffrage universel, direct et égal.
3. Les régions autonomes d'une seule et même nation forment ensemble une union nationale unique, qui règle toutes ses affaires nationales d'une façon parfaitement autonome.
4. Les droits des minorités nationales sont garantis par une loi spéciale rendue par le Parlement d'Empire.

Le programme se termine par un appel à la solidarité de toutes les nations d'Autriche. (*Cf. Verhandlungen des Gesamtparteitages, à Brünn, 1899.*)

Il n'est pas difficile de remarquer que ce programme a gardé certaines traces de « territorialisme », mais, dans l'ensemble, il formule l'autonomie nationale. Ce n'est pas sans raison que Springer, le premier agitateur en faveur de l'autonomie nationale, l'accueille d'enthousiasme. (*Cf. Springer : le Problème national, p. 286.*) Bauer, aussi, y souscrit, en le qualifiant de « victoire théorique » (*Cf. la Question nationale, p. 549.*) de l'autonomie nationale ; seulement, pour plus de clarté, il propose de remplacer le point 4 par une formule plus précise, affirmant la nécessité de « constituer la minorité nationale dans chaque région autonome en une corporation juridique publique », pour gérer les affaires scolaires et autres ayant trait à la culture. (*Cf. Idem, p. 555.*)

Tel est le programme national de la social-démocratie autrichienne.

Examinons ses bases scientifiques.

Voyons comment la social-démocratie autrichienne défend l'autonomie nationale prêchée par elle.

Adressons-nous aux théoriciens de cette dernière, à Springer et à Bauer.

Le point de départ de l'autonomie nationale est la conception de la nation comme union d'individus, indépendante d'un territoire déterminé.

La nationalité, d'après Springer, ne se trouve en aucune liaison essentielle avec le territoire ; les nations sont des unions de personnes autonomes. (Cf. *Springer : le Problème national*, p. 19.)

Bauer parle également de la nation comme d'une « communauté de personnes », qui « ne bénéficie pas d'une domination exceptionnelle dans telle région déterminée ». (Cf. *la Question nationale*, p. 286.)

Mais les individus formant la nation ne vivent pas toujours en une seule masse compacte ; ils se divisent souvent en groupes qui, sous cet aspect, s'incrustent dans des organismes nationaux étrangers. C'est le capitalisme qui les pousse dans diverses régions et villes, à la recherche d'un gagne-pain. Mais en pénétrant dans des régions nationales étrangères où ils constituent des minorités, ces groupes ont à souffrir, de la part des majorités nationales locales, des entraves à l'usage de leur langue, aux écoles, etc. D'où les conflits nationaux. D'où le caractère « impropre » de l'autonomie territoriale. La seule issue à cette situation, selon Springer et Bauer, c'est d'organiser les minorités de telle nationalité, éparses sur divers points de l'Etat, en une seule union nationale comprenant toutes les classes. Seule une telle union pourrait défendre, selon eux, les intérêts culturels des minorités nationales ; elle seule est capable de mettre fin aux dissensions nationales.

« Il est nécessaire — dit Springer — de donner aux nationalités une organisation rationnelle, de les doter de droits et de devoirs... » (Cf. *le Problème national*, p. 74.) Evidemment, « la loi est facile à créer, mais exerce-t-elle l'action que l'on en attend ? »... « Si l'on veut créer une loi pour les nations, il importe, avant tout, de créer les nations elles-mêmes... » (Cf. *Idem*, p. 88-89.) « Sans constituer de nationalités, il est impossible de créer le droit national et de faire cesser les dissensions nationales ». (Cf. *Idem.*, p. 89.)

Bauer se prononce dans le même sens quand il formule comme « revendication de la classe ouvrière » la « constitution des minorités en corporations juridiques publiques sur la base du principe personnel ». (Cf. *la Question nationale*, p. 552.)

Mais comment organiser les nations ? Comment déterminer l'appartenance d'un individu à telle ou telle nation ?

« Cette appartenance — dit Springer — est établie par des matricules nationaux ; chaque individu habitant la région doit déclarer son appartenance à une nation quelconque. » (Cf. *le Problème national*, p. 226.)

« Le principe personnel — dit Bauer — suppose que la population se divisera par nationalités... sur la base des déclarations librement faites par les citoyens majeurs », c'est pour cela justement que « doivent être établis des cadastres nationaux. » (Cf. *la Question nationale*, p. 368.)

Et plus loin :

« Tous les Allemands — dit Bauer — dans les régions nationales homogènes, puis tous les Allemands portés sur les cadastres nationaux des régions mixtes, constituent la nation allemande et élisent un *conseil national*. » (Cf. *Idem*, p. 375.)

Il faut en dire autant des Tchèques, des Polonais, etc.

« Le *conseil national* — d'après Springer — est un Parlement culturel-national, auquel il appartient d'établir les lois fondamentales et d'approuver les moyens nécessaires pour pourvoir à l'œuvre scolaire nationale, à la littérature nationale, aux arts et aux sciences, pour créer des académies, des musées, des galeries, des théâtres, etc. » (Cf. *le Problème national*, p. 234.)

Telles sont l'organisation de la nation et l'institution centrale de cette dernière.

En créant de telles institutions comprenant toutes les classes, le Parti social-démocrate autrichien cherche, selon Bauer, à

« faire de la culture nationale... le patrimoine du peuple entier et, par ce seul moyen possible, à *souder tous les membres de la nation en une communauté nationale-culturelle.* » (Cf. *la Question nationale*, p. 553.) (souligné par nous. J. S.). ()

On pourrait croire que tout cela ne concerne que l'Autriche. Mais Bauer n'est pas d'accord sur ce point. Il affirme résolument que l'autonomie nationale est obligatoire aussi dans les autres Etats composés, comme l'Autriche, de plusieurs nationalités.

« A la politique nationale des classes possédantes, à la politique de conquête du pouvoir dans l'Etat de nationalités, le prolétariat de toutes ces nations oppose, selon Bauer, sa revendication de l'autonomie nationale. » (Cf. *la Question nationale*, p. 337.)

Puis, substituant insensiblement l'autonomie nationale au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, Bauer poursuit :

« C'est ainsi que l'autonomie nationale, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, devient inévitablement le programme constitutionnel du prolétariat de toutes les nations habitant l'Etat de nationalités. » (*Idem*, p. 333.)

Mais il va encore plus loin. Il croit fermement que les « unions nationales » comprenant toutes les classes, constituées » par lui et par Springer, serviront en quelque sorte de prototype à la future société socialiste. Car il sait que « l'ordre social socialiste... démembrera l'humanité en sociétés nationalement délimitées » (*Idem*, p. 555.), qu'en régime socialiste se fera le « groupement de l'humanité en des sociétés nationales autonomes » (*Idem*, p. 556.) ; que, « de cette façon, la société socialiste offrira sans aucun doute un tableau, bigarré d'unions nationales de personnes, ainsi que de corporations territoriales » (*Idem*, p. 543.) ; que, par conséquent, « le principe socialiste de la nationalité est la synthèse suprême du principe national et de l'autonomie nationale ». (*Idem*, p. 542.)

Cela suffit, je pense...

Tel est le fondement donné à l'autonomie nationale dans les ouvrages de Bauer et de Springer.

Ce qui saute aux yeux, tout d'abord, c'est la substitution absolument incompréhensible, et que rien ne justifie, de l'autonomie nationale au droit des nations à disposer d'elles-mêmes. De deux choses l'une : ou bien Bauer n'a pas compris ce qu'est le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ou bien, l'ayant compris, il le restreint consciemment, on ne sait dans quel but. Car il n'est pas douteux que : a) l'autonomie nationale implique l'unité de l'Etat de nationalités, tandis que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes sort du cadre de cette unité ; b) la libre disposition confère à la nation la plénitude des droits, tandis que l'autonomie nationale ne lui confère que les droits « culturels ». Premier point.

En second lieu, une combinaison de conjonctures intérieures et extérieures apparaît parfaitement possible dans l'avenir, où telle ou telle nationalité se décidera à quitter l'Etat de nationalités, l'Autriche, par exemple : les social-démocrates ruthènes n'ont-ils pas déclaré au congrès du Parti, à Brünn, qu'ils sont prêts à unir les « deux parties » de leur peuple en un tout unique ? (*Débats sur la question nationale au congrès du Parti de Brünn*, p. 48.) Que devient alors l'autonomie nationale, « inévitable pour le prolétariat de toutes les nations » ?

Qu'est-ce que cette « solution » du problème qui fait tenir mécaniquement les nations sur le lit de Procuste de l'unité de l'Etat ?

Ensuite. L'autonomie nationale contredit tout le cours du développement des nations. Elle formule le mot d'ordre de l'organisation des nations, mais peut-on les souder artificiellement si la vie, si le développement économique en détache des groupes entiers qu'il disperse dans diverses régions ? Il n'est pas douteux qu'aux premiers stades du capitalisme, les nations tendent à se grouper. Mais il n'est pas douteux non plus qu'aux stades supérieurs du capitalisme commence le processus de dispersion des nations, le processus de séparation d'avec les nations, de toute une série de groupes qui s'en vont à la recherche d'un gagne-pain et qui, ensuite, émigrent définitivement vers d'autres régions de l'Etat; ce faisant, les émigrants perdent leurs anciennes relations, en acquièrent de nouvelles dans les lieux nouveaux, s'assimilent, de génération en génération, des mœurs et goûts nouveaux, et peut-être aussi une langue nouvelle.

On se demande : est-il possible de réunir de tels groupes dissociés les uns des autres en une seule union nationale ? Où sont ces anneaux miraculeux à l'aide desquels il serait possible d'unir ce qu'on ne peut unir ? Est-il concevable de «resserrer en une seule nation », par exemple, les Allemands des pays de la Baltique et de la Transcaucasie ? Si tout cela est inconcevable et impossible, qu'est-ce qui distingue, en ce cas, l'autonomie nationale de l'utopie des nationalistes du passé, qui tentaient de faire tourner à rebours la roue de l'histoire ?

Mais la cohésion et l'unité de la nation ne décroissent pas seulement par suite de la migration. Elles décroissent encore du dedans, par suite de l'aggravation de la lutte de classes. Aux premiers stades du capitalisme, on peut encore parler de la « communauté culturelle » du prolétariat et de la bourgeoisie. Mais avec le développement de la grosse industrie et l'aggravation de la lutte de classes, la « communauté » commence à fondre. On ne saurait parler sérieusement de la « communauté culturelle » d'une nation lorsque les patrons et les ouvriers d'une seule et même nation cessent de se comprendre mutuellement. De quelle « communauté du sort » peut-il être question quand la bourgeoisie a soif de guerre, tandis que le prolétariat déclare la « guerre à la guerre » ? Peut-on avec de tels éléments opposés organiser une seule union nationale de toutes les classes ? Peut-on après cela parler de « rassemblement de tous les membres d'une nation en une communauté nationale culturelle »? (Cf. Bauer : *la Question nationale*, p. 553.) Ne s'ensuit-il pas clairement que l'autonomie nationale contredit tout le cours de la lutte de classes ?

Mais admettons une minute que le mot d'ordre : « Organisez la nation » soit un mot d'ordre réalisable. On peut encore comprendre les parlementaires nationalistes bourgeois qui s'efforcent d'« organiser » la nation pour recueillir des voix supplémentaires. Mais depuis quand les social-démocrates se préoccupent-ils d'« organiser » la nation, de « constituer » des nations, de « créer » des nations ?

Qu'est-ce que ces social-démocrates qui, à l'époque d'une aggravation extrême de la lutte de classes, organisent des unions nationales de toutes les classes ? Jusqu'ici, la social-démocratie autrichienne — comme tout autre — avait une seule tâche : organiser le prolétariat. Mais cette tâche a évidemment « vieilli ». Aujourd'hui, Springer et Bauer posent une tâche « nouvelle », plus intéressante : « créer », « organiser » la nation.

Au reste, la logique oblige : quiconque a accepté l'autonomie nationale doit accepter aussi cette tâche « nouvelle » ; mais accepter cette dernière, c'est abandonner la position de classe, c'est s'engager dans la voie du nationalisme.

L'autonomie nationale de Springer et de Bauer est une espèce raffinée du nationalisme.

Et ce n'est nullement par hasard que le programme national des social-démocrates autrichiens fait un devoir de prendre soin du « *maintien* et du *développement* des particularités nationales des peuples ». Pensez donc : « maintenir » des « particularités nationales » des Tatars transcaucasiens, telles que

l'auto-flagellation pendant les fêtes de « Chakhséi-Vakhséi » ! « Développer » des « particularités nationales » des Géorgiens, telles que le « droit de vengeance » !...

Un point comme celui-là est tout indiqué dans un programme bourgeois-nationaliste avéré, et s'il s'est trouvé dans le programme des social-démocrates autrichiens, c'est parce que l'autonomie nationale tolère des points comme ceux-là et qu'elle ne les contredit pas.

Mais ne convenant pas à la société actuelle, l'autonomie nationale convient encore moins à la société socialiste future.

La prophétie de Bauer sur le « démembrement de l'humanité en sociétés nationalement délimitées » (*Voir le début de ce chapitre.*) est démentie par tout le cours du développement de l'humanité contemporaine. Les cloisons nationales ne s'affermissent pas, mais se désagrègent et tombent.

Dès 1840-1850, Marx disait que « déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus... », que « le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore ». (*Ces passages sont empruntés au chapitre II (« Prolétaires et communistes ») du Manifeste du Parti communiste de K. Marx et F. Engels, p. 25. Editions Sociales, Paris, 1947.*) Le développement ultérieur de l'humanité avec son progrès gigantesque de la production capitaliste, avec son déplacement de nationalités et le rassemblement d'individus sur des territoires toujours plus vastes, confirme nettement l'idée de Marx.

Le désir de Bauer de présenter la société socialiste sous l'aspect d'« un tableau bigarré d'unions nationales de personnes, ainsi que de corporations territoriales » est une timide tentative de substituer à la conception marxiste du socialisme la conception réformée de Bakounine. L'histoire du socialisme montre que toutes les tentatives de ce genre recèlent des éléments d'une faillite certaine.

Nous ne parlons même pas de ce « principe socialiste de la nationalité », vanté par Bauer, et qui, à notre avis, substitue au principe socialiste de la *lutte de classes* le principe bourgeois de la « nationalité ». Si l'autonomie nationale part d'un tel principe douteux, il est nécessaire de reconnaître qu'elle ne peut être que préjudiciable au mouvement ouvrier.

Ce nationalisme, il est vrai, n'est pas si limpide, car il est habilement masqué sous des phrases socialistes, mais il est d'autant plus nuisible pour le prolétariat. On peut toujours venir à bout du nationalisme ouvertement déclaré ; il n'est pas difficile de le discerner. Bien plus difficile est la lutte contre le nationalisme masqué et méconnaissable sous son masque. Couvert de la cuirasse du socialisme, il est moins vulnérable et plus vivace. Or, vivant parmi les ouvriers, il empoisonne l'atmosphère, en propageant les idées nocives de la méfiance réciproque et de l'isolement des ouvriers des diverses nationalités.

Mais le préjudice de l'autonomie nationale ne s'arrête pas là. Celle-ci prépare le terrain non seulement pour isoler les nations, mais encore pour morceler le mouvement ouvrier unique. L'idée de l'autonomie nationale crée des prémices psychologiques pour la division du parti ouvrier unique en partis distincts, construits par nationalités. Après le Parti, ce sont les syndicats qui se morcellent, et il en résulte un isolement complet. C'est ainsi que le mouvement de classe unique se brise pour former de petits ruisseaux nationaux distincts.

L'Autriche, patrie de l'« autonomie nationale », offre les plus tristes exemples de ce phénomène. Le Parti social-démocrate autrichien, autrefois unique, avait commencé à se morceler en partis distincts dès 1897 (congrès du Parti de Wimberg). [*Le congrès de Vienne (ou de Wimberg, du nom de l'hôtel où il tint ses assises) du Parti social-démocrate autrichien eut lieu du 6 au 12 juin 1897. A ce congrès, le Parti jusque-là uni fut démembré en six groupes social-démocrates nationaux indépendants (allemand, tchèque, polonais, ruthène (ukrainien), italien et slave-méridional), unis simplement par un congrès général et un Comité central commun.*]

Après le congrès du Parti de Brünn (1899), qui adopta l'autonomie nationale, le morcellement s'accrut encore. Enfin, les choses en sont arrivées au point qu'au lieu d'un parti international unique, il en existe maintenant six nationaux, dont le Parti social-démocrate tchèque qui ne veut même pas avoir affaire à la social-démocratie allemande.

Mais aux Partis sont liés les syndicats. En Autriche, dans les uns comme dans les autres, le principal travail est accompli par les mêmes ouvriers social-démocrates. Aussi pouvait-on craindre que le séparatisme au sein du Parti conduirait au séparatisme dans les syndicats, que ces derniers se scinderaient également. C'est ce qui s'est produit : les syndicats se sont également divisés par nationalités. Maintenant il n'est pas rare de voir les choses en venir au point que les ouvriers tchèques brisent la grève des ouvriers allemands ou participent aux élections municipales avec les bourgeois tchèques contre les ouvriers allemands.

On voit ainsi que l'autonomie nationale ne résout pas la question nationale. Bien plus : elle l'aggrave et l'embrouille, en créant un terrain favorable à la destruction de l'unité du mouvement ouvrier, à la séparation des ouvriers par nationalités, au renforcement des frictions entre eux.

Telle est la moisson de l'autonomie nationale.

V. — Le Bund, son nationalisme, son séparatisme

Nous avons dit plus haut que Bauer, qui reconnaît que l'autonomie nationale est nécessaire pour les Tchèques, les Polonais, etc., se prononce néanmoins contre une telle autonomie pour les Juifs. A la question : « La classe ouvrière doit-elle réclamer l'autonomie pour le peuple juif ? », Bauer répond que « l'autonomie nationale ne peut être la revendication des ouvriers juifs ». (Cf. *la Question nationale*, p. 381, 396.) La raison, selon Bauer, c'est que « la société capitaliste ne leur permet pas [aux Juifs. J.S.] de se conserver en tant que nation ». (Cf. *Idem*, p. 389.)

Bref : la nation juive cesse d'exister. Par conséquent, pour qui demanderait-on l'autonomie nationale ? Les Juifs s'assimilent.

Ce point de vue sur la destinée des Juifs, en tant que nation, n'est pas nouveau. Marx l'a émis déjà dans les années 1840-1850 [Cf. *sa Contribution à la question juive*, 1906. (J.S.) *Allusion à l'article de K. Marx : Zur Judenfrage* (« Contribution à la question juive »), publié en 1844 dans les *Deutsch-Französische Jahrbücher* (« Annales franco-allemandes »), où Marx polémisait avec le chef des radicaux libres penseurs allemands, Bruno Bauer, *L'article parut à plusieurs reprises, traduit en russe, sous forme de brochure. Voir l'article au tome I des Œuvres de K. Marx et de F. Engels, édition de l'Institut Marx-Engels, 1928. En français, voir : Karl Marx : Œuvres philosophiques, tome I, p. 163-214, A Costes, Paris, 1927.*], songeant principalement aux Juifs allemands. Kautsky l'a repris en 1903 (Cf. *son Massacre de Kichinev et la question juive*, 1906.), en ce qui concerne les Juifs russes. Aujourd'hui, c'est Bauer qui le reprend au sujet des Juifs autrichiens, avec cette différence toutefois qu'il nie non le présent, mais l'avenir de la nation juive.

L'impossibilité de la conservation des Juifs en tant que nation, Bauer l'explique par le fait que « les Juifs n'ont pas de région délimitée de colonisation ». (Cf. *la Question nationale*, p. 388.) Cette explication, juste quant au fond, n'exprime cependant pas toute la vérité. La raison en est, avant tout, que parmi les Juifs il n'existe pas de large couche stable, liée à la terre, qui cimenterait naturellement la nation, non seulement comme son ossature, mais encore comme marché « national ». Sur 5-6 millions de Juifs russes, 3 ou 4 % seulement sont liés, d'une façon ou d'une autre, à l'agriculture. Les 96 % restants sont occupés dans le commerce, l'industrie, les institutions urbaines et vivent généralement dans les villes; au surplus, dispersés à travers la Russie, ils ne forment la majorité dans aucune province.

Ainsi, incrustés en tant que minorités nationales, dans les régions peuplées d'autres nationalités, les Juifs desservent principalement les nations « étrangères », en qualité d'industriels et de commerçants, en qualité de gens exerçant des professions libérales, et ils s'adaptent naturellement aux « nations étrangères » sous le rapport de la langue, etc. Tout cela, avec le déplacement accru des nationalités, propre aux formes évoluées du capitalisme, mène à l'assimilation des Juifs. La suppression des « zones réservées aux Juifs » ne peut qu'accélérer cette assimilation. C'est ce qui fait que le problème de l'autonomie nationale pour les Juifs russes prend un caractère un peu singulier : on propose l'autonomie pour une nation dont on nie l'avenir, dont il faut encore démontrer l'existence !

Et, cependant, le Bund s'est placé sur cette position singulière et chancelante, en adoptant, à son VI^e congrès (1905) un « programme national » dans l'esprit de l'autonomie nationale. [*Le VI^e congrès du Bund se tint en octobre 1905 à Zurich (Suisse). A ce congrès, le Bund formula définitivement son programme national, en revendiquant la « création d'institutions juridiques publiques » qui « ne peuvent aboutir qu'à l'autonomie ex-territoriale, sous forme d'autonomie culturelle-nationale », « supposant : 1° le retrait, du ressort de l'Etat et des organismes d'autonomie locale et territoriale, de toutes les fonctions rattachées aux questions de la culture (instruction publique, etc.) ; 2° la transmission de ces fonctions à la nation elle-même, sous la forme d'institutions spéciales tant locales que centrales, élues par tous les membres sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret ».*]

Deux circonstances poussaient le Bund à agir de la sorte.

La première, c'est l'existence du Bund comme organisation des ouvriers social-démocrates juifs, et seulement juifs. Dès avant 1897, les groupes social-démocrates qui militaient parmi les ouvriers juifs, s'assignaient comme but de créer une « organisation ouvrière spécialement juive ». (*Cf. Kastelianski, les Formes du mouvement national, etc., p. 772.*) C'est en 1897 précisément qu'ils créèrent cette organisation en se groupant dans le Bund. C'était à l'époque où la social-démocratie russe n'existait pas encore de fait comme un tout unique. Depuis, le Bund n'a cessé de croître et de s'étendre, se détachant de plus en plus sur le fond de la grisaille quotidienne de la social-démocratie russe... Mais voici qu'arrivent les années 1900-1910. Le mouvement ouvrier *de masse* commence. La social-démocratie polonaise se développe, entraînant dans la lutte de masse les ouvriers juifs. La social-démocratie russe se développe, gagnant à soi les ouvriers « bundistes ». Le cadre national du Bund, dépourvu de base territoriale, devient étroit. Une question se pose devant le Bund : ou bien se laisser résorber dans la vague internationale commune, ou bien défendre son existence indépendante, en tant qu'organisation ex-territoriale. Le Bund opte pour cette dernière solution.

C'est ainsi que se crée la « théorie » du Bund, comme « représentant unique du prolétariat juif ».

Mais justifier cette étrange « théorie », d'une façon quelque peu « simple » devient impossible. Il est nécessaire de trouver quelque fondement « de principe », une justification « de principe ». L'autonomie nationale s'est justement trouvée être ce fondement. Le Bund s'en est saisi, en l'empruntant à la social-démocratie autrichienne. N'eût été ce programme chez les Autrichiens, le Bund l'aurait inventé pour justifier « en principe » son existence indépendante.

Ainsi, après une timide tentative faite en 1901 (IV^e congrès), le Bund adopte définitivement le « programme national » en 1905 (VP congrès).

La seconde circonstance, c'est la situation particulière des Juifs, en tant que minorités nationales distinctes, dans des régions où la majorité massive est constituée par d'autres nationalités.

Nous avons déjà dit qu'une telle situation sape l'existence des Juifs en tant que nation, les fait entrer dans la voie de l'assimilation. Mais c'est là un processus objectif. Subjectivement, il provoque une réaction dans l'esprit des Juifs et pose la question de la garantie des droits de la minorité nationale, de la garantie contre l'assimilation.

Prêchant la vitalité de la « nationalité » juive, le Bund ne pouvait manquer de se rallier au point de vue de la « garantie ». Une fois cette position adoptée, il ne pouvait manquer d'accepter l'autonomie nationale. Car s'il est une autonomie à laquelle le Bund ait pu s'accrocher, ce ne pouvait être que l'autonomie nationale, c'est-à-dire *culturelle-nationale* : pour ce qui est de l'autonomie territoriale politique des Juifs, il ne pouvait même pas en être question vu l'absence, chez ces derniers, d'un territoire déterminé.

Il est caractéristique que, dès le début, le Bund soulignait le caractère de l'autonomie nationale comme garantie des droits des minorités nationales, comme garantie du « libre développement » des nations. Ce n'est pas par hasard non plus que Goldblatt, le représentant du Bund au II^e congrès de la social-démocratie russe, définissait l'autonomie nationale comme des « institutions leur *garantissant [aux nations, J.S.] la pleine liberté du développement culturel* ». (Cf. *les Procès-verbaux du II^e congrès, p. 176.*) La même proposition fut apportée devant la fraction social-démocrate de la IV^e Douma par les partisans des idées du Bund...

C'est ainsi que le Bund se plaça sur la position singulière de l'autonomie nationale des Juifs.

Nous avons analysé plus haut l'autonomie nationale en général. L'analyse a montré que l'autonomie nationale mène au nationalisme. Nous verrons plus loin que le Bund a abouti au même point. Mais le Bund envisage l'autonomie nationale encore sous un angle spécial, sous l'angle de la *garantie* des droits des minorités nationales. Examinons la question aussi de ce côté spécial. Cela est d'autant plus nécessaire que la question des minorités nationales — et non seulement les juives, — a, pour la social-démocratie, une sérieuse importance.

Ainsi, « *institutions garantissant* » aux nations la « pleine liberté du développement culturel » (*souligné par nous, J. S.*).

Mais qu'est-ce que ces « institutions garantissant », etc. ?

C'est tout d'abord le « conseil national » de Springer-Bauer, quelque chose comme une Diète pour les questions culturelles.

Mais ces institutions peuvent-elles garantir la « pleine liberté du développement culturel » de la nation ? Des Diètes pour les questions culturelles quelles qu'elles soient, peuvent-elles garantir les nations contre la répression nationaliste ?

Le Bund croit que oui.

Or, l'histoire atteste le contraire.

Dans la Pologne russe, il existait à un moment donné une Diète, une Diète politique, qui s'efforçait évidemment de garantir la liberté du « développement culturel » des Polonais. Non seulement elle n'y réussit pas, mais — au contraire — elle succomba elle-même dans la lutte inégale contre les conditions politiques générales de la Russie.

En Finlande, il existe depuis longtemps une Diète qui s'efforce également de défendre la nationalité finnoise contre les « attentats », mais réussit-elle à faire beaucoup dans cette direction, cela tout le monde le voit.

Evidemment, il y a Diète et Diète, et il n'est pas aussi facile de venir à bout de la Diète finlandaise organisée démocratiquement, que de la Diète aristocratique polonaise.

Toutefois, le facteur *décisif* n'est pas la Diète elle-même, mais l'ordre de choses général en Russie ; s'il y avait actuellement en Russie un ordre de choses social et politique aussi brutalement asiatique que dans le passé, aux années de l'abolition de la Diète polonaise, la Diète finlandaise serait dans une situation plus grave. D'autre part, la politique des « attentats » contre la Finlande s'accroît, et on ne saurait dire qu'elle subisse des défaites...

S'il en est ainsi des vieilles institutions historiquement constituées, des Diètes politiques, à plus forte raison le libre développement des nations ne peut-il être garanti par les Diètes récentes, les institutions récentes et faibles avec cela comme le sont les Diètes « culturelles ».

Il ne s'agit évidemment pas des « institutions », mais de l'ordre de choses général dans le pays. Pas de démocratisation dans le pays, — pas de garanties non plus pour une « pleine liberté du développement culturel » des nationalités. On peut affirmer avec certitude que plus le pays est démocratique, moins il y a d'« attentats » à la « liberté des nationalités », et plus il y a de garanties contre les « attentats ».

La Russie est un pays semi-asiatique ; aussi la politique d'« attentats » y revêt-elle souvent les formes les plus brutales, les formes de pogrom ; inutile de dire que les « garanties » sont réduites en Russie à l'extrême minimum.

L'Allemagne, c'est déjà l'Europe avec une liberté politique plus ou moins grande ; il n'est pas étonnant que la politique d'« attentats » n'y revête jamais les formes d'un pogrom.

En France, assurément, il y a encore plus de « garanties », parce que la France est plus démocratique que l'Allemagne.

Nous ne parlons même pas de la Suisse, pays dont le haut démocratisme, bien que bourgeois, permet aux nationalités de vivre librement, qu'elles représentent la minorité ou la majorité, peu importe.

Ainsi, le Bund fait fausse route en affirmant que les « institutions » peuvent par elles-mêmes garantir le plein développement culturel des nationalités.

L'on pourra objecter que le Bund considère lui-même la démocratisation en Russie comme la condition *préalable* à la « création d'institutions » et aux garanties de la liberté. Mais cela est faux. Comme il ressort du *Compte rendu de la VIII^e conférence du Bund [La VIII^e conférence du Bund se tint en septembre 1910 à Lvov (Galicie). La conférence porta principalement son attention sur les questions de la communauté juive et du repos du samedi ; les résolutions adoptées sur ces questions attestaient un nouveau renforcement du nationalisme dans le Bund.]*, celui-ci pense obtenir la création d'« institutions » *sur la base* de l'ordre de choses actuel en Russie, en « réformant » *la communauté juive*.

« La communauté — a déclaré à cette conférence un des leaders du Bund — peut devenir le noyau de la future autonomie culturelle-nationale. L'autonomie culturelle-nationale est, pour la nation, un moyen de se servir elle-même, un moyen de satisfaire ses besoins nationaux. Sous la forme de la communauté se cache le même contenu. Ce sont les anneaux d'une seule chaîne, les étapes d'une seule évolution. » (*Voir le Compte rendu de la VIII^e conférence du Bund, 1911, p. 62.*)

Partant de ce point de vue, la conférence a proclamé la nécessité de lutter « pour la *réforme* de la communauté juive et sa transformation *par voie législative* en une institution laïque » (*Compte rendu de la VIII^e conférence du Bund, 1911, p. 83-84.*), organisée démocratiquement (*souligné par nous, J. S.*).

Il est clair que le Bund considère comme condition et garantie, non pas la démocratisation de la Russie, mais la future « institution laïque » des Juifs, obtenue par la voie de la « réforme de la communauté juive », pour ainsi dire par voie « législative », par la Douma.

Mais nous avons déjà vu que les « institutions » en elles-mêmes, en l'absence d'un régime démocratique dans l'ensemble de l'Etat, ne peuvent servir de « garanties ».

Mais encore, qu'en sera-t-il sous le futur régime démocratique ? N'aura-t-on pas besoin, même en régime démocratique, d'institutions spéciales, « institutions culturelles garantissant », etc. ? Où en sont les choses sur ce point, par exemple, dans la Suisse démocratique ? Existe-t-il là-bas des institutions culturelles spéciales, dans le genre du « conseil national » de Springer ? *Non, elles n'existent pas.* Mais les intérêts culturels, par exemple, des Italiens, qui y forment la minorité, n'en souffrent-ils pas ? On ne le dirait guère. D'ailleurs, cela se conçoit : la démocratie, en Suisse, rend superflues toutes « institutions » culturelles spéciales, qui soi-disant « garantissent », etc.

Ainsi, impuissantes dans le présent, superflues dans l'avenir, telles sont les *institutions* de l'autonomie culturelle-nationale, telle est l'autonomie nationale.

Mais elle devient encore plus nuisible quand on l'impose à une « nation » dont l'existence et l'avenir sont sujets à caution. Alors, les partisans de l'autonomie nationale en sont réduits à protéger et à conserver toutes les particularités de la « nation », non seulement utiles, mais aussi nuisibles, à seule fin de « sauver la nation » de l'assimilation, à seule fin de la « sauvegarder ».

C'est dans cette voie dangereuse que devait inévitablement s'engager le Bund.

Et il s'y est engagé effectivement. Nous voulons parler des décisions que l'on sait, adoptées aux dernières conférences du Bund sur le « samedi », le « yiddish », etc.

La social-démocratie cherche à obtenir le droit à la langue maternelle *pour toutes les nations*, mais le Bund ne s'en trouve pas satisfait, — il exige que l'on défende « avec une insistance particulière » les « droits de la langue juive » (*Voir Compte rendu de la VIII^e conférence du Bund, p. 85.*) (*souligné par nous, J. S.*) ; et le Bund lui-même, lors des élections à la IV^e Douma, donne la « préférence à celui d'entre eux [c'est-à-dire d'entre les électeurs du deuxième degré], qui s'engage à défendre les droits de la langue juive ». (*Voir Compte rendu de la IX^e conférence du Bund, 1912, p. 42.*)

Non point le droit *général* à la langue maternelle, mais le droit *spécial* à la langue juive, au yiddish ! Que les ouvriers des diverses nationalités luttent *avant tout* pour leur langue : les Juifs pour la langue juive, les Géorgiens pour la langue géorgienne, etc. La lutte pour le droit général de toutes les nations est chose secondaire. Vous pouvez même ne pas reconnaître le droit à la langue maternelle pour toutes les nationalités opprimées ; mais si vous avez reconnu le droit au yiddish, sachez-le bien : le Bund votera pour vous, le Bund vous « préférera ».

Mais qu'est-ce qui distingue alors le Bund des nationalistes bourgeois ?

La social-démocratie lutte pour que soit institué un jour de repos hebdomadaire obligatoire, mais le Bund ne s'en trouve pas satisfait. Il exige que, « par voie législative », soit « assuré au prolétariat juif le droit de fêter le samedi et que soit en même temps abolie l'obligation de fêter un autre jour ». (*Voir Compte rendu de la VIII^e conférence du Bund, p. 83.*)

Il faut croire que le Bund fera « un pas en avant » et revendiquera le droit de fêter toutes les vieilles fêtes juives. Et si, pour le malheur du Bund, les ouvriers juifs ont abandonné les vieux préjugés et ne veulent pas fêter le samedi, le Bund, par son agitation pour le « droit au samedi », leur rappellera l'existence du samedi, cultivera chez eux, pour ainsi dire, l'« esprit du samedi »...

On comprend, par conséquent, fort bien les « discours ardents » des orateurs à la VIII^e conférence du Bund, demandant des « hôpitaux juifs », cette revendication étant motivée par ceci que « le malade se sent mieux parmi les siens », que « l'ouvrier juif ne se sentira pas à l'aise parmi les ouvriers polonais, qu'il se sentira bien parmi les boutiquiers juifs ». (*Idem, p. 68.*)

Garder tout ce qui est juif, conserver *toutes* les particularités nationales des Juifs, jusques et y compris celles manifestement nuisibles au prolétariat, isoler les Juifs de tout ce qui n'est pas juif, fonder même des hôpitaux spéciaux, voilà jusqu'où est tombé le Bund !

Le camarade Plékhanov avait mille fois raison, en disant que le Bund « adapte le socialisme au nationalisme ». [*C'est G. Plékhanov qui employa l'expression : « l'adaptation du socialisme au nationalisme » en parlant des bundistes et des social-démocrates caucasiens dans son article : « Encore une conférence de scission », publié dans le n° 3 du 15 (2) octobre 1912, du journal Pour le Parti (organe des plékhanoviens- « menchéviks-partiitsy », c'est-à-dire fidèle à l'esprit du Parti et des « bolchéviks-partiitsy » — conciliateurs, qui parut de 1912 à 1914). Dans cet article, G. Plékhanov condamnait avec vigueur aussi bien la convocation que les décisions de la conférence des liquidateurs du mois d'août.*] Evidemment V. Kossovski et les bundistes du même acabit, peuvent traiter Plékhanov de « démagogue » [*Allusion à la lettre de V. Kossovski, adressée à la rédaction de la revue des liquidateurs, Nacha Zaria (n° 9-10, 1912) sous le titre de Démagogie impardonnable, où il polémisait contre l'article de G. Plékhanov. « Encore une conférence de scission », mentionné dans la note précédente.*], — le papier supporte tout — mais quiconque connaît l'activité du Bund comprendra aisément que ces hommes courageux ont simplement peur de dire la vérité sur eux-mêmes et se couvrent de vocables-massues sur la « démagogie »...

Mais s'en tenant à cette position dans la question nationale, le Bund devait, naturellement, s'engager aussi pour la question d'organisation dans la voie de l'isolement des ouvriers juifs, dans la voie des curies nationales au sein de la social-démocratie. Car telle est la logique de l'autonomie nationale !

En effet, de la théorie de la « représentation unique » le Bund passe à la théorie de la « délimitation nationale » des ouvriers. Le Bund exige de la social-démocratie russe qu'elle « procède dans sa structure organique à la délimitation par nationalités ». [*Voir la Communication sur le VII^e congrès du Bund, p. 7. (J.S.) Le VIII^e congrès du Bund se tint à la fin de 1906, à Lvov (Galicie). Le congrès se prononça pour l'adhésion du Bund au P.O.S.D.R., sur la base du statut adopté au IV^e congrès (de Stockholm) en faisant cette réserve, toutefois, que « tout en adhérant au P.O.S.D.R. et en acceptant son programme, le Bund garde son programme à lui sur la question nationale ». Après le VII^e congrès, le Bund passa entièrement et définitivement dans la voie menchévik.*] Et de la « délimitation » il fait « un pas en avant » vers la théorie de l'« isolement ». Ce n'est pas sans raison qu'à la VIII^e conférence du Bund, des propos se sont fait entendre, disant que « l'existence nationale est dans l'isolement ». (*Voir le Compte rendu de la VIII^e conférence du Bund, p. 72.*)

Le fédéralisme en matière d'organisation recèle des éléments de décomposition et de séparatisme. Le Bund marche au séparatisme.

D'ailleurs, il n'a pas, à proprement parler, d'autre voie à suivre. Son existence même, en tant qu'organisation ex-territoriale, le pousse dans la voie du séparatisme. Le Bund ne possède pas de territoire déterminé ; il œuvre sur les territoires d'« autrui », cependant que les social-démocraties polonaise, lettone et russe circonvoisines constituent des collectivités territoriales internationales. Mais il en résulte que chaque extension de ces collectivités signifie une « perte » pour le Bund, un rétrécissement de son champ d'action. De deux choses l'une : ou bien toute la social-démocratie russe doit être réorganisée sur les bases du fédéralisme national, et alors le Bund acquiert la possibilité de « s'assurer » le prolétariat juif ; ou bien le principe territorial international de ces collectivités reste en vigueur, et alors le Bund se réorganise sur les bases de l'internationalisme, comme cela a lieu dans la social-démocratie polonaise et lettone.

C'est ce qui explique que le Bund réclame, dès le début, la « réorganisation de la social-démocratie russe sur des bases fédératives ». (*Voir Contribution à la question de l'autonomie nationale et de la réorganisation de la social-démocratie russe sur les bases fédératives, 1902, éd. du Bund.*)

En 1906, le Bund cédant à la vague unificatrice venant d'en bas, choisit un moyen terme, en adhérant à la social-démocratie russe. Mais comment y a-t-il adhéré ? Alors que les social-démocraties polonaises et lettone y ont adhéré en vue de travailler paisiblement en commun, le Bund y a adhéré en vue de mener la bataille pour la fédération. C'est ce que disait alors le leader des bundistes Medem :

Nous y allons non pour l'idylle, mais pour la lutte. Point d'idylle, et seuls les Manilov [*Personnage des Ames mortes de Gogol. Type du rêveur sans conviction, sans caractère.*] peuvent l'attendre dans un avenir prochain. Le Bund doit entrer au Parti, armé de pied en cap. [*Voir Naché Slovo, n° 3, p. 24, Vilna, 1906. (J.S.) Naché Slovo (Notre Parole), hebdomadaire bundiste légal, qui paraissait à Vilna en 1906. Il parut au total 9 numéros.*]

Ce serait une erreur d'y voir de la mauvaise volonté de la part de Medem. Il ne s'agit pas de mauvaise volonté, mais de la position particulière du Bund, en vertu de laquelle il ne peut pas ne pas lutter contre la social-démocratie russe qui est basée sur les principes de l'internationalisme. Or, en la combattant, le Bund compromettait, naturellement, les intérêts de l'unité. Finalement, les choses en viennent au point que le Bund rompt officiellement avec la social-démocratie russe, en violant les statuts et en s'unissant, pendant les élections à la IV^e Douma, avec les nationalistes polonais contre les social-démocrates polonais. [*Allusion à l'élection de la IV^e Douma d'Etat du député de Varsovie, Jagello, membre de la « gauche » du Parti socialiste polonais, élu sur la liste du bloc des bundistes et du P.S.P. avec les nationalistes bourgeois juifs contre les voix des électeurs social-démocrates polonais qui formaient la majorité au collège d'électeurs ouvriers. La fraction social-démocrate de la IV^e Douma d'Etat, grâce à la majorité que les liquidateurs y détenaient alors, accepta dans son sein Jagello qui n'était pas social-démocrate, donnant ainsi son appui à l'acte scissionniste du Bund et approfondissant la scission parmi les ouvriers de Pologne. Voir à ce sujet l'article de Staline : « Jagello, membre ne jouissant pas de tous les droits de la fraction social-démocrate », dans le n° 182 de la Pravda, du 1^{er} décembre 1912.*]

Le Bund a trouvé évidemment que la rupture est le meilleur moyen d'assurer son activité indépendante.

C'est ainsi que le « principe » de la « délimitation » en matière d'organisation a abouti au séparatisme, à une rupture complète.

Polémisant sur le fédéralisme avec la vieille *Iskra* [*La vieille Iskra, l'Iskra de la période 1900 à 1903 (jusqu'au n° 51), alors que Lénine prenait une part des plus active à sa rédaction, — s'appelait ainsi pour la distinguer de la nouvelle Iskra, passée aux positions menchéviks. La vieille Iskra menait une lutte des plus acharnée contre le nationalisme du Bund. Une série d'articles de l'Iskra, dont certains de la plume de Lénine, furent consacrés à la critique du Bund et de ses positions dans la question nationale et dans les questions de structure du Parti.*], le Bund écrivait jadis :

L'Iskra veut nous persuader que les rapports fédératifs du Bund avec la social-démocratie russe doivent affaiblir les liens entre eux. Nous ne pouvons réfuter cette opinion, en nous référant à la pratique russe, pour la simple raison que la social-démocratie russe n'existe pas comme groupement fédératif. Mais nous pouvons nous référer à l'expérience extrêmement instructive de la social-démocratie d'Autriche, reconstruite sur le principe fédératif en vertu d'une décision du congrès du Parti tenu en 1897. (*Voir Contribution à la question de l'autonomie nationale, etc., 1902, p. 17, édition du Bund.*)

Cela fut écrit en 1902.

Mais nous sommes maintenant en 1913. Nous avons actuellement la « pratique » russe, et l' « expérience de la social-démocratie d'Autriche ».

Que nous disent-elles ?

Commençons par l' « expérience extrêmement instructive de la social-démocratie d'Autriche ». Déjà avant 1896, il existe en Autriche un Parti social-démocrate unique. Cette année-là, les Tchèques réclament pour la première fois au congrès international de Londres, une représentation distincte et l'obtiennent. En 1897, au congrès du Parti tenu à Vienne (Wimberg), le Parti unique est officiellement liquidé ; on établit à sa place une union fédérative de six « groupes social-démocrates » nationaux. Ensuite ces « groupes » se transforment en Partis indépendants. Les Partis rompent peu à peu la liaison entre eux. A leur suite se disloque la fraction parlementaire, des « clubs » nationaux s'organisent. Viennent ensuite les syndicats, qui se morcellent également par nationalités. On en arrive même jusqu'aux coopératives, au morcellement desquelles les séparatistes tchèques appellent les ouvriers. [Voir dans *Documente des Separatismus*, les termes empruntés à la brochure de Vanek, p. 29. (J.S.) Karl Vanek, social-démocrate tchèque, député au Parlement autrichien (Reichsrat) et au Landtag de Brünn, directeur de la caisse d'assurance-maladie à Brünn, un des chefs des séparatistes tchèques. En 1910, K. Vanek publia dans la revue *Rovnost (Egalité)* une suite d'articles sous le titre « *Voulons-nous être en tutelle ou être libres ?* », consacrés à la défense des idées séparatistes et imprégnés de chauvinisme national. Ces articles (édités également en brochure), en même temps que d'autres documents furent reproduits dans le recueil *Dokumente des Separatismus* (« Documents du séparatisme ») publié par le syndicat autrichien des métallurgistes, qui tentait ainsi d'empêcher le développement de la scission vers laquelle Vanek, Bourian, Toussar et autres chefs des séparatistes tchèques, menaient le mouvement ouvrier tchèque. Voici ce que disait le passage, mentionné ici par Staline, de la brochure de K. Vanek : « Comment l'ouvrier tchèque, avant encore que se soit accomplie la renaissance de la société, peut-il espérer sauver de la perte son petit garçon ou sa fillette ou bien leur assurer à l'avenir une existence meilleure que celle qui leur est échue, si les forces consommatrices du peuple tchèque n'estiment pas nécessaire de recourir aux services de leurs propres artisans, marchands et industriels ? » « Et comment la masse ouvrière tchèque peut-elle s'attendre à recevoir dans l'Etat futur ce qui lui revient de droit ; à devenir, sous le rapport politique, social et national égale en droits, si elle met à la disposition d'autrui sa base économique, si elle livre aux camarades d'une autre nationalité les possibilités de production, la force résidant dans l'argent ? »] Sans compter que l'agitation séparatiste affaiblit chez les ouvriers le sentiment de la solidarité, en les poussant souvent dans la voie des briseurs de grèves.

Ainsi, l' « expérience extrêmement instructive de la social-démocratie d'Autriche » parle *contre* le Bund, en faveur de la vieille *Iskra*. Le fédéralisme au sein du Parti autrichien a abouti au séparatisme le plus ignoble, à la désagrégation de l'unité du mouvement ouvrier.

Nous avons vu plus haut que la « pratique russe » parle dans le même sens. Les séparatistes bundistes, de même que les Tchèques, ont rompu avec l'ensemble de la social-démocratie, de la social-démocratie russe. En ce qui concerne les syndicats, les syndicats bundistes, ils étaient dès le début organisés d'après le principe national, c'est-à-dire qu'ils étaient séparés des ouvriers des autres nationalités.

L'isolement total, la rupture totale, voilà ce que montre la « pratique russe » du fédéralisme.

Il n'est pas étonnant que cet état de choses se répercute sur les ouvriers par un affaiblissement du sentiment de solidarité et par la démoralisation, et que cette dernière pénètre aussi au sein du Bund. Nous voulons parler des conflits de plus en plus fréquents entre ouvriers juifs et polonais sur le terrain du chômage. Voici quels propos ont retenti, à ce sujet, à la IX^e conférence du Bund :

« Les ouvriers polonais qui nous évincent, nous les considérons comme des pogromistes, comme des jaunes, nous ne soutenons pas leurs grèves, nous les sabotons. En second lieu, nous répondons à l'évincement par l'évincement : en réponse à la non-admission des ouvriers juifs dans les fabriques, nous ne laissons pas les ouvriers polonais travailler aux établis à bras... *Si nous ne prenons pas cette affaire en main, les ouvriers suivront les autres.* » (Voir le *Compte rendu de la IX^e conférence du Bund*, p. 19.) [Souligné par nous. J. S.]

C'est ainsi que l'on parle de solidarité à la conférence bundiste.

On ne peut aller plus loin en matière de « délimitation » et d' « isolement ». Le Bund est arrivé à ses fins : il délimite les ouvriers des diverses nationalités jusqu'aux rixes, jusqu'aux actes de briseurs de grève. Impossible de faire autrement :

« si nous ne prenons pas cette affaire en mains, *les ouvriers suivront les autres...* »

Désorganisation du mouvement ouvrier, démoralisation dans les rangs de la social-démocratie, voilà à quoi mène le fédéralisme bundiste.

Ainsi, l'idée de l'autonomie nationale, l'atmosphère qu'elle crée, s'est révélée encore plus nuisible en Russie qu'en Autriche.

VI. — Les Caucasiens, la conférence des liquidateurs

Nous avons parlé plus haut des flottements d'une partie des social-démocrates caucasiens, qui n'avaient pu résister à la « contagion » nationaliste. Ces flottements se sont exprimés en ce que lesdits social-démocrates ont suivi — si étrange que ce soit — les traces du Bund, en proclamant l'autonomie culturelle-nationale.

L'autonomie régionale pour l'ensemble du Caucase et l'autonomie culturelle-nationale — pour les nations composant le Caucase — c'est ainsi que ces social-démocrates, qui se rallient, soit dit à propos, aux liquidateurs russes, formulent leur revendication.

Écoutons leur leader reconnu, le fameux N. [*Pseudonyme de Noé Jordania, leader des menchéviks géorgiens, ancien chef du gouvernement menchévik de Géorgie, fut un partisan enragé d'une intervention armée contre l'U.R.S.S.*]

« Tout le monde sait que le Caucase se distingue profondément des provinces centrales, tant par la composition raciale de sa population que par le territoire et l'agriculture. L'exploitation et le développement matériel d'une telle contrée réclament des travailleurs qui soient du pays, connaissant les particularités locales, habitués à la culture et au climat locaux. Il est nécessaire que toutes les lois poursuivant des fins d'exploitation du territoire local soient promulguées sur place et mises en œuvre par les gens du lieu. En conséquence, il sera de la compétence de l'organisme central de l'autonomie administrative caucasienne de promulguer les lois sur les questions locales... Ainsi, les fonctions du centre caucasien consistent à promulguer des lois poursuivant des fins d'exploitation économique du territoire local, des fins de prospérité matérielle de la contrée. »

[*Voir le journal géorgien Tchvéni Tskhovréba (Notre Vie), 1912, n° 12. (J.S.) Tchvéni Tskhovréba, quotidien des menchéviks géorgiens, parut en 1912 à Koutaï. Le journal eut dix-neuf numéros. Les passages cités sont empruntés à l'un des articles de N. (Noé Jordania) intitulé : « L'ancien et le nouveau », publié dans les numéros 11-14 de Tchvéni Tskhovréba.*]

Ainsi, autonomie régionale du Caucase.

Si l'on fait abstraction des motifs quelque peu contradictoires et décousus, invoqués par N., il convient de reconnaître que sa conclusion est juste. L'autonomie régionale du Caucase, jouant dans le cadre de la Constitution de l'Etat tout entier — ce que N. ne nie pas d'ailleurs — est effectivement nécessaire, vu les particularités de la composition et des conditions de vie du pays. Cela est aussi reconnu par la social-démocratie russe, qui a proclamé à son II^e congrès l'autonomie administrative régionale pour les périphéries qui, par leurs conditions de vie et la composition de leur population, se distinguent des régions russes proprement dites.

Soumettant ce point à l'examen du II^e congrès, Martov l'a motivé, en disant que

« les vastes étendues de la Russie et l'expérience de notre administration centralisée, nous donnent lieu de considérer comme nécessaire et utile l'existence d'une autonomie administrative régionale pour des unités aussi importantes que la Finlande, la Pologne, la Lituanie et le Caucase. »

Mais il s'ensuit que par *administration autonome* régionale, il faut entendre l'autonomie régionale.

Mais N. va plus loin. A son avis, l'autonomie régionale du Caucase n'embrasse « qu'un côté de la question ».

« Jusqu'ici nous n'avons parlé que du développement matériel de la vie locale. Mais ce qui contribue au développement économique d'une contrée, ce n'est pas seulement l'activité économique, mais aussi l'activité spirituelle, culturelle... Une nation forte par sa culture est également forte dans la sphère économique... Mais le développement culturel des nations n'est possible que dans leur langue nationale... Aussi toutes les questions liées à la langue maternelle sont-elles des questions culturelles-nationales. Telles sont les questions concernant l'instruction, la procédure judiciaire, l'Eglise, la littérature, les arts, les sciences, le théâtre, etc. Si l'œuvre du développement matériel de la contrée unit les nations, l'œuvre culturelle-nationale les désunit, en plaçant chacune d'elles sur un terrain distinct. L'activité du premier genre est liée à tel territoire déterminé... Il en va autrement des choses culturelles-nationales. Celles-ci ne sont pas liées à un territoire déterminé, mais à l'existence d'une nation déterminée. Les destinées de la langue géorgienne intéressent au même degré le Géorgien, où qu'il vive. Ce serait faire preuve d'une grande ignorance que de dire que la culture géorgienne ne concerne que les Géorgiens habitant la Géorgie. Prenons, par exemple, l'Eglise arménienne. A la gestion de ses affaires prennent part les Arméniens des différents lieux et Etats. Ici, le territoire ne joue aucun rôle. Ou, par exemple, à la création d'un musée géorgien sont intéressés tant le Géorgien de Tiflis que celui de Bakou, de Koutaïs, de Pétersbourg, etc. C'est donc que la gestion et la direction de toutes les affaires culturelles-nationales doivent être confiées aux nations intéressées elles-mêmes. Nous proclamons l'autonomie culturelle-nationale des nationalités caucasiennes. » (*Voir le journal géorgien Tchvéni Tskhovréba, 1912, n° 12.*)

Bref, la culture n'étant pas le territoire, et le territoire n'étant pas la culture, l'autonomie culturelle-nationale est nécessaire. C'est tout ce que peut dire N. en faveur de cette dernière.

Nous n'allons pas ici toucher une fois de plus à l'autonomie culturelle-nationale, en général : nous avons déjà parlé plus haut de son caractère négatif. Nous voudrions simplement marquer que l'autonomie culturelle-nationale qui, en général, n'est pas utilisable, est encore vide de sens et absurde au point de vue des conditions caucasiennes.

Et voici pourquoi.

L'autonomie culturelle-nationale suppose des nationalités plus ou moins développées, à culture, à littérature évoluées. A défaut de ces conditions, cette autonomie perd toute raison d'être, devient une absurdité. Or, il existe dans le Caucase toute une série de peuples à culture primitive, parlant une langue particulière, mais dépourvus d'une littérature propre, peuples à l'état de transition par-dessus le marché, qui en partie s'assimilent, en partie continuent à se développer. Comment leur appliquer l'autonomie culturelle-nationale ? Comment agir à l'égard de tels peuples ? Comment les « organiser » en des unions culturelles-nationales distinctes, ce qu'implique sans aucun doute l'autonomie culturelle-nationale ?

Comment agir envers les Mingréliens, Abkhaz, Adjars, Svanes, Lesghiens, etc., qui parlent des langues différentes, mais qui n'ont pas de littérature propre ? Dans quelles nations les ranger ? Est-il possible de les « organiser » en unions nationales ? Autour de quelles « questions culturelles » les « organiser » ?

Comment agir envers les Ossètes, dont ceux qui habitent la Transcaucasie sont en voie d'assimilation (mais sont encore loin d'être assimilés) par les Géorgiens, tandis que les Ossètes ciscaucasiens sont en partie assimilés par les Russes, en partie continuent à se développer, créant leur propre littérature ? Comment les « organiser » en une seule union nationale ?

Dans quelle union nationale ranger les Adjars qui parlent le géorgien, mais vivent de la culture turque et pratiquent l'islamisme ? Ne faut-il pas les « organiser » séparément des Géorgiens *sur le terrain de la religion* et ensemble avec les Géorgiens *sur la base des autres questions culturelles* ? Et les Kobouletz ? Et les Ingouches ? Et les Inghiloïts ?

Qu'est-ce que cette autonomie qui élimine de la liste toute une série de peuples ?

Non, ce n'est pas une solution de la question nationale, c'est le fruit d'une fantaisie oiseuse.

Mais admettons l'inadmissible et supposons que l'autonomie culturelle-nationale de notre N., se soit réalisée. A quoi mènera-t-elle, à quels résultats ? Considérons, par exemple, les Tatars transcaucasiens, avec leur pourcentage minime d'individus sachant lire et écrire, avec leurs écoles dirigées par les moulahs tout-puissants, avec leur culture pénétrée de l'esprit religieux... Il n'est pas difficile de comprendre que les organiser dans une union culturelle-nationale, c'est mettre à leur tête les moulahs, c'est les jeter en pâture aux moulahs réactionnaires ; c'est créer un nouveau bastion pour l'asservissement spirituel des masses tatars par leur pire ennemi.

Mais depuis quand les social-démocrates portent-ils l'eau au moulin des réactionnaires ?

Isoler les Tatars transcaucasiens dans une union culturelle-nationale qui asservit les masses aux pires réactionnaires, est-il possible que les liquidateurs caucasiens n'aient rien pu trouver de mieux à « proclamer » ?...

Non, ce n'est point là une solution de la question nationale.

La question nationale, au Caucase, ne peut être résolue que dans *ce sens que les nations et les peuples attardés doivent être entraînés dans la voie générale d'une culture supérieure*. Seule une telle solution peut être un facteur de progrès et acceptable pour la social-démocratie. L'autonomie régionale du Caucase est acceptable précisément parce qu'elle entraîne les nations attardées dans le développement culturel général, elle les aide à sortir de leur coquille de petites nationalités qui les isole, elle les pousse en avant et leur facilite l'accès des bienfaits de la culture supérieure. Cependant que l'autonomie culturelle-nationale agit dans une direction diamétralement opposée, car elle enferme les nations dans leurs vieilles coquilles, elle les maintient aux degrés inférieurs du développement de la culture et les empêche de monter aux degrés supérieurs de la culture.

De ce fait l'autonomie nationale paralyse les côtés positifs de l'autonomie régionale, réduit cette dernière à zéro.

C'est pour cela justement que le type mixte de l'autonomie combinant l'autonomie culturelle-nationale et régionale proposée par N. ne convient pas non plus. Cette combinaison contre nature n'améliore pas les choses, mais les aggrave, car, outre qu'elle freine le développement des nations attardées, elle fait de l'autonomie régionale une arène de collisions entre les nations organisées en unions nationales.

C'est ainsi que l'autonomie culturelle-nationale qui, en général, n'est pas utilisable, se transformerait au Caucase en une absurde entreprise réactionnaire. Telle est l'autonomie culturelle-nationale de N. et de ses partisans caucasiens.

Les liquidateurs caucasiens feront-ils un « pas en avant » et suivront-ils le Bund aussi dans la question d'organisation, c'est ce que l'avenir montrera. L'histoire de la social-démocratie nous apprend que, jusqu'ici, le fédéralisme dans l'organisation a toujours précédé l'autonomie nationale dans le programme. Dès 1897, les social-démocrates autrichiens pratiquaient le fédéralisme dans l'organisation, et ce n'est que deux années plus tard (1899) qu'ils adoptèrent l'autonomie nationale. Les bundistes, pour la première fois, ont parlé nettement de l'autonomie nationale en 1901, cependant qu'ils pratiquaient le fédéralisme dans l'organisation depuis 1897.

Les liquidateurs caucasiens ont commencé par la fin, par l'autonomie nationale. S'ils continuent à suivre les traces du Bund, force leur sera de détruire au préalable tout l'actuel édifice d'organisation, bâti déjà dans les dernières années du XIX^e siècle, sur les bases de l'internationalisme.

Mais autant il a été facile d'accepter l'autonomie nationale encore incompréhensible pour les ouvriers, autant il sera difficile de démolir l'édifice bâti durant des années, élevé et choyé par les ouvriers de toutes les nationalités du Caucase. Il suffit d'amorcer cette entreprise d'Erostrate, pour que les ouvriers ouvrent les yeux et comprennent l'essence nationaliste de l'autonomie culturelle-nationale.

Si les Caucasiens résolvent la question nationale par des procédés ordinaires, au moyen de débats oraux et d'une discussion littéraire, la conférence des liquidateurs de Russie a imaginé, elle, un moyen tout à fait extraordinaire. Moyen facile et simple.

Ecoutez :

« Après avoir entendu la communication faite par la délégation caucasienne... sur la nécessité de formuler la revendication de l'autonomie culturelle-nationale, la conférence, sans se prononcer sur le fond de cette revendication, constate que cette interprétation du point du programme reconnaissant à chaque nationalité le droit de disposer d'elle-même ne va pas à rencontre du sens exact de ce programme. »

Ainsi, d'abord, « ne pas se prononcer sur le fond de cette » question, et puis, « constater ». Méthode originale...

Qu'est-ce donc qu' « a constaté » cette conférence originale ?

Mais ceci que la « revendication » de l'autonomie culturelle-nationale « ne va pas à l'encontre du sens exact » du programme reconnaissant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Examinons cette thèse.

Le point relatif à la libre disposition parle des droits des nations. [*Le point relatif à la libre disposition dans le programme du P.O.S.D.R., adopté au II^e congrès en 1903, portait : « 9. Le droit à la libre disposition pour toutes les nations faisant partie de l'Etat. »*] D'après ce point, les nations ont droit non seulement à l'autonomie, mais encore à la séparation. Il s'agit de la libre disposition *politique*. Qui les liquidateurs voulaient-ils tromper, en cherchant à interpréter à tort et à travers ce droit, depuis longtemps établi dans toute la social-démocratie internationale, à la libre disposition politique des nations ?

Ou peut-être les liquidateurs chercheront-ils à biaiser, en s'abritant derrière ce sophisme : c'est que l'autonomie culturelle-nationale, voyez-vous, « ne va pas à l'encontre » des droits des nations ? C'est-à-dire que si toutes les nations d'un Etat donné acceptent de s'organiser sur les bases de l'autonomie culturelle-nationale, elles — la somme donnée de ces nations — en ont pleinement le droit, et nul ne peut leur *imposer de force* une autre forme de vie politique. C'est nouveau, et c'est bien trouvé. Ne convient-il pas d'ajouter que, parlant d'une façon générale, les nations ont le droit d'abolir chez elles la Constitution, de la remplacer par un système d'arbitraire, de revenir à l'ancien ordre de choses, car les nations, et seulement les nations elles-mêmes, ont le droit de décider de leur propre sort. Nous répétons : dans ce sens ni l'autonomie culturelle-nationale, ni l'esprit réactionnaire national quel qu'il soit « ne va à l'encontre » des *droits des nations*.

N'est-ce pas ce que voulait dire la respectable conférence ?

Non, ce n'est pas cela. Elle dit expressément que l'autonomie culturelle-nationale « ne va pas à l'encontre », non des droits des nations, mais « *du sens exact* » *du programme*. Il s'agit ici du programme, et non des droits des nations.

Cela se conçoit du reste. Si une nation quelconque s'était adressée à la conférence des liquidateurs, celle-ci aurait pu constater tout net que la nation a droit à l'autonomie culturelle-nationale. Or, ce n'est pas une nation qui s'est adressée à la conférence, mais une « délégation » de social-démocrates caucasiens, de social-démocrates pas fameux, il est vrai, mais social-démocrates tout de même. Et ils n'ont pas posé la question des droits des nations, mais la question de savoir si l'autonomie culturelle-nationale ne contredit pas *les principes de la social-démocratie*, si elle ne va pas à l' « encontre » « *du sens exact* » du *programme de la social-démocratie*.

Ainsi *les droits des nations* et le « *sens exact* » du *programme de la social-démocratie*, ce n'est pas la même chose.

Apparemment, il est aussi des revendications qui, sans aller à l'encontre des droits des nations, peuvent aller à l'encontre du « *sens exact* » du programme.

Exemple. Le programme des social-démocrates comporte un point relatif à la liberté de confession. D'après ce point, tout groupe d'individus a le droit de confesser toute religion : le catholicisme, l'orthodoxie, etc. La social-démocratie luttera contre toute répression religieuse, contre les persécutions visant les orthodoxes, les catholiques et les protestants. Est-ce à dire que le catholicisme et le protestantisme, etc., « ne vont pas à rencontre du sens exact » du programme ? Non. La social-démocratie protestera toujours contre les persécutions visant le catholicisme et le protestantisme ; elle défendra toujours le droit des nations à confesser n'importe quelle religion ; mais en même temps, se basant sur la juste conception des intérêts du prolétariat, elle fera de l'agitation et contre le catholicisme, et contre le protestantisme, et contre l'orthodoxie, afin de faire triompher la conception socialiste.

Et elle le fera pour cette raison que, sans nul doute, le protestantisme, le catholicisme, l'orthodoxie, etc., « vont à rencontre du sens exact » du programme, c'est-à-dire à rencontre des intérêts bien compris du prolétariat.

Il faut en dire autant du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Les nations ont le droit de s'établir à leur guise ; elles ont le droit de garder n'importe laquelle de leurs institutions nationales, qu'elle soit nuisible ou utile, personne ne peut (n'en a le droit !) intervenir de *force* dans la vie des nations. Mais cela ne signifie pas encore que la social-démocratie ne luttera pas, ne fera pas de l'agitation contre les institutions nuisibles des nations, contre les revendications irrationnelles des nations. Au contraire, la social-démocratie a le devoir de faire cette agitation et d'influer sur la volonté des nations de telle sorte que ces dernières s'organisent sous la forme la plus appropriée aux intérêts du prolétariat. C'est pour cela précisément que, combattant pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, elle fera en même temps de l'agitation, par exemple, et contre la séparation des Tatars, et contre l'autonomie culturelle-nationale des nations caucasiennes, car l'une comme l'autre, sans aller à l'encontre des *droits* de ces nations, vont cependant à l'encontre du « *sens exact* » du *programme*, c'est-à-dire des intérêts du prolétariat caucasien.

Apparemment, les « *droits des nations* » et le « *sens exact* » du programme sont deux notions tout à fait différentes. Alors que le « *sens exact* » du programme exprime les intérêts du prolétariat, formulés scientifiquement dans le programme de ce dernier, les *droits des nations* peuvent exprimer les intérêts de n'importe quelle classe — bourgeoisie, aristocratie, clergé, etc., suivant la force et l'influence de ces classes. Là, les *devoirs* du marxiste, ici, les *droits* des nations composées des diverses classes. Les *droits des nations* et les principes de la social-démocratie peuvent aussi bien aller ou ne pas « aller à rencontre » les uns des autres que, par exemple, la pyramide de Chéops et la fameuse conférence des liquidateurs. Il est tout simplement impossible de les comparer.

Mais il s'ensuit que la respectable conférence a confondu de la façon la plus impardonnable deux choses absolument différentes. Il en est résulté non pas une solution de la question nationale, mais une chose absurde, suivant laquelle les *droits des nations* et les principes de la social-démocratie « ne vont

pas à l'encontre » les uns des autres; par conséquent, chaque revendication des nations peut être compatible avec les intérêts du prolétariat ; par conséquent, nulle revendication des nations aspirant à disposer d'elles-mêmes « n'ira à l'encontre du sens exact » du programme !

Ils n'ont pas ménagé la logique...

C'est sur la base de cette absurdité qu'a surgi la décision désormais fameuse de la conférence des liquidateurs, suivant laquelle la revendication de l'autonomie nationale-culturelle « ne va pas à l'encontre du sens exact » du programme.

Mais la conférence des liquidateurs n'enfreint pas seulement les lois de la logique.

Elle enfreint encore son devoir envers la social-démocratie russe, en sanctionnant l'autonomie culturelle-nationale. Elle enfreint de la façon la plus nette le « sens exact » du programme, car on sait que le II^e congrès qui a adopté le programme a *repoussé résolument* l'autonomie culturelle-nationale. Voici ce qui a été dit à ce sujet au congrès en question :

Goldblatt [bundiste] : J'estime nécessaire la création d'institutions spéciales susceptibles d'assurer la liberté du développement culturel des nationalités, et c'est pourquoi je propose d'ajouter au paragraphe 8 : « *et la création d'institutions leur garantissant la pleine liberté du développement culturel* ». [C'est là, on le sait, la formule bundiste rie l'autonomie culturelle-nationale. J.S.]

Martynov indique que les institutions générales doivent être organisées de façon à assurer aussi les intérêts particuliers.

Impossible de créer aucune institution *spéciale* garantissant la liberté du développement culturel de la nationalité.

Egorov : Dans la question de la nationalité, nous ne pouvons adopter que des propositions négatives, c'est-à-dire que nous sommes contre toutes restrictions de la nationalité. Mais peu nous importe à nous, social-démocrates, de savoir si une nationalité ou une autre se développera comme telle. C'est l'affaire du processus spontané.

Koltsov : Les délégués du Bund se fâchèrent chaque fois qu'il est question de leur nationalisme. Or, l'amendement apporté par le délégué du Bund revêt un caractère purement nationaliste. On exige de nous des mesures purement offensives pour soutenir même les nationalités qui déperissent.

... En conséquence, « *l'amendement de Goldblatt est repoussé à la majorité contre trois voix* ».

Ainsi, il est clair que la conférence des liquidateurs est allée « à l'encontre du sens exact » du programme. Elle a dérogé au programme.

Maintenant, les liquidateurs cherchent à se justifier, en invoquant le congrès de Stockholm qui a prétendument sanctionné l'autonomie culturelle-nationale. Vladimir Kossovski écrit à ce sujet :

« Comme on le sait, suivant l'accord intervenu au congrès de Stockholm, on avait laissé la liberté au Bund de maintenir son programme national (jusqu'à la solution du problème national au congrès général du Parti). Ce congrès a reconnu que l'autonomie culturelle-nationale ne contredit pas en tout cas le programme général du Parti. » (*Voir Nacha Zaria, 1912, n° 9-10, p. 120.*)

Mais les tentatives des liquidateurs sont vaines. Le congrès de Stockholm n'a pas même songé à sanctionner le programme du Bund — il a simplement accepté de laisser provisoirement la question ouverte. L'intrépide Kossovski a manqué de courage pour dire toute la vérité. Mais les faits parlent d'eux-mêmes. Les voici :

Galine apporte cet amendement : « La question du programme national *reste ouverte commise n'ayant pas été examinée par le congrès* ». (Pour : 50 voix ; contre : 32.)

Une voix : « Que signifie, ouverte ? »

Le président : « Si nous disons que la question nationale reste ouverte, cela signifie que le Bund peut maintenir jusqu'au prochain congrès sa décision dans cette question. » (*Voir Naché Slovo (Notre Parole), 1906, n° 8, p. 53.*) [*Souligné par nous. J. S.*]

Comme vous voyez, le congrès n'a même « pas examiné » la question du programme national du Bund, il l'a simplement laissée « ouverte », en laissant au Bund lui-même le soin de décider du sort de son programme jusqu'au prochain congrès général. En d'autres termes : le congrès de Stockholm a éludé la question, sans donner une appréciation de l'autonomie culturelle-nationale, ni dans l'un ni dans l'autre sens.

Or, la conférence des liquidateurs s'attelle, de la façon la plus nette, à l'appréciation du problème, reconnaît l'autonomie culturelle-nationale acceptable et la sanctionne au nom du programme du Parti.

La différence saute aux yeux.

Ainsi, la conférence des liquidateurs, en dépit des stratagèmes de toute sorte, n'a pas fait avancer d'un seul pas la question nationale.

Biaisé devant le Bund et les national-liquidateurs caucasiens, c'est tout ce dont elle s'est révélée capable.

VII. — La question nationale en Russie

Il nous reste à tracer la solution positive de la question nationale. Nous partons du fait que le problème ne peut être résolu qu'en liaison indissoluble avec la situation que traverse la Russie.

La Russie vit dans une période de transition, où la vie « normale », « constitutionnelle », ne s'est pas encore établie, où la crise politique n'est pas encore résolue. Les journées de tempêtes et de « complications » sont encore à venir. D'où le mouvement, présent et futur, mouvement qui se donne pour but la pleine démocratisation.

C'est en liaison avec ce mouvement que doit être envisagée la question nationale.

Ainsi, pleine démocratisation du pays, comme *base* et condition de la solution du problème national.

Il convient de tenir compte, lors de la solution du problème, non seulement de la situation intérieure, mais aussi de la situation extérieure. La Russie est située entre l'Europe et l'Asie, entre l'Autriche et la Chine. Le progrès du démocratismes en Asie est inévitable.

Le progrès de l'impérialisme en Europe n'est pas un effet du hasard. Le capital en Europe commence à se sentir à l'étroit, et il se rue vers d'autres pays, à la recherche de débouchés nouveaux, d'une main-d'œuvre à bon marché, de nouveaux champs d'activité. Mais cela conduit à des complications extérieures et à la guerre. Nul ne peut dire que la guerre des Balkans [*Allusion à la première guerre des Balkans, commencée en octobre 1912 entre la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro, d'une part, et la Turquie, de l'autre. Cette guerre fut le résultat du conflit entre les intérêts des puissances de l'Entente (France, Angleterre, Russie) et ceux des puissances de la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie) dans la péninsule balkanique. Cette guerre, aussi bien que la deuxième guerre des Balkans (1913), qui éclata entre les alliés de la veille n'ayant pas su partager le butin, et qui se termina par l'écrasement de la Bulgarie, ne firent que raviver les contradictions impérialistes dans les Balkans ; elles furent le prélude de la guerre impérialiste mondiale.*] soit la fin, et non le commencement des complications. Il est parfaitement possible qu'une combinaison de conjonctures intérieures et extérieures intervienne, dans laquelle telle ou telle nationalité de Russie trouvera nécessaire de poser et de résoudre la question de son indépendance. Et, dans ces cas-là, ce n'est évidemment pas aux marxistes à dresser des barrières.

Il s'ensuit donc que les marxistes russes ne pourront pas se passer du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Ainsi, *droit de disposer de soi-même comme point indispensable* dans la solution du problème national.

Poursuivons. Comment agir envers les nations qui, pour telles ou telles raisons, préféreront demeurer dans le cadre d'un tout ?

Nous avons vu que l'autonomie culturelle-nationale n'est pas utilisable.

En premier lieu, elle est artificielle et non viable, car elle suppose le rassemblement artificiel, dans une seule nation, d'individus que la vie, la vie réelle, sépare et jette aux différents points de l'Etat.

En second lieu, elle pousse au nationalisme, car elle conduit au point de vue de la « délimitation » des individus par curies nationales, au point de vue de l' « organisation » des nations, au point de vue de la « conservation » et de la culture des « particularités nationales », chose qui ne sied pas du tout à la social-démocratie.

Ce n'est pas par hasard que les séparatistes moraves au Reichsrat, s'étant séparés des députés social-démocrates allemands, se sont unis aux députés bourgeois moraves en un seul « *kolo* » [*Cercle, groupe, communauté. S'applique ici à l'union des partis au sein du Parlement.*] morave, pour ainsi dire. Ce n'est pas par hasard non plus que les séparatistes russes du Bund se sont embourbés dans le nationalisme, en exaltant le « samedi » et le « yiddish ». Il n'y a pas encore de députés bundistes à la Douma, mais dans le rayon d'action du Bund il y a la communauté juive cléricalo-réactionnaire, dans les « institutions dirigeantes » de laquelle le Bund organise, en attendant, l' « unité » entre ouvriers et bourgeois juifs. (*Compte rendu de la VIII^e conférence du Bund, fin de la résolution sur la communauté.*) Telle est bien la logique de l'autonomie culturelle-nationale.

Ainsi l'autonomie *nationale* ne résout pas la question. Où donc est l'issue ?

La seule solution juste, c'est l'autonomie *régionale*, l'autonomie d'unités déjà cristallisées, telles que la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine, le Caucase, etc.

L'avantage de l'autonomie régionale consiste tout d'abord en ceci : avec elle on a affaire non à une fiction sans territoire, mais à une population déterminée, vivant sur un territoire déterminé.

Ensuite, elle ne délimite pas les individus par nations, elle ne renforce pas les barrières nationales ; au contraire, elle ne fait que démolir ces barrières et grouper la population pour ouvrir la voie à une délimitation d'un autre genre, à la délimitation par classes.

Enfin, elle permet d'utiliser de la façon la meilleure les richesses naturelles de la région et de développer les forces productives, sans attendre les décisions du centre commun — fonctions qui ne sont pas inhérentes à l'autonomie culturelle-nationale.

Ainsi, *autonomie régionale comme point indispensable* dans la solution de la question nationale.

Il n'est pas douteux qu'aucune des régions n'offre une homogénéité nationale complète, car dans chacune d'elles sont incrustées des minorités nationales. Tels les Juifs en Pologne, les Lettons en Lituanie, les Russes au Caucase, les Polonais en Ukraine, etc. On peut appréhender, par conséquent, que les minorités soient opprimées par les majorités nationales. Mais ces appréhensions ne sont fondées que si le pays garde l'ancien état de choses. Donnez au pays la démocratie intégrale, et les appréhensions perdront tout terrain.

On propose de lier les minorités éparses en une seule union nationale. Mais les minorités ont besoin non pas d'une union artificielle, mais de droits réels chez elles, sur place. Que peut leur donner une telle union *sans* une démocratisation complète ? Ou bien : quelle est la nécessité d'une union nationale, quand *il y a* démocratisation complète ? Qu'est-ce qui met particulièrement en émoi la minorité nationale ?

La minorité est mécontente, non de l'absence d'une union nationale, mais de l'absence du droit de se servir de sa langue maternelle. Laissez-lui l'usage de sa langue maternelle, et le mécontentement passera tout seul.

La minorité est mécontente, non de l'absence d'une union artificielle, mais de l'absence chez elle d'une école en langue maternelle. Donnez-lui cette école, et le mécontentement perdra tout terrain.

La minorité est mécontente, non de l'absence d'une union nationale, mais de l'absence de la liberté de conscience, de déplacement, etc. Donnez-lui ces libertés, et elle cessera d'être mécontente.

Ainsi, *égalité nationale sous toutes ses formes (langue, écoles, etc.) comme point indispensable* dans la solution de la question nationale. Une loi généralisée à tout l'Etat, établie sur la base de la démocratisation complète du pays et interdisant toute espèce de privilèges nationaux sans exception et toutes entraves ou restrictions, quelles qu'elles soient, aux droits des minorités nationales. C'est en cela, et cela seulement, que peut résider la garantie réelle et non fictive, des droits de la minorité.

On peut contester ou ne pas contester l'existence d'un lien logique entre le fédéralisme dans l'organisation et l'autonomie culturelle-nationale. Mais on ne saurait contester que cette dernière crée une atmosphère favorable au fédéralisme sans bornes, qui se transforme en rupture totale, en séparatisme. Si les Tchèques en Autriche et les bundistes en Russie, ayant commencé par l'autonomie pour passer ensuite à la fédération, ont fini par le séparatisme, un grand rôle a sans doute été joué ici par l'atmosphère nationaliste que l'autonomie nationale dégage naturellement. Ce n'est pas par hasard que l'autonomie nationale et le principe fédératif dans l'organisation marchent de pair. Cela se conçoit. C'est que l'une et l'autre réclament la délimitation des nationalités. L'une et l'autre supposent l'organisation par nationalités. La ressemblance est indéniable. La seule différence est que là on délimite la population en général, ici les ouvriers social-démocrates.

Nous savons à quoi mène la délimitation des ouvriers par nationalités. Désagrégation du Parti ouvrier unique, division des syndicats par nationalités, aggravation des frictions nationales, trahison à l'égard des ouvriers des autres nationalités, démoralisation complète dans les rangs de la social-démocratie, tels sont les résultats du fédéralisme dans l'organisation. L'histoire de la social-démocratie en Autriche et l'activité du Bund en Russie l'attestent avec éloquence.

L'unique moyen contre un tel état de choses, c'est l'organisation basée sur les principes de l'internationalisme.

Le groupement, sur place, des ouvriers de toutes les nationalités de Russie en collectivités *uniques* et *unies*, le groupement de ces collectivités en un parti *unique*, telle est la tâche.

Il va de soi que cette façon d'édifier le Parti n'exclut pas, mais implique une vaste autonomie des *régions* au sein d'un tout unique, au sein du Parti.

L'expérience du Caucase montre toute l'utilité d'un tel type d'organisation. Si les Caucasiens ont réussi à surmonter les conflits nationaux entre ouvriers arméniens et tatars ; si ils ont réussi à prémunir la population contre les possibilités de massacres et de fusillades ; si à Bakou, dans ce kaléidoscope de groupes nationaux, les conflits nationaux ne sont plus possibles désormais, si l'on y a réussi à entraîner les ouvriers dans la voie unique d'un mouvement puissant, — la structure internationale de la social-démocratie caucasienne n'a pas joué ici le dernier rôle.

Le type de l'organisation n'influe pas seulement sur le travail pratique. Il met une empreinte indélébile sur toute la vie spirituelle de l'ouvrier. L'ouvrier vit de la vie de son organisation, il s'y développe moralement et y fait son éducation. C'est ainsi que, évoluant dans son organisation et y rencontrant chaque fois ses camarades d'autres nationalités, menant avec eux la lutte commune sous la direction de la collectivité commune, il se pénètre profondément de l'idée que les ouvriers sont *avant tout* les membres d'une seule famille de classe, les membres d'une seule armée du socialisme. Et cela ne peut manquer d'avoir une énorme portée éducative pour les grandes couches de la classe ouvrière.

C'est pourquoi le type international de l'organisation est l'école des sentiments de camaraderie, l'agitation la plus efficace en faveur de l'internationalisme. Il en va autrement de l'organisation par nationalités. En s'organisant sur la base de la nationalité, les ouvriers se renferment dans leurs coquilles nationales, en se séparant les uns des autres par des barrières d'organisation. Ce qui se trouve souligné, ce n'est pas ce qu'il y a de *commun* entre les ouvriers, mais ce qui les distingue les uns des autres. Ici l'ouvrier est *avant tout* membre de sa nation : Juif, Polonais, etc. Il n'y a rien d'étonnant si le fédéralisme *national* dans l'organisation cultive chez les ouvriers l'esprit d'isolement national.

C'est pourquoi le type national de l'organisation est l'école de l'étroitesse et de la routine nationales. De cette façon nous avons devant nous deux types d'organisation différents en *principe* : le type de la cohésion internationale et le type de la « délimitation », dans l'organisation des ouvriers par nationalités. Les tentatives de concilier ces deux types n'ont pas eu de succès jusqu'à présent. Le statut conciliateur de la social-démocratie autrichienne, élaboré à Wimberg, en 1897, est resté suspendu en l'air. Le Parti autrichien s'est morcelé, entraînant à sa suite les syndicats. La « conciliation » se révélait non seulement utopique, mais nuisible. Strasser a raison d'affirmer que « le séparatisme a remporté son premier triomphe au congrès du Parti, à Wimberg ». (*Voir : Der Arbeiter und die Nation, 1912.*)

Il en est de même en Russie. La « conciliation » avec le fédéralisme du Bund qui eut lieu au congrès de Stockholm s'est terminée par un krach complet. Le Bund a fait échec au compromis de Stockholm. Dès le lendemain du congrès de Stockholm, le Bund devint un obstacle dans la voie de la fusion sur place des ouvriers en une organisation *unique* englobant les ouvriers de toutes les nationalités. Et le Bund poursuivit obstinément sa tactique séparatiste, bien qu'en 1907 et 1908 la social-démocratie russe ait exigé à plusieurs reprises que l'unité à la base entre ouvriers de toutes nationalités fût enfin réalisée. [*Il est fait allusion ici aux décisions de la IV^e conférence du P.O.S.D.R. (dite la « III^e conférence de Russie »), qui se tint du 18 (5) au 25 (12) novembre 1907, et de la V^e conférence du P.O.S.D.R. (dite de « décembre »), qui eut lieu du 3 au 9 janvier 1909 (du 21 au 27 décembre 1908 ancien style). Voir les résolutions dans Le Parti communiste de l'U.R.S.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès, conférences et assemblées plénières du Comité central. 1^{re} partie, édition de l'Institut Marx-Engels-Lénine, 1932.] Le Bund, ayant commencé par l'autonomie nationale dans l'organisation, est passé en fait à la fédération pour finir par une rupture complète, par le séparatisme. Or, en rompant avec la social-démocratie russe, il y a apporté le désarroi et la désorganisation. Il suffit de rappeler l'affaire Jagello. Aussi, la voie de la « conciliation » doit-elle être abandonnée comme utopique et nuisible.*

De deux choses l'une : *ou bien* le fédéralisme du Bund, et alors la social-démocratie russe se reconstruit sur les bases de la « délimitation » des ouvriers par nationalités ; *ou bien* le type international de l'organisation, et alors le Bund se reconstruit sur les bases de l'autonomie territoriale, à l'exemple de la social-démocratie caucasienne, lettonne et polonaise, en ouvrant la route à l'œuvre d'unification directe des ouvriers juifs avec les ouvriers des autres nationalités de la Russie.

Pas de milieu : les principes triomphent, mais ne « se concilient pas ». Ainsi, *principe du rassemblement international des ouvriers comme point indispensable* dans la solution de la question nationale.

Vienne, janvier 1913.
Prosvechtchénié, n^{os} 3-5. Mars-mai 1913.

RAPPORT SUR LA QUESTION NATIONALE

(présenté à la VII^e conférence du P.O.S.D.R. le 29 avril (12 mai) 1917)

[La VII^e conférence bolchévique (conférence d'avril), tenue à Pétrograd du 7 au 12 mai (24 au 29 avril) 1917, accorda une attention considérable à l'examen de la question nationale. Au rapport de Staline, qui, au nom de la commission, défendait, pour la question nationale, le projet de résolution rédigé par Lénine (voir page 156), fut opposé le contre-rapport de Y. Piatakov qui, se plaçant à un point de vue anti-léniniste, réfutait le mot d'ordre du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». Lénine prononça un discours important sur cette question (voir le tome XX de ses Œuvres, p. 321-326, E.S.I.). La conférence rejeta le projet de résolution proposé par Y. Piatakov et adopta à une majorité écrasante, la résolution défendue par Staline. Voir : La Conférence de Russie et de Pétrograd-Ville du P.O.S.D.R. (bolchévique) du mois d'avril 1917, compte rendu sténographique des débats, édition de l'Istpart (Histoire du Parti), Editions d'Etat, 1925.]

Il conviendrait de présenter un rapport étendu sur la question nationale, mais le temps faisant défaut, je me vois obligé d'abrégéer mon rapport.

Avant d'aborder le projet de résolution, il est nécessaire d'établir certaines prémisses. Qu'est-ce que l'oppression nationale ? L'oppression nationale est ce système d'exploitation et de pillage des peuples opprimés, ces mesures de restriction par la violence du droit des peuples opprimés à se constituer en Etats, mesures appliquées par les cercles impérialistes. Tout cela considéré dans son ensemble offre l'image de la politique qu'il est convenu d'appeler la politique d'oppression nationale.

Première question : quelles sont les classes sur lesquelles s'appuie tel ou tel pouvoir pour appliquer sa politique d'oppression nationale ? Pour résoudre cette question, il est nécessaire de comprendre pourquoi dans les différents Etats il existe différentes formes d'oppression nationale; pourquoi dans un Etat l'oppression nationale est plus pesante et plus brutale que dans un autre. Par exemple, en Angleterre et en Autriche-Hongrie, l'oppression nationale n'a jamais revêtu la forme de pogroms, mais elle a existé sous l'aspect de restrictions des droits nationaux des peuples opprimés, tandis qu'en Russie elle prend souvent la forme de pogroms et de massacres. Dans certains Etats, par contre, il n'existe pas du tout de mesures particulières contre les minorités nationales. Par exemple, il n'y a pas d'oppression nationale en Suisse, où vivent librement Français, Italiens, Allemands.

Comment expliquer alors l'attitude différente observée à l'égard des nationalités dans les différents Etats ?

Par le degré différent de démocratisation de ces Etats. Quand, en Russie, à la tête du pouvoir d'Etat, se trouvait autrefois la vieille aristocratie terrienne, l'oppression nationale pouvait revêtir et revêtait réellement les formes ignobles de massacres et de pogroms. En Angleterre, où le démocratisation et la liberté politique existent à un certain degré, l'oppression nationale a un caractère moins brutal. En ce qui concerne la Suisse, elle se rapproche de la société démocratique, et les petites nations y jouissent d'une liberté plus ou moins complète. En un mot, plus le pays est démocratique, plus faible est l'oppression nationale, et inversement. Et comme par démocratisation nous entendons la présence au pouvoir de classes déterminées, on peut de ce point de vue affirmer que plus la vieille aristocratie terrienne est proche du pouvoir — comme c'était le cas dans l'ancienne Russie tsariste — et plus est forte l'oppression et plus ignobles en sont les formes.

Toutefois, l'oppression nationale n'est pas soutenue seulement par l'aristocratie terrienne. A côté d'elle existe une autre force, ce sont les groupes impérialistes qui reportent à l'intérieur de leur pays les méthodes d'asservissement des peuples, acquises dans les colonies, devenant ainsi les alliés naturels de l'aristocratie terrienne. Viennent ensuite la petite bourgeoisie, une partie des intellectuels, une partie des couches supérieures de la classe ouvrière, qui elles aussi profitent des fruits du pillage. De cette façon, on a tout un chœur de forces sociales qui soutiennent l'oppression nationale, et à la tête

desquelles se trouve l'aristocratie terrienne et financière. Pour créer un véritable ordre de choses démocratique, il importe avant tout de déblayer le terrain et d'écarter ce chœur de la scène politique.

(*L'orateur donne lecture du texte de la résolution.*) Première question : comment organiser la vie politique des nations opprimées ? A cette question, il convient de répondre que le droit doit être accordé aux peuples opprimés faisant partie de la Russie, de décider eux-mêmes la question de savoir s'ils veulent rester au sein de l'Etat russe ou s'en détacher pour former des Etats indépendants. Nous sommes, à l'heure actuelle, en présence d'un conflit concret entre le peuple finlandais et le Gouvernement provisoire. Les représentants du peuple finlandais, les représentants de la social-démocratie exigent du Gouvernement provisoire la restitution au peuple des droits dont il jouissait avant l'annexion à la Russie. Le Gouvernement provisoire s'y refuse, ne reconnaissant pas la souveraineté du peuple finlandais. De quel côté devons-nous nous ranger ? Evidemment, du côté du peuple finlandais, parce qu'il est inconcevable qu'on reconnaisse le maintien par la violence d'un peuple quelconque dans le cadre d'un seul Etat. En formulant le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous élevons de ce fait la lutte contre l'oppression nationale au niveau d'une lutte contre l'impérialisme, notre ennemi commun. Si nous ne faisons pas cela, nous pouvons nous trouver dans la situation de gens qui portent l'eau au moulin des impérialistes. Si nous, social-démocrates, refusons au peuple finlandais le droit d'exprimer sa volonté de se séparer et le droit de réaliser cette volonté, nous nous trouverions, de ce fait, dans la situation de continuateurs de la politique tsariste.

Il n'est pas permis de confondre la question du *droit* des nations à la liberté de séparation avec le problème de la séparation *obligatoire* de la nation à tel ou tel moment. Cette question, le Parti du prolétariat doit la résoudre dans chaque cas particulier, tout à fait à part, suivant la situation. Reconnaisant aux peuples opprimés le droit de séparation, le *droit* de décider de leur sort politique, nous ne résolvons pas de ce fait la question de savoir si telles nations *doivent*, à un moment donné, se séparer de l'Etat russe. Je puis reconnaître à la nation le droit de se séparer, mais cela ne veut pas encore dire que je l'aie obligée à le faire. Le peuple a le droit de se séparer, mais il peut aussi, suivant les conditions, ne pas faire usage de ce droit. Ainsi, de notre côté, nous restons libres de faire de l'agitation pour ou contre la séparation, suivant les intérêts du prolétariat, les intérêts de la révolution prolétarienne. Ainsi, le problème de la séparation doit être résolu dans chaque cas particulier, tout à fait à part, suivant la situation; et voilà pourquoi précisément la question de la reconnaissance du droit à la séparation ne doit pas être confondue avec l'utilité de la séparation dans telles ou telles conditions. Pour ma part, je me prononcerais, par exemple, contre la séparation de la Transcaucasie, en tenant compte du développement commun à la Transcaucasie et à la Russie, de certaines conditions de la lutte du prolétariat, etc. Mais si les peuples de la Transcaucasie réclamaient néanmoins la séparation, ils se sépareraient certainement, sans rencontrer aucune opposition de notre part.

(*L'orateur continue la lecture du texte de la résolution.*)

Poursuivons. Comment agir envers les peuples qui voudront rester dans le cadre de l'Etat russe ? Si parmi les peuples il y a eu de la méfiance à l'égard de la Russie, elle était alimentée avant tout par la politique du tsarisme. Dès l'instant que le tsarisme a disparu, qu'a disparu sa politique d'oppression, la méfiance doit se relâcher, l'attraction doit s'accroître vers la Russie. Je pense qu'après le renversement du tsarisme, les neuf dixièmes des peuples ne voudront pas se séparer. Aussi, le Parti propose-t-il l'organisation d'autonomies régionales pour les régions qui ne voudraient pas se séparer et qui se distinguent par les particularités de leurs conditions de vie, de leur langue, comme, par exemple, la Transcaucasie, le Turkestan, l'Ukraine. Les frontières géographiques de telles régions autonomes seront déterminées par la population elle-même, conformément aux conditions économiques, aux conditions d'existence, etc.

A l'inverse de l'autonomie régionale, il existe un autre plan recommandé de très longue date par le Bund et tout d'abord par Springer et Bauer, qui formulent le principe de l'autonomie culturelle-nationale. J'estime que ce plan est inacceptable pour la social-démocratie.

Dans le fond il consiste en ceci : la Russie doit se transformer en union de nations, et les nations en unions d'individus groupés dans une société unique, quelle que soit la région de l'Etat où ils résident. Tous les Russes, tous les Arméniens, etc., s'organisent dans leurs unions nationales particulières, indépendamment du territoire, pour entrer ensuite dans l'union des nations de toute la Russie. Ce plan est incommode et irrationnel au plus haut degré. La vérité est que le développement du capitalisme a dispersé, arraché aux nations des groupes entiers d'individus épars sur les divers points de la Russie. Etant donné la dispersion nationale due aux conditions économiques, grouper tels individus de nations données, c'est s'occuper d'organiser artificiellement la nation, de construire la nation. Or, s'occuper de rassembler artificiellement les individus en nations, c'est se placer au point de vue du nationalisme. Ce plan formulé par le Bund ne peut être approuvé par la social-démocratie. Il a été repoussé à la conférence de notre Parti en 1912 [*L'auteur fait allusion à la conférence du Comité central dite de « février » 1913, élargie aux militants du Parti, qui se tint à Cracovie du 28 décembre 1912 au 1^{er} janvier 1913 (ancien style). La conférence adopta la résolution suivante, sur la question de l'autonomie culturelle-nationale : « La défense assumée par le camarade Tchkenkéli au nom de la fraction (de la Douma) — de l'autonomie culturelle-nationale sous forme de « création d'institutions nécessaires au libre développement de chaque nationalité », représente une violation directe du programme du Parti. Une formule absolument identique quant au fond avait été rejetée par un vote spécial au II^e congrès du Parti, qui ratifia le programme de ce dernier. Une concession aux tendances nationalistes, même sous cette forme masquée, est inadmissible pour un parti prolétarien. »]* et, d'une façon générale, à l'exception du Bund, il ne jouit pas de la faveur des milieux social-démocrates.

Ce plan s'appelle autrement autonomie culturelle, parce qu'il disjoint des questions multiples intéressant la nation, un groupe de problèmes purement culturels et les remet entre les mains des unions nationales. Le point de départ de cette disjonction, c'est la thèse que la culture unit les nations en un tout unique. On suppose qu'il existe au sein de la nation, d'une part, des intérêts scindant la nation, par exemple les intérêts économiques et, d'autre part, des intérêts qui la resserrent en un tout unique ; telle est précisément la question culturelle.

Enfin, reste la question des minorités nationales. Leurs droits doivent être protégés tout spécialement. Aussi, le Parti réclame-t-il l'égalité complète dans les questions scolaires, religieuses, etc., l'abolition de toutes restrictions pour les minorités nationales.

Le paragraphe 9 établit l'égalité des nations. Les conditions nécessaires à sa réalisation ne peuvent survenir qu'avec la démocratisation complète de toute la société.

Nous devons encore résoudre la question de savoir comment organiser le prolétariat des diverses nations en un seul parti commun. Selon un plan, les ouvriers s'organisent par nationalités, — autant de nations, autant de partis. Ce plan a été repoussé par la social-démocratie. La pratique a montré que l'organisation par nationalités du prolétariat d'un Etat donné, ne mène qu'à l'effondrement de l'idée de la solidarité de classe. Tous les prolétaires de toutes les nations composant l'Etat donné doivent être organisés en une seule collectivité prolétarienne indivisible.

Ainsi, notre point de vue sur la question nationale se résume dans les thèses suivantes : *a)* reconnaissance pour les peuples du droit de séparation ; *b)* pour les peuples qui restent dans le cadre d'un Etat donné, — autonomie régionale ; *c)* pour les minorités nationales, — lois spéciales leur garantissant le libre développement ; *d)* pour les prolétaires de toutes les nationalités d'un Etat donné, — collectivité prolétarienne, une et indivisible, parti unique.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LA QUESTION NATIONALE

(1918)

[Le passage ci-après de la « Note de l'auteur » en préface au Recueil de Staline sur la question nationale, publié en 1920 par le commissariat du peuple pour les Minorités nationales, était consacré à l'article : « La Révolution d'Octobre et la question nationale ». « ... L'article reflète la période postérieure à la Révolution d'Octobre, alors que le pouvoir des Soviets ayant vaincu la contre-révolution dans la Russie centrale, se heurta aux gouvernements nationalistes bourgeois de la périphérie, foyers de contre-révolution ; alors que l'Entente, alarmée par l'influence croissante que le pouvoir des Soviets exerçait sur ses colonies (sur celles de l'Entente), commença à soutenir ouvertement les gouvernements nationalistes bourgeois, afin d'étouffer la Russie soviétique; alors qu'au cours de la lutte victorieuse menée contre les gouvernements nationalistes bourgeois, se posa devant nous la question pratique des formes concrètes de l'autonomie soviétique régionale, de l'organisation de Républiques soviétiques autonomes à la périphérie, de l'extension de la Russie soviétique aux pays opprimés de l'Orient en passant par la périphérie orientale de la Russie, de la création d'un front révolutionnaire unique de l'Occident et de l'Orient contre l'impérialisme mondial. L'article souligne la liaison indissoluble de la question nationale avec la question du pouvoir et traite la politique nationale comme une partie du problème général des nationalités opprimées et des colonies, c'est-à-dire justement ce contre quoi l'« école autrichienne », les menchéviks, les réformistes, la II^e Internationale s'élevaient ordinairement, et qui fut confirmé ensuite par tout le cours des événements. »]

La question nationale n'a rien d'absolu, de fixé une fois pour toutes. N'étant qu'une partie de la question générale de la transformation du régime existant, la question nationale est entièrement déterminée par les conditions sociales, par le caractère du pouvoir établi dans le pays et, en général, par tout le cours du développement social. Cela apparaît nettement surtout dans la période de la révolution en Russie, où la question nationale et le mouvement national à la périphérie changent rapidement de contenu, aux yeux de tous, suivant la marche et l'issue de la révolution.

I. La révolution de Février et la question coloniale

A l'époque de la révolution bourgeoise en Russie (à partir de février 1917), le mouvement national à la périphérie revêtait le caractère d'un mouvement libérateur bourgeois. Pour la première fois, les nationalités de Russie, opprimées et exploitées durant des siècles par l'« ancien régime », sentirent leur force et se jetèrent dans la lutte contre les oppresseurs. « Liquidation de l'oppression nationale », tel était le mot d'ordre du mouvement. Les régions périphériques de la Russie se couvrirent en un clin d'œil d'institutions représentant « toute la nation ». Les intellectuels nationaux, démocrates-bourgeois, marchaient à la tête du mouvement. « Conseils nationaux » en Lettonie, Estonie, Lituanie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, au Caucase, au Kirghiztan et dans la région de la moyenne Volga ; « Rada » en Ukraine et dans la Russie-Blanche, « Sfatoul-Tséri » en Bessarabie, « Kouroultai » en Crimée et en Bachkirie, « gouvernement autonome » au Turkestan, telles étaient les institutions représentant « toute la nation », autour desquelles la bourgeoisie nationale groupait ses forces.

[La Rada centrale d'Ukraine fut organisée au congrès des partis petits-bourgeois ukrainiens et des organisations nationalistes à Kiev, en avril 1917. La Rada eut maints conflits aigus avec le Gouvernement provisoire qui prenait des mesures répressives pour écraser les mouvements nationaux. Après la Révolution d'Octobre, la Rada devient le rempart de la « contre-révolution bourgeoise revêtue de la forme démocratique nationale » (Staline) Dans son rapport au III^e congrès des Soviets (janvier 1918), Staline caractérisa comme suit les « socialistes » koulaks-petits-bourgeois (Vinnitchenko et autres) qui dirigeaient la Rada : « En paroles dans leur Universel [Manifeste. (N. R.)], ils se sont proclamés partisans de la remise de toute la terre au peuple ; mais, par la suite, ils ont restreint cette remise, en publiant une circulaire où ils déclaraient inviolable et comme ne devant pas être remise au peuple, une partie des terres des propriétaires fonciers.

« En paroles, ils ont proclamé leur loyauté à l'égard des Soviets, mais, en fait, ils ont mené une lutte acharnée contre eux, désarmant les troupes soviétiques, arrêtant les fonctionnaires soviétiques et rendant absolument impossible l'existence ultérieure des Soviets.

« En paroles, ils affirmaient leur dévouement à la Révolution, mais, en fait, ils se sont montres les pires ennemis de la Révolution. Ils parlaient de neutralité dans la lutte contre le Don, mais, en fait, ils ont prêté un concours direct et déclaré au général Kalédine, en l'aidant à fusiller les troupes soviétiques et en s'opposant à l'acheminement du blé vers le Nord. »

En février 1918, la Rada fut renversée par les ouvriers et les paysans ukrainiens soulevés, mais rétablie bientôt par les troupes austro-allemandes qui avaient envahi l'Ukraine. En avril 1918, des pourparlers de paix devaient avoir lieu à Koursk, entre les représentants de la Rada et une délégation du Conseil des commissaires du peuple, ayant à sa tête Staline ; mais le coup d'Etat accompli par l'hetman Skoropadski liquida définitivement, vers cette époque, la Rada centrale.

A propos de la Rada, voir également les articles et discours suivants de Staline : « Le Conseil des commissaires du peuple à propos de l'Ukraine ». (Entretien avec le camarade Serguéï Babinski), Izvestia, n° 234 du 7 décembre 1917 ; «Le secrétariat général de la Rada et la contre-révolution cadéto-kalédinienne », Pravda, n° 209 du 21 décembre 1917; « Réponse aux camarades ukrainiens de l'arrière et du front », Pravda, n° 213 du 26 décembre 1917 ; « A propos de la Rada » (Discours prononcé à la séance du Comité exécutif central de Russie du 27 décembre 1917) ; «Qu'est-ce que la Rada ?», Pravda, n° 215 du 28 décembre 1917 ; «A propos de la Rada bourgeoise de Kiev», Pravda, n° 9 du 26 janvier 1918.

La Rada de Russie-Blanche, organisation nationaliste petite-bourgeoise constituée au congrès des organisations nationales de Russie-Blanche, en juillet 1917, à Minsk. Guidée par des éléments nationalistes chauvins, la Rada, après la victoire de la Révolution d'Octobre, se range parmi les ennemis du pouvoir soviétique, fait dissoudre les Soviets locaux, proclame l'indépendance de la République populaire de Russie-Blanche et s'adresse à Guillaume II pour le remercier d'avoir fait occuper la Russie-Blanche par les troupes allemandes. Le 1^{er} janvier 1919, le Gouvernement provisoire ouvrier et paysan de Russie-Blanche déclare la Rada hors la loi et proclame la Russie-Blanche, République soviétique.

Le Sfatoul-Tséri (Conseil régional), « Parlement » régional, organisé dans la Bessarabie occupée (Kichinev) par les agents de l'état-major roumain, fonctionna du mois de novembre 1917 à fin novembre 1918. Composé de représentants désignés (non élus) du « Parti national » moldave et d'une série d'organisations truquées. Boycotté par une série de districts et organisations. En mars 1918, le Sfatoul-Tséri, alors même qu'une partie considérable de ses membres avaient refusé de voter, adopta l'acte d'annexion de la Bessarabie à la Roumanie sur la base de l'autonomie ; et, en novembre 1918, les envahisseurs roumains firent voter par le Sfatoul-Tséri l'annexion totale (même sans aucune autonomie) de la Bessarabie à la Roumanie. L'annexion de la Bessarabie, on le sait, provoqua à ce moment comme dans la suite une lutte énergique de la population contre les envahisseurs, qui se manifesta plus d'une fois par des soulèvements écrasés dans le sang (soulèvements de Khotine, de Tatar-Bouhar, etc.).

Le Kouroultai de Crimée fut convoqué le 10 décembre 1917 dans la ville de Bakhtchi-Sarai (il siégea plus tard à Simféropol) ; dans sa majorité il traduisait les aspirations et les tendances de la petite bourgeoisie tatar qui suivait le « Parti populaire » (des « milli-firkoviens ») nationaliste tatar. Le Kouroultai forma un « gouvernement national » (directoire) tatar de Crimée, ayant à sa tête Tch. Tchélébiev et D. Saïdamet, gouvernement qui s'appuyait dans son activité sur les unités armées (« escadrons »), commandées par des officiers russes contre-révolutionnaires. En janvier 1918, lorsque le Kouroultai tenta d'opposer sa force armée au Comité révolutionnaire militaire de Sébastopol, il fut dissous en même temps que le gouvernement national et ne reparut, pour quelque temps, que pendant l'occupation allemande de la Crimée.

Le Kouroultaï de Bachkirie fut convoqué en novembre 1917 dans la ville d'Orenbourg. Le rôle principal y était tenu par les éléments nationalistes ayant à leur tête Zaki Validov, et qui représentaient les intérêts de la bourgeoisie et des koulaks bachkirs. Créé par le Kouroultaï, le gouvernement bachkir, Validov en tête, déploya une activité antisoviétique et prit contact avec les généraux Doutov et Koltchak. Cependant, le caractère impérialiste de la politique de Koltchak qui publia, entre autres, l'ordre de liquidation de l'autonomie bachkir, obligea le gouvernement Validov à déclarer en 1919, sous la pression des masses, qu'il passait du côté du pouvoir des Soviets. Peu après la formation de la République soviétique de Bachkirie, les éléments nationalistes bourgeois, Validov en tête, déclenchèrent un soulèvement contre le pouvoir des Soviets, soulèvement qui, cependant, ne fut pas soutenu par les masses travailleuses bachkirs.

Le Gouvernement autonome du Turkestan, ayant à sa tête Tanychbaev, Chaghi-Akhmétoev et Tchokaev, fut constitué en opposition au Conseil des commissaires du peuple de Tachkent, au congrès dit panmusulman des organisations nationalistes bourgeoises, tenu en novembre 1917 à Kokanda (d'où le nom de « Autonomie de Kokanda »). Appuyé par les gardes blancs russes, ce gouvernement déclencha la guerre civile au Turkestan, mais fut liquidé en février 1918 par les détachements rouges de Tachkent et de Samarkand.]

Il s'agissait de se libérer du tsarisme, « cause essentielle » de l'oppression nationale, et de créer des Etats nationaux bourgeois. On interprétait le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, comme le droit pour les bourgeoisies nationales de la périphérie de prendre le pouvoir en main et d'utiliser la révolution de Février pour fonder « leur propre » Etat national. Le développement ultérieur de la révolution n'entraînait pas et ne pouvait pas entrer dans les calculs des institutions bourgeoises ci-dessus mentionnées. Et l'on perdait de vue qu'un impérialisme mis à nu, dépouillé de tout masque, venait remplacer le tsarisme, et que cet impérialisme est un ennemi plus fort et plus dangereux pour les nationalités ; qu'il est la base d'une nouvelle oppression nationale.

Toutefois, l'abolition du tsarisme et l'avènement au pouvoir de la bourgeoisie n'amenèrent point la suppression de l'oppression nationale. Son ancienne forme brutale fut remplacée par une nouvelle forme d'oppression nationale, raffinée, mais plus dangereuse. Le gouvernement Lvov-Milioukov-Kérenski, loin de rompre avec la politique d'oppression nationale, organisa une nouvelle campagne contre la Finlande (dissolution de la Diète en été 1917) et contre l'Ukraine (destruction des institutions culturelles en Ukraine). Bien plus : ce gouvernement, impérialiste par sa nature, exhorta la population à continuer la guerre pour soumettre de nouveaux territoires, de nouvelles colonies et nationalités. Ce n'était pas seulement la nature même de l'impérialisme qui l'y poussait, mais encore l'existence en Occident de vieux Etats impérialistes, qui poursuivaient irrésistiblement la soumission de nouveaux territoires, de nouvelles nationalités et menaçaient de restreindre ses sphères d'influence. La lutte des Etats impérialistes pour la soumission des petites nationalités, comme condition d'existence de ces Etats, tel est le tableau qui apparut au cours de la guerre impérialiste. L'abolition du tsarisme et l'entrée en scène du gouvernement Milioukov-Kérenski n'apportèrent absolument aucune amélioration à ce triste tableau. Naturellement, pour autant qu'à la périphérie les institutions représentant « toute la nation » manifestaient une tendance à l'indépendance de l'Etat, elles rencontraient une opposition énergique de la part du gouvernement impérialiste de Russie. Mais pour autant qu'affirmant le pouvoir de la bourgeoisie nationale, elles restaient sourdes aux intérêts essentiels de « leurs » ouvriers et paysans, elles provoquaient les protestations et le mécontentement de ces derniers. Les « régiments nationaux », comme on les appelait, ne faisaient que verser de l'huile sur le feu : impuissants devant le danger d'en haut, ils ne faisaient qu'accentuer et approfondir le danger d'en bas. Les institutions représentant « toute la nation » restaient sans défense devant les coups portés du dehors comme devant l'explosion intérieure. Les Etats nationaux bourgeois naissants, à peine éclos, s'étiolaient.

Ainsi, la vieille interprétation démocratique bourgeoise du principe de la libre disposition devenait une fiction, perdait son sens révolutionnaire. Il est évident que, dans ces conditions, il ne pouvait même être question d'abolir l'oppression nationale et de rendre indépendants les petits Etats nationaux. Il devenait évident que l'émancipation des masses travailleuses des nationalités opprimées et l'abolition

de l'oppression nationale ne sauraient se concevoir sans la rupture avec l'impérialisme, sans le renversement de « leur propre » bourgeoisie nationale et sans la prise du pouvoir par les masses travailleuses elles-mêmes.

Cela apparut nettement surtout après la Révolution d'Octobre.

II. — La Révolution d'Octobre et la question nationale

La révolution de Février portait en elle des contradictions intérieures inconciliables. Elle avait été accomplie par l'effort des ouvriers et des paysans (soldats) ; cependant, elle eut ce résultat que le pouvoir passa non pas aux ouvriers et aux paysans, mais à la bourgeoisie. En faisant la révolution, les ouvriers et les paysans voulaient en finir avec la guerre, obtenir la paix, alors que la bourgeoisie parvenue au pouvoir, entendait mettre à profit l'enthousiasme révolutionnaire des masses pour continuer la guerre, contre la paix. La ruine économique du pays et la crise alimentaire réclamaient l'expropriation des capitaux et des entreprises industrielles au profit des ouvriers, la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers au profit des paysans, alors que le gouvernement bourgeois Milioukov-Kérénski veillait aux intérêts des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, les protégeant résolument contre toute atteinte de la part des ouvriers et des paysans. C'était une révolution bourgeoise, faite par les mains des ouvriers et des paysans au profit des exploités.

Cependant, le pays continuait à gémir sous le fardeau de la guerre impérialiste, du délabrement économique et de la crise alimentaire. Le front se désagrégeait et se dissolvait. Les fabriques et les usines s'arrêtaient. La famine croissait dans le pays. La révolution de Février avec ses contradictions internes se révélait manifestement insuffisante pour « sauver le pays ». Le gouvernement Milioukov-Kérénski se révélait manifestement incapable de résoudre les questions essentielles de la révolution.

Une nouvelle révolution, *socialiste* celle-là, était nécessaire pour faire sortir le pays de l'impasse de la guerre impérialiste et du délabrement économique.

Cette révolution fut le résultat de l'insurrection d'Octobre.

Ayant renversé le pouvoir des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie et l'ayant remplacé par un gouvernement des ouvriers et des paysans, la Révolution d'Octobre résolut d'un coup les contradictions de la révolution de Février. Abolir la toute-puissance des grands propriétaires fonciers et des koulaks et mettre les terres à la disposition des masses travailleuses de la campagne ; exproprier les fabriques et les usines et les mettre sous la direction des ouvriers ; rompre avec l'impérialisme et liquider la guerre de rapine, publier les traités secrets et démasquer la politique de conquête de territoires étrangers ; proclamer enfin le droit pour les masses travailleuses des peuples opprimés de disposer d'elles-mêmes et reconnaître l'indépendance de la Finlande, voilà les mesures essentielles prises par le pouvoir des Soviets au cours de la révolution.

Ce fut une révolution véritablement *socialiste*.

La révolution, commencée au centre, ne pouvait longtemps demeurer dans le cadre de ce territoire étroit. Victorieuse au centre, elle devait forcément s'étendre jusqu'aux confins du pays. Et, en effet, la vague révolutionnaire venant du Nord submergea, dès les premiers jours, toute la Russie, gagnant l'une après l'autre les régions périphériques. Mais là elle se heurta au barrage des « conseils nationaux » et des « gouvernements » régionaux (Don, Kouban, Sibérie), formés dès avant Octobre. La vérité est que ces « gouvernements nationaux » ne voulaient même pas entendre parler de révolution socialiste. De nature bourgeoise, ils ne voulaient aucunement démolir le vieux monde bourgeois ; au contraire, ils considéraient de leur devoir d'employer toutes leurs forces pour le sauvegarder et le raffermir. D'essence impérialiste, ils ne voulaient aucunement rompre avec l'impérialisme ; au contraire, ils étaient toujours prêts à s'emparer et à subjuguer, si la possibilité s'en présentait, des parties et parcelles d'« autres » nationalités. Il n'est pas étonnant que les « gouvernements nationaux » de la périphérie

aient déclaré la guerre au gouvernement socialiste du centre. Mais, ce faisant, ils devinrent naturellement des foyers de la réaction, groupant autour d'eux tout ce qu'il y avait de contre-révolutionnaire en Russie. Ce n'est un secret pour personne que tous les contre-révolutionnaires chassés de Russie se précipitèrent vers ces foyers, et que là, autour de ces foyers, ils se constituèrent en régiments « nationaux » de gardes blancs.

Mais, outre les gouvernements « nationaux », existent encore à la périphérie les ouvriers et les paysans nationaux. Organisés dans leurs Soviets de députés révolutionnaires, créés à l'exemple de ceux du centre de la Russie dès avant la Révolution d'Octobre, ils n'avaient jamais rompu leurs attaches avec leurs frères du Nord. Eux aussi cherchaient à remporter la victoire sur la bourgeoisie, eux aussi luttaient pour le triomphe du socialisme. Rien d'étonnant si leur conflit avec « leurs » gouvernements nationaux s'aggravait de jour en jour. La Révolution d'Octobre n'avait fait que renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans de la périphérie avec les ouvriers et les paysans de la Russie, les animant de la foi dans le triomphe du socialisme. Et la guerre des « gouvernements nationaux » contre le pouvoir soviétique poussa leur conflit avec ces « gouvernements » jusqu'à la rupture totale avec eux, jusqu'à l'insurrection déclarée contre eux.

C'est ainsi que se forma l'alliance socialiste des ouvriers et des paysans de toute la Russie, contre l'alliance contre-révolutionnaire des « gouvernements » nationaux-bourgeois de la périphérie.

D'aucuns représentent la lutte des « gouvernements » de la périphérie comme une lutte pour l'émancipation nationale contre le « centralisme sans entrailles » du pouvoir des Soviets. Mais cela est faux. Aucun pouvoir au monde n'a admis de décentralisation aussi large, aucun gouvernement au monde n'a donné aux peuples une liberté nationale aussi complète que le pouvoir des Soviets en Russie. La lutte des « gouvernements » de la périphérie a été et reste la lutte de la contre-révolution bourgeoise contre le socialisme. Ce n'est que pour tromper les masses, qu'on a recours au drapeau national comme à un drapeau jouissant de la popularité et commode pour couvrir les visées contre-révolutionnaires de la bourgeoisie nationale.

Mais la lutte des « gouvernements » nationaux et régionaux s'avéra inégale. Attaqués de deux côtés à la fois, de l'extérieur par le pouvoir des Soviets et de l'intérieur par « leurs propres » ouvriers et paysans, les « gouvernements nationaux » furent contraints de battre en retraite dès les premiers combats. L'insurrection des ouvriers et des *torpari* [*Petits paysans qui, en Finlande, étaient encore à cette époque astreints à la corvée comme les serfs français au moyen âge.*] finlandais et la fuite du « Sénat » bourgeois ; l'insurrection des ouvriers et des paysans d'Ukraine et la fuite de la « Rada » bourgeoise ; l'insurrection des ouvriers et des paysans dans les régions du Don, du Kouban et en Sibérie et l'effondrement de Kalédine, de Kornilov et du « gouvernement » de Sibérie ; l'insurrection des paysans pauvres au Turkestan et la fuite du « Gouvernement autonome », la révolution agraire au Caucase et l'impuissance totale des « Conseils nationaux » de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan, voilà des faits connus de tous et qui démontrent l'isolement complet des « gouvernements » de la périphérie à l'égard de « leurs » masses. Battus à plate couture, les « gouvernements nationaux » furent « obligés » d'appeler à l'aide contre « leurs » ouvriers et paysans, les impérialistes d'Occident, les oppresseurs et les exploités séculaires des petites nationalités du monde entier.

Ainsi commença la période de l'intervention étrangère et de l'occupation des territoires de la périphérie, période qui démasqua une fois de plus le caractère contre-révolutionnaire des gouvernements « nationaux » et régionaux.

C'est alors seulement qu'il devint évident pour tous que la bourgeoisie nationale aspirait, non pas à la libération de « son peuple » de l'oppression nationale, mais à la liberté de lui faire suer des profits, à la liberté de conserver ses privilèges et ses capitaux. C'est alors seulement qu'il apparut en toute clarté que la libération des nationalités opprimées est inconcevable sans une rupture avec l'impérialisme, sans le renversement de la bourgeoisie des nationalités opprimées, sans le passage du pouvoir aux mains des masses travailleuses de ces nationalités.

C'est ainsi que l'ancienne conception bourgeoise du principe de la libre disposition avec son mot d'ordre : « Tout le pouvoir à la bourgeoisie nationale », fut démasquée et rejetée par le cours même de la révolution. La conception socialiste de la libre disposition avec le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux masses travailleuses des nationalités opprimées » reçut tous les droits et toutes les possibilités d'application.

Ainsi la Révolution d'Octobre, ayant mis fin à l'ancien mouvement bourgeois d'émancipation nationale, ouvrit l'ère d'un mouvement nouveau, socialiste, des ouvriers et des paysans des nationalités opprimées dirigé contre toute oppression, par conséquent aussi contre l'oppression nationale, contre le pouvoir de la bourgeoisie « propre » et de la bourgeoisie étrangère, contre l'impérialisme en général.

III. — L'importance mondiale de la Révolution d'Octobre

Victorieuse au centre de la Russie et ayant pris possession d'une série de territoires de la périphérie, la Révolution d'Octobre ne pouvait se limiter au cadre territorial de la Russie.

Dans l'atmosphère de la guerre impérialiste mondiale et du mécontentement général des couches inférieures de la population, elle ne pouvait manquer de gagner les pays avoisinants.

La rupture avec l'impérialisme et la libération de la Russie de la guerre de rapine, la publication des traités secrets et l'abolition solennelle de la politique de conquête des terres d'autrui ; la proclamation de la liberté nationale et la reconnaissance de l'indépendance de la Finlande ; la proclamation de la Russie « Fédération de Républiques soviétiques nationales », et le vibrant appel lancé à travers le monde par le pouvoir des Soviets pour la lutte résolue contre l'impérialisme, tout cela ne pouvait manquer d'exercer une sérieuse influence sur l'Orient asservi et sur l'Occident ensanglanté.

En effet, la Révolution d'Octobre est la première révolution au monde qui rompit la torpeur séculaire des masses travailleuses des peuples opprimés de l'Orient, et les entraîna à la lutte contre l'impérialisme mondial. La formation de Soviets ouvriers et paysans en Perse, en Chine et dans l'Inde sur le modèle des Soviets de Russie, l'atteste d'une façon suffisamment convaincante.

La Révolution d'Octobre est la première révolution au monde qui servit d'exemple vivant et salutaire aux ouvriers et aux soldats de l'Occident et les poussa dans la voie de leur libération véritable du joug de la guerre et de l'impérialisme. L'insurrection des ouvriers et des soldats en Autriche-Hongrie et en Allemagne; la formation de Soviets de députés ouvriers et soldats ; la lutte révolutionnaire contre le joug national des peuples d'Autriche-Hongrie ne jouissant pas de la plénitude des droits en témoignent avec assez d'éloquence.

L'important, ce n'est pas du tout que la lutte en Orient, et même en Occident, n'ait pas encore eu le temps de se libérer des influences nationalistes bourgeoises; l'important, c'est que la lutte contre l'impérialisme *ait commencé*, qu'elle continue et doit immanquablement aboutir à son terme logique.

L'intervention étrangère et la politique d'occupation des impérialistes « du dehors » ne font qu'accentuer la crise révolutionnaire, entraînant dans la lutte de nouveaux peuples et étendant la zone des combats révolutionnaires contre l'impérialisme.

Ainsi, la Révolution d'Octobre, en créant des liens entre les peuples de l'Orient arriéré et de l'Occident avancé, les réunit dans un camp commun de lutte contre l'impérialisme.

Ainsi, la question nationale se transforme, de question particulière de la lutte contre le joug national, en question générale de l'affranchissement des nations, des colonies et semi-colonies à l'égard de l'impérialisme.

Le péché capital de la II^e Internationale et de son chef Kautsky, c'est, entre autres, qu'ils déviaient constamment vers la conception bourgeoise du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne saisissaient pas le sens révolutionnaire de ce droit, ne savaient ou ne voulaient pas poser la question nationale sur le terrain révolutionnaire de la lutte ouverte contre l'impérialisme, ne savaient ou ne voulaient pas lier la question nationale à la question de la libération des colonies.

L'étroitesse d'esprit des social-démocrates autrichiens du type Bauer et Renner consiste proprement en ce qu'ils n'ont pas compris le lien indissoluble qui existe entre la question nationale et la question du pouvoir ; qu'ils s'efforcent de séparer la question nationale de la politique et de la renfermer dans le cadre des questions de culture et d'éducation, oubliant l'existence de « bagatelles » comme l'impérialisme et les colonies qu'il asservit.

On dit que les principes de la libre disposition et de la « défense de la patrie » sont abolis par la marche même des événements, dans les conditions de la révolution socialiste qui monte. En réalité, ce n'est pas la libre disposition ni la « défense de la patrie » qui sont abolies, mais leur interprétation bourgeoise. Il suffit de jeter un coup d'oeil sur les régions occupées qui gémissent sous le joug de l'impérialisme et aspirent ardemment à leur libération ; il suffit de jeter un coup d'oeil sur la Russie qui mène une guerre révolutionnaire pour défendre la patrie socialiste contre les rapaces de l'impérialisme ; il suffit de réfléchir aux événements qui se déroulent maintenant en Autriche-Hongrie ; il suffit de jeter un coup d'oeil sur les colonies et les semi-colonies asservies qui ont déjà organisé chez elles des Soviets (Inde, Perse, Chine) ; il suffit de jeter un coup d'oeil sur tout cela pour comprendre toute la portée révolutionnaire du principe de la libre disposition dans son interprétation socialiste.

L'immense portée mondiale de la Révolution d'Octobre consiste surtout justement en ce qu'elle a :

1. Elargi le cadre de la question nationale, en la transformant de question particulière de la lutte contre le joug national en question générale de l'affranchissement des peuples opprimés, des colonies et semi-colonies, à l'égard de l'impérialisme.
2. Ouvert de larges possibilités et des voies réelles pour cet affranchissement, facilitant ainsi considérablement aux peuples opprimés de l'Occident et de l'Orient l'œuvre de leur libération, les entraînant dans la voie commune de la lutte victorieuse contre l'impérialisme.
3. *Jeté par là même un pont entre l'Occident socialiste et l'Orient asservi*, en constituant un nouveau front de révolutions qui va des prolétaires de l'Occident, par la révolution de Russie, aux peuples opprimés de l'Orient, *contre* l'impérialisme mondial.

C'est ce qui explique proprement l'enthousiasme indescriptible que les masses travailleuses et exploitées de l'Orient et de l'Occident manifestent aujourd'hui pour le prolétariat de Russie.

C'est ce qui explique principalement la fureur bestiale avec laquelle les rapaces impérialistes du monde entier se ruent aujourd'hui sur la Russie des Soviets.

Pravda, n^{os} 241 et 250 des 6 et 19 novembre 1918.

LA POLITIQUE DU POUVOIR DES SOVIETS DANS LA QUESTION NATIONALE EN RUSSIE

(1920)

[Le passage ci-après de la « Note de l'auteur » en préface au Recueil de Staline, sur la question nationale, publié en 1920 par le commissariat du peuple pour les Minorités nationales, était consacré à l'article : « La politique du pouvoir des Soviets dans la question nationale en Russie » : ... « L'article se rapporte à la période actuelle du remaniement administratif, encore inachevé, de la Russie sur la base de l'autonomie régionale ; à la période d'organisation, dans la périphérie, de communes administratives et de Républiques soviétiques autonomes, comme parties constitutives de la R.S.F.S.R. Le point central de l'article, c'est l'application pratique de l'autonomie soviétique, c'est-à-dire la question de la garantie de l'union révolutionnaire entre le centre et la périphérie, comme garantie contre les entreprises interventionnistes de l'impérialisme. Il peut sembler étrange que l'article repousse résolument la revendication de la séparation des régions périphériques d'avec la Russie, comme une équipée contre-révolutionnaire. Nous sommes pour la séparation de l'Inde, de l'Arabie, de l'Égypte, du Maroc et des autres colonies d'avec l'Entente, car alors la séparation signifie la libération de ces pays opprimés de l'impérialisme, l'affaiblissement des positions de l'impérialisme, le renforcement des positions de la révolution. Nous sommes contre la séparation des régions périphériques d'avec la Russie, car alors la séparation signifie l'asservissement de ces régions périphériques par l'impérialisme, l'affaiblissement de la puissance révolutionnaire de la Russie, le renforcement des positions de l'impérialisme. C'est justement pour cette raison que l'Entente, qui lutte contre la séparation de l'Inde, de l'Égypte, de l'Arabie et des autres colonies, lutte en même temps pour la séparation des régions périphériques d'avec la Russie. C'est justement pour cette raison que les communistes qui luttent pour la séparation des colonies d'avec l'Entente, ne peuvent manquer de lutter, en même temps, contre la séparation des régions périphériques d'avec la Russie. Il est évident que la question de la séparation est résolue suivant les conditions internationales concrètes, suivant les intérêts de la révolution. » (N.R.)]

Les trois années de révolution et de guerre civile en Russie ont montré que, sans le soutien mutuel de la Russie centrale et de ses régions périphériques, la victoire de la révolution est impossible, impossible la libération de la Russie des griffes de l'impérialisme. La Russie centrale, ce foyer de la révolution mondiale, ne peut tenir longtemps sans l'aide des régions périphériques qui abondent en matières premières, en combustible, en produits alimentaires. Les régions périphériques de la Russie, de leur côté, sans l'aide politique, militaire et d'organisation de la Russie centrale plus évoluée, sont vouées inévitablement à l'asservissement impérialiste. Si la thèse est vraie, qui veut que l'Occident prolétarien plus évolué ne peut achever la bourgeoisie mondiale sans le soutien de l'Orient paysan moins évolué, mais riche en matières premières et en combustible, cette autre thèse est tout aussi vraie, disant que la Russie centrale plus évoluée ne peut faire aboutir l'œuvre de la révolution sans le soutien des régions périphériques de la Russie, moins développées, mais riches en ressources indispensables.

Il est certain que l'Entente a tenu compte de cette circonstance dès les premiers jours de l'apparition du gouvernement soviétique, au moment où elle (l'Entente) réalisait le plan d'encerclement économique de la Russie centrale, en lui arrachant les régions périphériques les plus importantes. Plus tard, le plan d'encerclement économique de la Russie reste la base immuable de toutes les campagnes de l'Entente contre la Russie, depuis 1918 jusqu'à 1920, sans en excepter ses machinations actuelles en Ukraine, en Azerbaïdjan, au Turkestan.

D'autant plus grand est l'intérêt qu'il y a à assurer une alliance solide entre le centre et les régions périphériques de la Russie.

D'où la nécessité d'établir des rapports déterminés, des liens déterminés entre le centre de la Russie et sa périphérie, qui doivent garantir une alliance étroite, inviolable entre eux.

Ainsi, quels doivent être ces rapports et quelles formes doivent-ils épouser ?

Autrement dit : en quoi consiste la politique du pouvoir des Soviets touchant la question nationale en Russie ?

La revendication de la séparation des régions périphériques d'avec la Russie, comme forme de rapports entre le centre et la périphérie, doit être exclue non seulement parce qu'elle contredit la façon même dont est posée la question de l'alliance à établir entre le centre et la périphérie, mais avant tout parce qu'elle contredit foncièrement les intérêts des masses populaires, aussi bien ceux du centre que de la périphérie. Sans compter que la séparation de la périphérie saperait la puissance révolutionnaire de la Russie centrale qui stimule le mouvement d'émancipation de l'Occident et de l'Orient, les régions périphériques une fois séparées seraient elles-mêmes inéluctablement asservies par l'impérialisme international. Il suffit de jeter un regard sur la Géorgie, l'Arménie, la Pologne, la Finlande, etc., qui, s'étant séparées de la Russie, n'ont gardé qu'un semblant d'indépendance; elles sont en fait devenues de véritables vassales de l'Entente ; il suffit enfin d'évoquer la récente aventure arrivée à l'Ukraine et à l'Azerbaïdjan, lorsque la première était ravagée par le capital allemand et le second par l'Entente, pour comprendre tout ce qu'il y a de contre-révolutionnaire à réclamer la séparation de la périphérie dans les conditions internationales d'aujourd'hui. En présence de la lutte à mort qui se déchaîne entre la Russie prolétarienne et l'Entente impérialiste, il n'est que deux issues possibles pour la périphérie :

ou *bien* avec la Russie, et alors c'est la libération de l'oppression impérialiste des masses travailleuses de la périphérie ;

ou *bien* avec l'Entente, et alors c'est l'inévitable joug impérialiste.

Point de troisième issue. La prétendue indépendance des prétendues indépendantes Géorgie, Arménie, Pologne, Finlande, etc., n'est qu'une apparence trompeuse masquant la dépendance complète de ces Etats, s'il est permis de les appeler ainsi, à l'égard de tel ou tel groupe d'impérialistes.

Evidemment, la périphérie de la Russie, les nations et les tribus peuplant cette périphérie, comme toutes autres nations, ont le droit imprescriptible de se séparer de la Russie, et si l'une quelconque de ces nations décidait dans sa majorité de se séparer de la Russie, comme ce fut le cas de la Finlande en 1917, la Russie se verrait probablement obligée de constater le fait et de sanctionner la séparation. Mais il ne s'agit pas ici des droits des nations qui sont incontestables, mais des intérêts des masses populaires du centre comme de la périphérie ; il s'agit du caractère de l'agitation, caractère qui est déterminé par ces intérêts et agitation que notre Parti est tenu de faire s'il ne veut pas se renier lui-même, s'il veut influencer sur la volonté des masses travailleuses des nationalités dans un sens déterminé. Or, les intérêts des masses populaires disent que revendiquer la séparation de la périphérie au stade actuel de la révolution c'est profondément contre-révolutionnaire. De même, doit être exclue l'autonomie dite culturelle-nationale, comme forme d'alliance entre le centre et la périphérie de la Russie. La pratique de l'Autriche-Hongrie (patrie de l'autonomie culturelle-nationale), durant les dix dernières années, a montré tout ce qu'il y a d'éphémère et de non viable dans l'autonomie culturelle-nationale, comme forme d'alliance entre les masses travailleuses des nationalités d'un Etat multinational. Springer et Bauer, ces créateurs de l'autonomie culturelle-nationale, restés maintenant Gros-Jean comme devant avec leur subtil programme national, en sont la preuve vivante. Enfin, le porte-parole de l'autonomie culturelle-nationale en Russie, le Bund naguère fameux, s'est vu obligé récemment de reconnaître officiellement l'inutilité de l'autonomie culturelle-nationale, en déclarant ouvertement que :

« La revendication de l'autonomie culturelle-nationale, formulée dans le cadre du régime capitaliste, perd son sens dans les conditions de la révolution socialiste. » (*Voir la XI^e conférence du Bund, p. 21, 1920 (en russe).*)

Reste l'autonomie *régionale* des régions périphériques qui se distinguent par leurs conditions de vie et leur composition nationale particulières, comme la seule forme rationnelle de l'alliance entre le centre et la périphérie, autonomie qui doit lier les régions périphériques de la Russie avec le centre par des liens fédératifs, c'est-à-dire cette même autonomie soviétique qui fut proclamée par le pouvoir des Soviets dès les premiers jours de sa venue au monde et qui, actuellement, est appliquée à la périphérie sous la forme de communes administratives et de Républiques soviétiques autonomes.

L'autonomie soviétique n'est pas quelque chose de figé et de donné une fois pour toutes; elle admet dans son développement les formes et les degrés les plus divers. De l'autonomie administrative étroite (Allemands de la Volga, Tchouvaches, Caréliens), elle passe à une autonomie plus large, politique (Bachkirs, Tatars de la Volga, Kirghiz) ; de l'autonomie large, politique, à sa forme encore plus élargie (Ukraine, Turkestan) ; enfin du type d'autonomie ukrainien à la plus haute forme de l'autonomie, à des rapports contractuels (Azerbaïdjan). Cette élasticité de l'autonomie soviétique constitue un de ses premiers mérites, car elle permet (cette élasticité) d'embrasser toute la diversité des régions périphériques de la Russie, situées aux degrés les plus divers du développement culturel et économique. Les trois années de politique soviétique dans la question nationale, en Russie, ont montré qu'en réalisant l'autonomie soviétique sous ses formes variées, le pouvoir des Soviets est dans la bonne voie, car c'est seulement grâce à cette politique qu'il a réussi à se frayer un chemin vers les recoins les plus perdus de la périphérie, à élever à la vie politique les masses les plus arriérées et les plus diverses sous le rapport national, à lier ces masses avec le centre par les liens les plus divers — problème non seulement qu'aucun gouvernement du monde n'a résolu, mais ne s'est même pas posé (a craint de se poser !). La nouvelle division administrative de la Russie, suivant les principes de l'autonomie soviétique, n'est pas encore terminée ; les Caucasiens du Nord, les Kalmouks, les Tchérémisses, les Votiaks, les Bouriates, etc., attendent encore que le problème soit résolu. Mais quelque aspect que revête la carte administrative de la Russie future et quelles que soient les lacunes dans ce domaine — et il y en a eu effectivement — il faut reconnaître qu'en procédant à la nouvelle division administrative suivant les principes de l'autonomie régionale, la Russie a fait un énorme pas en avant dans la voie du groupement des territoires périphériques autour du centre prolétarien, dans la voie du rapprochement du pouvoir et des grandes masses populaires de la périphérie.

Cependant, la proclamation de telle ou telle forme d'autonomie soviétique, la publication de décrets et arrêtés appropriés, la création même de gouvernements périphériques sous forme de conseils régionaux des commissaires du peuple dans les Républiques autonomes, sont loin d'être suffisantes pour consolider l'union entre les territoires périphériques et le centre. Pour consolider cette union, il faut tout d'abord liquider l'état d'isolement et de réclusion où se trouve la périphérie, le caractère patriarcal et l'inculture, la méfiance envers le centre qui subsistent à la périphérie, comme héritage de la politique féroce du tsarisme. Le tsarisme cultivait à dessein, à la périphérie, l'oppression patriarcale-féodale pour maintenir les masses dans l'esclavage et l'ignorance. Le tsarisme a installé à dessein dans les meilleurs endroits de la périphérie, des éléments colonisateurs, afin de refouler les indigènes vers des régions plus ingrates et de renforcer la haine nationale. Le tsarisme entravait et parfois supprimait simplement l'école locale, le théâtre, les institutions éducatives pour maintenir les masses dans l'ignorance. Le tsarisme paralysait toute initiative de l'élite de la population locale. Enfin, le tsarisme tuait toute activité des masses populaires de la périphérie. Toutes ces mesures du tsarisme ont fait naître parmi les indigènes la plus profonde méfiance, qui tourne parfois en attitude hostile envers tout ce qui est russe. Pour consolider l'union entre la Russie centrale et la périphérie, il faut liquider cette méfiance, il faut créer une atmosphère de compréhension réciproque et de confiance fraternelle. Mais, pour liquider la méfiance, il faut avant tout aider les masses populaires de la périphérie à s'affranchir des survivances du joug féodal-patriarcal ; il faut supprimer — supprimer en fait et non pas seulement en paroles — les privilèges de tout genre et de tout ordre dont jouissent les éléments colonisateurs ; il faut faire goûter aux masses populaires les bienfaits matériels de la révolution. Bref : il faut prouver aux masses que la Russie prolétarienne centrale défend leurs intérêts et rien que leurs intérêts ; et il faut le prouver non pas uniquement par des mesures répressives contre les colonisateurs et les nationalistes bourgeois, mesures souvent absolument incompréhensibles pour les masses, mais avant tout par une politique économique conséquente et réfléchie.

Tout le monde connaît la revendication des libéraux touchant l'instruction générale obligatoire. Les communistes, à la périphérie, ne peuvent être plus à droite que les libéraux ; ils doivent y réaliser l'instruction générale s'ils veulent liquider l'ignorance populaire, s'ils veulent rapprocher spirituellement le centre et la périphérie de la Russie. Mais pour cela il est nécessaire de développer l'école nationale locale, le théâtre national, les institutions nationales d'instruction publique, d'élever le niveau culturel des masses populaires de la périphérie. Car il n'est guère besoin de démontrer que l'inculture et l'ignorance sont les ennemis les plus dangereux du pouvoir des Soviets. Nous ignorons à quel point notre travail fait en général des progrès dans cette direction, mais on, nous informe que dans une des régions périphériques les plus importantes, le commissariat du peuple à l'Instruction publique ne dépense en tout pour les écoles locales que 10 % de ses crédits. Si cela est exact, il faut reconnaître que dans ce domaine, nous n'avons malheureusement pas dépassé de beaucoup l'« ancien régime ».

Le pouvoir des Soviets n'est pas un pouvoir détaché du peuple ; au contraire, il est l'unique pouvoir en son genre, issu des masses populaires russes, pouvoir qui leur est cher, qui leur est proche. C'est ce qui explique à proprement parler cette force de résistance inouïe dont fait preuve ordinairement le pouvoir des Soviets dans les moments critiques. Il faut que le pouvoir des Soviets devienne aussi cher et aussi proche aux masses populaires que la périphérie de la Russie. Mais alors le pouvoir soviétique doit, avant tout, devenir compréhensible pour ces masses. Aussi est-il nécessaire que tous les organismes soviétiques de la périphérie, les tribunaux, les administrations, les organismes économiques, les organes du pouvoir direct (ainsi que les organismes du Parti) soient composés, autant que possible, de gens du pays connaissant les conditions de vie, les mœurs, les coutumes, la langue de la population locale ; que toute l'élite des masses populaires indigènes soit appelée au sein de ces institutions ; que les masses travailleuses locales participent à la gestion du pays dans tous les domaines, y compris également le domaine des formations militaires ; que les masses se rendent compte que le pouvoir des Soviets et ses organismes sont l'œuvre de leurs propres efforts, l'incarnation de leurs espoirs. C'est ainsi seulement que l'on peut établir un lien spirituel inviolable entre les masses et le pouvoir ; c'est par ce moyen seulement que l'on peut rendre le pouvoir soviétique compréhensible et proche aux masses travailleuses de la périphérie.

Certains camarades considèrent les Républiques autonomes de Russie et, en général, l'autonomie soviétique, comme un mal temporaire, bien que nécessaire, qu'il était impossible de ne pas tolérer vu certaines circonstances, mais qu'il faut combattre, afin de le supprimer avec le temps. Il est à peine besoin de démontrer que ce point de vue est foncièrement erroné, et qu'en tout cas il n'a rien de commun avec la politique du pouvoir des Soviets dans la question nationale. L'autonomie soviétique n'est point une chose abstraite et factice, à plus forte raison ne saurait-on la considérer comme la déclaration d'une vaine promesse. L'autonomie soviétique est la forme la plus réelle, la plus concrète de la réunion de la périphérie à la Russie centrale. Nul ne s'avisera de nier que l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, le Turkestan, la Kirghizie, la Bachkirie, la Tatarie et les autres régions périphériques, pour autant qu'elles aspirent à la prospérité culturelle et matérielle des masses populaires, ne peuvent se passer d'écoles dans leur langue nationale, de tribunaux, d'administrations, d'organismes du pouvoir composés principalement de gens du pays. Bien plus, la soviétisation effective de ces régions, leur transformation en contrées soviétiques, étroitement liées à la Russie centrale et formant avec elle un Etat unique, sont *inconcevables* sans une large organisation d'écoles locales, sans la création de tribunaux, d'administrations, d'organismes du pouvoir, etc., composés de gens connaissant les conditions de vie et la langue de la population. Mais introduire la langue nationale dans les écoles, les tribunaux, les administrations, les organismes du pouvoir, cela signifie justement réaliser en fait l'autonomie soviétique, celle-ci n'étant autre chose que la somme de toutes ces institutions revêtant les formes ukrainienne, turkestan, kirghiz, etc.

Comment peut-on après cela parler sérieusement du caractère éphémère de l'autonomie soviétique, de la nécessité de lutter contre elle, etc. ?

De deux choses l'une :

Ou bien les langues ukrainienne, azerbaïdjanaise, kirghiz, ouzbek, bachkir, etc., sont une réalité effective et, par conséquent, dans ces régions, il est absolument nécessaire de développer l'école dans la langue nationale, les tribunaux, les administrations, les organismes du pouvoir composés de gens du pays, et alors l'autonomie soviétique doit être réalisée dans ces régions jusqu'au bout, sans réserve ;

Ou bien les langues ukrainienne, azerbaïdjanaise, etc., sont une pure invention ; les écoles et les autres institutions dans la langue maternelle sont, par conséquent, inutiles, et alors l'autonomie soviétique doit être rejetée, comme un fatras inutile.

Rechercher une troisième voie, c'est faire preuve d'incompétence en la matière ou d'un navrant défaut de réflexion.

Un des obstacles sérieux dans la voie de la réalisation de l'autonomie soviétique est la grande pénurie de forces intellectuelles d'origine locale à la périphérie, le manque d'instructeurs pour toutes les branches sans exception de l'activité des Soviets et du Parti. Cette pénurie ne peut pas ne pas freiner le travail éducatif comme le travail d'édification révolutionnaire à la périphérie.

Mais c'est justement pour cela qu'il ne serait pas raisonnable, qu'il serait nuisible à la cause de repousser ces groupes déjà si peu nombreux d'intellectuels locaux qui, peut-être, voudraient bien servir les masses populaires, mais ne le peuvent pas, peut-être parce que n'étant pas communistes, ils se croient enveloppés d'une atmosphère de méfiance, redoutent les mesures de répression éventuelles. A ces groupes, on peut appliquer avec succès la politique consistant à les intéresser au travail soviétique, à les appeler aux postes économiques, agraires, aux services d'approvisionnement et autres, dans le but de leur soviétisation graduelle. Car on ne peut guère affirmer que ces groupes d'intellectuels soient moins sûrs que, par exemple, les spécialistes militaires contre-révolutionnaires qui, malgré leur esprit contre-révolutionnaire, n'en ont pas moins été appelés aux postes les plus importants et puis, soviétisés.

Mais l'utilisation des petits groupes nationaux d'intellectuels est loin d'être suffisante pour satisfaire au besoin en instructeurs. Il est nécessaire en même temps de développer un réseau serré de cours et d'écoles à la périphérie dans toutes les branches de l'administration, afin de former des cadres d'instructeurs composés de gens du pays. Car il est clair qu'à défaut de tels cadres, l'organisation de l'école, des tribunaux, des administrations et autres institutions dans la langue nationale, sera rendue difficile à l'extrême.

Non moins sérieux est l'obstacle que représente, dans la voie de la réalisation de l'autonomie soviétique, cette précipitation, tournant parfois à un grossier manque de tact, dont font preuve certains camarades en matière de soviétisation de la périphérie. Lorsque, dans des régions retardant sur la Russie centrale de toute une période historique, dans des régions où l'ordre de choses médiéval n'est pas encore complètement aboli, ces camarades se décident à des « efforts héroïques » pour réaliser le « communisme pur », on peut affirmer en toute certitude que d'un tel raid de cavalerie, d'un tel « communisme », il ne sortira rien de bon. A ces camarades nous voudrions rappeler certain point de notre programme, suivant lequel :

« Le P.C.R. se place au point de vue historique de classe, en tenant compte du degré de développement historique où se trouve la nation donnée : dans la voie allant du moyen âge vers la démocratie bourgeoise, ou de la démocratie bourgeoise vers la démocratie soviétique ou prolétarienne, etc. »

Et plus loin :

« En tout cas, le prolétariat des nations qui étaient des nations oppressives doit faire preuve d'une prudence et d'une attention particulières à l'égard des survivances des sentiments nationaux chez les masses travailleuses des nations opprimées ou ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits. » (Voir le *Programme du P.C.R.*)

C'est-à-dire que si, par exemple, la voie directe de l'installation de locataires supplémentaires dans les logements en Azerbaïdjan, écarte de nous les masses azerbaïdjanaises, qui considèrent la demeure, le foyer domestique comme inviolables, sacrés, il est clair que cette voie directe doit être remplacée par une voie indirecte, détournée, pour arriver au même but. Ou encore : si, par exemple, les masses daghestanes, fortement contaminées par les préjugés religieux, suivent les communistes « selon la chariat », il est clair que la voie directe de la lutte contre les préjugés religieux dans ce pays doit être remplacée par des voies indirectes, plus prudentes, etc., etc.

Bref : des raids de cavalerie visant à la « communisation immédiate » des masses populaires arriérées, il est nécessaire de passer à la politique circonspecte, réfléchie, de l'entraînement graduel de ces masses dans la grande voie du développement soviétique.

Telles sont, en somme, les conditions pratiques nécessaires pour réaliser l'autonomie soviétique, dont l'application garantit le rapprochement spirituel et l'union révolutionnaire durable du centre et de la périphérie de la Russie.

La Russie des Soviets procède à une expérience sans précédent dans le monde, à celle de l'organisation de la coexistence de toute une série de nationalités et de tribus, dans le cadre d'un Etat prolétarien unique, sur la base d'une confiance mutuelle, d'une entente librement consentie, fraternelle. Les trois années de révolution ont montré que cette expérience a toutes les chances de succès. Mais elle ne peut, cette expérience, escompter un succès total que si la politique que nous pratiquons dans la question nationale à la périphérie n'est pas en désaccord avec les principes de l'autonomie soviétique déclarée, prise dans ses multiples formes et degrés ; que si chacun de nos pas pratiques accomplis à la base contribue à associer les masses populaires de la périphérie à la haute culture prolétarienne, spirituelle et matérielle, sous des formes répondant aux conditions de vie et à la physionomie nationale de ces masses.

C'est là qu'est le gage de la consolidation de l'union révolutionnaire entre la Russie centrale et la périphérie, union devant laquelle tomberont en poussière toutes les machinations possibles et imaginables de l'Entente.

Pravda, n°. 226, 10 octobre 1920.

LES TACHES IMMÉDIATES DU PARTI DANS LA QUESTION NATIONALE

Rapport présenté au X^e congrès du Parti communiste russe le 10 mars 1921

Avant de passer directement aux tâches immédiates, concrètes du Parti, dans la question nationale, il est nécessaire d'établir certaines prémisses sans lesquelles il est impossible de résoudre cette question. Ces prémisses ont trait au problème de la formation des nations, de la naissance de l'oppression nationale, au problème des formes d'oppression nationale dans le cours du développement historique et, ensuite, des formes qu'affecte la solution de la question nationale dans les diverses périodes de développement.

Ces périodes sont au nombre de trois.

La première période est celle de la liquidation du féodalisme en Occident, celle de la victoire du capitalisme. La constitution des individus en nations se place dans cette période. Je veux parler de pays tels que l'Angleterre (sans l'Irlande), la France, l'Italie. En Occident — en Angleterre, France, Italie et partiellement en Allemagne — la période de liquidation du féodalisme et de constitution des individus en nations a coïncidé dans le temps, d'une façon générale, avec la période où sont apparus les Etats centralisés, ce qui fait que les nations, au cours de leur développement, y ont revêtu des formes d'Etat. Et pour autant qu'à l'intérieur de ces Etats il n'existait pas d'autres groupes nationaux quelque peu considérables, l'oppression nationale n'y existait pas non plus. A l'Est de l'Europe, au contraire, le processus de constitution des nationalités et de liquidation du morcellement féodal n'a pas coïncidé dans le temps avec le processus de constitution des Etats centralisés. Je parle de la Hongrie, de l'Autriche, de la Russie. Dans ces pays, il n'y avait pas encore de développement capitaliste; peut-être y prenait-il seulement naissance, cependant que les intérêts de la défense contre l'invasion des Turcs, des Mongols et des autres peuples d'Orient, imposaient la formation immédiate d'Etats centralisés, capables de contenir la poussée de l'invasion. Et comme à l'Est de l'Europe le processus de formation des Etats centralisés a été plus rapide que le processus de constitution des individus en nations, on y a vu se former des Etats mixtes composés de plusieurs peuples non encore constitués en nations, mais déjà groupés en un seul Etat.

Ainsi donc, la première période est caractérisée par l'apparition de nationalités à l'aube du capitalisme et, fait à noter, c'est qu'à l'ouest de l'Europe naissent des Etats purement nationaux, sans oppression nationale, tandis qu'à l'Est naissent des Etats multinationaux avec, à la tête, une seule nation plus évoluée et d'autres nations moins évoluées, soumises d'abord au point de vue politique et puis économique, à la nation dominante. Ces Etats multinationaux de l'Est ont été la patrie de l'oppression nationale qui a engendré les conflits nationaux, les mouvements nationaux, la question nationale et les différentes manières de résoudre cette question.

La deuxième période du développement de l'oppression nationale et des moyens de lutte contre elle, se rattache à la période de l'apparition de l'impérialisme, où le capitalisme, en quête de débouchés, de matières premières, de combustible et d'une main-d'œuvre à bon marché, dans sa lutte pour l'exportation de ses capitaux et pour s'assurer les grandes voies ferrées et maritimes, déborde le cadre de l'Etat national et étend son territoire aux dépens des voisins, proches et lointains. Dans cette deuxième période, les vieux Etats nationaux d'Occident — Angleterre, Italie, France — cessent d'être des Etats nationaux, c'est-à-dire que, s'emparant de nouveaux territoires, ils se transforment en Etats multinationaux, coloniaux, constituant ainsi une arène pour cette même oppression nationale et coloniale qui existait déjà précédemment à l'est de l'Europe. A l'est de l'Europe cette période est caractérisée par le réveil et le renforcement des nations assujetties (Tchèques, Polonais, Ukrainiens), qui ont amené, à la suite de la guerre impérialiste, la désagrégation des vieux Etats multinationaux bourgeois et la formation de nouveaux Etats nationaux asservis par ce qu'on est convenu d'appeler les grandes puissances.

La troisième période est la période soviétique, la période de destruction du capitalisme et de liquidation de l'oppression nationale, où le problème des nations dominantes et assujetties, des colonies et de la métropole, est relégué aux archives historiques; où nous voyons surgir, sur le territoire de la R.S.F.S.R., des nationalités jouissant de droits égaux, de la possibilité égale de se développer, mais qui ont conservé une certaine inégalité léguée par l'histoire, en raison de leur retard économique, politique et culturel. Ce qui fait l'essence de cette inégalité des nationalités, c'est que, par suite du développement historique, nous avons hérité du passé d'une nationalité, à savoir la grande-russe, qui s'est trouvée être plus développée au point de vue politique et industriel que les autres nationalités. De là l'inégalité de fait qui ne saurait être liquidée en une seule année, mais qui doit être liquidée en prêtant une aide économique, politique et culturelle aux nationalités arriérées.

Telles sont les trois périodes de développement de la question nationale, qui se sont déroulées historiquement devant nous.

Les deux premières périodes ont un trait commun. Il consiste en ceci : dans ces deux périodes les nationalités subissent l'oppression et l'asservissement ; ce qui fait que la lutte nationale reste en vigueur et la question nationale, non résolue. Mais il y a aussi entre elles une différence. Elle consiste en ce que, dans la première période, la question nationale ne sort pas du cadre des Etats multinationaux pris séparément, et n'englobe que des nationalités peu nombreuses, principalement européennes ; cependant que dans la seconde période, de question intérieure d'Etat, la question nationale se transforme en question intéressant plusieurs Etats, en question de guerre entre les Etats impérialistes qui entendent maintenir en sujétion les nationalités ne jouissant pas de la plénitude des droits; qui entendent soumettre à leur influence de nouveaux peuples et tribus, hors de l'Europe. Ainsi, la question nationale qui, auparavant, n'avait d'importance que dans les pays cultivés, perd en cette période son caractère d'isolement et se confond avec la question générale des colonies.

Le développement de la question nationale en question coloniale générale n'est pas un hasard historique. Ce développement s'explique en premier lieu par le fait que, pendant la guerre impérialiste, les groupes impérialistes des puissances belligérantes durent eux-mêmes faire appel aux colonies, où ils puisaient le matériel humain pour former leurs troupes. Il n'est pas douteux que ce processus, processus d'appel inévitable des impérialistes aux peuples arriérés des colonies, ne pouvait manquer d'éveiller ces peuples et ces tribus à l'émancipation, à la lutte. Ensuite, le deuxième facteur qui a fait que la question nationale s'est élargie, s'est développée en question coloniale générale, embrasant tout le globe terrestre d'abord par de petites étincelles, et puis par la flamme du mouvement d'émancipation, c'est la tentative des groupes impérialistes de partager la Turquie et de mettre fin à son existence en tant qu'Etat. La Turquie, qui est parmi les peuples musulmans, l'Etat le plus développé, cette Turquie ne pouvait prendre son parti de cette perspective; elle leva le drapeau de la lutte et rallia autour d'elle les peuples d'Orient contre l'impérialisme. Le troisième facteur, c'est l'apparition de la Russie soviétique dont la lutte contre l'impérialisme enregistra une série de succès et, naturellement, inspira les peuples opprimés de l'Orient, les éveilla, les souleva à la lutte, leur permettant ainsi de créer le front commun des nationalités opprimées, depuis l'Irlande jusqu'aux Indes.

Tels sont tous les facteurs qui, au deuxième stade de développement de l'oppression nationale, ont fait que la société bourgeoise, loin de résoudre la question nationale, loin d'amener la paix entre les peuples, a attisé, au contraire, l'étincelle de la lutte nationale jusqu'à en faire jaillir la flamme de la lutte des peuples opprimés, des colonies et semi-colonies, contre l'impérialisme mondial.

Evidemment, le seul régime capable de résoudre la question nationale, c'est-à-dire le régime capable de créer les conditions assurant la coexistence pacifique et la collaboration fraternelle des divers peuples et tribus, c'est le régime du pouvoir soviétique, le régime de la dictature du prolétariat.

Il n'est guère besoin de démontrer que, sous la domination du Capital, de la propriété privée des moyens de production, et avec l'existence des classes, l'égalité des nationalités ne saurait être garantie; que, aussi longtemps qu'existera le pouvoir du Capital, aussi longtemps que se poursuivra la lutte pour

la possession des moyens de production, il ne saurait y avoir aucune égalité entre les nationalités, de même qu'il ne saurait y avoir de collaboration entre les masses travailleuses des nations. L'histoire nous dit que le seul moyen de supprimer l'inégalité nationale, le seul moyen d'instaurer le régime de collaboration fraternelle entre les masses travailleuses des peuples opprimés et non opprimés, c'est d'abolir le capitalisme et d'instaurer l'ordre soviétique.

Ensuite, l'histoire a montré que dans la mesure où de tels peuples parviennent à se libérer de leur bourgeoisie nationale, aussi bien que de la bourgeoisie « étrangère », c'est-à-dire que dans la mesure où ils ont instauré chez eux l'ordre soviétique, ils ne sont pas à même, tant que demeure l'impérialisme, d'exister séparément et de sauvegarder avec succès leur existence, sans le soutien économique et militaire des Républiques soviétiques avoisinantes. L'exemple de la Hongrie montre avec éloquence que sans l'union des Républiques soviétiques en un seul Etat, sans leur groupement en une seule force militaire et économique, il leur est impossible de résister, face aux forces coalisées de l'impérialisme mondial, ni sur les fronts militaires, ni sur les fronts économiques.

La fédération des Républiques soviétiques, c'est cette forme cherchée d'union au sein d'un Etat, dont la R.S.F.S.R. est la vivante incarnation.

Telles sont, camarades, les prémisses dont je tenais à vous parler, ici, au début, afin de motiver ensuite la nécessité pour notre Parti de prendre certaines dispositions en vue de résoudre la question nationale dans le cadre de la R.S.F.S.R.

Bien qu'en régime soviétique, en Russie et dans les Républiques liées avec elle, il n'y ait plus ni nationalités dominantes, ni nationalités privées de droits, ni métropole, ni colonies, ni exploités, ni exploités, la question nationale n'en existe pas moins en Russie. Au fond, la question nationale dans la R.S.F.S.R. consiste à supprimer le retard (économique, politique, culturel) des nationalités, retard que nous avons hérité du passé, afin de permettre aux peuples arriérés de rattraper la Russie centrale sous le rapport étatique, culturel et économique. Sous l'ancien régime, le pouvoir tsariste ne cherchait pas et ne pouvait chercher à développer l'étatisme en Ukraine, en Azerbaïdjan, au Turkestan et dans les autres régions périphériques ; il luttait contre le développement de l'étatisme dans ces régions, de même que contre leur développement culturel, visant à assimiler de force la population indigène. Ensuite, l'ancien Etat, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes nous ont laissé en héritage des peuples aussi déprimés que l'étaient les Kirghiz, les Tchétchènes, les Ossètes, dont les terres étaient un objet de colonisation pour les éléments cosaques et koulaks de Russie. Ces peuples étaient voués à des souffrances incroyables et au dépérissement. D'autre part, la situation de la nationalité grande-russe, qui représentait la nationalité dominante, a laissé des traces de son influence même sur les communistes russes, qui ne savent ou ne désirent pas aborder de plus près les masses travailleuses indigènes, comprendre leurs besoins et les aider à sortir de leur état arriéré et de leur inculture. Je parle des groupes peu nombreux de communistes russes qui, dédaignant dans leur travail les particularités de la vie et de la culture à la périphérie, dévient parfois du côté du chauvinisme dominateur russe. Ensuite, la situation des nationalités non russes qui avaient subi l'oppression nationale n'a pas manqué, elle aussi, d'exercer son influence sur les communistes indigènes qui, parfois, ne savent pas distinguer les intérêts de classe des masses travailleuses de leur peuple, des intérêts dits « du peuple entier ». Je parle de cette déviation vers le nationalisme indigène local, que l'on observe parfois dans les rangs des communistes indigènes et qui s'exprime, en Orient, par le panislamisme, le panturquisme. Enfin, il est nécessaire de sauver du dépérissement les Kirghiz, les Bachkirs et certaines tribus de Montagnards, de leur assurer les terres nécessaires aux dépens des koulaks colonisateurs.

Après avoir caractérisé ces tâches immédiates du Parti, je voudrais en venir à la tâche d'ordre général, qui consiste à adapter notre politique communiste, dans la périphérie, aux particularités de la situation économique que nous observons surtout en Orient.

La vérité est que tout un ensemble de peuples principalement turkis — qui comptent 30 millions d'individus environ — n'ont pas traversé, n'ont pas eu le temps de traverser la période du capitalisme

industriel ; pour cette raison ils ne possèdent pas ou presque pas de prolétariat industriel, ce qui fait qu'ils ont à passer des formes économiques primitives au stade de l'économie soviétique, sans passer par le capitalisme industriel. Pour réaliser cette opération difficile, mais nullement impossible, il est nécessaire de tenir compte de toutes les particularités de la situation économique, voire du passé historique, des conditions de vie et de culture de ces peuples. Transplanter sur le territoire de ces peuples les mesures qui étaient valables et avaient un sens, ici, pour le centre de la Russie, est chose inconcevable et dangereuse. Il est clair qu'en réalisant la politique économique de la R.S.F.S.R., il est absolument nécessaire de prendre en considération toutes les particularités de la situation économique, de la structure de classe, du passé historique, que nous avons trouvées à la périphérie. Sans même parler du rejet des absurdités, telles que, par exemple, l'ordre émis par le *Narkomprod* (commissariat du peuple à l'Approvisionnement), exigeant la livraison de porcs en Kirghizie, où la population musulmane n'a jamais élevé de porcs. Cet exemple montre à quel point on ne veut pas tenir compte des conditions particulières d'existence, qui sautent aux yeux du premier voyageur.

On vient de me remettre un mot demandant que je réponde aux articles du camarade Tchitchérine. [*Allusion aux articles de G. Tchitchérine, à l'époque commissaire du peuple aux Affaires étrangères, publiés dans les numéros 50, 51 et 52 de la Pravda (des 6, 7 et 9 mars 1921), sous le titre « Contre les thèses du camarade Staline ».*] Camarades, à mon avis, dans les articles de Tchitchérine, que j'ai lus attentivement, il n'y a rien d'autre que de la littérature. On y trouve quatre erreurs ou malentendus. En premier lieu, le camarade Tchitchérine est enclin à nier les contradictions entre les Etats impérialistes, il surestime l'union internationale des impérialistes et perd de vue, sous-estime les contradictions internes entre les groupes et les Etats impérialistes, contradictions qui existent et engendrent la guerre (France, Amérique, Angleterre, Japon, etc.). Il a surestimé le facteur de l'union des groupes dirigeants impérialistes, et sous-estimé les contradictions existant à l'intérieur de ce trust. Or, ces contradictions existent, et c'est sur elles que se base l'activité du commissariat du peuple aux Affaires étrangères. Ensuite, le camarade Tchitchérine commet une deuxième erreur.

Il sous-estime les contradictions existant entre les grandes puissances dominantes et les Etats nationaux récemment constitués (Tchécoslovaquie, Pologne, Finlande, etc.), Etats qui, sous le rapport financier et militaire, sont abandonnés à ces grandes puissances. Le camarade Tchitchérine a complètement perdu de vue que, malgré la subordination de ces Etats nationaux aux grandes puissances ou, plus exactement, par suite de cette subordination, il existe entre les grandes puissances et ces Etats des contradictions qui ont eu des répercussions, par exemple, sur les pourparlers avec la Pologne, l'Estonie, etc. La raison d'être du commissariat du peuple aux Affaires étrangères consiste justement à tenir compte de toutes ces contradictions, à se baser sur elles, à louvoyer dans le cadre de ces contradictions. Le camarade Tchitchérine a sous-estimé ce facteur de la façon la plus surprenante. La troisième erreur du camarade Tchitchérine, c'est qu'il parle beaucoup trop de la libre disposition nationale, laquelle, en réalité, s'est transformée en un mot d'ordre abstrait que les impérialistes utilisent à leur aise. Le camarade Tchitchérine a oublié de façon étrange, que nous avons dit adieu à ce mot d'ordre il y a deux ans déjà. Ce mot d'ordre ne figure plus dans notre programme. Il est parlé dans notre programme, non de la libre disposition nationale, mot d'ordre tout à fait flou, mais d'un mot d'ordre d'une frappe plus précise, et nettement défini, celui du droit des peuples à se séparer pour se constituer en Etat. Ce sont là deux choses différentes. Il est singulier que le camarade Tchitchérine ne tienne pas compte de ce fait dans ses articles ; aussi toutes ses objections au mot d'ordre, devenu flou, sont-elles comme un coup de feu tiré à blanc, car ni les thèses que j'ai présentées, ni le programme du Parti ne disent mot de la « libre disposition ». Il n'y est parlé que du droit des peuples à se séparer pour se constituer en Etat. Mais ce mot d'ordre, en ce moment où le mouvement de libération s'embrace dans les colonies, est pour nous un mot d'ordre révolutionnaire. Pour autant que les Etats soviétiques se groupent en fédération sur la base d'une adhésion librement consentie, le droit de séparation reste inutilisé de par la volonté des peuples eux-mêmes composant la R.S.F.S.R. Mais, pour autant que nous avons affaire aux colonies prises dans l'étau de l'Angleterre, de la France, de l'Amérique, du Japon ; pour autant que nous avons affaire à des pays assujettis, tels que l'Arabie, la Mésopotamie, la Turquie, l'Hindoustan, c'est-à-dire à des pays qui sont les colonies de l'Entente, le mot d'ordre du droit des peuples à la séparation est révolutionnaire. Y renoncer, c'est faire le jeu de l'Entente. Le quatrième malentendu, c'est l'absence d'indications pratiques dans les articles du camarade Tchitchérine. Ecrire

des articles est certes facile, mais pour les intituler : « Contre les thèses du camarade Staline », il faut formuler quelque chose de sérieux, ne serait-ce que des contre-propositions pratiques. Or, je n'ai trouvé dans ses articles aucune proposition pratique qui vaille la peine d'être retenue.

Je termine, camarades. Nous en arrivons aux conclusions suivantes. La société bourgeoise s'est révélée non seulement incapable de résoudre la question nationale, mais au contraire, dans ses tentatives de la «résoudre», elle a amplifié la question nationale jusqu'à en faire une question coloniale et a formé contre elle-même un front nouveau qui s'étend de l'Irlande à l'Hindoustan. Le seul Etat capable de poser et de résoudre la question nationale, c'est l'Etat qui repose sur la propriété collective des moyens et instruments de production, à savoir l'Etat soviétique. Avec l'Etat fédératif soviétique, il n'y a plus ni nationalités opprimées, ni dominantes, l'oppression nationale est abolie. Mais, en raison de l'inégalité de fait (culturelle, économique, politique), inégalité entre les nationalités plus cultivées et moins cultivées, héritée du vieux régime bourgeois, la question nationale prend une forme qui réclame que soient élaborées des dispositions visant à faciliter aux masses travailleuses des peuples arriérés le progrès économique, politique et culturel, à leur permettre de rattraper la Russie centrale, prolétarienne, qui a pris les devants. De là les propositions pratiques qui font l'objet de la troisième partie des thèses proposées par moi sur la question nationale. (*Applaudissements.*)

Discours de clôture de la discussion

Camarades, ce qu'il y a de plus caractéristique pour ce congrès dans la discussion sur la question nationale, c'est que, des déclarations louchant à la question nationale nous en sommes arrivés, en passant par la nouvelle division administrative de la Russie, à poser la question pratiquement. Au début de la Révolution d'Octobre, nous nous étions bornés à déclarer le droit des peuples à la séparation. En 1918 et 1920, nous avons travaillé à la nouvelle division administrative de la Russie d'après l'indice national, en vue d'un rapprochement entre les masses travailleuses des peuples arriérés et le prolétariat de Russie. Tandis qu'aujourd'hui, à ce congrès, nous plaçons la question sur un terrain purement pratique, à savoir quelle doit être la politique du Parti envers les masses travailleuses et les éléments petits-bourgeois à l'intérieur des régions autonomes et des Républiques indépendantes liées à la Russie. Aussi bien la déclaration du camarade Zatonki, disant que les thèses qui vous sont proposées portent un caractère abstrait, m'a-t-elle surpris. J'ai en main ses thèses à lui, qu'il n'a pas soumises, on ne sait pourquoi, à l'attention du congrès, et où je n'ai réussi à découvrir aucune proposition d'ordre pratique, mais aucune littéralement, excepté pourtant une seule demandant que le nom « R.S.F.S.R. » soit remplacé par les mots « d'Europe orientale » et les mots « de Russie » par le mot « russe » ou « grand-russe ». Je n'ai pas trouvé dans ces thèses d'autres propositions pratiques.

Je passe maintenant à la question suivante. Je dois déclarer que j'attendais plus des délégués qui sont intervenus ici. La Russie compte vingt-deux régions périphériques, dont certaines sont fortement touchées par le développement industriel et ne se distinguent guère de la Russie sous le rapport de l'industrie; d'autres n'ont pas encore traversé le stade du capitalisme et se distinguent foncièrement de la Russie centrale; d'autres encore sont complètement arriérées. Il est impossible, dans des thèses, d'embrasser, de façon tout à fait concrète, toute cette diversité des régions périphériques. On ne saurait exiger que des thèses qui valent pour le Parti tout entier, revêtent un caractère uniquement turkistan, uniquement azerbaïdjanais ou uniquement ukrainien. Il est nécessaire de prendre les traits caractéristiques communs à toutes les périphéries et de les inclure dans les thèses, sans s'arrêter aux particularités; il n'existe point, dans la réalité, d'autres méthodes pour élaborer des thèses. Il est nécessaire de diviser les nationalités non grandes-russes en plusieurs groupes, ce qui a été fait dans les thèses. Les nationalités non russes représentent près de 65 millions d'individus. Le trait caractéristique commun à toutes ces nationalités non russes, c'est qu'au point de vue du développement de leur étatisme, elles sont en retard sur la Russie centrale. Notre tâche consiste à appliquer toutes nos forces pour aider ces nationalités, leurs éléments prolétariens, travailleurs, à développer chez eux l'étatisme soviétique dans leur propre langue. Ce trait commun est consigné dans les thèses, dans leur partie pratique. Ensuite, si l'on continue à marcher dans la voie de la concrétisation des particularités des régions périphériques, il faudra mentionner à part, sur la totalité des 65 millions environ de la

population non russe, une trentaine de millions de Turakis, qui ne sont pas passés par le capitalisme. Le camarade Mikoïan a tort en disant que l'Azerbaïdjan est, à certains égards, supérieur aux provinces russes. Il confond évidemment Bakou avec l'Azerbaïdjan. Bakou n'est point né des entrailles de l'Azerbaïdjan ; il a été construit par en haut, par les efforts de Nobel, de Rothschild, de Vishau, etc. En ce qui concerne l'Azerbaïdjan lui-même, c'est le pays où les rapports patriarco-féodaux sont les plus arriérés. C'est pourquoi je rattache l'Azerbaïdjan, dans son ensemble, au groupe des régions périphériques qui ne sont pas passées par le capitalisme, et auxquelles il est nécessaire d'appliquer des méthodes particulières, susceptibles d'entraîner ces régions dans la voie de l'économie soviétique. Cela est dit dans les thèses. Ensuite, il est un troisième groupe qui ne comprend pas plus de 8 ou 10 millions d'individus ; ce sont principalement les tribus d'éleveurs, où subsiste encore le régime de clans et qui ne sont pas encore passés à l'économie agricole. Ce sont principalement les Kirghiz, la partie nord du Turkestan, les Bachkirs, les Tchétchènes, les Ossètes, les Ingouches. En ce qui concerne ce groupe de nationalités, il est indispensable avant tout de leur assurer la terre dont elles ont besoin. On n'a pas donné la parole, ici, aux Kirghiz, on a clos les débats. Ils auraient dit encore davantage les tourments qu'endurent la Haute-Bachkirie, la Kirghizie et les Montagnards qui dépérissent, faute de terre. Mais ce qu'a dit à ce sujet Safarov ne concerne qu'un groupe de 8 à 10 millions d'individus. Aussi ne saurait-on généraliser à toutes les régions périphériques les propositions pratiques du camarade Safarov, car pour la partie restante des nationalités non russes — et elles comptent près de 55 millions d'individus, — ces amendements n'ont aucune importance. Voilà pourquoi, sans m'opposer à la concrétisation, aux amendements et aux améliorations de certains points proposés par Safarov, en ce qui touche tels groupes de nationalités, je dois dire qu'on ne saurait universaliser ces amendements. Ensuite, je dois faire une observation au sujet d'un amendement du camarade Safarov. Dans un de ses amendements s'est glissée une phrase sur la « self-détermination nationale-culturelle » :

« Avant la Révolution d'Octobre — y est-il dit — les peuples coloniaux et semi-coloniaux de la périphérie orientale de la Russie, étaient privés, du fait de la politique impérialiste, de toute possibilité de s'associer aux conquêtes culturelles de la civilisation capitaliste par leur propre self-détermination nationale-culturelle, par l'instruction donnée dans leur propre langue, etc. »

Je dois dire que cet amendement, je ne puis l'accepter parce qu'il sent le bundisme. C'est une formulation bundiste : la self-détermination nationale-culturelle. Il y a beau temps que nous avons dit adieu aux mots d'ordre nébuleux de self-détermination, il ne faut pas les rétablir. Au surplus, toute cette phrase représente un assemblage de mots le plus antinaturel.

J'ai ici un billet prétendant que nous, communistes, implantons la nationalité blanc-russienne de façon artificielle. Cela est faux, parce qu'il existe une nationalité blanc-russienne ayant sa langue, différente du russe, et que par suite l'on ne saurait élever la culture du peuple blanc-russien que dans sa langue nationale. Des propos identiques se faisaient entendre il y a cinq ans au sujet de l'Ukraine, de la nationalité ukrainienne. Et récemment encore, on disait que la République ukrainienne et la nationalité ukrainienne n'étaient qu'une invention des Allemands. Il est clair pourtant que la nationalité ukrainienne existe, et que développer sa culture est un devoir pour les communistes. On ne saurait aller à rencontre de l'histoire. Il est clair que si, dans les villes d'Ukraine, les éléments russes prédominent encore jusqu'à ce jour, ces villes seront avec le temps inévitablement ukrainisées. Il y a une quarantaine d'années, Riga était une ville allemande; mais comme les villes se développent par l'afflux de la population des campagnes, et que celles-ci sont les gardiennes de la nationalité, Riga est aujourd'hui une ville purement lettone.

Il y a une cinquantaine d'années toutes les villes de Hongrie avaient un caractère allemand ; à l'heure actuelle, elles sont magyarisées. Il en sera de même pour la Russie-Blanche où, dans les villes, les non Blancs-Russiens prédominent encore jusqu'à ce jour. En terminant mon discours de clôture, je propose au congrès d'élire une commission, où doivent entrer les représentants des régions, en vue de concrétiser davantage les propositions pratiques des thèses qui intéressent toutes nos périphéries. (*Applaudissements.*)

Compte rendu sténographique, Editions d'Etat, 1921.

DE LA FAÇON DE POSER LA QUESTION NATIONALE

(1921)

La façon dont les communistes posent la question nationale diffère essentiellement de celle des militants de la II^e Internationale et de l'Internationale 2 ½ [*L'Internationale 2 ½, c'est ainsi que fut appelée l'Union internationale des Partis socialistes, constituée à Vienne, en février 1921 et composée d'une série de partis (y compris les menchéviks russes) sortis momentanément de la II^e Internationale pendant la période d'essor révolutionnaire. L'Union avait à sa tête F. Adler, O. Bauer, L. Martov, etc. L'Internationale 2 ½ avait pour but de réagir contre l'influence toujours grandissante de l'Internationale communiste parmi les masses ouvrières qui s'étaient détournées de la II^e Internationale discréditée. En 1923, l'Internationale 2 ½ fusionna à nouveau avec la II^e Internationale.*], des partis de toutes sortes : « socialistes », « social-démocrates », menchéviks, socialistes-révolutionnaires, etc.

Il importe particulièrement de marquer quatre points essentiels, comme indices distinctifs les plus caractéristiques de la nouvelle façon de poser la question nationale, et qui tracent une ligne de démarcation entre l'ancienne et la nouvelle manière de concevoir la question nationale.

Le *premier point*, c'est la fusion du problème national en tant que partie, avec la question générale de l'affranchissement des colonies, en tant que tout. A l'époque de la II^e Internationale, la question nationale se bornait ordinairement à un cercle étroit de problèmes concernant exclusivement les « nations civilisées ». Les Irlandais, les Tchèques, les Polonais, les Finnois, les Serbes, les Arméniens, les Juifs et certaines autres nationalités d'Europe, tel est le cercle des nationalités ne jouissant pas de la plénitude des droits, au sort desquelles s'intéressait la II^e Internationale. Les dizaines et les centaines de millions d'individus des peuples asiatiques et africains, subissant l'oppression nationale sous la forme la plus brutale et la plus féroce, restaient habituellement hors du champ visuel des « socialistes ». On ne se décidait pas à mettre sur le même plan les Blancs et les Noirs, les nègres « incultes » et les Irlandais « civilisés », les Hindous « arriérés » et les Polonais « éclairés ». On présumait tacitement que si même il faut lutter pour l'affranchissement des nationalités d'Europe ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits, il ne sied pas du tout à des « socialistes qui se respectent » de parler sérieusement de l'émancipation des colonies « indispensables » au « maintien » de la « civilisation ». Ces socialistes, s'il est permis de les appeler ainsi, ne se doutaient même pas que l'abolition du joug national en Europe est inconcevable sans la libération du joug de l'impérialisme des peuples coloniaux d'Asie et de l'Afrique, que la première est organiquement liée à la seconde. Les communistes ont été les premiers à mettre en lumière la liaison du problème national avec celui des colonies, ils lui ont donné un fondement théorique et l'ont mis à la base de leur action pratique révolutionnaire. De ce fait, a été détruit le mur entre Blancs et Noirs, entre les esclaves « cultivés » et « incultes » de l'impérialisme. Cette circonstance a notablement facilité l'œuvre de coordination et de lutte des colonies arriérées avec la lutte du prolétariat avancé contre l'ennemi commun, contre l'impérialisme.

Le *deuxième point*, c'est le remplacement du mot d'ordre flou du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, par le clair mot d'ordre révolutionnaire du droit des nations et des colonies à se séparer, à former des Etats indépendants. En parlant du droit de libre disposition, habituellement, les militants de la II^e Internationale ne soufflaient mot sur le droit à la séparation, — le droit de libre disposition était interprété, dans le meilleur des cas, comme le droit à l'autonomie en général. Les « spécialistes » de la question nationale, Springer et Bauer, en étaient venus même à faire du droit de libre disposition le droit des nations opprimées d'Europe à l'autonomie culturelle, c'est-à-dire le droit d'avoir leurs institutions culturelles, en *laissant* tout le pouvoir *politique* (et économique) aux mains de la nationalité dominante. Autrement dit, le droit de libre disposition pour les nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits, avait été transformé en privilège des nations dominantes quant à l'exercice du pouvoir politique, la question relative à la séparation se trouvant exclue. Le chef idéologique de la II^e Internationale, Kautsky, s'est rallié en somme à cette interprétation, impérialiste quant au fond, du droit de libre disposition, préconisée par Springer-Bauer.

Il n'est pas étonnant que les impérialistes, ayant discerné cette particularité avantageuse pour eux du mot d'ordre de libre disposition, aient proclamé celui-ci leur propre mot d'ordre. On sait que la guerre impérialiste, qui poursuivait des fins d'asservissement des peuples, a été menée sous le drapeau de la libre disposition. C'est ainsi que le mot d'ordre flou de libre disposition, d'instrument de libération des nations, d'égalité des nations, a été transformé en instrument d'appropriation des nations, en instrument de maintien des nations dans l'obéissance à l'impérialisme. Le cours des événements dans le monde entier, durant ces dernières années, la logique de la révolution en Europe, enfin la croissance du mouvement d'émancipation dans les colonies, exigeaient que ce mot d'ordre, devenu réactionnaire, fût rejeté et remplacé par un autre, par un mot d'ordre révolutionnaire susceptible de dissiper l'atmosphère de méfiance chez les masses travailleuses des nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits, envers les prolétaires des nations dominantes, mot d'ordre susceptible de déblayer la voie conduisant à l'égalité des nations et à l'unité des travailleurs de ces nations. Ce mot d'ordre est celui formulé par les communistes, relativement au droit de se séparer en vue de se constituer en Etats pour les nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits et pour les colonies. Le mérite de ce mot d'ordre consiste en ceci :

1. Il supprime tout motif de suspecter de visées annexionnistes les travailleurs d'une nation à l'égard des travailleurs d'une autre nation et, par conséquent, prépare le terrain à la confiance mutuelle et à l'union librement consentie.

2. Il arrache le masque des impérialistes qui dissertent hypocritement sur le droit de libre disposition, mais cherchent à maintenir dans l'obéissance, à maintenir dans le cadre de leur Etat impérialiste, les peuples ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits et les colonies, accentuant ainsi la lutte libératrice de ces derniers contre l'impérialisme.

Il est à peine besoin de démontrer que les ouvriers russes n'auraient pas gagné les sympathies de leurs camarades des autres nationalités d'Occident et d'Orient, si, ayant pris le pouvoir, ils n'avaient pas proclamé le droit des peuples à se séparer pour se constituer en Etats, s'ils n'avaient pas prouvé en fait leur volonté de mettre en pratique ce droit imprescriptible des peuples, s'ils n'avaient pas renoncé au « droit », disons, à la Finlande (1917), s'ils n'avaient pas fait retirer les troupes du nord de la Perse (1917), s'ils n'avaient pas renoncé aux prétentions touchant une certaine partie de la Mongolie, de la Chine, etc., etc.

Il n'est pas moins certain que si la politique des impérialistes, habilement dissimulée sous le drapeau de la libre disposition, subit néanmoins ces derniers temps insuccès sur insuccès en Orient, cela tient entre autres à ce qu'elle s'y est heurtée à un mouvement libérateur croissant, poussé sur le terrain de l'agitation dans l'esprit du mot d'ordre du droit des peuples à se séparer pour se constituer en Etats. Cela, les héros de la II^e Internationale et de l'Internationale 2 ½ ne le comprennent pas ; ils mettent leur zèle à flétrir le « Conseil d'action et de propagande » [*Le « Conseil de propagande et d'action des peuples d'Orient » fut créé en septembre 1920 au congrès des peuples d'Orient, à Bakou. Il avait pour tâche d'organiser la propagande, de soutenir et d'unifier le mouvement libérateur de l'Orient, en vue d'une lutte contre l'impérialisme sur le mot d'ordre de la révolution prolétarienne mondiale. Il exista environ un an. Il publiait son organe : les Peuples d'Orient en langues russe, turque, persane et arabe.*] de Bakou, pour quelques erreurs sans importance qu'il a commises. Mais chacun le comprendra, qui se donnera la peine de s'initier à l'activité du « Conseil » mentionné durant l'année de son existence, et au mouvement libérateur des colonies asiatiques et africaines durant les deux ou trois dernières années.

Le troisième point, c'est la mise en lumière de la liaison, liaison organique, entre la question nationale-coloniale et celle du pouvoir du Capital, du renversement du capitalisme, de la dictature du prolétariat. A l'époque de la II^e Internationale, la question nationale, dont les proportions avaient été réduites à l'extrême, était ordinairement considérée en elle-même, en dehors de sa liaison avec la révolution prolétarienne à venir.

On présumait tacitement que la question nationale se résoudrait « naturellement », avant la révolution prolétarienne, par une série de réformes dans le cadre du capitalisme ; que la révolution prolétarienne pouvait être réalisée sans que la question nationale soit radicalement résolue et que, au contraire, la question nationale pouvait être résolue sans que le pouvoir du Capital soit renversé, sans et avant la victoire de la révolution prolétarienne.

Cette façon de voir, impérialiste quant au fond, passait, tel un trait rouge, dans les travaux que l'on connaît de Springer et de Bauer sur la question nationale. Mais les dix dernières années environ ont révélé tout ce qu'il y a d'erroné, tout ce qu'il y a de pourri dans cette façon de concevoir la question nationale. La guerre impérialiste a montré et la pratique révolutionnaire de ces dernières années a confirmé une fois de plus que :

1. La question nationale et la question coloniale sont inséparables de la question de l'affranchissement du pouvoir du Capital.
2. L'impérialisme (forme suprême du capitalisme) ne peut exister sans l'asservissement politique et économique des nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits, ainsi que des colonies.
3. Les nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits et les colonies ne peuvent être libérées sans le renversement du pouvoir du Capital.
4. La victoire du prolétariat ne peut être solide sans l'affranchissement du joug de l'impérialisme des nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits, ainsi que des colonies.

Si l'Europe et l'Amérique peuvent être appelées le front, l'arène des principales batailles entre le socialisme et l'impérialisme, les nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits ainsi que les colonies avec leurs matières premières, leur combustible, leurs produits alimentaires, leur énorme réserve de matériel humain, doivent être considérées comme l'arrière, la réserve de l'impérialisme.

Pour gagner une guerre, il faut non seulement vaincre sur le front, mais encore révolutionner l'arrière de l'ennemi, ses réserves. C'est pourquoi la victoire de la révolution prolétarienne mondiale ne peut être tenue pour assurée, que si le prolétariat sait coordonner sa propre lutte révolutionnaire avec le mouvement libérateur des masses travailleuses des nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits, ainsi que des colonies, contre le pouvoir des impérialistes, pour la dictature du prolétariat. C'est ce « rien » qu'ont perdu de vue les hommes de la II^e Internationale et de l'Internationale 2 ½, en dissociant la question nationale et coloniale de la question du pouvoir à l'époque de la révolution prolétarienne grandissante en Occident.

Le quatrième point, c'est l'apport dans la question nationale d'un nouvel élément, élément d'égalisation de fait (et non seulement de droit) des nationalités (aider, seconder les nationalités arriérées pour qu'elles puissent s'élever jusqu'au niveau culturel et économique des nationalités qui les ont dépassées), comme une des conditions nécessaires pour établir la collaboration fraternelle entre les masses travailleuses des diverses nationalités.

A l'époque de la II^e Internationale, on se bornait ordinairement à proclamer l'« égalité nationale » ; dans le meilleur des cas, on n'allait pas au delà de la revendication demandant que soit réalisée cette égalité. Mais l'égalité nationale, acquisition politique fort importante en elle-même, risque cependant de ne rester qu'un mot creux, si les ressources et les possibilités suffisantes pour utiliser ce droit éminemment important font défaut, il n'est pas douteux que les masses travailleuses des peuples arriérés ne sont pas à même d'utiliser les droits que leur confère l'« égalité nationale » dans la même mesure où peuvent les utiliser les masses travailleuses des nationalités avancées : l'inégalité de fait (culturelle, économique) entre les nationalités, héritée du passé et que l'on ne peut détruire en une ou deux années, se fait sentir.

Elle se fait tout particulièrement sentir en Russie, où tout un ensemble de nationalités n'ont pas eu le temps de traverser le stade du capitalisme, et où d'autres n'y sont pas du tout entrées, ne possédant pas ou presque pas de prolétariat à elles ; où, malgré la complète égalité nationale déjà réalisée, les masses travailleuses de ces nationalités ne sont pas à même d'utiliser dans une mesure suffisante les droits acquis, en raison de leur retard culturel et économique.

Cette inégalité se fera sentir avec encore plus de force « au lendemain » de la victoire du prolétariat en Occident, alors qu'entreront inévitablement en scène les nombreuses colonies et semi-colonies arriérées, placées aux degrés de développement les plus divers. Voilà pourquoi précisément il est nécessaire que le prolétariat vainqueur des nations avancées prête son concours, un concours réel et durable, aux masses travailleuses des nationalités arriérées dans leur développement culturel et économique ; qu'il les aide à s'élever au degré supérieur de développement, à rattraper les nationalités qui ont pris les devants.

Sans une telle aide, il est impossible d'organiser la coexistence pacifique et la collaboration fraternelle des travailleurs des divers peuples et nations dans une économie mondiale unique, conditions si nécessaires au triomphe définitif du socialisme.

Il s'ensuit donc qu'on ne saurait se borner uniquement à l'« égalité nationale » ; qu'il est nécessaire de passer de l'« égalité nationale » aux mesures d'égalisation de fait des nationalités, à l'élaboration et à la mise en œuvre des dispositions pratiques pour :

1. Etudier la situation économique, les conditions d'existence, la culture des peuples et nations arriérées.
2. Développer leur culture.
3. Leur donner l'instruction politique.
4. Les associer de façon graduelle et indolore aux formes supérieures de l'économie.
5. Organiser la collaboration économique entre les travailleurs des nationalités arriérées et avancées.

Tels sont les quatre facteurs essentiels qui caractérisent la nouvelle façon dont les communistes posent la question nationale.

Pravda, n° 98, 8 mai 1921.

DE LA RÉUNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES

Rapport présenté au X^e congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. le 26 décembre 1922

Camarades, il y a quelques jours, avant l'ouverture de ce congrès, le présidium du Comité exécutif central panrusse a reçu une série de décisions prises par les congrès des Soviets des Républiques de Transcaucasie, d'Ukraine et de Russie-Blanche, disant qu'il est souhaitable et nécessaire de réunir ces Républiques en un seul Etat fédéral. Le présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. a discuté cette question et s'est prononcé pour l'opportunité de cette réunion. C'est en rapport avec cette décision qu'à l'ordre du jour de ce congrès figure la question relative à la réunion des Républiques.

La campagne en faveur de la réunion des Républiques socialistes soviétiques a commencé voici déjà trois ou quatre mois. L'initiative appartient aux Républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et de Géorgie; puis sont venues se joindre à elles les Républiques d'Ukraine et de Russie-Blanche. Le sens de cette campagne, c'est que les vieux rapports contractuels, rapports établis par une convention entre la R.S.F.S.R. et les autres Républiques soviétiques, ont épuisé leurs possibilités, se sont avérés insuffisants. Le sens de cette campagne, c'est que l'on doit passer inévitablement des vieux rapports contractuels à des rapports d'union plus étroite, à des rapports impliquant la création d'un seul Etat fédéral, pourvu d'organismes fédéraux appropriés d'ordre exécutif et législatif, d'un Comité exécutif central et d'un Conseil des commissaires du peuple de l'Union ; bref, ce qui, autrefois, était résolu de façon intermittente, dans le cadre des rapports de convention, on propose maintenant, au cours de cette campagne, de l'établir comme quelque chose de permanent.

Quelles sont les raisons qui poussent les Républiques dans la voie de l'union ? Quelles sont les circonstances qui ont rendu nécessaire cette union ?

Trois groupes de circonstances ont rendu inévitable la réunion des Républiques soviétiques en un seul Etat fédéral.

Le premier groupe de circonstances, ce sont les faits touchant notre situation économique intérieure. En premier lieu, l'exiguïté de nos ressources économiques restées à la disposition des Républiques, comme résultat de sept années de guerre, et qui nous oblige à réunir ces moyens exigus en vue de les utiliser plus rationnellement et de développer les branches économiques essentielles, épine dorsale du pouvoir des Soviets dans toutes les Républiques. En second lieu, la division naturelle du travail qui s'est faite historiquement, la division économique du travail entre les diverses régions et Républiques de notre fédération. Par exemple, le Nord fournit de tissus le Sud et l'Est; le Sud et l'Est fournissent le Nord de coton, de combustible, etc. Cette division du travail établie entre les régions ne peut être rayée d'un trait de plume : elle a été constituée historiquement au cours du développement économique de la fédération.

Or, cette division du travail, qui rend impossible le développement complet des diverses régions avec l'existence séparée des Républiques, fait un devoir à ces dernières de se grouper en un seul tout économique. En troisième lieu, l'unité des principaux moyens de communication dans l'ensemble de la fédération, qui constituent le nerf et la base de toute réunion possible. Il va de soi que l'on ne saurait admettre l'existence séparée des moyens de communication, à la disposition des diverses Républiques prises séparément et dans le cadre de leurs intérêts, car cela transformerait le nerf essentiel de la vie économique — les transports — en un amas de fragments distincts qui seraient utilisés sans plan. Cette circonstance incline également les Républiques à s'unir en un seul Etat. Enfin, l'exiguïté de nos ressources financières. Camarades, il faut dire tout net que notre situation financière maintenant, à la sixième année d'existence du pouvoir soviétique, a beaucoup moins de possibilités pour se développer sur une grande échelle, que, par exemple, sous l'ancien régime qui avait l'eau-de-vie — il n'y en aura pas chez nous, — laquelle lui rapportait cinq cents millions par an ; qui avait des crédits assurés à l'étranger pour plusieurs centaines de millions, ce que nous n'avons pas non plus.

Tout cela atteste, qu'étant donné les possibilités exiguës de notre développement financier, nous ne parviendrons pas, sans avoir groupé nos forces, sans avoir réuni les moyens financiers des diverses Républiques en un tout unique, à trancher les problèmes essentiels et immédiats de l'économie financière de nos Républiques.

Tel est le premier groupe de circonstances qui poussent nos Républiques dans la voie de l'union.

Le deuxième groupe de circonstances ayant déterminé l'union des Républiques, ce sont les faits rattachés à notre situation extérieure. J'entends notre situation militaire, j'entends nos rapports avec le capital étranger par l'intermédiaire du commissariat du peuple au Commerce extérieur. J'entends enfin nos rapports diplomatiques avec les Etats bourgeois. Il convient de se rappeler, camarades, que, malgré l'issue heureuse pour nos Républiques de l'état de guerre civile, le danger d'une agression du dehors est loin d'être exclu. Ce danger exige que notre front de guerre soit absolument uni, que notre armée soit absolument unie, maintenant surtout que nous sommes entrés dans la voie du désarmement non pas moral, bien entendu, mais dans la voie d'une véritable réduction matérielle de nos armements. Après avoir réduit l'effectif de nos troupes à 600.000 hommes, il est indispensable, maintenant surtout, que nous disposions d'un front militaire uni, sans solution de continuité, capable d'assurer la sécurité extérieure de la République. Ensuite, outre le danger d'ordre militaire, existe encore le danger de l'isolement économique de notre fédération. Vous savez qu'après Gênes et La Haye [*Gênes et La Haye, conférences économiques internationales tenues en 1922 à Gênes (Italie) et à La Haye (Hollande). Y prirent part d'un côté les Etats capitalistes (Angleterre, France, Italie, Japon et nombre d'autres pays) ; et de l'autre, la Russie soviétique. Ces conférences avaient pour but de rechercher des mesures pour « le rétablissement économique de l'Europe centrale et orientale ». En réalité, elles avaient à résoudre la question « russe », c'est-à-dire à déterminer les rapports entre la Russie soviétique et le monde capitaliste. En allant à Gênes « dans le but pratique d'étendre son commerce et de créer les conditions dans lesquelles celui-ci pourrait se développer le plus largement et avec le plus de succès » (Lénine), la Russie soviétique donna, à cette conférence, une vigoureuse riposte au capital étranger qui exigeait d'elle le paiement de toutes les dettes de guerre et d'avant-guerre, la restitution aux propriétaires étrangers de leur propriété nationalisée, la création en Russie d'un régime juridique et financier qui, au fond, aurait abouti à transformer le pays soviétique en une colonie du capital de l'Europe occidentale.] et après Urqhart [*Urqhart, industriel anglais qui, avant la Révolution, possédait en Russie d'immenses terrains et forêts, mines, gisements, etc. ; plus tard, il fut un des organisateurs de la lutte contre le pouvoir des Soviets, le conseiller de Koltchak. En septembre 1922, Urqhart conclut avec le commissaire du peuple au Commerce extérieur, L. Krassine, un contrat préalable en vertu duquel il recevait en concession du gouvernement soviétique, une partie considérable de ses anciennes possessions dans l'Oural et au Kazakhstan. Cependant, les conditions léonines de ce contrat, ainsi que la politique violemment hostile au pouvoir des Soviets du gouvernement anglais ayant à sa tête lord Curzon, politique qui tendait notamment à ne pas permettre aux représentants de la Russie des Soviets de participer à la conférence de Lausanne (voir note suivante), contraignirent le gouvernement soviétique à repousser la ratification du contrat avec Urqhart.*], bien que le boycottage économique de notre République n'ait pas réussi, on n'observe pas une grande affluence de capitaux pour les besoins de notre économie. Nos Républiques sont menacées du danger de l'isolement économique. Cette nouvelle forme d'intervention, non moins dangereuse que l'intervention militaire, ne peut être écartée que par la constitution d'un front économique des Républiques soviétiques, face à l'encerclement capitaliste. Enfin notre situation diplomatique. Vous avez été témoins de la façon dont récemment, à la veille de l'ouverture de la conférence de Lausanne [*La Conférence de Lausanne fut convoquée en novembre 1922 en vue de conclure un traité de paix entre les Grecs et les Turcs. Y participèrent : les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon, la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie. Quant à la Russie soviétique, sur les instances des Alliés et surtout de l'Angleterre, elle ne fut admise qu'à l'étude de la question des Détroits (Dardanelles). Le gouvernement soviétique protesta énergiquement à plusieurs reprises contre cette décision des Alliés ; à la conférence même il opposa nettement au point de vue impérialiste exigeant l'ouverture complète des Dardanelles aux navires de guerre, en temps de paix comme en temps de guerre (mesure qui visait principalement la Russie soviétique), son point de vue à lui, à savoir la fermeture complète des Détroits pour les navires de guerre, à quelque puissance qu'ils appartiennent, exception faite pour la**

Turquie. Par la suite, les Alliés essayèrent d'écarter complètement la délégation soviétique de la conférence, et le 10 mai 1923, le représentant soviétique, V. Vorovski était assassiné à Lausanne par le garde blanc Conradi.J, les Etats de l'Entente ont cherché par tous les moyens à isoler notre fédération. Diplomatiquement, ils n'y ont pas réussi. Le boycottage diplomatique organisé, dirigé contre notre fédération, a été rompu. Force fut à l'Entente de compter avec notre fédération, de se replier, de reculer un peu.

Il n'y a pas lieu de croire que ces exemples et d'autres analogues d'isolement diplomatique de notre fédération ne se renouvelleront pas. De là la nécessité du front uni, cette fois sur le terrain diplomatique.

Tel est le deuxième groupe de circonstances qui poussent les Républiques soviétiques socialistes dans la voie de l'union.

Le premier comme le deuxième groupe de circonstances ont exercé leur action et ont été valables jusqu'à présent, durant toute la période d'existence du pouvoir soviétique. Nos besoins économiques, dont je viens de parler, de même que nos besoins militaires et diplomatiques en matière de politique extérieure, exerçaient sans doute aussi leur action précédemment. Mais ces circonstances ont seulement aujourd'hui acquis une force exceptionnelle, une fois la guerre civile terminée, lorsque les Républiques, pour la première fois, ont eu la possibilité d'entreprendre l'édification économique, lorsqu'elles ont vu pour la première fois toute l'exiguïté de leurs moyens économiques et toute la nécessité de s'unir, tant sur le terrain économique intérieur que sur le terrain extérieur. Voilà pourquoi maintenant, à la sixième année d'existence du pouvoir soviétique, s'est inscrite à l'ordre du jour la question de l'Union des Républiques soviétiques socialistes indépendantes.

Enfin, un troisième groupe de faits, qui eux aussi imposent la nécessité de l'union et se rattachent à la structure du pouvoir des Soviets, à la nature de classe du pouvoir soviétique. Le pouvoir des Soviets est constitué de telle sorte que, international quant à son essence intérieure, il cultive dans les masses, par tous les moyens, l'idée de l'union, les pousse lui-même dans la voie de l'union.

Si le capital, la propriété privée et l'exploitation divisent les hommes et les séparent en camps hostiles les uns aux autres, témoin la Grande-Bretagne, la France et même de petits Etats multinationaux tels que la Pologne et la Yougoslavie, avec leurs contradictions nationales internes, irréconciliables, qui rongent le fondement même de ces Etats ; si, dis-je, là-bas, en Occident, où règne la démocratie capitaliste et où les Etats reposent sur la propriété privée, la base même de l'Etat prédispose aux querelles nationales mutuelles, aux conflits et à la lutte, — ici, dans le monde des Soviets où le pouvoir n'est pas basé sur le capital, mais sur le travail, où le pouvoir n'est pas basé sur la propriété privée, mais sur la propriété collective, où le pouvoir n'est pas basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, mais sur la lutte contre cette exploitation, — ici, au contraire, la nature même du pouvoir fait que les masses travailleuses tendent naturellement à s'unir en une seule famille socialiste. N'est-il pas surprenant que là-bas, en Occident, dans le monde de la démocratie bourgeoise, nous assistons au déclin des Etats multinationaux et à leur décomposition graduelle en leurs éléments constitutifs (telle la Grande-Bretagne qui, je ne sais comment, s'arrangera avec l'Inde, l'Egypte, l'Irlande, ou telle la Pologne qui, elle aussi, s'arrangera, je ne sais comment, avec ses Blancs-russiens, ses Ukrainiens, ses Allemands, ses Juifs) ; tandis qu'ici, dans notre fédération réunissant au moins trente nationalités, ici, au contraire, nous avons affaire à un processus de consolidation des liens étatiques entre les Républiques indépendantes, processus conduisant à un rapprochement toujours plus étroit des nationalités indépendantes en un seul Etat indépendant ! Vous voyez là deux types d'unions étatiques, dont le premier, capitaliste, conduit à la dislocation des éléments constitutifs de l'Etat, et dont le second type, soviétique, conduit au contraire au rapprochement graduel, mais solide des nationalités autrefois indépendantes, en un seul Etat indépendant.

Tel est le troisième groupe de faits qui poussent les diverses Républiques dans la voie de l'union.

Quelle doit être alors la forme d'union des Républiques ? Les principes de l'union sont tracés dans les résolutions que le présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. a reçues des Républiques soviétiques d'Ukraine, de Russie-Blanche et de Transcaucasie.

Quatre Républiques s'unissent : la R.S.F.S.R., comme formation fédérale, la République de Transcaucasie, également comme formation fédérale, l'Ukraine et la Russie-Blanche. Deux Républiques soviétiques indépendantes, Khorezm et Boukharie, qui ne sont pas des Républiques socialistes, mais soviétiques populaires, restent pour le moment hors du cadre de cette union, seulement et exclusivement parce que ces Républiques ne sont pas encore socialistes. Je ne doute pas, camarades, j'espère que vous n'en doutez pas non plus, que ces Républiques, au fur et à mesure de leur développement intérieur vers le socialisme, entreront aussi dans la composition de l'Etat fédéral qui se forme aujourd'hui.

Il peut sembler plus rationnel que ce ne soit pas la R.S.F.S.R. qui entre comme formation fédérale dans l'Union des Républiques, mais les différentes Républiques faisant partie de la R.S.F.S.R., celle-ci devant être apparemment décomposée au préalable en ses éléments fondamentaux. Je pense que cette voie est irrationnelle, sans utilité et qu'elle est exclue par la marche même de la campagne. En premier lieu, elle aboutirait à ceci, qu'à côté du processus conduisant à l'union des Républiques, nous aurions un processus de désunion des formations fédérales déjà existantes, processus bouleversant de fond en comble celui déjà commencé, véritablement révolutionnaire, le processus de l'union des Républiques.

Deuxièmement, en suivant cette voie erronée nous aboutirions à un état de choses qui nous obligerait, en plus des huit Républiques autonomes, à constituer encore spécialement un Comité exécutif central russe et un Conseil des commissaires du peuple russe, ce qui provoquerait sur le terrain d'organisation un vaste bouleversement, absolument inutile maintenant et nuisible, et que n'imposent nullement ni la situation intérieure, ni la situation extérieure. C'est pourquoi j'estime que les éléments qui s'unissent doivent être les quatre Républiques : R.S.F.S.R., Fédération de Transcaucasie, Ukraine et Russie-Blanche.

Les principes qui doivent être mis à la base du pacte d'union sont les suivants : les commissariats au Commerce extérieur, à l'Armée et à la Marine, aux Affaires étrangères, aux Voies de communication et aux Postes et Télégraphes, ne sont formés qu'au sein du Conseil des commissaires du peuple de l'Union. Les commissariats aux Finances, à l'Economie, à l'Approvisionnement, au Travail et à l'Inspection, sont maintenant dans les Républiques contractantes, mais à condition qu'ils puissent fonctionner d'après les directives des commissariats correspondants du centre de l'Union. Cela est nécessaire pour que les forces des masses travailleuses des Républiques, dans les domaines intéressant l'approvisionnement, le Conseil supérieur de l'économie nationale, le commissariat du peuple pour les Finances ou le Travail, s'unissent sous la direction du centre de l'Union. Enfin, les autres commissariats : Intérieur, Justice, Instruction publique, Agriculture, etc. — six au total — ayant un rapport direct avec les conditions de vie, les mœurs, les formes particulières de la procédure judiciaire, avec la langue et la culture des peuples composant les Républiques, ces commissariats doivent demeurer indépendants, être dirigés par les comités exécutifs centraux et les Conseils des commissaires du peuple des Républiques contractantes. Cela est nécessaire comme condition réelle assurant la liberté du développement national des peuples qui composent les Républiques soviétiques.

Tels sont les principes qui, à mon point de vue, doivent être mis à la base du pacte qui sera conclu sous peu entre nos Républiques. Cela étant, j'ai à proposer un projet de résolution approuvé par le présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. :

1. Considérer comme opportune l'Union de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie et de la République socialiste soviétique de Russie-Blanche, en Union des Républiques socialistes soviétiques.

2. Mettre à la base de l'union le principe de la libre adhésion et de l'égalité en droits des Républiques, avec le maintien pour chacune d'elles du droit de sortir librement de l'Union des Républiques.
3. Mandater une délégation composée des camarades Kalinine, Trotski, Staline, Rykov, Kaménev, Tsiouroupa, Molotov, Sokolnikov, Saprionov, Piatakov, Roudzoutak, Saï-Galiev, Moukhtarov, Khalikov, Janson, Mansourov, Rakhimbaev, pour élaborer en commun avec les délégations d'Ukraine, de la République de Transcaucasie et de Russie-Blanche, un projet de déclaration sur la formation de l'Union des Républiques, avec exposé des circonstances dictant la nécessité de réunir les Républiques en un seul Etat fédéral.
4. Charger la délégation d'élaborer les conditions d'adhésion de la R.S.F.S.R. à l'Union des Républiques, en lui faisant un devoir, lors de l'examen du pacte d'union, de défendre les principes suivants :
 - a) Constitution d'organismes appropriés, législatifs et exécutifs, pour l'ensemble de l'Union ;
 - b) Fusion des commissariats : Armée et Marine, Voies de communication, Affaires étrangères, Commerce extérieur et Postes et Télégraphes ;
 - c) Subordination des commissariats pour les Finances, l'Approvisionnement, l'Economie nationale, le Travail et l'Inspection ouvrière et paysanne des Républiques contractantes, aux directives des commissariats correspondants de l'Union des Républiques ;
 - d) Garantie absolue des intérêts du développement national des peuples des Républiques contractantes.
5. Soumettre le projet de pacte, avant sa présentation au premier congrès de l'Union des Républiques, à l'approbation du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R., en la personne de son présidium.
6. Mandater la délégation, sur la base de l'approbation par le Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. des conditions d'union, pour conclure un pacte entre la R.S.F.S.R. et les Républiques socialistes soviétiques d'Ukraine, de Transcaucasie et de Russie-Blanche au sujet de la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.
7. Soumettre le pacte à l'approbation du premier congrès de l'Union des Républiques.

Telle est la résolution que je sou mets à votre attention.

Camarades, depuis la formation des Républiques soviétiques, les Etats du monde se sont partagés en deux camps : celui du socialisme et celui du capitalisme. Dans le camp du capitalisme, nous voyons des guerres impérialistes, la haine nationale, l'oppression, l'esclavage colonial et le chauvinisme. Dans le camp des Soviets, dans le camp du socialisme, nous voyons au contraire la confiance mutuelle, l'égalité nationale, la coexistence pacifique et la collaboration fraternelle des peuples. Depuis des dizaines d'années, la démocratie capitaliste s'efforce de résoudre les contradictions nationales en cherchant à concilier les intérêts du libre développement des nationalités avec le système d'exploitation. Mais jusqu'à présent cela n'a point réussi, et cela ne réussira pas. Au contraire, l'écheveau des contradictions nationales s'embrouille toujours davantage, menaçant de mort le capitalisme. Ici seulement, dans le monde des Soviets, dans le camp du socialisme, on a réussi à déraciner l'oppression nationale et à instaurer la confiance mutuelle et la collaboration fraternelle des peuples. Et c'est seulement après que les Soviets y eurent réussi, que nous fûmes à même d'édifier notre fédération et de la sauvegarder face à l'agression des ennemis, tant intérieurs qu'extérieurs. Il y a cinq ans le pouvoir des Soviets a réussi à jeter les fondements de la coexistence pacifique et de la collaboration fraternelle des peuples. Maintenant que nous résolvons ici la question de savoir s'il est désirable, s'il est nécessaire de s'unir, nous avons à couronner ces fondements d'un nouvel édifice, en fondant un nouveau, un puissant Etat fédéral du travail. La volonté des peuples de nos Républiques qui se sont réunis dernièrement à leur congrès et ont décidé à l'unanimité la formation de l'Union des Républiques, atteste indéniablement que l'œuvre d'union est dans la voie juste, qu'elle repose sur le grand principe de la libre adhésion et de l'égalité des peuples. Espérons, camarades, qu'en formant notre République fédérale, nous créerons un sûr rempart contre le capitalisme international, que le nouvel Etat fédéral marquera un nouveau pas décisif dans la voie de l'union des travailleurs du monde entier en une seule République socialiste soviétique mondiale. (*Applaudissements prolongés. On chante l'Internationale.*)

Compte rendu sténographique. Editions Vtsik. Moscou 1923.

LES FACTEURS NATIONAUX DANS L'ÉDIFICATION DU PARTI ET DE L'ÉTAT

Rapport présenté au XII^e congrès du Parti communiste russe le 23 avril 1923

Camarades, depuis la Révolution d'Octobre nous délibérons pour la troisième fois sur la question nationale : la première fois, c'était au VIII^e congrès ; la deuxième, au X^e congrès et la troisième, au XII^e. Ne serait-ce pas là un indice témoignant qu'il y a quelque chose de changé en principe, dans nos conceptions touchant la question nationale ? Non, le point de vue de principe sur la question nationale est resté le même qu'il était avant et après Octobre. Mais depuis le X^e congrès, la situation internationale a changé dans le sens d'un renforcement du rôle du gros des réserves de la Révolution que sont aujourd'hui les pays d'Orient. C'est là le premier point. En second lieu, depuis le X^e congrès certains changements sont également intervenus dans la situation intérieure du Parti, dus à la Nep. [*Nouvelle politique économique.*] Il est nécessaire de tenir compte de tous ces nouveaux facteurs, d'en dresser le bilan. Dans ce sens, on peut parler d'une nouvelle façon de poser la question nationale au XII^e congrès.

La portée internationale de la question nationale. Vous savez, camarades, que nous, comme fédération soviétique, nous représentons aujourd'hui, par la volonté des destinées historiques, le détachement d'avant-garde de la révolution mondiale. Vous savez que c'est nous qui, pour la première fois, avons rompu le front capitaliste général, et nous sommes trouvés, par la volonté du destin, en avant de tous les autres. Vous savez que dans notre marche en avant nous sommes arrivés jusqu'à Varsovie et qu'ensuite nous avons reculé pour nous fortifier sur les positions que nous estimions les plus solides. Dès lors nous sommes passés à la Nep ; dès lors nous avons tenu compte du ralentissement du rythme du mouvement révolutionnaire international ; dès lors notre politique est devenue non plus offensive, mais défensive. Marcher en avant après avoir essuyé un échec sous Varsovie (nous n'allons pas cacher la vérité), nous ne pouvions le faire, car nous risquions de nous trouver coupés de l'arrière — or celui-ci est constitué chez nous par la paysannerie —, nous risquions enfin de nous trouver trop en avant des réserves de la révolution, réserves d'Occident et d'Orient, qui nous sont données par la volonté du destin. Voilà pourquoi nous avons entrepris de réaliser un tournant à l'intérieur vers la Nep et, à l'extérieur, vers un ralentissement de la marche en avant, ayant décidé qu'il nous fallait prendre du répit, guérir nos blessures, les blessures du détachement d'avant-garde, du prolétariat ; nouer contact avec l'arrière paysan, poursuivre notre travail dans les réserves qui s'étaient trouvées en retard sur nous, réserves d'Occident et réserves d'Orient, le gros des réserves constituant le principal arrière du capitalisme mondial. C'est de ces réserves, du gros des réserves, c'est des réserves d'Orient qui constituent en même temps l'arrière de l'impérialisme mondial, qu'il s'agit lorsqu'on traite la question nationale.

De deux choses l'une : ou bien nous mettrons en branle, nous révolutionnerons l'arrière profond de l'impérialisme — les pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient — et nous hâterons ainsi la chute de l'impérialisme ; ou bien nous échouons et nous renforcerons de la sorte l'impérialisme, nous diminuerons de la sorte la vigueur de notre mouvement. C'est ainsi que se pose la question.

La vérité est que tout l'Orient considère notre Union des Républiques comme un champ d'expérience. Ou bien, dans le cadre de cette Union, nous résoudrons de façon juste la question nationale dans son application pratique ; nous établirons ici, dans le cadre de cette Union, des rapports véritablement fraternels entre les peuples, une collaboration véritable — et alors tout l'Orient verra en notre fédération le drapeau de son affranchissement, son détachement d'avant-garde dont il doit suivre les traces, et ce sera le début du krach de l'impérialisme mondial. Ou bien ici, au sein de la fédération, nous commettrons une erreur, nous saperons la confiance des peuples autrefois opprimés envers le prolétariat de Russie, nous enlèverons à l'Union des Républiques la force d'attraction qu'elle possède aux yeux de l'Orient — et alors c'est l'impérialisme qui gagnera, c'est nous qui perdrons.

Là est la portée internationale de la question nationale.

La question nationale a également de l'importance pour nous du point de vue de la situation intérieure, non seulement parce que, sous le rapport numérique, la nation autrefois dominante compte près de 75 millions d'individus, et les autres nations, 65 (ce n'est pas peu, pourtant) ; non seulement parce que les nationalités autrefois opprimées occupent les régions les plus nécessaires au développement économique et les points les plus importants sous le rapport de la stratégie militaire ; non seulement pour ces raisons, mais avant tout parce que, durant ces deux années, nous avons introduit ce qu'on appelle la Nep, et que de ce fait le nationalisme russe a commencé à s'accroître, à se renforcer, on a vu surgir l'idée de la *Sména Vekh* [*Le courant de la Sména Vekh (changement de jalons) prit naissance en 1921 à l'étranger parmi les Russes blancs émigrés, principalement dans leurs milieux intellectuels, avec en tête N.V. Oustrialov et autres. Ils publièrent d'abord le recueil Sména Vekh et, plus tard, éditèrent une revue sous le même titre. « La Sména Vekh, c'est l'idéologie de la nouvelle bourgeoisie, qui grandit et peu à peu fusionne avec le koulak et les intellectuels-fonctionnaires. La nouvelle bourgeoisie formula son idéologie, l'idéologie de la Sména Vekh, à savoir que le Parti communiste doit dégénérer et la bourgeoisie nouvelle se consolider ; que nous, bolchéviks, devons, paraît-il, sans nous en apercevoir, arriver au seuil de la République démocratique, ensuite franchir ce seuil et, avec l'aide de quelque César qui sortirait peut-être des milieux militaires, peut-être des milieux de fonctionnaires civils, nous devons nous trouver dans la situation d'une République bourgeoise ordinaire » (Staline).]*, le désir hante les cerveaux de faire par la voie pacifique ce que Dénikine n'a pu faire, c'est-à-dire de créer ce qu'on appelait la Russie « une et indivisible ».

Ainsi, avec la Nep, on voit apparaître dans notre vie intérieure une force nouvelle, le chauvinisme grand-russe qui fait son nid dans nos institutions, qui pénètre non seulement dans les institutions soviétiques, mais aussi dans celles du Parti ; qui rôde sur tous les points de notre fédération et qui fait que, si nous n'opposons pas une résistance décisive à cette nouvelle force, si nous ne la tranchons pas à la racine alors que justement les conditions de la Nep l'alimentent, nous risquons de nous trouver placés devant une rupture entre le prolétariat de la nation autrefois dominante et les paysans des nations autrefois opprimées, ce qui équivaut à saper la dictature du prolétariat.

Mais la Nep n'alimente pas seulement le chauvinisme russe ; elle alimente encore les chauvinismes locaux, surtout dans les Républiques possédant plusieurs nationalités. J'entends la Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Boukharie ; on peut, en partie, prendre en considération le Turkestan où il existe plusieurs nationalités dont les éléments d'avant-garde commenceront peut-être bientôt à rivaliser entre eux pour la suprématie. Evidemment, ces chauvinismes locaux, par leur puissance, n'offrent pas le danger que présente le chauvinisme grand-russe. Mais néanmoins ils constituent un danger, qui menace de transformer certaines Républiques en arène de discordes nationales, d'y saper les liens de l'internationalisme.

Telles sont les raisons d'ordre international et intérieur, qui attestent la grande importance, l'importance de premier ordre qui s'attache à la question nationale en général, dans le moment actuel en particulier.

Quelle est l'essence de classe de la question nationale ? Qu'est-ce que la question nationale ? L'essence de classe de la question nationale consiste à définir les rapports mutuels — dans nos conditions, j'entends, dans les conditions soviétiques — à définir les rapports justes entre le prolétariat de la nation autrefois dominante et la paysannerie des nationalités autrefois opprimées. La question de l'alliance a été discutée ici plus que suffisamment. Mais la discussion de la question de l'alliance sur le rapport des camarades Kaménev, Kalinine, Sokolnikov et même sur celui du camarade Rykov et du camarade Trotski, visait principalement l'attitude du prolétariat russe à l'égard de la paysannerie russe. Ici, sur le terrain national, nous sommes en présence d'une mécanique plus compliquée. Nous avons affaire ici à l'établissement de justes rapports entre le prolétariat de la nation autrefois dominante, représentant la couche la plus cultivée du prolétariat de toute notre fédération, et la paysannerie, principalement la paysannerie des nationalités autrefois opprimées. Là est l'essence de classe de la question nationale. Si le prolétariat réussit à établir avec la paysannerie des autres nationalités des rapports susceptibles de saper tous les vestiges de sa méfiance pour tout ce qui est russe, méfiance cultivée et inculquée durant

des dizaines d'années par la politique du tsarisme ; si le prolétariat russe réussit de plus à obtenir une pleine confiance et une compréhension réciproques, à établir une alliance véritable non seulement entre le prolétariat et la paysannerie russes, mais aussi entre le prolétariat russe et la paysannerie des autres nationalités, le problème sera résolu. Pour cela, il est nécessaire que le pouvoir du prolétariat soit aussi cher à la paysannerie des autres nationalités qu'il l'est à la paysannerie russe. Pour que le pouvoir des Soviets devienne également cher à la paysannerie des autres nationalités, il faut qu'il lui soit compréhensible, qu'il fonctionne dans la langue du lieu, que les écoles et les organismes du pouvoir soient composés de gens du pays connaissant la langue, les mœurs, les coutumes, les conditions d'existence locales. Lorsque les institutions et les organismes du pouvoir de ces Républiques parleront et fonctionneront dans la langue nationale, alors seulement, et dans cette mesure seulement, le pouvoir soviétique qui, jusqu'à ces derniers temps, était un pouvoir russe, deviendra un pouvoir non seulement russe, mais également celui de toutes les nationalités, qui sera cher aux paysans des nationalités autrefois opprimées. C'est là une des bases de la question nationale en général, et en particulier dans les conditions soviétiques.

Quel est le trait caractéristique de la solution du problème national à l'heure présente, en 1923 ? Quelle forme les questions réclamant une solution dans le domaine national ont-elles revêtu en 1923 ? La forme de l'établissement d'une collaboration entre les peuples de notre fédération dans le domaine économique, dans le domaine militaire, dans le domaine politique. Je veux parler des rapports entre les nationalités. La question nationale qui, à sa base, a pour tâche l'établissement de justes rapports entre le prolétariat de la nation autrefois dominante et la paysannerie des autres nationalités, revêt au moment actuel une forme particulière, celle de l'établissement d'une collaboration et de la coexistence fraternelle des peuples autrefois dissociés et qui, aujourd'hui, s'unissent dans le cadre d'un Etat unique. Voilà le fond de la question nationale dans la forme qu'elle revêt en 1923. La forme concrète de cette alliance d'Etat, c'est cette Union des Républiques dont nous avons parlé déjà à la fin de l'an dernier, au congrès des Soviets, et que nous avons alors réalisée.

La base de cette Union, c'est la libre adhésion et l'égalité de droit pour les membres de l'Union. Libre adhésion et égalité, parce que le point de départ de notre programme national est celui relatif au droit des nationalités à une existence étatique indépendante, ce que l'on appelait autrefois le droit de libre disposition. Partant de ce point de vue, nous devons dire tout net qu'aucune alliance des peuples, aucune union des peuples en un seul Etat ne peut être solide, si elle n'a à sa base l'adhésion absolument libre, si le peuple en question, si les peuples eux-mêmes ne veulent pas s'unir. L'autre base, ce sont les droits égaux pour les peuples composant l'Union. Cela se conçoit. Je ne parle pas de l'égalité de fait — je reviendrai là-dessus plus loin —, car l'établissement de l'égalité de fait entre les nationalités ayant pris les devants et les nationalités arriérées, est une chose très compliquée, très difficile, nécessitant des années. Je parle ici de l'égalité de droit. Ici l'égalité s'exprime dans le fait que toutes les Républiques, en l'espèce quatre Républiques : Transcaucasie, Russie-Blanche, Ukraine et R.S. F.S.R. composant l'Union, jouissent au même degré des bienfaits de l'Union et abandonnent simultanément et au même degré, au profit de l'Union, certains des droits que leur confère l'indépendance. S'il n'y a plus de commissariat du peuple aux Affaires étrangères dans la R.S. F.S.R., en Ukraine, en Russie-Blanche, dans la République de Transcaucasie, il est clair qu'en supprimant ces commissariats et en créant un commissariat commun aux Affaires étrangères pour l'Union des Républiques, il y aura une certaine limitation de l'indépendance dont jouissaient ces Républiques, indépendance qui est limitée dans une mesure égale pour toutes les Républiques composant l'Union. Il est clair que si, auparavant, ces Républiques avaient leurs commissariats au Commerce extérieur et que maintenant ces commissariats sont supprimés, aussi bien dans la R.S.F.S.R. que dans les autres Républiques, afin que soit créé un commissariat au Commerce extérieur pour toute l'Union des Républiques, c'est là encore une certaine limitation de l'indépendance qui s'exerçait autrefois pleinement et qui, aujourd'hui, a été réduite au profit de l'ensemble de l'Union, etc., etc. Certains posent cette question purement scolastique : Mais alors, après leur unification, les Républiques demeurent-elles indépendantes ? C'est là une question scolastique. Leur indépendance est limitée, car toute unification est une certaine limitation des droits que possédaient précédemment ceux qui se sont unis. Mais ici chaque République garde incontestablement par devers soi des éléments d'indépendance, car chaque République a le droit de se retirer de l'Union en toute indépendance. Voilà où sont les éléments d'indépendance, voilà le

maximum d'indépendance potentielle que chacune des Républiques composant l'Union garde par devers soi, et qu'elle peut toujours réaliser.

Ainsi la forme concrète de la question nationale dans nos conditions s'est réduite, à l'heure présente, au problème de l'établissement d'une collaboration économique, politique extérieure et militaire entre les peuples. Dans ces domaines nous devons grouper ces Républiques en une seule union appelée l'U.R.S.S. C'est à cela que se réduisent les formes concrètes de la question nationale à l'heure présente.

Mais chose dite n'est pas encore chose faite.

La vérité, c'est que dans nos conditions, nous avons non seulement des facteurs qui contribuent à l'unification des peuples en un seul Etat, mais aussi des facteurs qui freinent cette unification.

Les facteurs qui y contribuent, vous les connaissez : c'est tout d'abord le rapprochement économique des peuples établi avant le pouvoir soviétique et affermi par ce dernier, une certaine division du travail entre les peuples établie avant nous et affermie par nous, par le pouvoir des Soviets — ce rapprochement économique est le facteur essentiel qui contribue à l'unification des Républiques dans l'Union. Ce qu'il convient de considérer comme deuxième facteur contribuant à l'unification, c'est la nature du pouvoir soviétique. Cela se comprend. Le pouvoir soviétique est le pouvoir des ouvriers, la dictature du prolétariat qui, de par sa nature, incite les éléments travailleurs des Républiques et des peuples composant l'Union, à nouer des liens d'amitié. Cela se comprend. Enfin le troisième facteur qui contribue à l'unification, c'est l'encerclement impérialiste dans l'ambiance duquel l'Union des Républiques est obligée d'agir.

Mais il est aussi des facteurs qui font obstacle à cette unification, qui freinent cette unification. La force essentielle qui freine l'œuvre d'unification des Républiques en une seule Union, est celle qui grandit chez nous, ainsi que je l'ai déjà dit, dans les conditions de la Nep : c'est le chauvinisme grand-russe. Ce n'est nullement un hasard, camarades, que les gens de la *Sména Vekh* aient acquis une masse de partisans parmi les fonctionnaires soviétiques. Ce n'est point là un hasard. Ce n'est pas non plus un hasard que ces messieurs de la *Sména Vekh* louent les communistes-bolchéviks, avec l'air de dire : Parlez du bolchévisme tant que vous voudrez, bavardez tant que vous voudrez sur vos tendances internationalistes; mais nous autres, nous savons que ce que Dénikine n'a pu faire, vous le ferez ; que vous, bolchéviks, vous avez fait renaître la grande idée de la grande Russie, ou dans tous les cas vous la ferez renaître. Tout cela n'est pas un hasard. Ce n'est pas non plus un hasard que cette idée ait pénétré même dans certaines de nos institutions du Parti. J'ai été témoin du fait qu'à l'Assemblée plénière de février, où l'on posait pour la première fois la question d'une seconde Chambre, des discours ont retenti au sein du Comité central, qui n'étaient pas conformes au communisme, discours qui n'avaient rien de commun avec l'internationalisme. Tout cela est un signe des temps, une contagion. Le danger essentiel qui en résulte est dû à ceci : c'est qu'avec la Nep on voit grandir chez nous non pas de jour en jour, mais d'heure en heure, le chauvinisme grand-russe, le nationalisme le plus invétéré, qui s'applique à effacer tout ce qui n'est pas russe, à réunir tous les fils de l'administration autour du principe russe et à refouler ce qui n'est pas russe. Le danger essentiel, c'est que, avec cette politique-là, nous risquons de perdre la confiance des peuples autrefois opprimés envers les prolétaires russes, et que ceux-ci ont gagnée dans les journées d'Octobre lorsqu'ils ont renversé les grands propriétaires fonciers, les capitalistes russes, lorsqu'ils ont, eux — les prolétaires russes — brisé le joug national, retiré les troupes de Perse, de Mongolie, proclamé l'indépendance de la Finlande, de l'Arménie et posé, d'une façon générale, la question nationale sur des bases absolument nouvelles. La confiance que nous avons acquise alors, nous pouvons la perdre jusqu'aux derniers vestiges si nous ne nous armons pas tous contre ce nouveau chauvinisme, grand-russe je le répète, qui, sans forme, sans physionomie, coule, s'insinue goutte à goutte dans les oreilles, et dans les yeux, changeant goutte à goutte l'esprit, l'âme tout entière de nos fonctionnaires au point que l'on risque de ne plus du tout les reconnaître. C'est ce danger, camarades, que nous devons terrasser coûte que coûte, sinon nous sommes menacés de la perspective de perdre la confiance des ouvriers et des paysans des peuples autrefois opprimés ; nous sommes menacés de la perspective d'une rupture de liaison entre ces

peuples et le prolétariat russe, et, par suite, nous sommes menacés du danger de voir se produire une certaine fissure dans le système de notre dictature. N'oubliez pas, camarades, que si nous avons marché, drapeaux déployés, contre Kérénski et avons renversé le Gouvernement provisoire, c'est entre autres parce que nous avons derrière nous la confiance des peuples opprimés qui attendaient leur libération des mains des prolétaires russes. N'oubliez pas ces réserves que sont les peuples opprimés, qui gardent le silence, mais pèsent par leur silence et décident de bien des choses. Souvent on ne s'en rend pas compte, mais eux, ces peuples, ils vivent, ils existent et on ne saurait les oublier. Oui, camarades, il est dangereux de les oublier. N'oubliez pas que s'il n'y avait pas eu à l'arrière de Koltchak, de Dénikine, de Wrangel et de Youdénitch, ce qu'on appelle les « allogènes », s'il n'y avait pas eu les peuples autrefois opprimés qui savaient l'arrière de ces généraux par leur sympathie tacite pour les prolétaires russes, — camarades, c'est là un facteur particulier dans notre développement : la sympathie tacite, personne ne la voit ni ne l'entend, mais elle décide de tout, — sans cette sympathie, nous n'aurions pas culbuté un seul de ces généraux. Alors que nous marchions contre eux, la décomposition avait commencé à leur arrière. Pourquoi ? Parce que ces généraux s'appuyaient sur les éléments colonisateurs, les cosaques; ils faisaient apparaître devant les peuples opprimés la perspective de leur oppression ultérieure, et force était aux peuples opprimés de se jeter dans nos bras ; cependant que nous, nous déployions le drapeau de l'affranchissement de ces peuples opprimés. Voilà ce qui décida du sort de ces généraux, voilà la somme des facteurs masqués par les succès de nos troupes, mais qui en fin de compte ont décidé de tout. Cela, il ne faut pas l'oublier. Aussi, avons-nous le devoir d'opérer un brusque tournant dans le sens d'une lutte contre les nouvelles tendances chauvines, et de clouer au pilori les fonctionnaires de nos institutions et les camarades du Parti qui oublient ce que nous avons gagné en Octobre, à savoir la confiance des peuples autrefois opprimés, dont nous devons faire grand cas.

Tel est le premier et le plus dangereux facteur qui freine l'œuvre d'unification en une seule union des peuples et des Républiques. Il faut comprendre que si une force telle que le chauvinisme grand-russe s'épanouit en floraison luxuriante et se déchaîne, alors point de confiance de la part des peuples autrefois opprimés; nous ne pourrions édifier aucune collaboration au sein d'une seule Union, et nous n'aurons point d'Union des Républiques.

Le deuxième facteur, camarades, qui met également obstacle à la réunion autour du prolétariat russe des peuples autrefois opprimés, c'est l'inégalité de fait que nous avons héritée du tsarisme.

L'égalité de droit, nous l'avons proclamée et nous la réalisons ; mais de l'égalité de droit, qui par elle-même a une très grande importance dans l'histoire du développement des Républiques soviétiques, à l'égalité de fait, il y a tout de même loin. Toutes les nationalités arriérées et toutes les tribus jouissent, formellement, d'autant de droits que toutes les autres nationalités avancées faisant partie de notre fédération. Mais le malheur est que certaines nationalités n'ont pas leurs prolétaires, elles n'ont pas traversé le stade de développement industriel, elles ne l'ont même pas commencé; elles retardent terriblement sous le rapport culturel et sont absolument impuissantes à utiliser les droits que leur confère la révolution. C'est là, camarades, une question plus importante que celle des écoles. Ici, certains de nos camarades pensent qu'en faisant ressortir au premier plan la question des écoles et de la langue, on peut par là même trancher le nœud. C'est faux, camarades, on n'ira pas loin avec les seules écoles ; celles-ci se développent, la langue se développe aussi, mais l'inégalité de fait est la base de tous les mécontentements et de toutes les frictions. Ici l'on ne saurait se tenir quitte en ne parlant que d'écoles et de langue; ce qu'il faut ici, c'est que nous apportions une véritable aide prolétarienne, effective, systématique, sincère, aux masses travailleuses des nationalités arriérées sous le rapport culturel et économique. Il est nécessaire que, outre les écoles et la langue, le prolétariat de Russie prenne toutes mesures utiles pour qu'à la périphérie et dans les Républiques arriérées sous le rapport culturel, — et si elles le sont, ce n'est pas de leur faute, mais parce qu'on les considérait autrefois comme des sources de matières premières, — il est nécessaire que le prolétariat russe fasse en sorte que des foyers d'industrie soient créés dans ces Républiques. Certaines tentatives ont été faites dans cet ordre d'idées. La Géorgie a transféré chez elle, de Moscou, une fabrique qui doit, d'ici peu, entrer en activité. La Boukharie a transféré chez elle une fabrique, et elle aurait pu en transférer quatre. Le Turkestan transfère une grande fabrique. De cette façon, toutes les données sont réunies pour que ces

Républiques, arriérées sous le rapport économique et ne possédant pas de prolétariat, fondent chez elles, avec l'aide du prolétariat russe, des foyers d'industrie, ne serait-ce que de tout petits foyers, où se formeraient des groupes de prolétaires locaux pouvant servir de pont jeté entre les prolétaires et paysans russes et les masses travailleuses de ces Républiques. C'est dans ce domaine que nous aurons à travailler sérieusement, et l'on ne saurait se tenir quitte en parlant uniquement d'écoles et de langue.

Mais il est encore un troisième facteur qui freine l'unification des Républiques en une seule Union, c'est le nationalisme dans les différentes Républiques. La Nep agit non seulement sur la population russe, mais aussi sur la population non russe. La Nep développe le commerce et l'industrie privés, non seulement au centre de la Russie, mais encore dans les différentes Républiques. Cette même Nep et le capital privé qui s'y rattache, alimentent, cultivent le nationalisme géorgien, azerbaïdjanais, ouzbek, etc. Evidemment, s'il n'y avait pas le chauvinisme grand-russe qui est un chauvinisme offensif, parce qu'il est fort, parce qu'il l'était aussi auparavant et qu'il a gardé ses habitudes d'opprimer et d'abaisser — s'il n'y avait pas le chauvinisme grand-russe, il se peut que le chauvinisme local lui aussi, en réponse au chauvinisme grand-russe, n'existerait pour ainsi dire que sous une forme minime, en miniature, parce qu'en fin de compte le nationalisme antirusse est une forme défensive, une forme contournée de défense contre le nationalisme russe, contre le chauvinisme russe.

Si ce nationalisme n'était que défensif, on pourrait encore ne pas faire de bruit à son propos. On pourrait concentrer toute la force de notre action et toute la force de notre lutte sur le chauvinisme grand-russe, dans l'espoir que, dès l'instant où cet ennemi puissant sera terrassé, le nationalisme antirusse le sera du même coup, car ce nationalisme, lui, je le répète, est en fin de compte une réaction contre le nationalisme grand-russe, une réponse à ce dernier, une certaine défense. Oui, il en serait ainsi, si à la base le nationalisme antirusse n'allait pas au delà de la réaction contre le nationalisme russe. Mais le malheur est que dans certaines Républiques ce nationalisme défensif se transforme en nationalisme offensif.

Prenons la Géorgie. On y compte plus de 30% de population non géorgienne dont des Arméniens, des Abkhaz, des Adjars, des Ossètes, des Tatars. En tête viennent les Géorgiens. Chez une partie des communistes géorgiens est née et se développe cette idée qu'il ne faut pas trop compter avec ces petites nationalités : elles sont, voyez-vous, moins cultivées, moins développées et l'on peut, pour cette raison, ne pas compter avec elles. C'est du chauvinisme, du chauvinisme nuisible et dangereux, car il peut faire de la petite République de Géorgie une arène de discorde, et il en a déjà fait une arène de discorde.

L'Azerbaïdjan. Là nationalité fondamentale y est l'Azerbaïdjanaise, mais il y a là aussi des Arméniens. Chez une partie des Azerbaïdjanais, il existe également une tendance, parfois très peu voilée, à savoir : Nous autres, Azerbaïdjanais, voyez-vous, nous sommes du pays, tandis qu'eux, les Arméniens, viennent du dehors. Ne pourrait-on pas, pour cette raison, les refouler un peu, ne pas tenir compte de leurs intérêts. C'est aussi du chauvinisme. Il compromet l'égalité des nationalités sur la base de laquelle s'érige le pouvoir soviétique.

La Boukharie. Il y a là trois nationalités : les Ouzbeks, nationalité principale ; les Turkmènes, nationalité « moins importante » du point de vue du chauvinisme boukharien, et les Kirghiz. Ceux-ci sont peu nombreux, et ils sont « moins importants ». Il en va de même pour le Khorezm : Turkmènes et Ouzbeks. Les Ouzbeks, nationalité principale et les Turkmènes, nationalité « moins importante ».

Tout cela mène à des conflits, à l'affaiblissement du pouvoir soviétique. Cette tendance au chauvinisme local doit être également tranchée à la racine. Evidemment, en comparaison du chauvinisme grand-russe, qui forme les trois quarts de la question nationale dans son ensemble, le chauvinisme local n'est pas si important; mais pour le travail local, pour les gens du pays, pour le développement pacifique des Républiques nationales elles-mêmes, ce chauvinisme a une importance de premier ordre.

Ce chauvinisme commence parfois à subir une évolution fort intéressante. Je veux parler de la Transcaucasie. Vous savez que la Transcaucasie comprend trois Républiques peuplées de dix nationalités. La Transcaucasie a été de longue date une arène de massacres et de discordes, et puis, sous le menchévisme et les nationalistes, une arène de guerre. La guerre entre Géorgiens et Arméniens vous est connue. Le massacre au début de 1904 et à la fin de 1905 vous est également connu. Je puis nommer toute une série de régions où la majorité arménienne a égorgé tout le reste de la population composé de Tatars, par exemple le Zanguezour. C'est une région où la majorité est constituée par les Arméniens, et où ceux-ci ont égorgé tous les Tatars. Je puis nommer une autre province, Nakhitchévan. Là les Tatars qui étaient en majorité ont égorgé tous les Arméniens. C'était justement avant la libération de l'Arménie et de la Géorgie du joug impérialiste. (*Une voix sur les bancs* : « Ils ont résolu la question nationale à leur manière ».) Evidemment, c'est aussi une manière de résoudre le problème national. Mais ce n'est pas la manière soviétique de le résoudre. Dans cette atmosphère d'hostilité nationale réciproque, les Russes ne sont évidemment pour rien, puisque ce sont les Tatars et les Arméniens qui luttent, sans les Russes. Voilà pourquoi il est nécessaire d'instituer en Transcaucasie un organisme spécial, capable de régler les rapports entre nationalités. On peut dire sans crainte de se tromper que les rapports entre le prolétariat de l'ancienne Russie dominatrice et les travailleurs de toutes les autres nationalités, représentent les trois quarts de toute la question nationale. Mais un quart de cette question doit être réservé aux rapports entre les nationalités elles-mêmes, autrefois opprimées.

Ainsi donc, dans cette atmosphère de méfiance mutuelle, si le pouvoir soviétique n'avait pas su établir en Transcaucasie un organisme de paix nationale, capable de régler les conflits et frottements, nous serions revenus vers l'époque du tsarisme ou vers l'époque des dachnaks [*Les dachnaks, Parti « Dachnaksoutioun », parti nationaliste petit-bourgeois arménien, formé entre 1890 et 1900 et se rapprochant par son programme des socialistes-révolutionnaires russes. Dans les années de réaction et de guerre, il joua le rôle d'avant-garde de la bourgeoisie arménienne et de défenseur des intérêts du tsarisme. En 1918-1920, s'étant mis à la tête de la République bourgeoise d'Arménie, fondée par le commandement turc, les dachnaks en firent le point d'appui des interventionnistes anglo-français et des gardes blancs russes dans la lutte contre le pouvoir des Soviets et le Parti communiste. Après la soviétisation de l'Arménie, les leaders de ce parti, qui avaient émigré à l'étranger, menèrent une lutte acharnée contre l'Arménie soviétique.*], des moussavatistes [*Les moussavatistes, Parti « Moussavat », parti « démocratique » bourgeois turki. Fondé en 1912, à Bakou, il était imprégné de panislamisme et de panturquisme. En 1918, principale force contre-révolutionnaire en Azerbaïdjan, il souleva l'insurrection contre la Commune de Bakou, appela à son aide les Turcs et, plus tard, les Anglais, il mena une lutte féroce contre le mouvement ouvrier et paysan. Après la soviétisation de l'Azerbaïdjan en 1920, il perdit toute influence.*], des menchéviks, où les gens s'incendiaient et s'égorgeaient les uns les autres. Voilà pourquoi le Comité central a confirmé à trois reprises la nécessité de maintenir la Fédération transcaucasienne comme organisme de paix nationale.

Il y avait ici et il reste encore un groupe de Géorgiens communistes qui ne s'oppose pas à ce que la Géorgie s'unisse à l'Union des Républiques, mais qui s'oppose à ce que cette unification passe par la Fédération de Transcaucasie. Ils voudraient, voyez-vous, être plus près de l'Union ; point n'est besoin, disent-ils, de ce mur mitoyen sous la forme de la Fédération de Transcaucasie ; entre nous, Géorgiens et l'Union des Républiques, point n'est besoin, prétendent-ils, de Fédération. Cela semble avoir une résonance très révolutionnaire. Mais il y a là un autre dessein. D'abord, ces déclarations attestent qu'en ce qui touche la question nationale en Géorgie, l'attitude envers les Russes joue un rôle secondaire, car ces camarades-déviotionnistes (on les appelle ainsi) ne voient aucun inconvénient à ce que la Géorgie s'unisse directement à l'Union, c'est-à-dire qu'ils ne craignent pas le chauvinisme grand-russe, estimant que, de toute façon, celui-ci est entamé à la racine, ou bien n'a pas une importance décisive. Apparemment, ils redoutent plus la Fédération transcaucasienne. Pourquoi ? Pourquoi les trois peuples habitant la Transcaucasie, qui s'étaient si longtemps battus entre eux, qui s'étaient égorgés les uns les autres, qui s'étaient fait la guerre, pourquoi ces peuples, aujourd'hui que le pouvoir soviétique a établi enfin des liens d'union fraternelle entre eux sous la forme d'une Fédération, que cette Fédération a donné de véritables fruits d'une fraternité mutuelle, pourquoi aujourd'hui doivent-ils rompre ces liens de fédération ? Qu'est-ce que cela signifie, camarades ?

C'est que, camarades, les liens de la Fédération de Transcaucasie privent la Géorgie de cette part de situation privilégiée qu'elle aurait pu occuper par sa position géographique. Jugez vous-mêmes. La Géorgie a son port, Batoum, par où viennent les marchandises de l'Occident ; la Géorgie dispose d'un nœud de chemins de fer comme Tiflis, que les Arméniens sont forcés d'emprunter, aussi bien que l'Azerbaïdjan, qui reçoit ses marchandises de Batoum. Si la Géorgie était une République à part, si elle n'entrait pas dans la Fédération de Transcaucasie, elle pourrait présenter certain petit ultimatum et à l'Arménie, qui ne peut se passer de Tiflis, et à l'Azerbaïdjan, qui ne peut se passer de Batoum. Il y aurait là certains avantages. Ce n'est pas par hasard, camarades, qu'un décret aussi saugrenu que celui du cordon douanier ait été élaboré justement en Géorgie. Maintenant on fait retomber la faute sur Sérébriakov. *[Allusion au fait rapporté par le camarade S. Ordjonikidze devant le XII^e congrès du Parti : les « déviationnistes » géorgiens avaient donné l'ordre de fermer les frontières de la Géorgie aux réfugiés du Caucase du Nord et de la région de la Volga, frappés par la famine, et avaient fait poster à la frontière des cordons de gardes.]* Admettons. Mais ce décret, il est bien né en Géorgie et non en Azerbaïdjan, ni en Arménie. Ce n'est pas par hasard qu'il y a eu un décret destiné à régler les rapports entre les groupes nationaux de la population, pour garder quelque chose au profit de la Géorgie et permettre à celle-ci d'utiliser la situation géographique favorable dont elle jouit incontestablement, et que ses déviationnistes ne tiennent pas à perdre. Ensuite, il y a là encore une autre raison. Tiflis est la capitale de la Géorgie, mais les Géorgiens n'y forment pas plus de 25 %, les Arméniens pas moins de 35 % ; puis viennent toutes les autres nationalités. Voilà ce qu'est la capitale de la Géorgie. Si la Géorgie formait une République distincte, on pourrait y opérer un certain déplacement de population, par exemple, déplacer la population arménienne de Tiflis. Il y a bien eu un décret au sujet duquel le camarade Makharadzé a déclaré qu'il visait les Arméniens. On pourrait opérer un certain déplacement de telle sorte qu'à Tiflis, les Arméniens diminuent d'année en année par rapport aux Géorgiens, et transformer ainsi cette ville en une véritable capitale géorgienne. J'admets que le décret d'expulsion ait été retiré. Mais ils ont en main une masse de possibilités, une masse de formes élastiques, par exemple, le « décongestionnement », à l'aide desquelles on pourrait, tout en gardant une apparence d'internationalisme, arranger les choses de telle sorte qu'il y ait moins d'Arméniens à Tiflis. Ce sont ces avantages sous le rapport géographique que les déviationnistes ne tiennent pas à perdre, et la situation désavantageuse des Géorgiens dans Tiflis même où ceux-ci sont moins nombreux que les Arméniens, qui obligent nos déviationnistes à lutter contre la Fédération. Les menchéviks expulsaient simplement de Tiflis les Arméniens et les Tatars. Mais aujourd'hui, sous le pouvoir soviétique, l'expulsion est impossible ; il s'agit donc de se retirer de la Fédération, et alors on aura des possibilités juridiques pour entreprendre en toute indépendance certaines opérations qui permettront d'utiliser pleinement la situation avantageuse des Géorgiens contre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. De tout cela, il résulterait une situation privilégiée pour les Géorgiens à l'intérieur de la Transcaucasie. Là est tout le danger. Pouvons-nous, méconnaissant les intérêts de la paix nationale en Transcaucasie, pouvons-nous créer des conditions qui mettraient les Géorgiens dans une situation privilégiée à l'égard des Républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan ? Non, nous ne saurions l'admettre.

Il est un vieux système spécial de gouverner, où le pouvoir bourgeois attire à soi certaines nationalités, leur accorde des privilèges, tandis qu'il abaisse les autres nations, ne voulant pas s'en embarrasser. Ainsi, en attirant une nationalité, il exerce, par l'intermédiaire de celle-ci, une pression sur les autres. C'est ainsi que l'on gouvernait, par exemple, en Autriche. Tout le monde a présente à la mémoire la déclaration du ministre autrichien Beist au ministre hongrois, qu'il avait fait mander pour lui dire :

« Gouverne tes hordes, moi je me charge des miennes », c'est-à-dire, écrase et opprime tes nationalités en Hongrie, moi j'écraserai les miennes. Toi et moi, nous sommes des nations privilégiées; quant aux autres, écrase-les. Il en a été ainsi des Polonais à l'intérieur de l'Autriche même. Les Autrichiens avaient attiré à eux les Polonais, leur avaient accordé des privilèges afin qu'ils aident les Autrichiens à consolider leurs positions en Pologne; en retour, ils permettaient aux Polonais d'étouffer la Galicie. C'est là un système particulier, purement autrichien, qui consiste à choisir certaines nationalités et à leur accorder des privilèges pour, ensuite, venir à bout des autres. Du point de vue de la bureaucratie, c'est un mode économe de gestion, parce qu'on n'a affaire qu'à une seule nationalité; mais du point de vue politique, c'est la mort certaine; car violer les principes de l'égalité des nationalités et admettre des privilèges pour une nationalité, c'est vouer sa politique nationale à la mort.

C'est exactement de la même façon que l'Angleterre administre aujourd'hui l'Inde, Pour avoir plus facilement raison des nationalités et des tribus de l'Inde, du point de vue de la bureaucratie, l'Angleterre a partagé l'Inde en Inde britannique (240 millions d'habitants) et Inde indigène (72 millions). Pour quel motif ? Mais parce que l'Angleterre a voulu choisir un groupe de nations et lui accorder des privilèges, pour pouvoir plus commodément administrer les autres nationalités. Dans l'Inde même on ne compte pas moins de 800 nationalités, et l'Angleterre a décidé : Plutôt que de m'embarrasser de 800 nationalités distinctes, mieux vaut choisir quelques nations, leur accorder quelques privilèges et administrer les autres par leur intermédiaire. Car, en premier lieu, le mécontentement des autres nations sera dirigé en ce cas contre ces privilégiés, et non contre l'Angleterre; et, en second lieu, il en coûtera moins cher de s'« embarrasser » de deux ou trois nations que de 800.

Voilà bien un autre système de gestion, le système anglais. A quoi mène-t-il ? A rendre moins coûteux l'appareil administratif, c'est vrai. Mais, camarades, si l'on fait abstraction des commodités bureaucratiques, c'est bien la mort pour la domination anglaise dans l'Inde. Dans ce système-là, c'est la mort certaine, comme deux fois deux font quatre, pour tout le système de gestion anglais et pour la domination anglaise.

C'est dans cette voie dangereuse que nous poussent nos camarades géorgiens-déviotionnistes, puisqu'ils luttent contre la Fédération en violant toutes les lois du Parti, puisqu'ils veulent se retirer de la Fédération, afin de sauvegarder leur situation avantageuse. Ils nous poussent dans la voie où leur seraient accordés certains privilèges aux dépens des Républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Nous ne pouvons pas nous engager dans cette voie, car ce serait la mort certaine pour toute notre politique et pour le pouvoir des Soviets au Caucase.

Ce n'est pas par hasard que nos camarades de Géorgie ont senti ce danger. Ce chauvinisme géorgien qui a passé à une offensive dirigée contre les Arméniens et les Azerbaïdjanais, a alerté le Parti communiste de Géorgie. Ce n'est pas par hasard que le P.C. géorgien qui a tenu deux congrès depuis qu'il existe légalement, a chaque fois condamné unanimement la position des camarades déviotionnistes, car sans la Fédération transcaucasienne il est impossible de maintenir la paix dans le Caucase, impossible d'instaurer l'égalité. On ne saurait admettre qu'une nation soit privilégiée par rapport à une autre. Nos camarades l'ont senti. Voilà pourquoi deux années de lutte ont fait du groupe Mdivani une petite poignée que le Parti a constamment chassée de ses rangs en Géorgie même.

Ce n'est pas par hasard non plus que le camarade Lénine se pressait et insistait tant pour que la Fédération fût instaurée sans délai. Ce n'est pas par hasard non plus que notre Comité central a confirmé par trois fois la nécessité d'une Fédération en Transcaucasie, avec un Comité exécutif central et un pouvoir exécutif, dont les décisions seraient obligatoires pour les Républiques. Ce n'est pas par hasard que les deux commissions, celle du camarade Dzerjinski et celle du camarade Kaménev avec Kouibychev [*Allusion à la commission composée des camarades F. Dzerjinski, V. Mickevicz-Kapsoukass et D. Manouïlski, ainsi qu'à la commission composée de V. Kouibychev (alors secrétaire du Comité central) et de L. Kaménev, délégués en 1923 en Géorgie pour élucider une série de questions concernant l'activité d'un petit groupe de dirigeants communistes géorgiens, dits « déviotionnistes » (Mdivani, Makharadzé, Tsintsadzé, etc.), qui violaient constamment les décisions du Comité central du Parti.*] ont déclaré, à leur arrivée à Moscou, qu'on ne saurait se passer de la Fédération.

Ce n'est pas par hasard, enfin, que les menchéviks du *Messenger socialiste* louent nos camarades déviotionnistes pour leur lutte contre la Fédération, les portent aux nues : les compères se reconnaissent de loin.

Je passe, camarades, à l'analyse des voies et moyens à l'aide desquels il nous faut surmonter ces trois facteurs essentiels qui freinent l'unification : le chauvinisme grand-russe, l'inégalité de fait et le nationalisme local, surtout quand ce dernier tourne au chauvinisme. Parmi les moyens susceptibles de

nous aider à liquider sans douleur tout cet héritage, l'héritage du passé, qui freine le rapprochement des peuples, je n'en signalerai que trois.

Premier moyen : prendre toutes les mesures pour que le pouvoir des Soviets dans les Républiques devienne compréhensible et cher au cœur, pour que le pouvoir des Soviets soit chez nous non seulement russe, mais aussi de toutes les nationalités. A cet effet, il est nécessaire que non seulement les écoles, mais encore toutes les institutions, tous les organismes du Parti aussi bien que les institutions soviétiques, deviennent graduellement, pas à pas, nationaux, qu'ils fonctionnent dans une langue compréhensible aux masses, qu'ils fonctionnent dans des conditions conformes aux us et coutumes du peuple intéressé. C'est à cette condition seulement qu'il nous sera possible de faire du pouvoir des Soviets, de russe qu'il est, le pouvoir de toutes les nationalités, proche, compréhensible et cher aux masses travailleuses de toutes les Républiques, et, surtout, à celles qui retardent sous le rapport économique et culturel.

Le deuxième moyen susceptible de nous faciliter la liquidation indolore de l'héritage légué par le tsarisme et la bourgeoisie, c'est une structure des commissariats de l'Union des Républiques, permettant au moins aux nationalités fondamentales d'avoir leurs hommes au sein des différents collèges, et créant un état de choses tel que les besoins et les nécessités des diverses Républiques seraient à coup sûr satisfaits.

Troisième moyen : il est nécessaire qu'au nombre de nos organismes supérieurs il y en ait un qui reflète les besoins et les nécessités de toutes les Républiques et nationalités, sans exception. Sur ce dernier point je tiens à attirer spécialement votre attention.

Si nous pouvions, au sein du Comité exécutif central de l'Union, instituer deux Chambres, dont la première serait élue au congrès des Soviets de l'Union indépendamment des nationalités, et dont la seconde serait élue par les Républiques et les régions (égalité de représentation par République et par région nationale aussi), et confirmée par ce même congrès des Soviets de l'Union des Républiques, je pense que nos institutions supérieures traduiraient alors non seulement les intérêts de classe de tous les groupes prolétariens sans exception, mais encore les aspirations purement nationales. Nous aurions un organisme qui traduirait les intérêts particuliers des nationalités, des peuples et des tribus habitant le territoire de l'Union des Républiques. On ne peut, camarades, dans nos conditions, alors que l'Union, au total, ne groupe pas moins de 140 millions d'individus, dont 65 millions de non-russes, on ne peut administrer un tel Etat sans avoir devant soi, ici, à Moscou, dans un organisme supérieur, des délégués de ces nationalités, qui traduiraient non seulement les intérêts communs à l'ensemble du prolétariat, mais aussi les intérêts nationaux particuliers, spéciaux, spécifiques. A défaut de cela, camarades, il est impossible d'administrer. Il est impossible d'administrer si l'on n'a pas en main ce baromètre et les hommes capables de formuler ces besoins spéciaux des diverses nationalités.

Il est deux modes d'administrer un pays : le premier, c'est quand l'appareil est simplifié et qu'à sa tête est placé, disons, un groupe ou un seul homme qui dispose, à la base, de bras et d'yeux, en la personne de gouverneurs. C'est là une forme d'administration très simple : le chef administrant le pays reçoit les informations que peuvent fournir les gouverneurs, et se berce de l'espoir qu'il administre d'une façon honnête et raisonnable. Puis viennent les frottements ; ceux-ci dégénèrent en conflits ; les conflits en insurrections. Puis les insurrections sont réprimées. Ce système d'administration n'est pas le nôtre ; au surplus, il est trop coûteux bien que simple. Au pays des Soviets, nous devons adopter un système d'administration qui permette de pressentir avec exactitude tous les changements, toutes les circonstances, et parmi les paysans, et parmi les nationaux, et parmi ce qu'on appelle les allogènes, et parmi les Russes ; il faut que dans le système des organismes supérieurs il y ait une série de baromètres pressentant chaque changement, escomptant et prévenant et le mouvement des basmatches et le banditisme, et Cronstadt, toute tempête éventuelle et tout revers. C'est là le système soviétique d'administration. Il s'appelle pouvoir des Soviets, pouvoir populaire, parce que, s'appuyant sur les masses les plus profondes, il saisit avant tous les autres chaque changement, il prend les mesures qui s'imposent et redresse la ligne à temps si elle a été faussée, il critique ses propres actes et redresse sa

ligne. Ce système d'administration est le système soviétique; il exige que dans le système de nos organismes supérieurs, il y en ait qui reflètent toutes les nécessités et tous les besoins nationaux, sans restriction. On fait cette objection que cela compliquerait tout le système d'administration, que cela entraînerait une accumulation de nouveaux organismes. C'est juste. Jusqu'à présent, nous avons le Comité exécutif central de la R.S.F.S.R., puis nous avons créé le Comité exécutif central de l'Union, maintenant il nous faudra, ce me semble, diviser ce dernier en deux parties. Rien à faire. J'ai indiqué que la forme d'administration la plus simple, c'est de placer un homme et de lui donner des gouverneurs; mais après Octobre, il n'est plus possible de se livrer à ces expériences. Le système est devenu plus compliqué, mais il facilite l'administration, il rend toute l'administration profondément soviétique. Voilà pourquoi je pense que le congrès doit décider l'institution d'un organisme spécial, d'une seconde Chambre au sein du Comité exécutif central de l'Union, organisme absolument indispensable.

Je ne dirai pas que c'est là une forme parfaite de l'organisation de la collaboration entre les peuples de l'Union; je ne dirai pas que ce soit le dernier mot de la science. Pas du tout. La question nationale, nous la poserons encore plus d'une fois, car les conditions nationales et internationales changent et peuvent encore changer. Je ne jurerai pas que, peut-être pour certains commissariats que nous fusionnons au sein de l'Union des Républiques, il ne nous faudra pas par la suite les dissocier si l'expérience montre que ces commissariats, une fois fusionnés, ont donné un résultat négatif.

Mais une chose est claire, c'est que dans les conditions et dans la situation actuelles, nous ne disposons pas d'une meilleure méthode, ni d'un organisme plus approprié. Nous ne disposons pas pour le moment de meilleur moyen ni d'autre voie pour créer un organisme susceptible de refléter toutes les oscillations et toutes les modifications qui ont lieu au sein des différentes parties de la République, que l'institution d'une seconde Chambre. Il va de soi qu'au sein de la seconde Chambre doivent être représentés non seulement les quatre Républiques qui se sont unies, mais tous les peuples, car il est question non seulement des Républiques officiellement unies (elles sont au nombre de quatre), mais aussi de tous les peuples et peuplades. C'est pourquoi, il est nécessaire que nous disposions d'une forme reflétant les aspirations de tous les peuples et Républiques sans exception.

Je résume, camarades. Ainsi donc l'importance de la question nationale est déterminée par le nouvel état de choses intervenu dans la situation internationale, par le fait que nous devons ici, en Russie, dans notre fédération, résoudre la question nationale d'une façon juste, d'une façon modérée, pour donner l'exemple à l'Orient qui constitue le gros des réserves de notre révolution, et affermir ainsi leur confiance, leur élan vers notre fédération. Du point de vue de la situation intérieure, les conditions de la Nep, le renforcement du chauvinisme grand-russe et du chauvinisme local nous obligent également à souligner l'importance particulière de la question nationale.

J'ai dit ensuite que l'essence de la question nationale consiste à définir les rapports justes entre le prolétariat de la nation autrefois dominante et la paysannerie des nations autrefois non dominantes; que de ce point de vue, la forme concrète de la question nationale, dans le moment présent, consiste à rechercher les voies, à rechercher les moyens pour organiser la collaboration et la coexistence des peuples dans l'Union des Républiques, au sein d'un Etat unique.

J'ai parlé ensuite des facteurs qui contribuent à ce rapprochement des peuples; j'ai parlé des facteurs qui freinent cette unification. Je me suis arrêté spécialement au chauvinisme grand-russe, en tant que force croissante. Cette force est le principal danger pouvant saper la confiance des peuples autrefois opprimés, envers le prolétariat russe. C'est notre ennemi le plus dangereux, que nous devons terrasser, car si nous le faisons, nous terrasserons du même coup, aux neuf dixièmes, le nationalisme qui s'est conservé et se développe dans certaines Républiques.

Poursuivons. Nous sommes placés devant le danger que certains groupes de camarades peuvent nous pousser dans la voie de l'octroi de privilèges à telles nationalités, au préjudice de telles autres. J'ai déclaré que nous ne pouvions nous engager dans cette voie, car c'est la voie du développement du

nationalisme local dans sa forme la plus hideuse, la plus chauvine, qui peut compromettre la paix nationale et tuer la confiance des masses d'autres nationalités, envers le pouvoir des Soviets.

J'ai dit ensuite que le moyen essentiel pouvant nous permettre de liquider de la façon la plus indolore ces facteurs gênant l'unification, c'est une seconde Chambre au sein du Comité exécutif central, dont j'ai parlé plus ouvertement à l'assemblée plénière de février du Comité central, et dont il est parlé dans les thèses sous une forme plus voilée, afin de permettre aux camarades eux-mêmes, peut-être d'esquisser, de découvrir une autre forme plus souple, un autre organisme plus approprié, susceptible de refléter les intérêts des nationalités. Telles sont les conclusions.

Ce n'est qu'en nous tenant dans cette voie, je pense, que nous arriverons à résoudre d'une façon juste la question nationale, que nous arriverons à déployer largement le drapeau de la révolution prolétarienne et à rallier autour de lui les sympathies et la confiance des pays de l'Orient, qui représente le gros de la réserve de notre Révolution, et qui peut jouer un rôle décisif dans les combats futurs du prolétariat contre l'impérialisme. (*Applaudissements.*)

Discours de clôture de la discussion

Camarades, avant de vous faire une communication sur les travaux de la section pour la question nationale, permettez-moi, sur deux points essentiels, d'apporter mes objections aux orateurs qui sont intervenus sur mon rapport. Cela ne prendra qu'une vingtaine de minutes, pas plus.

La première question, c'est qu'un groupe de camarades, Boukharine et Rakovski en tête, a grossi à l'excès l'importance de la question nationale, l'a exagérée et, derrière la question nationale, n'a pas vu la question sociale, la question du pouvoir de la classe ouvrière.

Or, il est clair pour nous, communistes, que la base de tout notre travail est le travail qui consiste à consolider le pouvoir des ouvriers ; et c'est après seulement que se pose devant nous l'autre question, question très importante, mais subordonnée à la première, la question nationale. On nous dit qu'on ne doit pas léser les nationaux. C'est tout à fait juste, je suis d'accord sur ce point, il ne faut pas les léser. Mais tirer de là une nouvelle théorie sur la nécessité de placer le prolétariat grand-russe dans une situation d'inégalité de droit par rapport aux nations autrefois opprimées, c'est dire une inconséquence. Ce qui, chez le camarade Lénine, dans son article, est une tournure de phrase, le camarade Boukharine en a fait tout un mot d'ordre. [*Dans son discours au XII^e congrès, Boukharine formula la thèse suivante, dont parle ici Staline : ... « En qualité d'ancienne nation dominante, nous devons marcher à l'encontre des tendances nationalistes et nous placer dans une situation d'inégalité, dans le sens de concessions encore plus grandes aux courants nationaux. Ce n'est qu'avec cette politique, en coupant par le travers, — ce n'est qu'avec cette politique, en nous plaçant artificiellement dans une situation d'infériorité par rapport aux autres, ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions acquérir la confiance véritable des nations autrefois opprimées. » (Voir le Compte rendu sténographique du XII^e congrès du Parti, p. 562 à 563, en russe.)*] Or, il est clair que la base politique de la dictature prolétarienne, ce sont avant tout et principalement les régions centrales, industrielles, et non les régions périphériques, qui sont des pays paysans. Si nous forçons la note en faveur de la périphérie paysanne, au préjudice des régions prolétariennes, il peut se produire une fissure dans le système de la dictature du prolétariat. Cela est dangereux, camarades. On ne peut outrer les choses en politique, de même qu'on ne saurait faire les choses à moitié.

Il convient de se rappeler qu'outre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il y a encore le droit de la classe ouvrière à fortifier son pouvoir, et qu'à ce droit-là est subordonné le droit de libre disposition. Il arrive que le droit de libre disposition entre en contradiction avec l'autre droit, le droit suprême — le droit qu'à la classe ouvrière venue au pouvoir, de fortifier son pouvoir. Dans ces cas-là — il faut le dire tout net — le droit de libre disposition ne peut ni ne doit être une barrière à la mise en pratique du droit qu'à la classe ouvrière de réaliser sa dictature. Le premier doit céder le pas au second. Il en fut

ainsi, par exemple, en 1920, lorsque, dans l'intérêt de la défense du pouvoir de la classe ouvrière, nous dûmes marcher sur Varsovie.

Il ne faut pas oublier, par conséquent, qu'en distribuant toute sorte de promesses aux nationaux, qu'en tirant des révérences devant les représentants des nationalités, ainsi que l'ont fait à ce congrès certains camarades, — il convient de se rappeler que le champ d'action du problème national et l'étendue de sa compétence, pour ainsi dire, sont limités, dans nos conditions extérieures et intérieures, par le champ d'action et la compétence de la « question ouvrière », comme question essentielle entre toutes.

Beaucoup se sont référés ici aux notes et articles de Vladimir Illitch. Je ne voudrais pas citer mon maître, le camarade Lénine, celui-ci étant absent, et parce que je crains que, peut-être, je me référerais à lui à tort, mal à propos. Néanmoins, force m'est de citer un passage axiomatique et qui ne prête à aucun malentendu, afin que les camarades n'aient point de doute sur la valeur propre de la question nationale. Analysant, dans un article qui traite de la libre disposition, la lettre de Marx sur la question nationale, le camarade Lénine tire cette conclusion :

« En comparaison de la « question ouvrière », l'importance subordonnée de la question nationale ne fait pas de doute pour Marx. » [*La citation est empruntée à l'article de Lénine : « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Œuvres, tome XVII, p. 460, en russe.*]

Il n'y a là, en somme, que deux lignes, mais elles décident de tout. Certains camarades, déraisonnablement zélés, doivent se le mettre bien dans la tête.

La deuxième question est relative au chauvinisme grand-russe et au chauvinisme local. Ici sont intervenus le camarade Rakovski et surtout le camarade Boukharine, qui a proposé de supprimer le point sur la nocivité du chauvinisme local. Inutile, voyez-vous, de s'embarrasser de ce vermisseau qu'est le chauvinisme local, alors que nous avons un « Goliath » tel que le chauvinisme grand-russe.

D'une façon générale, le camarade Boukharine était d'humeur pénitente. Cela se conçoit : des années durant il a péché contre les nationalités, en niant le droit de la libre disposition ; il était temps enfin de se repentir. Mais, s'étant repenti, il est tombé dans un autre extrême. Chose curieuse, le camarade Boukharine appelle le Parti à suivre son exemple et à se repentir aussi, encore que le monde entier sache que le Parti n'y est pour rien, car, depuis le début de son existence (1898), il a reconnu le droit à la libre disposition et, par conséquent, il n'a pas à se repentir. La vérité, c'est que le camarade Boukharine n'a pas compris l'essence de la question nationale.

Quand on dit qu'il faut, dans la question nationale, mettre au premier plan la lutte contre le chauvinisme grand-russe, on veut marquer par là les devoirs du communiste russe ; on veut dire par là que le devoir du communiste russe est de mener lui-même la lutte contre le chauvinisme russe. Si au lieu des communistes russes, les communistes turkestans ou géorgiens se mettaient à lutter contre le chauvinisme russe, on taxerait leur lutte de chauvinisme antirusse. Cela embrouillerait toutes choses et fortifierait le chauvinisme grand-russe. Seuls les communistes russes peuvent prendre sur eux d'engager la lutte contre le chauvinisme grand-russe, et la mener jusqu'au bout.

Mais que veut-on dire lorsqu'on propose de combattre le chauvinisme antirusse local ? On veut marquer par là le devoir qu'ont les communistes locaux, le devoir qu'ont les communistes non russes de combattre leur chauvinisme. Peut-on nier l'existence de déviations vers le chauvinisme antirusse ? Tout le congrès a vu nettement que le chauvinisme local, géorgien, bachkir, etc., existe, qu'il est nécessaire de le combattre.

Les communistes russes ne peuvent lutter contre le chauvinisme tatar, géorgien, bachkir, parce que si un communiste russe prend sur lui la lourde tâche de lutter contre le chauvinisme tatar ou géorgien, sa lutte sera considérée comme celle d'un chauvin grand-russe contre les Tatars ou les Géorgiens. Cela embrouillerait toutes choses.

Seuls les communistes tatars, géorgiens, etc., peuvent lutter contre le chauvinisme tatar, géorgien, etc. ; seuls les communistes géorgiens peuvent lutter avec succès contre le nationalisme ou le chauvinisme géorgien. C'est là le devoir des communistes non russes. Voilà pourquoi il est nécessaire de marquer dans les thèses cette double tâche des communistes russes (j'entends la lutte contre le chauvinisme grand-russe) et des communistes non russes (j'entends leur lutte contre le chauvinisme anti-arménien, anti-tatar, anti-russe). Sinon les thèses seront unilatérales, sinon il sera impossible de créer un internationalisme, quel qu'il soit, ni dans l'édification de l'Etat, ni dans l'édification du Parti.

Si nous menons la lutte seulement contre le chauvinisme grand-russe, cette lutte nous masquera la lutte des chauvins tatars et autres, qui se développe à la périphérie et qui est dangereuse aujourd'hui surtout, dans les conditions de la Nep. Nous ne pouvons pas ne pas mener la lutte sur deux fronts, car ce n'est qu'en menant cette lutte sur deux fronts, — contre le chauvinisme grand-russe d'une part, qui est le danger principal dans notre travail d'édification, et contre le chauvinisme local de l'autre, — que l'on pourra remporter le succès, puisque sans cette double lutte, il n'y aura aucune soudure possible entre les ouvriers et les paysans russes et ceux des autres nationalités. Dans le cas contraire, il peut en résulter un encouragement au chauvinisme local, une politique de prime au chauvinisme local, chose que nous ne pouvons admettre.

Permettez-moi, ici encore, d'invoquer le camarade Lénine. Je ne l'aurais pas fait, mais comme à notre congrès beaucoup de camarades le citent à tort et à travers, en le déformant, permettez-moi de vous lire quelques mots tirés d'un article, connu de tous, du camarade Lénine :

« Le prolétariat doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par « sa » nation. Dans le cas contraire, l'internationalisme du prolétariat restera vide et verbal; ni confiance, ni solidarité de classe entre les ouvriers des nations opprimées et oppressives ne sont possibles. »

Ce sont, pour ainsi dire, les devoirs des prolétaires de la nation dominante ou autrefois dominante. Plus loin, il parle du devoir des prolétaires ou des communistes des nations autrefois opprimées :

« D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent particulièrement défendre et réaliser l'unité totale et absolue, y compris l'unité d'organisation, entre les ouvriers de la nation opprimée et les ouvriers de la nation oppressive. Sinon, il est impossible de défendre la politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, en présence des menées, trahisons et escroqueries de toutes sortes de la bourgeoisie, car la bourgeoisie des nations opprimées se sert constamment des mots d'ordre de libération nationale pour tromper les ouvriers. » [*Les deux citations sont empruntées aux thèses de Lénine : « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Œuvres, tome XIX, p. 41, en russe. (N.R.)*]

Comme vous le voyez, s'il s'agit de suivre les traces du camarade Lénine, — or, ici certains camarades ont juré par son nom, — il est nécessaire de laisser dans la résolution les deux thèses, tant sur la lutte contre le chauvinisme grand-russe que sur la lutte contre le chauvinisme local, comme les deux côtés d'un seul phénomène, comme les thèses sur la lutte contre le chauvinisme en général.

J'en ai fini avec mes objections contre les orateurs qui sont intervenus ici.

Compte rendu sténographique. Editions Krasnaïa Moscou, Nov. 1923.

DISCOURS PRONONCÉS A LA IV^e CONFÉRENCE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE RUSSE

élargie aux militants responsables des Républiques et régions nationales

(9-12 Juin 1923)

[La IV^e conférence du Comité central élargie aux militants responsables des Républiques et régions nationales, convoquée sur l'initiative de Staline, se tint à Moscou du 9 au 12 juin 1923. La question essentielle figurant à l'ordre du jour de la conférence était le rapport de Staline sur les mesures pratiques à prendre pour appliquer la résolution du XI^e congrès concernant la question nationale. Des rapports sur la situation à la base furent présentés par les délégués de vingt organisations du Parti des Républiques, et régions nationales. La conférence examina également l'affaire de Soultan-Galiev, militant tatar, membre du collège du Commissariat du peuple pour les Minorités nationales, qui avait utilisé son poste responsable pour créer une organisation illégale en vue de s'opposer aux mesures du Parti dans la question nationale, et pour se mettre en liaison avec des forces manifestement contre-révolutionnaires, notamment avec le mouvement des basmatches de Boukharie et du Turkestan. Outre les membres et suppléants du Comité central, 58 représentants des Républiques et régions nationales prirent part à la conférence. Voir les résolutions adoptées à la conférence dans le livre : Le P.C. de l'U.R.S.S. dans les résolutions et décisions des congrès, conférences et assemblées plénières du Comité central. Première partie. Editions de l'Institut Marx-Engels-Lénine, 1932.]

I – Des droites et des « gauches » dans les Républiques et régions nationales

**Discours sur le premier point de l'ordre du jour de la conférence : « L'Affaire Soultan-Galiev »,
10 juin 1923.**

J'ai pris la parole pour faire quelques observations sur les discours des camarades qui sont intervenus ici. En ce qui concerne le côté principe de la question soulevée en rapport avec l'affaire Soultan-Galiev, je tâcherai de l'éclairer dans mon rapport sur le deuxième point.

Tout d'abord en ce qui concerne la conférence elle-même. Quelqu'un a dit ici (je ne me souviens plus qui exactement), que la présente conférence était un phénomène extraordinaire. C'est faux. Des conférences de ce genre n'offrent rien de nouveau pour notre Parti. Celle d'aujourd'hui est la quatrième depuis qu'existe le pouvoir des Soviets. Il y en a eu trois avant le début de 1919. A ce moment, la situation nous permettait de réunir de telles conférences. Plus tard, après 1919, en 1920 et 1921, alors que nous étions entièrement absorbés par la guerre civile, le temps nous manquait pour ces sortes de conférences. Maintenant seulement que nous en avons fini avec la guerre civile, que notre travail se développe en profondeur dans le domaine de l'édification économique, que le travail du Parti lui-même est devenu plus concret, surtout dans les régions et Républiques nationales, — nous sommes à nouveau en mesure de réunir une pareille conférence. Je pense que le Comité central recourra plus d'une fois à ce moyen, pour créer une complète compréhension mutuelle entre ceux qui réalisent notre politique à la base et ceux qui l'élaborent. Je pense qu'il convient de convoquer de pareilles conférences non seulement avec des représentants de toutes les Républiques et régions, conférences d'ordre général à certains égards, car on n'y peut résoudre que les questions revêtant un caractère général, mais aussi des conférences par régions et Républiques, où seraient élaborées des décisions plus concrètes. Seule une telle façon de poser la question peut satisfaire le Comité central et les militants de la base.

J'ai entendu certains camarades qui ont dit comment J'avais mis en garde Soultan-Galiev, comment j'avais eu la possibilité de prendre connaissance de sa première lettre conspirative adressée, je crois, au nom d'Adigamov qui, on ne sait trop pourquoi, se tait et n'intervient pas ici, bien que ce soit lui précisément qui devrait se prononcer avant et plus que tous les autres. Ces camarades m'ont reproché

d'avoir par trop défendu Soultan-Galiev. En effet, je l'ai défendu jusqu'à la dernière possibilité ; je considérais cela et je continue à le considérer comme mon devoir. Mais je l'ai défendu jusqu'à une certaine limite. Et lorsque Soultan-Galiev a dépassé cette limite, je me suis détourné de lui. Sa première lettre conspirative atteste que Soultan-Galiev rompt d'ores et déjà avec le Parti, car le ton de sa lettre est presque celui d'un garde blanc, car il y parle des membres du Comité central comme on ne peut parler que d'ennemis. Je l'ai rencontré par hasard au Bureau politique où il défendait les revendications de la République tatar, revendications intéressant le commissariat de l'Agriculture. Déjà à ce moment je l'avais mis en garde, en lui faisant passer un mot où je qualifiais sa lettre conspirative de lettre contre le Parti ; où je l'accusais de monter une organisation du genre Validov, lui disant que s'il ne cessait pas son travail illégal dirigé contre le Parti, il tournerait mal et que tout soutien de ma part serait exclu. Il me répondit, tout confus, que j'étais induit en erreur, qu'il avait effectivement écrit à Adigamov, mais qu'il n'avait pas écrit cela, qu'il avait écrit autre chose; qu'il restait ce qu'il avait été, un homme du Parti et qu'il donnait sa parole d'honneur de rester à l'avenir un homme du Parti. Néanmoins, à une semaine de là, il expédie une deuxième lettre conspirative, dans laquelle il fait un devoir à Adigamov d'établir une liaison avec les basmatches et leur leader Validov, et de « brûler » la lettre. Il en est résulté de la sorte une infamie, un mensonge, qui m'a fait rompre tout lien avec Soultan-Galiev. Dès ce moment, Soultan-Galiev était pour moi un homme placé hors du Parti, hors des Soviets, et je ne jugeais plus possible de lui parler, bien qu'il ait tenté à plusieurs reprises de venir me trouver pour « causer ». Tels sont les faits. Des camarades de « gauche » m'ont reproché, déjà au début de 1919, de soutenir Soultan-Galiev, de le conserver pour le Parti, de le ménager dans l'espoir qu'il cesserait d'être nationaliste pour devenir marxiste. En effet, je considérais de mon devoir de le soutenir jusqu'à un certain moment. Les intellectuels, les hommes pensant, voire même simplement sachant lire et écrire, sont si peu nombreux dans les Républiques et régions orientales qu'on pourrait les compter sur les doigts, — comment alors ne pas en faire grand cas ? Il serait criminel de ne pas prendre toutes les mesures pour préserver de la décomposition les hommes utiles de l'Orient, et les conserver pour le Parti. Mais tout a un terme. Et ce terme est venu au moment où Soultan-Galiev est passé du camp des communistes au camp des basmatches. Dès lors, il a cessé d'exister pour le Parti. C'est ce qui fait que, pour lui, l'ambassadeur de Turquie s'est trouvé être plus acceptable que le Comité central de notre Parti.

Le même reproche m'a été adressé par le camarade Chamigoulov, disant que contrairement à ses instances pour en finir d'un seul coup avec Validov, j'avais défendu Validov, m'efforçant de le conserver pour le Parti. En effet, je l'avais défendu, espérant que Validov pourrait se corriger. On en a vu bien d'autres qui se sont corrigés, nous le savons d'après l'histoire des partis politiques. J'en avais conclu que Chamigoulov tranchait la question de façon trop simpliste. Et je n'ai pas suivi son conseil. Il est vrai que la prédiction de Chamigoulov s'est justifiée au bout d'un an. Validov ne s'est pas corrigé, il a rejoint les basmatches. Mais il n'en reste pas moins que le Parti y a gagné du fait d'avoir retardé d'une année le départ de Validov du Parti. Si nous avions réglé son compte à Validov en 1918, je suis convaincu que des camarades comme Mourtazine, Adigamov, Khalikov et autres, ne seraient pas restés dans nos rangs. (*Une voix* : « Khalikov serait resté »). Peut-être Khalikov ne serait-il pas parti, mais tout un groupe de camarades militants dans nos rangs serait parti avec Validov. Voilà ce que nous avons obtenu grâce à notre tolérance et à notre prévoyance.

J'ai écouté le camarade Ryskoulov, et je dois dire que son discours n'a pas été tout à fait sincère ; ç'a été un discours semi-diplomatique (*Une voix* : « C'est juste »), et, en général, son discours a produit sur moi une impression pénible. J'attendais de lui plus de clarté et plus de sincérité. Quoi qu'en dise le camarade Ryskoulov, il est clair qu'il garde chez lui, à la maison, deux lettres conspiratives de Soultan-Galiev, qu'il n'a montrées à personne; il est clair qu'il était en liaison d'idées avec Soultan-Galiev. Le fait que Ryskoulov se désolidarise de l'affaire Soultan-Galiev dans sa partie criminelle, en affirmant qu'il n'est pas lié avec Soultan-Galiev dans la voie conduisant aux basmatches [*Basmatches : Bandes de pillards qui infestaient certaines régions d'Asie Centrale.*], ce fait importe peu. Il ne s'agit pas de cela à la conférence. Il s'agit de la liaison d'idées et idéologique avec le soultan-galiévisme. Mais qu'une telle liaison ait existé entre le camarade Ryskoulov et Soultan-Galiev, la chose est claire, camarades, le camarade Ryskoulov lui-même ne peut le nier.

Or, le moment n'est-il pas venu de se désolidariser enfin ici, du haut de cette tribune, résolument et sans réserve, du soultan-galiévisme ? En ce sens, le discours du Camarade Ryskoulov a été semi-diplomatique et insatisfaisant.

Le camarade Ienbaev a également tenu Un discours diplomatique, sans sincérité. N'est-ce pas un fait que le camarade Ienbaev et un groupe de militants tatars, que je tiens pour d'excellents praticiens, malgré leur manque de fermeté idéologique» se sont adressés au Comité central, après l'arrestation de Soultan-Galiev, pour exiger sa mise en liberté immédiate, se portant pleinement garants pour Soultan-Galiev et laissant entendre que les documents saisis chez ce dernier n'étaient pas authentiques ? N'est-ce pas Un fait ? Or, qu'est-ce que l'enquête a révélé ? Elle a révélé que tous les documents étaient authentiques. Leur authenticité a été reconnue par Soultan-Galiev lui-même, lequel a avoué plus de péchés qu'il n'en ressortait des documents ; il a reconnu sa fauté entièrement, jusqu'au bout, et l'ayant reconnue, il s'est repenti. N'est-il pas clair qu'après tous ces faits, le camarade Ienbaev aurait dû reconnaître résolument et sans retour ses erreurs et se désolidariser de Soultan-Galiev ? Cela, le camarade Ienbaev ne l'a pas fait. Il a trouvé occasion de railler les « gauches » ; quant à se désolidariser du soultan-galiévisme, à se désolidariser résolument et en communiste, de l'abîme où a roulé Soultan-Galiev, il ne l'a pas voulu, estimant visiblement que la diplomatie le sauverait.

Le discours du Camarade Firdevs a été Un tissu diplomatique, d'un bout à l'autre. Lequel des deux a dirigé l'autre idéologiquement : Soultan-Galiev a-t-il dirigé Firdevs, ou Firdevs a-t-il dirigé Soultan-Galiev ? Cette question, je la laissée en suspens. Je pense cependant que, au point de vue idéologique, c'est Firdevs qui a dirigé Soultan-Galiev plutôt que l'inverse. Je ne vois rien de particulièrement inadmissible dans les exercices théoriques de Soultan-Galiev. Si Soultan-Galiev s'en était tenu à l'idéologie du panturquisme et du panislamisme, ce ne serait que demi-mal ; je dirais que cette idéologie, malgré l'interdiction qui en a été faite dans la résolution du X^e congrès du Parti sur la question nationale, peut-être regardée comme tolérable, et que l'on peut se borner à la critiquer dans les rangs de notre Parti. Mais lorsque les exercices idéologiques aboutissent à un travail pour établir une liaison avec les leaders des basmatches, avec Validov et les autres, il est absolument impossible de justifier ici la pratique basmatche par une idéologie innocente, ainsi que tente de le faire le camarade Firdevs. Ce n'est pas avec une telle justification de l'activité de Soultan-Galiev que vous tromperez quelqu'un. De cette manière on peut trouver une justification et pour l'impérialisme, et pour le tsarisme, car eux aussi ils ont leur idéologie, parfois d'apparence assez innocente. Il n'est pas permis de raisonner ainsi. Vous n'êtes pas ici devant un tribunal, mais devant une conférence de militants responsables, qui exigent de vous de la droiture, de la sincérité, et non de la diplomatie.

Le camarade Khodjanov, à mon avis, a bien parlé ; le camarade Ikramov n'a pas mal parlé. Mais je dois relever un passage dans les discours de ces camarades, un passage incitant à la réflexion. Tous deux ont dit qu'il n'y avait aucune différence entre le Turkestan d'aujourd'hui et le Turkestan tsariste; que seule l'enseigne a changé ; que le Turkestan est resté celui d'autrefois, tel qu'il était sous le tsar. Camarades, si ce n'est pas un lapsus, si c'est un discours réfléchi et si la chose a été dite en pleine conscience, il faut dire qu'alors les basmatches ont raison, et que nous avons tort. Si le Turkestan est effectivement une colonie, comme sous le tsarisme, alors les basmatches ont raison, et ce n'est pas à nous de juger Soultan-Galiev ; c'est lui qui doit nous juger comme des gens tolérant dans le cadre du pouvoir soviétique l'existence d'une colonie. Si la chose est vraie, je ne comprends pas pourquoi vous-mêmes n'avez pas rejoint le mouvement basmatche. Apparemment, les camarades Khodjanov et Ikramov n'ont pas médité ce passage de leur discours, car ils ne peuvent ignorer que l'actuel Turkestan soviétique se distingue foncièrement du Turkestan tsariste. C'est ce point obscur dans les discours de ces camarades que je voulais relever, afin qu'ils s'efforcent d'y réfléchir et de corriger leur faute.

Je prends à mon compte une partie des accusations portées par le camarade Ikramov concernant l'activité du Comité central, dans ce sens que nous n'avons pas toujours été attentifs et n'avons pas toujours réussi à poser en temps voulu les problèmes pratiques que commandait la situation des Républiques et régions orientales. Evidemment, le Comité central est surchargé de besogne et il ne peut suffire à tout. Il serait donc ridicule de penser que le Comité central puisse tout faire en temps

voulu. Evidemment, il y a peu d'écoles au Turkestan. Les langues locales ne sont pas encore devenues d'un usage courant dans les institutions d'Etat, les institutions ne sont pas devenues nationales. La culture en général est à un bas niveau. Tout cela est juste. Mais peut-on espérer sérieusement que le Comité central ou le Parti dans son ensemble sauront, en deux ou trois ans, relever la culture du Turkestan ? Nous clamons tous et nous nous plaignons que la culture russe, la culture du peuple russe, plus cultivé que les autres peuples habitant l'Union des Républiques, est à un bas niveau. Illitch ne cesse de proclamer hautement, que nous manquons de culture, qu'il est impossible en deux ou trois ans, et même en dix, de relever notablement la culture russe. Or, s'il est impossible en deux ou trois ans, et même en dix, de relever la culture russe, comment peut-on exiger le relèvement accéléré de la culture dans les régions non russes, arriérées, où l'on sait à peine lire et écrire ? N'est-il pas clair qu'ici les neuf dixièmes de la « faute » incombent aux conditions, à l'état arriéré; que là, comme on dit, on n'y peut rien ?

En ce qui concerne les « gauches » et les droites.

Est-ce qu'ils existent dans les organisations communistes des régions et des Républiques ? Evidemment oui. On ne saurait le nier.

En quoi consistent les péchés des hommes de droite ? C'est que ces derniers ne sont pas et ne peuvent être un antidote, un rempart sûr contre les tendances nationalistes qui se développent et se fortifient en liaison avec la Nep. Le fait que le « sultan-galiévisme » est apparu, qu'il a créé un certain cercle de partisans dans les Républiques orientales, surtout en Bachkirie et en Tatarie, ce fait atteste indéniablement que les éléments de droite, qui dans ces Républiques forment la majorité prédominante, ne sont pas un rempart suffisant contre le nationalisme. Il faut se rappeler que nos organisations communistes de la périphérie, dans les Républiques et les régions, ne peuvent se développer et se mettre debout, devenir de véritables cadres marxistes internationalistes, que si elles ont raison du nationalisme.

Le nationalisme est le principal obstacle idéologique dans la voie de la formation des cadres marxistes, de l'avant-garde marxiste à la périphérie et dans les Républiques. L'histoire de notre Parti atteste que le Parti bolchévik, dans sa partie russe, a grandi et s'est fortifié en combattant le menchévisme, car le menchévisme est l'idéologie de la bourgeoisie, le menchévisme est le véhicule qui apportait l'idéologie bourgeoise dans notre Parti ; et sans avoir eu raison du menchévisme, notre Parti n'aurait pu se mettre debout. Illitch l'a écrit à plusieurs reprises. C'est seulement à mesure que le bolchévisme a surmonté le menchévisme dans ses formes d'organisation et idéologiques, qu'il a grandi et s'est fortifié comme un véritable parti dirigeant. Il faut en dire autant du nationalisme en ce qui touche nos organisations Communistes de la périphérie et dans les Républiques. Le nationalisme joue pour ces organisations le même rôle que le menchévisme jouait dans le passé pour le Parti bolchévik. Ce n'est que sous le couvert du nationalisme que peuvent pénétrer dans nos Organisations périphériques des influences bourgeoises de toutes sortes, y compris les influences menchéviks.

Dans les Républiques nos organisations ne peuvent devenir des cadres marxistes que si elles savent résister au souffle nationaliste qui s'acharne à pénétrer dans notre Parti à la périphérie, qui s'acharne à y pénétrer parce que la bourgeoisie renaît, la Nep se développe, le nationalisme aussi ; parce que des survivances du chauvinisme grand-russe existent, qui poussent également en avant le nationalisme local ; que s'exerce l'influence des Etats étrangers qui soutiennent par tous les moyens le nationalisme. La lutte contre cet ennemi, dans les Républiques et les régions, représente ce stade que doivent franchir nos organisations communistes dans les Républiques nationales, si elles veulent se fortifier en tant qu'organisations véritablement marxistes. Pas d'autre chemin. Et dans cette lutte les hommes de droite sont faibles. Faibles parce que contaminés de scepticisme à l'égard du Parti et se pliant facilement à l'influence du nationalisme. Voilà par où pêche l'aile droite des organisations communistes dans les Républiques et régions.

Mais les « gauches » de la périphérie ne pèchent pas moins, sinon plus. Si les organisations Communistes de la périphérie ne peuvent se fortifier et se développer pour devenir de véritables cadres marxistes, sans avoir surmonté le nationalisme, ces cadres eux-mêmes ne peuvent devenir des organisations de masse, ne peuvent rallier autour d'eux la majorité des masses travailleuses que s'ils apprennent à être suffisamment souples pour entraîner dans nos institutions d'Etat tous les éléments nationaux tant soit peu loyaux, en leur faisant des concessions ; que s'ils apprennent à manoeuvrer entre la lutte résolue contre le nationalisme dans le Parti, et la lutte non moins résolue pour entraîner au travail soviétique tous les éléments plus ou moins loyaux parmi les gens du pays, les intellectuels, etc. Les « gauches » de la périphérie sont plus ou moins libérés de cette attitude sceptique à l'égard du Parti, de la tendance à se laisser influencer par le nationalisme. Mais les péchés des « gauches », c'est qu'ils ne savent pas être souples à l'égard des éléments démocratiques bourgeois Ou simplement loyaux de la population ; ils ne savent ni ne veulent manoeuvrer pour entraîner ces éléments ; ils déforment la ligne du Parti tendant à conquérir la majorité de la population travailleuse dans le pays.

Or, cette souplesse, cette capacité de manoeuvrer entre la lutte contre le nationalisme et pour l'entraînement des éléments tant soit peu loyaux dans nos institutions d'Etat, il est indispensable de la créer et de la développer coûte que coûte. On ne peut la créer et la développer que *si* nous tenons compte de toute la complexité et des particularités spécifiques que l'on rencontre dans nos régions et Républiques ; que *si* nous ne nous occupons pas simplement de transplanter les modèles créés dans les régions centrales et qui ne sauraient être transplantés mécaniquement dans la périphérie ; que *si* nous ne dédaignons pas les éléments à tendances nationalistes de la population, les petits bourgeois à tendances nationalistes ; que si nous apprenons à entraîner ces éléments au travail de l'Etat. Les « gauches » pèchent parce qu'ils ne comprennent pas l'importance primordiale de ces tâches complexes du Parti.

Si les droites menacent, par leur tendance à se laisser influencer par le nationalisme, d'entraver la croissance de nos cadres communistes à la périphérie, les « gauches » menacent le Parti, dans leur emportement vers un « communisme » simplifié et hâtif, de détacher notre Parti de la paysannerie et des larges couches de la population locale.

Lequel de ces dangers est le plus dangereux ? Si les camarades dévient « à gauche » pensent poursuivre à la périphérie leur politique de dissociation artificielle de la population, — et cette politique a été pratiquée non seulement dans la Tchétchénie et dans la région des Yakoutes, non seulement au Turkestan... (*Ibrahimov* : « C'est la tactique de différenciation »). Maintenant le camarade Ibrahimov a imaginé de substituer à la tactique de dissociation la tactique de différenciation, mais cela ne change rien. S'ils pensent, dis-je, poursuivre leur politique de dissociation par en haut ; s'ils pensent que l'on peut transplanter les modèles russes dans la situation nationale spécifique sans tenir compte des mœurs et des conditions concrètes ; s'ils pensent qu'en combattant le nationalisme il faut en même temps jeter par-dessus bord tout ce qui est national ; en un mot si les communistes de « gauche », dans la périphérie, pensent rester incorrigibles, je dois dire que des deux dangers, le danger de « gauche » peut s'avérer le danger le plus dangereux.

C'est tout ce que je voulais dire au sujet des « gauches » et des droites. J'ai en quelque sorte pris les devants, mais c'est parce que toute la conférence en a fait autant, en anticipant sur la discussion du deuxième point.

Il faut stimuler les hommes de droite pour les obliger, leur apprendre à combattre le nationalisme, en vue de forger des cadres communistes véritables, composés de gens du pays. Mais il faut de même aiguillonner les « gauches » pour leur apprendre à être souples, à manoeuvrer judicieusement, en vue de conquérir les grandes masses de la population. Tout cela il faut le faire parce que la vérité se situe « au milieu », entre les droites et les « gauches », ainsi que l'a justement remarqué le camarade Khodjanov.

II – De la formation et de la consolidation des cadres marxistes dans les Républiques et régions nationales

Extrait du rapport présenté sur le deuxième point de l'ordre du jour de la conférence : « Les mesures pratiques pour mettre en application la résolution du XII^e congrès du Parti sur la question nationale », 10 juin 1923.

... Je passe à la question relative aux moyens de former et de consolider les cadres marxistes composés de gens du pays, cadres pouvant constituer le plus important et, en dernière analyse, le plus décisif rempart du pouvoir soviétique à la périphérie et dans les Républiques nationales. Si l'on prend le développement de notre Parti (je veux parler de sa partie russe, comme partie fondamentale), que l'on examine les étapes essentielles de son développement et que l'on dresse ensuite, par analogie, le tableau du développement immédiat de nos organisations communistes dans les régions et Républiques, je pense que nous trouverons la clé pour comprendre les particularités existant dans ces pays du point de vue du développement de notre Parti à la périphérie. La tâche essentielle dans la première période du développement de notre Parti, de sa partie russe, était la création de cadres, de cadres marxistes. Ils étaient, ces cadres marxistes, fabriqués, forgés chez nous dans la lutte contre le menchévisme. La tâche de ces cadres, alors, dans cette période, — je prends la période depuis la fondation du Parti bolchévik jusqu'au moment où furent expulsés du Parti les liquidateurs comme les interprètes les plus achevés du menchévisme, — la tâche essentielle consistait à gagner aux bolchéviks les éléments les plus vitaux, les plus honnêtes et les plus marquants de la classe ouvrière, à créer des cadres, à forger l'avant-garde. Ici, la lutte se livrait, en tout premier lieu, contre les courants à caractère bourgeois et surtout contre le menchévisme, qui empêchaient de souder les cadres, de les souder comme un tout unique, comme le noyau essentiel du Parti. A ce moment, ne se posait pas encore devant le Parti, comme une nécessité immédiate, d'une actualité brûlante, la tâche d'établir des liaisons étendues avec les masses innombrables de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse, la tâche de conquérir ces masses, de conquérir la majorité dans le pays. Le Parti n'en était pas encore là.

Ce n'est qu'au degré suivant du développement de notre Parti, ce n'est qu'à son deuxième stade, lorsque ces cadres eurent grandi, qu'ils eurent formé le noyau fondamental de notre Parti, lorsque les sympathies des meilleurs éléments de la classe ouvrière furent déjà conquises ou presque conquises, — c'est alors seulement qu'apparut devant le Parti, comme une nécessité immédiate et ne souffrant pas de retard, la tâche de conquérir les masses innombrables, de transformer les cadres du Parti en un véritable parti ouvrier de masse. Dans cette période, le noyau de notre Parti eut à mener la lutte non pas tant contre le menchévisme que contre les éléments « gauches » de notre Parti, contre les « otzovistes » [*Otzovisme : tendance qui se fit jour en 1908, dans la fraction bolchévik du P.O.S.D.R., réclamant le rappel des députés bolchéviks de la Douma. (N.R.)*] de toutes sortes, qui, par une phraséologie révolutionnaire, s'évertuaient à remplacer l'étude sérieuse des particularités de la situation nouvelle, après 1905 ; qui freinaient par leur tactique « révolutionnaire » simpliste l'œuvre de transformation des cadres de notre Parti en un véritable parti de masse; qui par leur action menaçaient de détacher le Parti des grandes masses ouvrières. Il est à peine besoin de démontrer que, sans une lutte résolue contre ce danger de « gauche », sans avoir surmonté ce dernier, le Parti n'aurait pu gagner à soi les millions de travailleurs.

Tel est à peu près le tableau de la lutte sur les deux fronts, contre les droites et les « gauches », le tableau du développement de notre Parti dans sa partie fondamentale, dans sa partie russe.

Le camarade Lénine a brossé d'une façon suffisamment convaincante ce tableau indispensable, inévitable du développement des Partis communistes dans la *Maladie infantile du communisme* (Le communisme « de gauche »). Le camarade Lénine y a démontré que les Partis communistes d'Occident doivent franchir et franchissent déjà des étapes à peu près identiques de développement. Ajoutons, pour notre part, qu'il faut en dire autant du développement de nos organisations et Partis communistes de la périphérie.

Il convient cependant de noter que, malgré l'analogie entre ce que le Parti a éprouvé dans le passé et ce que nos organisations périphériques du Parti éprouvent aujourd'hui, il existe néanmoins, dans les Républiques et régions nationales, certaines particularités essentielles du développement de notre Parti, dont il nous faut absolument tenir un compte minutieux, sans quoi nous risquons de commettre une série de fautes très grossières, en définissant les tâches relatives à la formation, dans la périphérie, de cadres marxistes composés de gens du pays.

Passons à l'examen de ces particularités. La lutte contre les éléments de droite et de « gauche » dans nos organisations périphériques est indispensable et obligatoire, sinon nous ne formerons pas de cadres marxistes étroitement liés aux masses. Cela se conçoit. Mais la particularité de la situation à la périphérie et la différence par rapport au développement passé de notre Parti, c'est que l'éducation des cadres et leur transformation en un parti de masse se font à la périphérie, non en régime bourgeois, comme ç'a été le cas dans l'histoire de notre Parti, mais en régime soviétique, sous la dictature du prolétariat. Alors, sous le régime bourgeois, on pouvait et il fallait, étant donné les conditions de l'époque, battre d'abord les menchéviks (en vue de former des cadres marxistes), et puis les otzovistes (en vue de transformer ces cadres en un parti de masse) ; la lutte contre ces déviations remplit deux périodes entières de l'histoire de notre Parti, Aujourd'hui, étant donné les conditions de l'époque, nous ne saurions nullement le faire, car aujourd'hui le Part} est au pouvoir ; or, le Parti au pouvoir doit disposer, à la périphérie, de cadres sûrs au point de vue, marxiste, composés de gens du pays et liés aux grandes masses de la population. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas *d'abord* achever les droites à l'aide des « gauches », comme cela a eu lieu dans l'histoire de notre Parti, et *puis* les « gauches » à l'aide des droites ; aujourd'hui nous devons mener la lutte sur deux fronts *simultanément*, en nous efforçant de battre les deux dangers pour obtenir, comme résultat, à la périphérie, des cadres d'hommes du pays, formés dans l'esprit marxiste et liés aux masses. On pouvait alors parler de cadres non liés encore aux grandes niasses et appelés à se lier à elles dans la période suivante de développement; aujourd'hui il serait même ridicule d'en parler, car des cadres marxistes non liés aux grandes masses, sous le pouvoir des Soviets, signifieraient la chute du pouvoir des Soviets. Ces cadres n'auraient rien de commun ni avec le marxisme, ni avec un parti de masse. Tout cela complique sensiblement les choses et dicte à nos organisations du Parti à la périphérie la nécessité de mener une lutte simultanée aussi bien contre les droites que contre les « gauches ». D'où la position de notre Parti dans la lutte sur deux fronts contre les deux déviations à la fois. Ensuite, il convient de marquer que le développement de nos organisations communistes de la périphérie se poursuit non pas isolément, comme cela a été le cas dans l'histoire de notre Parti pour sa partie russe, mais sous l'action directe du noyau fondamental de notre Parti, qui a fait ses preuves non seulement dans la formation des cadres marxistes, mais aussi dans la liaison de ces cadres avec les grandes masses de la population, dans l'art de la manoeuvre révolutionnaire au cours de la lutte pour le pouvoir des Soviets. Ce qu'il y a de particulier dans la situation des territoires périphériques à cet égard, c'est que nos organisations du Parti, dans ces pays, vu les conditions dans lesquelles s'y développe le pouvoir des Soviets, peuvent et doivent manoeuvrer par leurs propres forces, afin de consolider la liaison avec les grandes masses de la population, utilisant à cet effet la riche expérience que notre Parti a acquise durant la période antérieure. Jusqu'à ces derniers temps, le Comité central du P.C.R. a manoeuvré à la périphérie de façon directe, par-dessus la tête des organisations communistes de la périphérie, parfois même en passant outre à ces organisations, pour entraîner au travail commun de l'édification soviétique les éléments nationaux de tout genre et de tout ordre, plus ou moins loyaux. Maintenant, ce travail doit être réalisé par les organisations périphériques elles-mêmes. Celles-ci peuvent et doivent le faire sans oublier un seul instant que cette voie est la meilleure pour transformer les cadres marxistes composés d'hommes du pays en un véritable parti de masse, capable de mener à sa suite la majorité de la population.

Telles sont les deux particularités dont il faut tenir strictement compte, en déterminant la ligne de notre Parti à la périphérie, en ce qui touche la formation des cadres marxistes et la conquête, par ces cadres, des grandes masses de la population.

Compte rendu sténographique, Moscou, 1923.

LA QUESTION NATIONALE

Extrait des conférences sur les « Principes du léninisme » faites au début d'avril 1924 à l'Université Sverdlov

De ce thème, je retiendrai deux questions principales : 1. Position de la question ; 2. Le mouvement de libération des peuples opprimés et la révolution prolétarienne.

I. — Position de la question

Au cours des vingt dernières années, la question nationale a subi une suite de modifications éminemment sérieuses. La question nationale dans la période de la II^e Internationale et la question nationale dans la période du léninisme ne sont pas une seule et même chose. Tant s'en faut. Elles diffèrent profondément l'une de l'autre, non seulement par leur étendue, mais aussi par leur caractère intérieur.

Autrefois, la question nationale était ordinairement limitée à un cercle étroit de problèmes concernant, principalement, les nationalités « civilisées ». Irlandais, Hongrois, Polonais, Finlandais, Serbes et quelques autres nationalités d'Europe, telle était la catégorie des peuples ne jouissant pas des pleins droits, au sort desquels s'intéressaient les héros de la II^e Internationale. Les dizaines et les centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie et d'Afrique, qui subissaient l'oppression nationale sous sa forme la plus brutale et la plus féroce, restaient ordinairement hors du champ visuel. On ne pouvait se résoudre à mettre sur le même plan les Blancs et les Noirs, les « civilisés » et les « non-civilisés ». Deux ou trois résolutions aigres-douces et vides de sens, qui éludaient soigneusement la question de la libération des colonies, voilà tout ce dont les hommes de la II^e Internationale pouvaient se vanter. Aujourd'hui, cette dualité et cette indécision, dans la question nationale, doivent être considérées comme liquidées. Le léninisme a dévoilé cette disproportion criante, il a détruit le mur qui séparait Blancs et Noirs, Européens et Asiatiques, esclaves « civilisés » et « non-civilisés » de l'impérialisme, et il a rattaché ainsi la question nationale à la question des colonies. Par là-même, la question nationale, de question particulière, de question intérieure d'Etat, est devenue une question générale et internationale, la question universelle de la libération des peuples opprimés des pays dépendants et des colonies du joug de l'impérialisme.

Autrefois, le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes était ordinairement interprété de façon erronée, et il n'était pas rare de le voir réduit au droit des nations à l'autonomie. Certains leaders de la II^e Internationale en étaient même arrivés à faire du droit de libre disposition, le droit à l'autonomie culturelle, c'est-à-dire le droit pour les nations opprimées d'avoir leurs institutions culturelles, tout en laissant la plénitude du pouvoir politique aux mains de la nation dominante. Par suite, l'idée de la libre disposition, d'arme de lutte contre les annexions risquait de devenir un instrument de justification des annexions. Cette confusion doit être considérée maintenant comme dissipée. Le léninisme a élargi la conception de la libre disposition en l'interprétant comme le droit des peuples opprimés des pays dépendants et des colonies à la séparation complète, comme le droit des nations à exister en tant qu'état indépendant. Par là-même, a été écartée la possibilité de justifier les annexions en interprétant le droit à la libre disposition comme le droit à l'autonomie. Quant au principe de la libre disposition, d'instrument de duperie des masses qu'il était indubitablement aux mains des social-chauvins pendant la guerre impérialiste, il est devenu de la sorte un instrument servant à démasquer les convoitises impérialistes et les machinations chauvines de tout genre et de tout ordre, un instrument d'éducation politique des masses dans l'esprit de l'internationalisme.

Autrefois, la question des nations opprimées était considérée ordinairement comme une question purement juridique. Proclamation solennelle de l'« égalité nationale », déclarations sans nombre sur l'« égalité des nations », voilà à quoi s'exerçaient les partis de la II^e Internationale, qui escamotaient le fait que parler de l'« égalité des nations » sous l'impérialisme, alors qu'un groupe de nations (la minorité) vit aux dépens de l'autre groupe de nations qu'il exploite, c'est se moquer des peuples opprimés.

Maintenant, ce point de vue juridique bourgeois, dans la question nationale, doit être considéré comme démasqué. Des hauteurs des déclarations pompeuses où planait la question nationale, le léninisme l'a ramenée sur la terre, en montrant que, sans l'appui direct des partis prolétariens à la lutte émancipatrice des peuples opprimés, les déclarations sur l'« égalité des nations » ne sont que des déclarations vides et hypocrites. C'est ainsi que la question des nations opprimées est devenue la question de l'appui, de l'aide effective et constante à prêter aux nations opprimées dans leur lutte contre l'impérialisme, pour l'égalité effective des nations, pour leur existence comme état indépendant.

Autrefois, on considérait la question nationale d'un point de vue réformiste, comme une question à part, indépendante, sans la rattacher à la question générale du pouvoir du Capital, du renversement de l'impérialisme, de la révolution prolétarienne. On supposait tacitement que la victoire du prolétariat en Europe est possible sans une alliance directe avec le mouvement de libération dans les colonies; que la question nationale et coloniale peut être résolue tout doucement, « automatiquement », à l'écart de la grande route de la révolution prolétarienne, sans la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. Maintenant, ce point de vue antirévolutionnaire doit être considéré comme démasqué. Le léninisme a prouvé, et la guerre impérialiste et la révolution en Russie l'ont confirmé, que la question nationale ne peut être résolue qu'en liaison avec la révolution prolétarienne et sur le terrain de celle-ci ; qu'en Occident, le chemin de la victoire de la révolution passe par l'alliance révolutionnaire avec le mouvement de libération des colonies et des pays dépendants contre l'impérialisme. La question nationale est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, une partie de la question de la dictature du prolétariat.

La question se pose ainsi : les possibilités révolutionnaires du mouvement de libération révolutionnaire des pays opprimés sont-elles oui ou non, *déjà épuisées*, et si elles ne le sont pas, y a-t-il espoir, y a-t-il une raison d'utiliser ces possibilités pour la révolution prolétarienne, de transformer les pays dépendants et coloniaux, de réserve de la bourgeoisie impérialiste en réserve du prolétariat révolutionnaire, d'en faire l'allié de ce dernier ?

A cette question, le léninisme répond par l'affirmative, c'est-à-dire qu'il reconnaît l'existence, dans le mouvement de libération nationale des pays opprimés, d'aptitudes révolutionnaires, et il juge possible de les utiliser en vue du renversement de l'ennemi commun, en vue du renversement de l'impérialisme. Le mécanisme du développement de l'impérialisme, la guerre impérialiste et la révolution en Russie confirment entièrement les déductions du léninisme à ce sujet.

De là, la nécessité pour le prolétariat de prêter un soutien résolu et actif au mouvement de libération nationale des peuples opprimés et dépendants.

Cela ne signifie évidemment pas que le prolétariat doit soutenir *tout* mouvement national, toujours et partout, dans chaque cas particulier et concret. Il s'agit d'appuyer ceux des mouvements nationaux qui tendent à affaiblir, à renverser l'impérialisme, et non à le maintenir et à le consolider. Il est des cas où les mouvements nationaux de certains pays opprimés entrent en conflit avec les intérêts du développement du mouvement prolétarien. Il va de soi que dans ces cas-là, on ne saurait parler de soutien. La question des droits des nations n'est pas un problème isolé et se suffisant à lui-même ; c'est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, subordonnée à l'ensemble et demandant à être examinée du point de vue de l'ensemble. Dans les années 1840-1850, Marx était pour le mouvement, national des Polonais et des Hongrois, contre le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud. Pourquoi ?

Parce que les Tchèques et les Slaves du Sud étaient alors des « peuples réactionnaires », des « avant-postes russes » en Europe, des avant-postes de l'absolutisme, tandis que les Polonais et les Hongrois étaient des « peuples révolutionnaires » en lutte contre l'absolutisme. Parce que soutenir le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud signifiait alors soutenir indirectement le tsarisme, l'ennemi le plus dangereux du mouvement révolutionnaire en Europe.

« Les différentes revendications de la démocratie, — dit Lénine, — y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une *parcelle* de l'ensemble du mouvement démocratique (aujourd'hui : socialiste) *mondial*. Il est possible que dans certains cas concrets la parcelle contredise le tout, alors il faut la rejeter. » (*V.I. Lénine : Œuvres complètes, « Bilan de la discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », t. XIX, p. 257-258 (en russe).*)

Voilà comment se présente la question relative aux différents mouvements nationaux, au caractère réactionnaire éventuel de ces mouvements, si on les considère non pas évidemment d'un point de vue formel, non pas du point de vue des droits abstraits, mais d'une façon concrète, du point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire.

Il faut en dire autant du caractère révolutionnaire des mouvements nationaux en général. La nature incontestablement révolutionnaire de l'immense majorité des mouvements nationaux est aussi relative et originale que l'est la nature réactionnaire éventuelle de certains autres mouvements nationaux. Dans les conditions de l'oppression impérialiste, le caractère révolutionnaire du mouvement national n'implique pas nécessairement l'existence d'éléments prolétariens dans le mouvement, l'existence d'un programme révolutionnaire ou républicain du mouvement, l'existence d'une base démocratique du mouvement. La lutte de l'émir afghan pour l'indépendance de l'Afghanistan est objectivement une lutte *révolutionnaire*, malgré le tour monarchiste des conceptions de l'émir et de ses partisans, car elle affaiblit, désagrège et sape l'impérialisme, cependant que la lutte des démocrates et des « socialistes » à tous crins, des « révolutionnaires » et des républicains, tels que, par exemple, Kérenski et Tsérételli, Renaudel et Scheidemann, Tchernov et Dan, Henderson et Clynes pendant la guerre impérialiste, était une lutte *réactionnaire*, car elle avait pour résultat de maquiller, de consolider de faire triompher l'impérialisme. Les mêmes raisons font que la lutte des commerçants et des intellectuels bourgeois égyptiens, pour l'indépendance de l'Égypte, est une lutte objectivement *révolutionnaire*, malgré l'origine et la qualité bourgeoise des leaders du mouvement national égyptien, et bien qu'ils soient contre le socialisme ; cependant que la lutte du gouvernement travailliste anglais pour le maintien de l'état de dépendance de l'Égypte est, pour les mêmes raisons, une lutte *réactionnaire*, malgré l'origine prolétarienne et la qualité prolétarienne des membres de ce gouvernement, et bien que ceux-ci soient « pour » le socialisme. Je ne parle même pas du mouvement national des autres pays coloniaux et dépendants plus vastes, comme l'Inde et la Chine, dont chaque pas fait dans la voie de leur libération, si même il déroge aux exigences de la démocratie formelle, n'en est pas moins un coup de marteau-pilon asséné à l'impérialisme, c'est-à-dire un pas incontestablement *révolutionnaire*.

Lénine a raison, lorsqu'il dit que le mouvement national des pays opprimés doit être apprécié, non du point de vue de la démocratie formelle, mais de celui de ses résultats effectifs dans la balance générale de la lutte contre l'impérialisme : c'est-à-dire « non isolément, mais à l'échelle mondiale ». (*Idem.*)

II. — Le mouvement de libération des peuples opprimés et la révolution prolétarienne

Pour résoudre la question nationale, le léninisme part des thèses suivantes :

a) Le monde est divisé en deux camps : le camp d'une petite poignée de nations civilisées qui détiennent le capital financier et exploitent l'immense majorité de la population du globe, et le camp des peuples opprimés et exploités des colonies et des pays dépendants qui forment cette majorité ;

b) Les colonies et les pays dépendants, opprimés et exploités par le capital financier, constituent une immense réserve et une source très importante de forces pour l'impérialisme ;

c) La lutte révolutionnaire menée par les peuples opprimés des pays coloniaux et dépendants contre l'impérialisme est le seul moyen pour eux de se libérer de l'oppression et de l'exploitation ;

d) Les principaux pays coloniaux et dépendants sont déjà entrés dans la voie du mouvement de libération nationale, qui doit infailliblement amener la crise du capitalisme mondial ;

e) Les intérêts du mouvement prolétarien dans les pays développés et du mouvement de libération nationale aux colonies exigent que ces deux aspects du mouvement révolutionnaire s'unissent en un front commun de lutte contre l'ennemi commun, contre l'impérialisme ;

f) La victoire de la classe ouvrière dans les pays évolués et la libération des peuples opprimés du joug de l'impérialisme sont impossibles sans la formation et la consolidation du front révolutionnaire commun ;

g) La formation d'un front révolutionnaire commun est impossible sans le soutien direct et résolu — par le prolétariat des nations qui oppriment — du mouvement de libération des peuples opprimés contre l'impérialisme « métropolitain », car « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (Marx) ;

h) Ce soutien consiste à revendiquer, à défendre, à appliquer le mot d'ordre du droit des nations à se séparer, à exister comme Etats indépendants ;

i) Sans l'application de ce mot d'ordre, il est impossible d'organiser l'union et la collaboration des nations dans une économie mondiale unique, base matérielle de la victoire du socialisme ;

j) Cette union ne peut être que librement consentie, fondée sur la confiance mutuelle et les rapports fraternels des peuples.

De là deux aspects, deux tendances dans la question nationale : la tendance à l'affranchissement politique des liens de l'impérialisme et à la constitution d'Etats nationaux indépendants, tendance surgie sur la base de l'oppression impérialiste et de l'exploitation coloniale — et la tendance au rapprochement économique des nations, engendrée par la formation d'un marché mondial et d'une économie mondiale.

« Le capitalisme, en développement, — dit Lénine, — connaît deux tendances historiques dans la question nationale. La première, c'est l'éveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'Etats nationaux. La seconde, c'est le développement et la fréquence accrue des relations de toute sorte entre les nations ; la démolition des cloisons nationales, la création de l'unité internationale du capital, de la vie économique en général, de la politique, de la science, etc. Les deux tendances sont une loi universelle du capitalisme. La première prévaut au début de son développement ; la seconde caractérise le capitalisme mûr, en marche vers sa transformation en société socialiste. » (*V. I. Lénine : Œuvres complètes, « Remarques sur la question nationale », t. XVII, p. 139-140 (en russe).*)

Pour l'impérialisme, ces deux tendances apparaissent comme des contradictions inconciliables, car l'impérialisme ne peut vivre sans exploiter les colonies et sans les maintenir par la force dans le cadre d'un « tout unique » ; car l'impérialisme ne peut rapprocher les nations que par la voie des annexions et des conquêtes coloniales, sans lesquelles on ne saurait, d'une façon générale, le concevoir.

Pour le communisme, au contraire, ces tendances ne sont que les deux aspects d'une seule chose : l'émancipation des peuples opprimés du joug de l'impérialisme, car le communisme sait que l'union des peuples dans une économie mondiale unique n'est possible que sur les bases de la confiance mutuelle et d'un accord librement consenti ; que la voie de la formation d'une union librement consentie des peuples, passe par la séparation des colonies d'avec le « tout » impérialiste « unique », passe par leur transformation en Etats indépendants.

De là, la nécessité d'une lutte opiniâtre, incessante, résolue, contre le chauvinisme métropolitain des « socialistes » des nations dominantes (Angleterre, France, Amérique, Italie, Japon, etc.) qui ne veulent pas combattre leurs gouvernements impérialistes, qui ne veulent pas soutenir la lutte des peuples opprimés de « leurs » colonies pour s'affranchir du joug, pour se séparer et se constituer en Etats.

Sans une telle lutte on ne saurait concevoir l'éducation de la classe ouvrière des nations dominantes dans l'esprit du véritable internationalisme, dans l'esprit d'un rapprochement avec les masses laborieuses des pays dépendants et des colonies, dans l'esprit véritable d'une préparation de la révolution prolétarienne. La révolution n'aurait pas vaincu en Russie, et Koltchak et Dénikine n'auraient pas été battus si le prolétariat russe n'avait eu pour lui la sympathie et l'appui des peuples opprimés de l'ancien Empire russe. Mais pour gagner la sympathie et l'appui de ces peuples, il lui avait fallu, avant tout, rompre les chaînes de l'impérialisme russe et libérer ces peuples de l'oppression nationale. Sans cela, il eût été impossible de consolider le pouvoir soviétique, d'implanter l'internationalisme véritable, et de créer cette remarquable organisation de la collaboration des peuples, qui s'appelle l'Union des Républiques soviétiques socialistes, et qui est la préfiguration vivante de l'union future des peuples groupés dans une économie mondiale unique.

De là, la nécessité de combattre la tendance à se confiner dans le cadre strictement national, l'esprit d'étroitesse, le particularisme des socialistes des pays opprimés, qui ne veulent pas voir plus haut que leur clocher national, et ne comprennent pas le lien qui rattache le mouvement de libération de leur pays au mouvement prolétarien des pays dominants. Sans une telle lutte, on ne saurait défendre la politique indépendante que doit mener le prolétariat des nations opprimées ni sa solidarité de classe avec le prolétariat des pays dominants dans la lutte pour le renversement de l'ennemi commun, dans la lutte pour le renversement de l'impérialisme; sans une telle lutte, l'internationalisme serait impossible. Telle est la voie à suivre pour éduquer les masses laborieuses des nations dominantes et des nations opprimées dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire. Voici ce que dit Lénine de cette double tâche du communisme, pour éduquer les ouvriers dans l'esprit de l'internationalisme :

« Cette éducation peut-elle être *concrètement identique* dans les grandes nations opprimantes et dans les petites nations opprimées ? dans les nations annexionnistes et dans les nations annexées ?

Evidemment non. La marche vers un but unique — l'égalité complète, le rapprochement le plus étroit et la *fusion* ultérieure de *toutes* les nations, — emprunte évidemment ici divers chemins concrets, de même que pour arriver à un point situé au centre d'une page, on peut prendre à gauche en partant d'un bord, ou bien à droite en partant du bord opposé. Si, prêchant la fusion des nations en général, un social-démocrate d'une grande nation annexionniste, qui opprime, oublie, fût-ce un instant, que « son » Nicolas II, « son » Guillaume, George Poincaré et autres, sont eux *aussi pour la fusion* avec les petites nations (au moyen d'annexions), — que Nicolas II est pour la « fusion » avec la Galicie, Guillaume II pour la « fusion » avec la Belgique, etc., — un tel social-démocrate ne sera qu'un doctrinaire ridicule en théorie, un auxiliaire de l'impérialisme dans la pratique.

Le centre de gravité de l'éducation internationaliste des ouvriers dans les pays oppresseurs, doit consister forcément dans la propagande et la défense de la liberté de séparation pour les pays opprimés. Sans cela, *pas* d'internationalisme. Nous sommes en droit et avons le devoir de traiter d'impérialiste et de coquin tout social-démocrate de nation qui opprime, *ne faisant pas* cette propagande. C'est là une revendication absolue, une telle séparation dût-elle n'être possible et « réalisable », avant l'avènement du socialisme, que dans un seul cas sur mille...

Au contraire, le social-démocrate d'une petite nation a le devoir de reporter le centre de gravité de son agitation sur la *première partie* de notre formule : « *union libre des nations* ». Sans violer ses obligations d'internationaliste, il peut être *et* pour l'indépendance politique de sa nation *et* pour son inclusion dans un Etat voisin X, Y, Z, etc. Mais, dans tous les cas, il doit lutter *contre* la mesquine étroitesse nationale, contre la tendance à se confiner, à s'isoler, pour la prise en considération de l'ensemble et de la généralité du mouvement, pour la subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général.

Les gens qui n'ont pas creusé la question trouvent « contradictoire » que les social-démocrates des nations qui oppriment insistent sur la « liberté de *séparation* », et les social-démocrates des nations opprimées, sur la « liberté de *union* ». Mais il suffit d'un peu de réflexion pour voir que, dans la situation *donnée*, il n'est pas et il ne peut y avoir *d'autre* voie vers l'internationalisme et la fusion des nations. » (*V. I. Lénine : Œuvres complètes, « Bilan de la discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », t. XIX, p. 261-262 (en russe).*)

Pravda, n° 107, 14 mai 1924.

SUR LA QUESTION NATIONALE EN YOUGOSLAVIE

Discours prononcé à la commission yougoslave du Comité exécutif de l'Internationale communiste, le 30 mars 1925.

Camarades, je pense que le camarade Sémitch n'a pas tout à fait compris l'essence fondamentale de la question nationale, telle que la posent les bolchéviks. Les bolchéviks n'ont jamais détaché la question nationale de la question générale de la révolution, ni avant Octobre, ni après Octobre. L'essence fondamentale de la question nationale, telle que l'envisagent les bolchéviks, est que les bolchéviks ont toujours considéré le problème national en liaison indissoluble avec la perspective révolutionnaire.

Le camarade Sémitch a cité Lénine, en disant que celui-ci était pour que l'on fixât dans la Constitution une certaine solution de la question nationale. Ce faisant, le camarade Sémitch voulait apparemment dire que Lénine considérait prétendument la question nationale comme une question constitutionnelle, c'est-à-dire non pas comme une question de la révolution, mais comme une question de réforme. Cela est absolument faux. Jamais Lénine n'a été atteint et ne pouvait être atteint d'illusions constitutionnelles. Il suffit de parcourir ses ouvrages pour s'en convaincre. Lorsque Lénine parlait de la Constitution, il ne songeait pas à la voie constitutionnelle pour résoudre la question nationale, mais à la voie révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il considérait la Constitution comme le résultat de la victoire de la révolution. Chez nous, en U.R.S.S., il existe aussi une Constitution, qui reflète une certaine solution de la question nationale. Mais cette constitution est venue au jour, non comme le résultat d'une transaction avec la bourgeoisie, mais comme le résultat de la Révolution victorieuse.

Le camarade Sémitch se réfère ensuite à la brochure que l'on connaît de Staline sur la question nationale, écrite en 1912, et il s'efforce d'y trouver une confirmation, fût-elle indirecte, de la justesse de ce qu'il avance. Mais cette référence a été vaine, car il n'a pas trouvé et il ne peut trouver, non seulement une citation, mais même une lointaine allusion justifiant dans une mesure quelconque sa façon « constitutionnelle » de traiter la question nationale. Pour confirmer ce que je dis, je pourrais rappeler au camarade Sémitch tel passage de la brochure de Staline, où la méthode autrichienne de résoudre la question nationale (méthode constitutionnelle) est opposée à la méthode des marxistes russes (méthode révolutionnaire).

Voici ce passage :

« Les Autrichiens pensent réaliser la « liberté des nationalités » au moyen de petites réformes, au pas ralenti. Préconisant l'autonomie nationale comme mesure pratique, ils ne comptent nullement sur un changement radical, sur un mouvement démocratique de libération, qu'ils n'ont pas en perspective. Cependant que les marxistes russes, n'ayant pas de raison de compter sur des réformes, rattachent la question de la « liberté des nationalités » à un changement radical probable, au mouvement démocratique de libération. Et cela change essentiellement les choses en ce qui concerne la destinée probable des nations en Russie. »

C'est clair, je pense. Et ce n'est pas le point de vue personnel de Staline, mais le point de vue général des marxistes russes qui envisagent et envisageaient la question nationale en liaison indissoluble avec la question générale de la révolution.

On peut dire sans crainte d'exagérer que dans l'histoire du marxisme russe, la façon de poser la question nationale a traversé deux stades : le premier, celui d'avant Octobre, et le second, celui d'Octobre. Au premier stade, la question nationale était envisagée comme une partie de la question générale de la révolution démocratique bourgeoise, c'est-à-dire comme une partie de la question de la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Au second stade, lorsque la question nationale s'est élargie et transformée en question des colonies ; lorsque la question nationale, de question intérieure d'Etat, est devenue une question mondiale, la question nationale était envisagée déjà comme une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, comme une partie de la question de la dictature du

prolétariat. Ici et là, la façon d'envisager le problème était, comme vous voyez, strictement révolutionnaire. Je pense que tout cela, le camarade Sémitch ne l'a pas encore entièrement compris. De là, ses tentatives de rabaisser la question nationale sur le terrain constitutionnel, c'est-à-dire de l'envisager comme une question de réforme.

De cette erreur en découle une autre, c'est qu'il ne veut pas envisager la question nationale comme une question paysanne quant au fond. Non pas agraire, mais paysanne, car ce sont deux choses différentes. Il est parfaitement exact qu'on ne saurait identifier la question nationale avec la question paysanne, car outre les questions paysannes, la question nationale comprend encore les questions de la culture nationale, de l'existence nationale en tant qu'Etat, etc. Mais il est également hors de doute que la question paysanne constitue néanmoins le fond de la question nationale, son essence intérieure. C'est ce qui explique précisément que la paysannerie représente l'armée fondamentale du mouvement national, que sans cette armée il ne peut pas y avoir de puissant mouvement national. C'est à quoi l'on pense justement lorsqu'on dit que la question nationale est, *quant au fond*, une question paysanne. Je pense que dans le refus du camarade Sémitch d'accepter cette formule, il y a sous-estimation de la puissance intérieure du mouvement national et incompréhension du caractère profondément populaire, profondément révolutionnaire du mouvement national. Cette incompréhension et cette sous-estimation représentent un grand danger, car elles signifient pratiquement la sous-estimation de la force potentielle intérieure qui réside, par exemple, dans le mouvement des Croates pour la liberté nationale, sous-estimation grosse de sérieuses complications pour le Parti communiste yougoslave tout entier. C'est là la deuxième erreur du camarade Sémitch.

Il faut aussi considérer comme incontestablement erronée la tentative faite par le camarade Sémitch de traiter la question nationale en Yougoslavie, en dehors de toute liaison avec la situation internationale et les perspectives probables en Europe. Partant du fait que dans le moment présent il n'existe pas de mouvement populaire sérieux pour l'indépendance parmi les Croates et les Slovènes, le camarade Sémitch en arrive à cette conclusion, que la question du droit des nations à la séparation est une question académique, en tout cas inactuelle. Cela évidemment est faux. Si même on admet que dans le moment présent cette question n'est pas actuelle, elle peut le devenir tout à fait si la guerre commence ou quand elle commencera, si la révolution éclate en Europe ou quand elle éclatera. Or, si l'on considère la nature et le développement de l'impérialisme, on ne saurait douter que la guerre commencera inévitablement et qu'ils [*C'est-à-dire les impérialistes.*] ne manqueront pas là-bas de s'entre-déchirer.

En 1912, lorsque nous, les marxistes russes, esquissions le premier projet du programme national, nous n'avions pas encore, dans aucune région périphérique de l'Empire de Russie, de sérieux mouvement en faveur de l'indépendance. Toutefois, nous avons jugé nécessaire d'inclure dans notre programme un point touchant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit pour chaque nationalité de se séparer et d'exister comme Etats indépendants. Pourquoi ? Parce que nous ne nous basions pas uniquement sur ce qui existait à l'époque, mais encore sur ce qui se développait et s'annonçait dans le système général des relations internationales, c'est-à-dire que nous comptions alors non seulement avec le présent, mais aussi avec l'avenir. Et nous savions que si une nationalité quelconque exigeait la séparation, les marxistes russes lutteraient pour que ce droit à la séparation fût garanti à chacune de ces nationalités. Dans son discours, le camarade Sémitch s'est référé à plusieurs reprises à la brochure de Staline sur la question nationale. Mais voici ce qui est dit dans cette brochure de Staline à propos de la libre disposition et de l'indépendance :

« Le progrès de l'impérialisme en Europe n'est pas un effet du hasard. Le capital en Europe commence à se sentir à l'étroit, et il se rue vers d'autres pays, à la recherche de débouchés nouveaux, d'une main-d'œuvre à bon marché, de nouveaux champs d'activité. Mais cela conduit à des complications extérieures et à la guerre. Il est parfaitement possible qu'une combinaison de conjonctures intérieures et extérieures intervienne, dans laquelle telle ou telle nationalité de Russie trouvera nécessaire de poser et de résoudre la question de son indépendance. Et, dans ces cas-là, ce n'est évidemment pas aux marxistes de dresser des barrières. »

Cela fut écrit déjà en 1912. Vous savez que cette thèse a été entièrement confirmée par la suite, pendant la guerre, aussi bien qu'après la guerre, surtout après la victoire de la dictature du prolétariat en Russie.

A plus forte raison doit-on tenir compte des possibilités de ce genre en Europe, en général, et en Yougoslavie en particulier, maintenant surtout que le mouvement national révolutionnaire s'est approfondi dans les pays opprimés et que la Révolution a remporté la victoire en Russie. Il convient aussi de prendre en considération le fait que la Yougoslavie n'est pas un pays tout à fait indépendant, qu'elle est liée à certains groupements impérialistes et que, par conséquent, elle ne peut se retirer du grand jeu des forces qui se mène en dehors de la Yougoslavie. Et si vous bâtissez un programme national pour le Parti yougoslave — or, c'est de cela qu'il s'agit précisément — vous devez vous rappeler qu'un programme doit se baser non seulement sur ce qui existe dans le moment donné, mais aussi sur ce qui se développe et adviendra nécessairement en vertu des rapports internationaux. Voilà pourquoi je pense que la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes doit être considérée comme une question d'actualité brûlante.

Maintenant en ce qui concerne le programme national. Le point de départ du programme national doit être la thèse relative à la révolution soviétique en Yougoslavie, thèse suivant laquelle sans le renversement de la bourgeoisie et la victoire de la révolution, la question nationale ne peut être résolue d'une façon tant soit peu satisfaisante. Assurément, des exceptions sont possibles. Une telle exception a eu lieu, par exemple, avant la guerre, lors de la séparation de la Norvège d'avec la Suède, ce dont Lénine parle en détail dans un de ses articles. Mais cela se passait avant la guerre et avec un concours exceptionnel de circonstances favorables. Après la guerre, et surtout après la victoire de la révolution soviétique en Russie, des cas pareils ne sont guère possibles. En tout cas, les chances qui restent maintenant en faveur de ces possibilités sont si peu nombreuses, qu'on peut les ramener à zéro. Mais s'il en est ainsi, il est clair que nous ne pouvons bâtir un programme sur des grandeurs équivalant à zéro. Voilà pourquoi la thèse de la révolution doit être le point de départ du programme national.

Poursuivons. Il faut absolument que soit inscrit dans le programme national un point spécial sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusqu'à se séparer et à se constituer en Etats. J'ai déjà dit plus haut pourquoi, dans les conditions actuelles intérieures et extérieures, on ne saurait se passer d'un tel point.

Enfin, le programme doit également comporter un point spécial sur l'autonomie territoriale nationale, pour les nationalités de Yougoslavie qui ne trouveraient pas nécessaire de se séparer de ce pays. Ceux-là ont tort qui pensent qu'une telle combinaison doit être exclue. C'est faux. Dans certaines conditions, il est parfaitement possible que, comme résultat de la victoire de la révolution soviétique en Yougoslavie, telles nationalités ne veuillent pas se séparer, ainsi que cela a eu lieu chez nous, en Russie. Pour un cas pareil, naturellement, il est indispensable d'avoir au programme un point relatif à l'autonomie, en envisageant la transformation de l'Etat yougoslave en une fédération d'Etats nationaux autonomes, sur la base du régime soviétique.

Ainsi donc, le droit à la séparation pour les nationalités qui voudront se séparer et le droit à l'autonomie pour les nationalités qui préféreront rester dans le cadre de l'Etat yougoslave.

Afin d'éviter les malentendus, je dois dire que le *droit* à la séparation ne doit pas être compris comme une *obligation* de se séparer, comme un devoir absolu de se séparer. La nationalité peut utiliser ce droit dans le sens de la séparation, mais elle peut aussi ne pas l'utiliser ; si elle ne le veut pas, c'est son affaire, et l'on doit forcément en tenir compte. Certains camarades font du droit à la séparation une obligation, exigeant, par exemple, des Croates la séparation *coûte que coûte*. Cette position est fautive, et elle doit être rejetée. On ne saurait confondre un droit avec une obligation.

Bolchévik, n° 7, 15 avril 1925.

DES TACHES POLITIQUES DE L'UNIVERSITÉ DES PEUPLES D'ORIENT

Discours prononcé à la réunion des étudiants de l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (U.C.T.O.), le 18 mai 1925.

Camarades, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter à l'occasion du quatrième anniversaire de la fondation de l'Université communiste des travailleurs de l'Orient. Inutile de dire que je souhaite à votre université tous les succès possibles dans la voie difficile de la formation de cadres communistes pour l'Orient.

Ensuite vous voudrez bien m'excuser de venir trop rarement vous voir, bien que je sois tenu de venir plus souvent. Mais que faire ? je suis surchargé et c'est ce qui ne me permet pas de vous rendre plus souvent visite.

Maintenant passons à la question des tâches politiques de l'Université des travailleurs de l'Orient.

Si on analyse la composition de l'Université des travailleurs de l'Orient, on ne manquera pas de remarquer le caractère double en quelque sorte de cette composition. Cette université réunit des représentants d'au moins 50 nationalités et groupes ethniques de l'Orient. Les étudiants de l'Université sont tous des fils de l'Orient. Mais cette définition, ce n'est pas encore quelque chose de clair et d'achevé. La vérité est que, parmi les étudiants de l'Université il existe deux groupes fondamentaux représentant deux catégories de conditions absolument différentes de développement. Le premier groupe, ce sont les gens venus chez nous de l'Orient soviétique, des pays où le pouvoir de la bourgeoisie n'existe plus, où le joug impérialiste a été renversé et où les ouvriers sont au pouvoir. Le second groupe d'étudiants, ce sont les gens venus chez nous des pays coloniaux et dépendants, des pays où règne toujours le capitalisme, où le joug de l'impérialisme a gardé toute sa force, et où il est encore nécessaire de conquérir l'indépendance après avoir chassé les impérialistes.

Ainsi nous avons devant nous deux Orients, vivant une vie différente et se développant dans des conditions différentes.

Inutile de dire que ce caractère double de la composition des étudiants ne peut manquer de mettre son empreinte sur l'activité de l'Université des travailleurs de l'Orient. C'est ce qui explique justement pourquoi cette Université a un pied sur le terrain soviétique, et l'autre sur le terrain des colonies et des pays dépendants.

De là, deux lignes dans l'activité de l'Université : une ligne visant à former des cadres capables de pourvoir aux besoins des Républiques soviétiques d'Orient, et l'autre ligne visant à former des cadres capables de pourvoir aux besoins révolutionnaires des masses travailleuses des pays d'Orient, coloniaux et dépendants.

De là, découlent également les deux sortes de tâches qui se posent à l'Université des travailleurs de l'Orient.

Examinons ces tâches de l'U.C.T.O., chacune prise à part.

I. — Les tâches de l'U.C.T.O. à l'égard des Républiques soviétiques d'Orient

Quelles sont les particularités caractéristiques de l'existence et du développement de ces pays, de ces Républiques, à la différence des pays coloniaux et dépendants ?

Premièrement, c'est que ces Républiques sont libres du joug impérialiste.

Deuxièmement, c'est qu'elles se développent et se consolident en tant que nations, non pas sous l'égide de l'ordre bourgeois, mais sous l'égide du pouvoir soviétique. C'est un fait sans exemple dans l'histoire, mais cependant un fait.

Troisièmement, c'est que, pour autant qu'elles sont peu développées sous le rapport industriel, elles peuvent s'appuyer dans leur développement, entièrement et sans réserve, sur le soutien du prolétariat industriel de l'Union soviétique.

Quatrièmement, c'est que, libres du joug colonial, se trouvant sous la protection de la dictature du prolétariat et étant membres de l'Union soviétique, ces Républiques peuvent et doivent s'associer à la construction socialiste de notre pays.

La tâche essentielle est de ménager aux ouvriers et aux paysans de ces Républiques la facilité de s'associer à la construction du socialisme dans notre pays, de créer et de développer, en tenant compte des conditions particulières d'existence de ces Républiques, les prémices susceptibles de pousser en avant et d'accélérer cette participation.

De là les tâches immédiates qui se posent aux militants actifs de l'Orient soviétique.

1. Créer des foyers industriels dans les Républiques soviétiques d'Orient, comme base de rassemblement des paysans autour de la classe ouvrière. Vous savez que cette œuvre est déjà commencée et qu'elle ira de l'avant à mesure que progressera l'économie de l'Union soviétique. L'existence, dans ces Républiques, de différentes sortes de matières premières, est la garantie que cette œuvre sera, avec le temps, menée jusqu'au bout.

2. Relever l'agriculture et, avant tout, l'irrigation. Vous savez que cette œuvre a été poussée également en avant, du moins dans la Transcaucasie et au Turkestan.

3. Relever et pousser en avant la participation des grandes masses de paysans et d'artisans à la coopération, comme le moyen le plus sûr pour intégrer les Républiques soviétiques d'Orient au système général d'édification de l'économie soviétique.

4. Rapprocher les Soviets des masses, les rendre nationaux par leur composition et implanter, de la sorte, l'étatisme national soviétique, proche et compréhensible aux masses travailleuses.

5. Développer la culture nationale, instituer un vaste réseau de cours et d'écoles, aussi bien d'instruction générale que d'enseignement professionnel et technique, dans la langue nationale, afin de préparer pour le Parti, pour les institutions d'Etat, pour les organisations économiques et syndicales, des cadres composés de gens du pays.

Accomplir ces tâches signifie justement faciliter l'œuvre de l'édification socialiste dans les Républiques soviétiques d'Orient.

On parle de Républiques modèles de l'Orient soviétique. Or, qu'est-ce qu'une République modèle ? Une République modèle est celle qui s'acquitte de toutes ces tâches, avec honnêteté et conscience, créant ainsi, chez les ouvriers et les paysans des pays coloniaux et dépendants voisins, un élan vers le mouvement d'émancipation.

J'ai parlé plus haut du rapprochement des Soviets vers les masses travailleuses des nationalités, — de la nécessité de rendre nationaux les Soviets. Mais qu'est-ce que cela signifie et comment la chose se présente-t-elle dans la pratique ? Je pense que l'on pourrait considérer comme un modèle de ce rapprochement vers les masses, la délimitation nationale récemment achevée au Turkestan. La presse bourgeoise voit dans cette délimitation une « ruse bolchevik ». Or, il est clair que ce qui est apparu ici, ce n'est pas une « ruse », mais l'aspiration la plus profonde des masses populaires du Turkménistan et

de l'Ouzbékistan à avoir leurs propres organismes du pouvoir, qui leur soient proches et compréhensibles. Avant la Révolution, ces deux pays étaient déchirés en morceaux, en divers khanats et Etats, offrant un champ propice aux machinations exploiteuses des « détenteurs du pouvoir ». Maintenant, le moment est venu où la possibilité est apparue de réunir à nouveau en Etats indépendants ces morceaux déchirés, afin de rapprocher et de souder les masses travailleuses de l'Ouzbékistan et du Turkménistan avec les organismes du pouvoir. La délimitation du Turkestan est avant tout la réunion des parties déchirées de ces pays en Etats indépendants. Si ces Etats ont voulu, par la suite, entrer dans l'Union soviétique en qualité de membres égaux, cela n'atteste qu'une chose, c'est que les bolchéviks ont trouvé la clé des aspirations les plus profondes des masses populaires de l'Orient, et que l'Union soviétique est dans le monde la seule union librement consentie des masses travailleuses des diverses nationalités. Pour réunir à nouveau la Pologne, il a fallu à la bourgeoisie toute une série de guerres. Tandis que pour réunir à nouveau le Turkménistan ainsi que l'Ouzbékistan, il n'a fallu aux communistes que quelques mois de propagande explicative.

Voilà comment il faut rapprocher les organismes du gouvernement, en l'occurrence les Soviets, des grandes masses de travailleurs des diverses nationalités.

Voilà ce qui prouve que la politique nationale bolchévik est la seule politique juste.

J'ai parlé ensuite du relèvement de la culture nationale dans les Républiques soviétiques d'Orient. Mais qu'est-ce que la culture nationale ? Comment la concilier avec la culture prolétarienne ? Lénine n'a-t-il pas dit, déjà avant la guerre, qu'il y avait chez nous deux cultures, une culture bourgeoise et une culture socialiste ; que le mot d'ordre de culture nationale est un mot d'ordre réactionnaire de la bourgeoisie, qui cherche à intoxiquer avec le poison du nationalisme la conscience des travailleurs ? Comment concilier l'édification de la culture nationale, le développement des écoles et des cours en langue nationale et la formation de cadres composés d'hommes du pays, avec l'édification du socialisme, avec l'édification de la culture prolétarienne ? N'y a-t-il pas là une contradiction insurmontable ? Evidemment non. Nous édifions une culture prolétarienne. Cela est parfaitement exact. Mais il est également exact que la culture prolétarienne, socialiste par son contenu, emprunte diverses formes et use de différents moyens d'expression chez les divers peuples entraînés dans l'édification socialiste, selon la diversité de la langue, des conditions d'existence, etc. Prolétarienne par son contenu, nationale par sa forme, telle est la culture commune à toute l'humanité, vers laquelle marche le socialisme. La culture prolétarienne n'abolit pas la culture nationale ; elle lui donne un contenu. Et, inversement, la culture nationale n'abolit pas la culture prolétarienne ; elle lui donne une forme.

Le mot d'ordre de culture nationale a été un mot d'ordre bourgeois, aussi longtemps que la bourgeoisie a été au pouvoir, et que la consolidation des nations s'est effectuée sous l'égide de l'ordre bourgeois. Le mot d'ordre de culture nationale est devenu un mot d'ordre prolétarien lorsque le prolétariat a accédé au pouvoir et que la consolidation des nations a commencé à s'effectuer sous l'égide du pouvoir soviétique. Quiconque n'a pas compris cette distinction de principe entre ces deux situations distinctes, ne comprendra jamais rien ni au léninisme, ni à l'essence de la question nationale du point de vue du léninisme.

On parle (Kautsky, par exemple) de la création d'une langue unique commune à toute l'humanité, toutes les autres langues devant dépérir dans la période du socialisme. Je ne crois guère à cette théorie d'une langue unique, universelle. En tout cas, l'expérience ne plaide pas pour, mais contre une telle théorie. Jusqu'ici les choses se sont passées de telle sorte que la révolution socialiste n'a pas diminué, mais augmenté le nombre des langues ; car secouant les couches les plus profondes de l'humanité et les poussant sur la scène politique, elle éveille à une vie nouvelle toute une série de nouvelles nationalités, autrefois inconnues ou peu connues. Qui aurait pu croire que l'ancienne Russie tsariste renfermait au moins 50 nationalités et groupes ethniques ? Or, la Révolution d'Octobre, ayant rompu les vieilles chaînes et mis en avant toute une série de peuples et peuplades oubliés, leur a donné une vie nouvelle et un nouveau développement.

Actuellement on parle de l'Inde comme d'un tout. Mais on ne saurait guère douter qu'au cas d'une secousse révolutionnaire de l'Inde, nous verrions apparaître sur la scène des dizaines de nationalités autrefois inconnues, possédant leur langue particulière, leur culture particulière. Quand à associer les diverses nationalités à la culture prolétarienne, on ne saurait guère douter que cela se fera dans des formes appropriées à la langue et aux us et coutumes de ces nationalités.

Dernièrement, j'ai reçu une lettre des camarades bouriates me demandant de leur donner des éclaircissements sur les questions sérieuses et difficiles touchant les rapports réciproques entre la culture commune à toute l'humanité et les cultures nationales. Voici cette lettre :

« Nous vous prions instamment de nous donner des éclaircissements sur les questions suivantes, très sérieuses et difficiles pour nous. Le but final du Parti communiste, c'est une culture unique commune à toute l'humanité. Comment conçoit-on le passage à cette culture unique commune à toute l'humanité, par les cultures nationales qui se développent dans les limites de nos différentes Républiques autonomes ? Comment doit se faire l'assimilation des particularités des différentes cultures nationales (langue, etc.) ? »

Je pense que ce que j'ai dit plus haut pourrait servir de réponse à la question angoissée des camarades bouriates.

Les camarades bouriates posent la question de l'assimilation des différentes nationalités au cours de l'édification de la culture prolétarienne commune à toute l'humanité. Il est hors de doute que certaines nationalités peuvent subir et, il faut croire, subiront à coup sûr, un processus d'assimilation. De tels processus ont déjà eu lieu autrefois. Mais la vérité est que le processus d'assimilation de telles nationalités, loin d'exclure, suppose le processus contraire de renforcement et de développement de toute une série de puissantes nationalités, car le processus partiel d'assimilation est le résultat du processus général du développement des nationalités. C'est pour cette raison justement que l'assimilation possible de certaines nationalités distinctes n'affaiblit pas, mais confirme la thèse parfaitement juste que la culture prolétarienne commune à toute l'humanité, loin d'exclure, suppose et alimente la culture nationale, de même que la culture nationale n'abolit pas, mais complète et enrichit la culture prolétarienne commune à toute l'humanité.

Telles sont, en somme, les tâches immédiates posées devant les militants actifs des Républiques soviétiques d'Orient.

Tels sont le caractère et le contenu de ces tâches.

Il faut utiliser la période actuelle d'édification économique intensive et de nouvelles concessions à la paysannerie, pour pousser en avant l'exécution de ces tâches et, par là-même, ménager la facilité aux Républiques soviétiques d'Orient, qui sont principalement des pays paysans, de s'associer à l'édification du socialisme dans l'Union soviétique.

On dit que la nouvelle politique du Parti à l'égard de la paysannerie, en faisant une série de nouvelles concessions (affermage à court terme, emploi de main-d'œuvre salariée), renferme certains éléments de recul. Est-ce exact ? Oui, c'est exact. Mais ce sont des éléments de recul que nous admettons, alors que la prépondérance énorme des forces *est maintenue* du côté du Parti et du pouvoir des Soviets. Une devise stable, l'industrie en développement, les transports en développement, un système de crédit en voie de consolidation, à l'aide duquel on peut, en pratiquant les crédits de faveur ruiner ou élever à un degré supérieur n'importe quelle couche de la population, sans provoquer la moindre perturbation : autant de réserves entre les mains de la dictature prolétarienne, sur la base desquelles certains éléments de recul, dans un secteur du front, ne peuvent que faciliter la préparation de l'offensive sur tout le front. C'est pour cette raison précisément que certaines nouvelles concessions à la paysannerie, admises par le Parti, devront non pas gêner, mais faciliter, au moment actuel, la participation de la paysannerie à l'édification socialiste.

Quelle signification peut avoir cette circonstance pour les Républiques soviétiques d'Orient ? Elle ne peut avoir que cette signification, qu'elle met entre les mains des militants actifs de ces Républiques une nouvelle arme facilitant et accélérant l'association de ces pays au système général du développement de l'économie soviétique.

Telle est la liaison entre la politique du Parti à la campagne et les tâches immédiates posées devant les militants actifs de l'Orient soviétique.

Cela étant, la tâche de l'Université des peuples d'Orient à l'égard des Républiques soviétiques d'Orient, est de former des cadres pour ces Républiques dans un sens garantissant l'exécution des tâches immédiates indiquées plus haut.

L'Université des peuples d'Orient ne peut se détacher de la vie. Elle n'est pas et ne peut être une institution placée au-dessus de la vie. Elle doit être liée à la vie réelle par toutes les racines de son existence. Elle ne peut, de ce fait, se laisser distraire des tâches immédiates posées devant les Républiques soviétiques d'Orient. Voilà pourquoi l'Université des peuples d'Orient a le devoir de tenir compte des tâches immédiates de ces Républiques, en formant, à l'intention de ces dernières, des cadres appropriés.

Ce faisant, il ne faut pas perdre de vue l'existence, dans le travail pratique des militants actifs de l'Orient soviétique, de deux déviations qui doivent être combattues dans les murs de cette Université, afin que soient formés de véritables cadres et de véritables révolutionnaires pour l'Orient soviétique.

La première déviation est dans le simplisme, dans la simplification des tâches dont j'ai déjà parlé plus haut, dans la tentative de transplanter mécaniquement les modèles d'édification économique, parfaitement compréhensibles et applicables dans le centre de l'Union soviétique, mais qui ne conviennent absolument pas aux conditions de développement de ce qu'on appelle la périphérie. Les camarades qui tombent dans cette déviation ne comprennent pas deux choses. Ils ne comprennent pas que les conditions dans le centre et à la « périphérie » ne sont pas les mêmes, qu'elles sont loin d'être identiques. Ils ne comprennent pas, en outre, que les Républiques soviétiques d'Orient elles-mêmes ne sont pas de même nature, que certaines d'entre elles, par exemple la Géorgie et l'Arménie, se trouvent à un degré supérieur de formation nationale; tandis que d'autres, par exemple la Tchétchénie et la Kabardie, se situent à un degré inférieur de formation nationale; d'autres encore, par exemple le Kirghizistan, occupent une situation intermédiaire entre ces deux extrêmes. Ces camarades ne comprennent pas que sans s'adapter aux conditions locales, sans tenir un compte minutieux de toutes les particularités de chaque pays, on ne saurait édifier rien de sérieux. Le résultat de cette déviation, c'est qu'on se détache des masses et qu'on devient des phraseurs de gauche. La tâche de l'Université des peuples d'Orient consiste à former des cadres dans l'esprit d'une lutte intransigeante contre cette tendance au simplisme.

La seconde déviation consiste, au contraire, à exagérer les particularités locales, à oublier ce qu'il y a de commun et d'essentiel, et qui lie les Républiques soviétiques d'Orient aux régions industrielles de l'Union soviétique; à faire le silence sur les tâches socialistes, à s'adapter aux tâches d'un nationalisme étroit et borné. Les camarades commettant cette déviation se soucient peu de l'édification intérieure de leur pays; ils préfèrent laisser ce développement suivre le cours naturel des choses. Pour eux, l'essentiel ce n'est pas l'édification intérieure, mais la politique « extérieure », l'extension des frontières de leur République, les litiges avec les Républiques environnantes, le désir d'arracher aux voisins un morceau de plus, et de plaire ainsi aux nationalistes bourgeois de leur pays. Le résultat de cette déviation, c'est qu'on se détache du socialisme et qu'on devient de vulgaires nationalistes bourgeois. La tâche de l'Université des peuples d'Orient consiste à former des cadres dans l'esprit d'une lutte intransigeante contre ce nationalisme masqué.

Telles sont les tâches de l'Université des peuples d'Orient à l'égard des Républiques soviétiques d'Orient.

II. — Les tâches de l'U.C.T.O. à l'égard des pays d'Orient, coloniaux et dépendants

Passons à la deuxième question, à la question des tâches de l'U.C.T.O. à l'égard des pays d'Orient, coloniaux et dépendants.

Quelles sont les particularités caractéristiques de l'existence et du développement de ces pays, à la différence des Républiques soviétiques d'Orient ?

Premièrement, ces pays vivent et se développent sous le joug de l'impérialisme.

Deuxièmement, la présence d'un double joug, du joug intérieur (de leur bourgeoisie) et du joug extérieur (de la bourgeoisie impérialiste étrangère) aggrave et approfondit la crise révolutionnaire dans ces pays.

Troisièmement, dans certains de ces pays, par exemple, dans l'Inde, le capitalisme grandit à un rythme accéléré, engendrant et cristallisant une classe plus ou moins nombreuse de prolétaires indigènes.

Quatrièmement, avec la croissance du mouvement révolutionnaire, la bourgeoisie nationale de ces pays se scinde en deux parties, une partie révolutionnaire (petite bourgeoisie) et une partie conciliatrice (grande bourgeoisie), dont la première continue la lutte révolutionnaire, tandis que la seconde fait bloc avec l'impérialisme.

Cinquièmement, à côté du bloc impérialiste on voit se former dans ces pays un autre bloc, celui des ouvriers et de la petite bourgeoisie révolutionnaire, bloc anti-impérialiste, qui s'assigne pour but l'affranchissement total du joug de l'impérialisme.

Sixièmement, la question de l'hégémonie du prolétariat dans ces pays et de l'affranchissement des masses populaires de l'influence de la bourgeoisie nationale conciliatrice, revêt un caractère d'actualité toujours plus brûlant.

Septièmement, cette circonstance facilite considérablement l'alliance du mouvement de libération nationale de ces pays avec le mouvement prolétarien des pays avancés d'Occident,

Il en découle pour le moins trois conclusions :

1. Obtenir l'affranchissement des pays coloniaux et dépendants à l'égard de l'impérialisme est chose impossible sans une révolution victorieuse : on ne peut obtenir l'indépendance sans avoir rien fait pour cela.

2. Pousser en avant la révolution et conquérir l'indépendance totale des colonies et pays dépendants développés au point de vue capitaliste, est chose impossible sans l'isolement de la bourgeoisie nationale conciliatrice, sans l'affranchissement des masses révolutionnaires petites-bourgeoises de l'influence de cette bourgeoisie, sans la réalisation de l'hégémonie du prolétariat, sans l'organisation des éléments avancés de la classe ouvrière en un Parti communiste indépendant.

3. Remporter une victoire durable, dans les pays coloniaux et dépendants, est chose impossible sans une alliance réelle entre le mouvement de libération de ces pays et le mouvement prolétarien des pays avancés d'Occident.

La tâche fondamentale des communistes des pays coloniaux et dépendants consiste à s'inspirer de ces conclusions dans leur travail révolutionnaire.

Cela posé, quelles sont les tâches immédiates du mouvement révolutionnaire des colonies et des pays dépendants ?

La particularité des colonies et pays dépendants, au moment actuel, c'est qu'il n'existe plus dans la réalité un Orient colonial unique, englobant tout. Autrefois, on représentait l'Orient colonial comme quelque chose constituant un tout uniforme. Maintenant, cette idée ne correspond plus à la réalité. Il existe maintenant au moins trois catégories de pays coloniaux et dépendants. Premièrement, les pays dans le genre du Maroc, qui ne possèdent pas ou presque pas de prolétariat propre, et ne sont point du tout développés sous le rapport industriel. Deuxièmement, les pays dans le genre de la Chine et de l'Égypte, peu développés sous le rapport industriel et possédant un prolétariat relativement peu nombreux. Troisièmement, les pays dans le genre de l'Inde, plus ou moins développés au point de vue capitaliste et possédant un prolétariat national plus ou moins nombreux.

Il est clair qu'on ne saurait en aucune façon mettre tous ces pays sur le même plan.

Pour les pays comme le Maroc, où la bourgeoisie nationale n'a pas encore lieu de se scinder en partis révolutionnaire et conciliateur, la tâche des éléments communistes est de prendre toutes les mesures pour créer un front national unique contre l'impérialisme. Le groupement des éléments communistes en un parti unique ne peut s'effectuer dans ces pays qu'au cours de la lutte contre l'impérialisme, surtout après une guerre révolutionnaire victorieuse contre ce dernier.

Dans les pays comme l'Égypte ou la Chine, où la bourgeoisie nationale s'est déjà scindée en partis révolutionnaire et conciliateur, mais où la portion conciliatrice de la bourgeoisie ne peut encore se souder à l'impérialisme, les communistes ne peuvent déjà plus s'assigner le but de former un front national unique contre l'impérialisme. De la politique du front national unique, les communistes doivent passer, dans ces pays, à la politique du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie. Ce bloc peut revêtir, dans ces pays, la forme d'un parti unique, d'un parti ouvrier et paysan dans le genre du « Kuomintang » [*Pour plus de détails sur le Kuomintang, voir l'extrait publié ici (pages 118-129), du discours de Staline à l'Assemblée plénière commune du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du 1^{er} août 1927 : « A propos de la Chine ».*] ; mais à condition cependant que ce parti d'un genre spécial représente *en fait* le bloc de deux forces, du Parti communiste et du parti de la petite bourgeoisie révolutionnaire. Dénoncer le caractère hybride et l'esprit d'inconséquence de la bourgeoisie nationale, lutter résolument contre l'impérialisme, telles sont les tâches de ce bloc. Un tel parti à composition double est nécessaire et utile s'il ne tient pas le Parti communiste pieds et poings liés, s'il ne gêne pas la liberté du travail d'agitation et de propagande du Parti communiste, s'il n'empêche pas le ralliement des prolétaires autour du Parti communiste, s'il facilite l'œuvre de direction effective du mouvement révolutionnaire par le Parti communiste. Ce parti à composition double n'est pas nécessaire, il est inutile s'il ne répond pas à toutes ces conditions, car dans ce cas il ne peut conduire qu'à la dissolution des éléments communistes dans les rangs de la bourgeoisie, qu'à la perte par le Parti communiste de l'armée prolétarienne.

Il en va un peu autrement dans les pays comme l'Inde. Ce qu'il y a d'essentiel et de nouveau dans les conditions d'existence des colonies telles que l'Inde, c'est que non seulement la bourgeoisie nationale s'est scindée en partis révolutionnaire et conciliateur, mais, avant tout, que la portion conciliatrice de cette bourgeoisie a déjà réussi à s'entendre, quant au fond, avec l'impérialisme. Craignant la révolution plus que l'impérialisme, soucieuse des intérêts de son coffre-fort plus que des intérêts de sa propre patrie, cette portion de la bourgeoisie, la plus riche et la plus influente, se place des deux pieds dans le camp des ennemis jurés de la révolution, en faisant bloc avec l'impérialisme contre les ouvriers et les paysans de son propre pays. On ne saurait faire triompher la révolution sans avoir brisé ce bloc. Mais pour le briser, il faut concentrer le feu contre la bourgeoisie nationale conciliatrice, en démasquant sa trahison, en affranchissant les masses travailleuses de son influence et en préparant systématiquement les conditions nécessaires pour réaliser l'hégémonie du prolétariat. Autrement dit, il s'agit, dans les colonies telles que l'Inde, de préparer le prolétariat au rôle de chef du mouvement de libération, en refoulant pas à pas de ce poste d'honneur, la bourgeoisie et ses porte-parole.

Créer un bloc anti-impérialiste révolutionnaire et assurer, dans ce bloc, l'hégémonie au prolétariat, telle est la tâche. Ce bloc peut revêtir, mais il ne le doit pas toujours obligatoirement, la forme d'un parti unique ouvrier et paysan, lié formellement par une plate-forme unique. L'indépendance du Parti communiste dans ces pays doit être le mot d'ordre fondamental des éléments avancés du communisme, car l'hégémonie du prolétariat ne peut être préparée et réalisée que par le Parti communiste. Mais le Parti communiste peut et doit ouvertement faire bloc avec l'aile révolutionnaire de la bourgeoisie pour, après avoir isolé la bourgeoisie nationale conciliatrice, entraîner derrière soi les masses innombrables de la petite bourgeoisie citadine et rurale, à la lutte contre l'impérialisme.

De là, les tâches immédiates du mouvement révolutionnaire des colonies et pays dépendants, développés au point de vue capitaliste :

1. Gagner au communisme les meilleurs éléments de la classe ouvrière et créer des Partis communistes indépendants.
2. Créer un bloc révolutionnaire national des ouvriers, des paysans et des intellectuels révolutionnaires contre le bloc de la bourgeoisie nationale conciliatrice et de l'impérialisme.
3. Assurer au prolétariat l'hégémonie dans ce bloc.
4. Lutter pour affranchir la petite bourgeoisie citadine et rurale de l'influence de la bourgeoisie nationale conciliatrice.
5. Assurer l'alliance du mouvement de libération avec le mouvement prolétarien des pays avancés.

Tels sont les trois groupes de tâches immédiates qui se posent aux militants actifs des pays d'Orient, coloniaux et dépendants.

Ces tâches acquièrent un caractère particulièrement sérieux et particulièrement important, si on les envisage à la lumière de la situation internationale actuelle. La situation internationale, dans le moment présent, est caractérisée par la période d'accalmie temporaire intervenue dans le mouvement révolutionnaire. Mais qu'est-ce qu'une accalmie, que peut-elle signifier au moment actuel ? Elle ne peut signifier qu'un renforcement de la pression exercée sur les ouvriers de l'Occident, sur les colonies de l'Orient et, avant tout, sur l'Union soviétique, porte-drapeau du mouvement révolutionnaire de tous les pays. On ne peut guère douter que la préparation de cette pression sur l'Union soviétique n'ait déjà commencé dans les rangs des impérialistes. La campagne de calomnies déclenchée en liaison avec l'insurrection en Estonie, la campagne d'excitation charlatanesque déclenchée contre l'Union soviétique en liaison avec l'explosion à Sofia, la campagne générale de la presse bourgeoise contre notre pays, — tous ces faits constituent une étape de préparation à l'offensive. C'est la préparation d'artillerie de l'opinion publique, visant à habituer l'homme moyen aux attaques contre l'Union soviétique et à créer les prémices morales d'une intervention militaire. Que résultera-t-il de cette campagne de mensonges et de calomnies ? Les impérialistes se risqueront-ils à entreprendre une sérieuse offensive ? C'est ce que nous verrons. Mais que ces attaques ne promettent rien de bon pour les colonies, il n'y a guère lieu d'en douter. C'est pourquoi la question de la préparation d'une contre-attaque des forces unies de la révolution pour parer au coup probable de la part de l'impérialisme, est une question du jour, qu'on ne saurait éluder.

Voilà pourquoi l'exécution stricte des tâches immédiates du mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays dépendants, acquiert au moment actuel une importance particulièrement grande.

Etant donné toutes ces circonstances, quelle est la mission de l'Université des peuples d'Orient à l'égard des pays coloniaux et dépendants ? Cette mission consiste à tenir compte de toutes les particularités du mouvement révolutionnaire de ces pays et à former des cadres, venus de ces pays, dans un sens qui garantisse l'exécution des tâches variées et immédiates, exposées plus haut.

L'Université des peuples d'Orient compte près de dix groupes différents d'étudiants, venus chez nous des pays coloniaux et dépendants. Tout le monde sait que ces camarades ont soif de lumière et de savoir. La tâche de l'Université des peuples d'Orient est d'en faire de véritables révolutionnaires, armés de la théorie du léninisme, pourvus de l'expérience pratique du léninisme et capables d'exécuter scrupuleusement et en toute conscience les tâches immédiates du mouvement de libération des colonies et pays dépendants.

Ce faisant, on ne doit pas perdre de vue qu'il existe deux déviations dans le travail pratique des militants actifs de l'Orient colonial, déviations qu'il est nécessaire de combattre pour former des cadres véritablement révolutionnaires.

La première déviation consiste à sous-estimer les possibilités révolutionnaires du mouvement de libération, et à surestimer l'idée d'un front national unique, englobant tout dans les colonies et pays dépendants, indépendamment de l'état et du degré de développement de ces pays. C'est la déviation de droite, qui menace d'abaisser le mouvement révolutionnaire et de dissoudre les éléments communistes dans le chœur général des nationalistes bourgeois. La lutte résolue contre cette déviation est l'obligation directe de l'Université des peuples d'Orient.

La seconde déviation consiste à surestimer les possibilités révolutionnaires du mouvement de libération et à sous-estimer l'alliance de la classe ouvrière avec la bourgeoisie révolutionnaire contre l'impérialisme. Il me semble que sont atteints de cette déviation les communistes de Java, qui ont récemment commis l'erreur de lancer le mot d'ordre du pouvoir soviétique pour leur pays. C'est une déviation de gauche, qui menace d'isoler des masses le Parti communiste et de le transformer en secte. La lutte résolue contre cette déviation est la condition indispensable à la formation de cadres réellement révolutionnaires pour les colonies et les pays dépendants d'Orient.

Telles sont, dans l'ensemble, les tâches politiques de l'Université des peuples d'Orient à l'égard des peuples de l'Orient soviétique et colonial.

Espérons que l'Université des peuples d'Orient saura s'acquitter de ces tâches avec honneur.

Pravda, n° 115, 22 mai 1925.

ENCORE UNE FOIS SUR LA QUESTION NATIONALE

A propos de l'article du camarade Sémitch (1925)

On ne peut que saluer le fait que le camarade Sémitch, après la discussion qui a eu lieu au sein de la commission yougoslave, se rallie maintenant dans son article, entièrement et sans réserve, à la position de la délégation du P.C.R. à l'Internationale communiste ; mais il serait faux de croire de ce fait qu'entre la délégation du P.C.R. d'une part, et le camarade Sémitch, de l'autre, il n'y ait pas eu de désaccords avant ou pendant la discussion à la commission yougoslave. C'est ce que le camarade Sémitch est, apparemment, enclin à penser des désaccords sur la question nationale, s'efforçant de les réduire à des malentendus. Mais malheureusement son erreur est profonde. Il affirme dans son article que la polémique engagée contre lui est fondée sur une « série de malentendus », provoqués par « un discours incomplètement traduit » qu'il a prononcé à la commission yougoslave. Autrement dit, il s'ensuit que c'est la faute à l'aiguilleur [*Proverbe russe.*], à celui qui, on ne sait pourquoi, a traduit incomplètement le discours du camarade Sémitch. Je me vois obligé de déclarer, dans l'intérêt de la vérité, que cette affirmation du camarade Sémitch ne correspond nullement à la réalité. Evidemment, il aurait été préférable que le camarade Sémitch appuyât sa déclaration par des citations empruntées au discours qu'il a prononcé à la commission yougoslave, et qui est conservé dans les archives de l'Internationale communiste.

Mais il ne l'a pas fait, on ne sait pourquoi. Cela étant, je me vois obligé d'accomplir pour le camarade Sémitch cette tâche qui, pour n'être pas très agréable, n'en est pas moins absolument nécessaire.

Cela est d'autant plus nécessaire que, même à présent que le camarade Sémitch se solidarise entièrement avec la position de la délégation du P.C.R., il reste néanmoins dans sa position actuelle pas mal de points obscurs.

Dans mon discours à la commission yougoslave (voir le *Bolchévik*, n° 7), j'ai parlé des désaccords sur trois questions : 1) sur les moyens de résoudre le problème national ; 2) sur le contenu social intérieur du mouvement national à l'époque historique actuelle et 3) sur le rôle du facteur international dans la question nationale.

Sur la première question j'affirmais que le camarade Sémitch « n'a pas tout à fait compris l'essence fondamentale de la question nationale, telle que la posent les bolchéviks », qu'il détache la question nationale de la question générale de la révolution, qu'il s'engage ainsi dans une voie réduisant la question nationale à une question constitutionnelle.

Tout cela est-il exact ?

Lisez les passages suivants du discours du camarade Sémitch à la commission yougoslave (30 mars 1925), et jugez vous-mêmes :

« Peut-on ramener la question nationale à une question constitutionnelle ? Tout d'abord, posons la question en théorie. Disons que dans un Etat X vivent trois nations A, B et C. Ces trois nations expriment le désir de vivre dans un seul Etat. De quoi s'agit-il donc en pareil cas ? Il s'agit évidemment de régler les rapports internes à l'intérieur de cet Etat. C'est donc une question d'ordre constitutionnel. Dans ce cas théorique, la question nationale se ramène à une question constitutionnelle... Si, dans un pareil cas théorique, nous ramenons la question nationale à une question constitutionnelle, il faut dire alors — et c'est ce que j'ai constamment souligné — que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris le droit à la séparation, est la condition requise pour résoudre le problème constitutionnel. Et ce n'est que sur ce plan que je pose le problème constitutionnel. »

Je pense que ces extraits du discours du camarade Sémitch se passent de commentaires. Il est clair que quiconque envisage la question nationale comme partie intégrante de la question générale de la

révolution prolétarienne, ne peut la ramener à une question constitutionnelle. Et inversement : celui-là seul qui détache la question nationale de la question générale de la révolution prolétarienne peut la ramener à une question constitutionnelle.

Le discours du camarade Sémitch indique que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ne peut être conquis sans une lutte révolutionnaire. Le camarade Sémitch déclare :

« On conçoit que ces droits ne peuvent être conquis que par une lutte révolutionnaire. Ils ne peuvent être conquis par la voie parlementaire ; seules les actions de masse révolutionnaires peuvent les faire naître. »

Mais que signifie « lutte révolutionnaire » et « actions révolutionnaires » ? Peut-on identifier la « lutte révolutionnaire » et les « actions révolutionnaires » avec le renversement de la classe dominante, avec la prise du pouvoir, avec la victoire de la révolution, comme condition nécessaire pour résoudre la question nationale ? Evidemment non. Lorsqu'on parle de la victoire de la révolution comme de la condition essentielle pour résoudre la question nationale, c'est une chose ; et c'est une tout autre chose lorsqu'on pose comme condition à la solution du problème national, les « actions révolutionnaires » et la « lutte révolutionnaire ». Il est nécessaire de marquer que la voie des réformes, la voie constitutionnelle n'exclut pas le moins du monde les « actions révolutionnaires », ni la « lutte révolutionnaire ». Lorsqu'on définit le caractère révolutionnaire ou réformiste de tel ou tel parti, il faut considérer comme élément décisif non pas les « actions révolutionnaires » en elles-mêmes, mais les buts et les tâches politiques au nom desquels elles sont entreprises et utilisées par le parti. Après la dissolution de la première Douma en 1906, les menchéviks russes proposaient, comme on sait, d'organiser la « grève générale », et même l'« insurrection armée ». Mais cela ne les empêchait nullement de demeurer des menchéviks. Car pourquoi proposaient-ils tout cela alors ? Ce n'était évidemment pas pour abattre le tsarisme et organiser la victoire complète de la révolution, mais pour « exercer une pression » sur le gouvernement tsariste dans le but de conquérir une réforme, dans le but d'élargir la « Constitution », dans le but de convoquer une Douma « améliorée ». Les « actions révolutionnaires » pour réformer l'ancien ordre de choses, le pouvoir *demeurant* entre les mains de la classe dominante, c'est une question, c'est la voie constitutionnelle. Les « actions révolutionnaires » pour briser l'ancien ordre de choses, pour renverser la classe dominante, c'est une autre question, c'est la voie révolutionnaire, c'est la voie de la victoire complète de la révolution. Ici la différence est capitale.

Voilà pourquoi je pense que la référence du camarade Sémitch à la « lutte révolutionnaire » — la question nationale se trouvant réduite à une question constitutionnelle — loin de démentir, confirme ma déclaration disant que le camarade Sémitch « n'a pas tout à fait compris l'essence fondamentale de la question nationale, telle que la posent les bolchéviks », car il n'a pas compris que l'on doit envisager le problème national non pas isolément, mais en liaison indissoluble avec la question de la victoire de la révolution, comme une partie de la question générale de la révolution.

En insistant sur ce point, je ne prétends nullement avoir dit quelque chose de nouveau au sujet de l'erreur commise par le camarade Sémitch dans cette question. Pas le moins du monde. Cette erreur du camarade Sémitch, le camarade Manouïlski en a déjà parlé au V^e congrès de l'Internationale communiste, lorsqu'il déclarait que :

« Dans sa brochure : *la Question nationale à la lumière du marxisme*, et dans une suite d'articles publiés dans le *Radnik*, organe du Parti communiste yougoslave, le camarade Sémitch pose comme mot d'ordre pratique du Parti communiste, la lutte pour la révision de la Constitution, c'est-à-dire qu'il ramène en fait toute la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes exclusivement sur le terrain constitutionnel. » (Voir le *Compte rendu sténographique du V^e congrès*, p. 596, en russe.)

C'est de cette même erreur que le camarade Zinoviev a parlé à la commission yougoslave, lorsqu'il déclarait :

« Il se trouve que dans la perspective du camarade Sémitch il ne manque que peu de chose — la révolution ; que la question nationale est un problème « révolutionnaire et non constitutionnel ». » (Voir la *Pravda*, n° 83.)

Il n'est pas possible que toutes ces observations des représentants du P.C.R. à l'Internationale communiste sur l'erreur du camarade Sémitch, soient un effet du hasard, soient dénuées de fondement. Il n'y a pas de fumée sans feu.

Il en va ainsi de la première erreur, de l'erreur fondamentale du camarade Sémitch. Ses autres erreurs découlent directement de cette erreur fondamentale.

En ce qui concerne la deuxième question, j'ai affirmé dans mon discours (voir le *Bolchévik* n° 7), que le camarade Sémitch

« ne veut pas envisager la question nationale comme une question paysanne quant au fond. »

Est-ce exact ?

Lisez le passage suivant du discours du camarade Sémitch à la commission yougoslave, et jugez-en vous-mêmes :

« Quel est le sens social du mouvement national en Yougoslavie ? demande le camarade Sémitch. Et il répond aussitôt : « Ce contenu social est dans la lutte de concurrence entre le capital serbe, d'une part, et le capital croate et Slovène, de l'autre ». » (Voir le discours du camarade Sémitch à la commission yougoslave.)

Que la lutte de concurrence entre la bourgeoisie Slovène et croate avec la bourgeoisie serbe ne puisse manquer de jouer ici un certain rôle, cela, évidemment, ne saurait faire aucun doute. Mais il est aussi indéniable qu'un homme qui voit la portée sociale du mouvement national dans la lutte de concurrence de la bourgeoisie des diverses nationalités, ne peut considérer le problème national comme une question paysanne quant au fond. Qu'est-ce qui fait l'essence de la question nationale, maintenant que de question locale et intérieure d'Etat, elle est devenue une question mondiale, la question de la lutte des colonies et des nationalités dépendantes contre l'impérialisme ? L'essence de la question nationale est aujourd'hui dans la lutte des masses populaires des colonies et des nationalités dépendantes contre l'exploitation financière, contre l'asservissement politique et la dépersonnalisation culturelle de ces colonies et de ces nationalités par la bourgeoisie impérialiste de la nationalité dominante. La question nationale étant posée de la sorte, quelle signification peut avoir la lutte de concurrence entre les bourgeoisies des différentes nationalités ? Une signification pas décisive à coup sûr, et même, en certains cas, sans importance. Il est tout à fait évident qu'il s'agit principalement ici, non pas du fait que la bourgeoisie d'une nationalité bat ou peut battre dans la lutte de concurrence la bourgeoisie d'une autre nationalité, mais du fait que le groupe impérialiste de la nationalité dominante exploite et opprime les masses fondamentales, et, avant tout, les masses paysannes des colonies et des nationalités dépendantes; et qu'en les opprimant et les exploitant, il les entraîne du même coup à la lutte contre l'impérialisme, il en fait des alliés de la révolution prolétarienne. On ne saurait considérer la question nationale comme une question paysanne quant au fond, si la portée sociale du mouvement national se réduit à la lutte de concurrence entre les bourgeoisies des diverses nationalités. Et inversement : on ne saurait voir la portée sociale du mouvement national dans la lutte de concurrence entre les bourgeoisies des diverses nationalités, si l'on considère la question nationale comme une question paysanne quant au fond. Il est absolument impossible d'établir un signe d'égalité entre ces deux formules.

Le camarade Sémitch se réfère à un passage de la brochure de Staline : *le Marxisme et la question nationale*, écrite à la fin de 1912. Il y est dit que

« la lutte nationale est une lutte des classes bourgeoises entre elles. »

Par là, il veut apparemment faire allusion à la justesse de sa formule tendant à définir la portée sociale du mouvement national dans les conditions historiques données. Mais la brochure de Staline a été écrite avant la guerre impérialiste, quand la question nationale n'était pas encore, dans la conception des marxistes, une question d'une portée mondiale, et que la revendication fondamentale des marxistes relative au droit de libre disposition était considérée, non comme une partie de la révolution prolétarienne, mais comme une partie de la révolution démocratique bourgeoise. Il serait ridicule de ne pas voir que, depuis, la situation internationale s'est modifiée radicalement; que la guerre, d'une part, et la Révolution d'Octobre en Russie de l'autre, ont transformé la question nationale, de fragment de la révolution démocratique bourgeoise en fragment de la révolution socialiste prolétarienne. Déjà en octobre 1916, dans son article « Le bilan de la discussion sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », Lénine disait que le point essentiel de la question nationale relatif au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, a cessé d'être une partie du mouvement démocratique général, qu'il est déjà devenu partie intégrante de la révolution prolétarienne générale, socialiste. Je ne parle même pas des écrits ultérieurs sur la question nationale, dus à Lénine comme à d'autres représentants du communisme russe. Quelle signification peut avoir la référence du camarade Sémitch à tel passage de la brochure de Staline, écrite dans la période de la révolution démocratique *bourgeoise* en Russie, maintenant que, en vertu de la nouvelle situation historique, nous sommes entrés dans une nouvelle époque, dans l'époque de la révolution mondiale *prolétarienne* ? Elle ne peut avoir que cette signification, que le camarade Sémitch fait des citations en dehors de l'espace et du temps, en dehors de toute liaison avec la situation historique vivante, violant par-là les règles élémentaires de la dialectique et sans tenir compte du fait qu'une chose juste dans telle situation historique peut s'avérer fautive dans telle autre situation historique. J'ai déjà dit dans mon discours à la commission yougoslave, que dans la façon de poser la question nationale par les bolchéviks russes, il faut distinguer deux stades : le stade d'avant Octobre, alors qu'il s'agissait de la révolution démocratique bourgeoise, et que la question nationale était considérée comme une partie du mouvement démocratique général, et le stade d'Octobre où il s'agissait déjà de la révolution prolétarienne et ; où la question nationale était devenue partie intégrante de la révolution prolétarienne. Il est à peine besoin de démontrer que cette distinction a une portée décisive. Je crains que le camarade Sémitch n'ait pas encore saisi le sens et la portée de cette distinction entre les deux stades dans la manière de poser la question nationale.

Voilà pourquoi je pense que, dans la tentative du camarade Sémitch d'envisager le mouvement national, non comme une question paysanne quant au fond, mais comme une question de concurrence entre les bourgeoisies des diverses nationalités,

« il y a sous-estimation de la puissance du mouvement national et incompréhension de son caractère profondément populaire, profondément révolutionnaire. » [Voir le *Bolchévik*, n° 7 J.S.]

Il en va ainsi de la deuxième erreur du camarade Sémitch.

Fait caractéristique : le camarade Zinoviev dit la même chose de cette erreur du camarade Sémitch, dans son discours à la commission yougoslave, en déclarant :

« L'affirmation du camarade Sémitch est fautive, disant qu'en Yougoslavie le mouvement paysan est, voyez-vous, dirigé par la bourgeoisie et que, de ce fait, il n'est pas révolutionnaire. » [Voir la *Pravda*, n° 83 J. S.]

Cette coïncidence est-elle un effet du hasard ? Evidemment non. Encore une fois : il n'y a point de fumée sans feu.

Enfin, en ce qui concerne la troisième question, j'ai affirmé que le camarade Sémitch fait une

« tentative de traiter la question nationale en Yougoslavie, en dehors de toute liaison avec la situation internationale et les perspectives probables en Europe. »

Est-ce exact ?

Oui, c'est exact. Car dans son discours, le camarade Sémitch n'a pas fait une allusion même éloignée pour laisser entendre que la situation internationale, dans les conditions actuelles, surtout en ce qui concerne la Yougoslavie, est un facteur essentiel dans la solution de la question nationale. Le fait que l'Etat yougoslave lui-même s'est constitué à la suite de la mêlée entre les deux principales coalitions impérialistes, que la Yougoslavie ne peut s'échapper du grand jeu de forces qui a lieu actuellement dans les Etats impérialistes d'alentour — tout cela est resté hors du champ visuel du camarade Sémitch.

La référence du camarade Sémitch disant qu'il conçoit parfaitement certains changements dans la situation internationale, qui font que la question de la libre disposition peut devenir une question d'actualité pratique — cette référence doit être reconnue maintenant, dans la situation internationale actuelle, comme n'étant plus suffisante. Il ne s'agit plus du tout maintenant, à supposer que la situation internationale subisse certains changements dans un avenir possible et lointain, de reconnaître l'actualité du problème relatif au droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; cela, même les démocrates bourgeois pourraient maintenant, en cas de besoin, le reconnaître comme perspective. Il ne s'agit pas de cela maintenant ; il s'agit de ne pas faire des frontières actuelles de l'Etat yougoslave, établies à la suite de guerres et de violences, un point de départ et une base légitime pour résoudre la question nationale.

De deux choses l'une : ou bien le problème de la libre disposition nationale, c'est-à-dire de la modification radicale des frontières de la Yougoslavie, est un *appendice* au programme national, qui se dessine confusément dans un avenir lointain, ou bien il est *la base* du programme national. Il est clair, en tout cas, que le point relatif au droit de libre disposition ne peut être simultanément *et* un appendice *et* la base du programme national du Parti communiste yougoslave. Je crains que le camarade Sémitch ne continue toujours à envisager le droit à la libre disposition comme un appendice-perspective au programme national.

Voilà pourquoi je pense que le camarade Sémitch détache la question nationale de l'ensemble de la situation internationale, ce qui fait que, chez lui, la question de la libre disposition, c'est-à-dire de la modification des frontières de la Yougoslavie, n'est pas, quant au fond, une question actuelle, mais académique.

Il en va ainsi de la troisième erreur du camarade Sémitch.

Fait caractéristique. Le camarade Manouïlski dit la même chose de cette erreur du camarade Sémitch, dans son rapport au V^e congrès de l'Internationale communiste :

« La prémisse fondamentale de toute la façon de poser la question nationale par le camarade Sémitch, c'est cette idée que le prolétariat doit considérer l'Etat bourgeois *dans les frontières qui y ont été établies par une série de guerres et de violences.* » (*Voir le Compte rendu sténographique du V^e congrès de l'Internationale communiste, p. 597 (en russe).*) [*souligné par nous. J. S.*].

Peut-on considérer cette coïncidence comme due au hasard ? Evidemment non.

Encore une fois : il n'y a point de fumée sans feu.

Bolchévik, n° 11-12, 30 juin 1925.

EXTRAIT DE LA LETTRE ADRESSÉE AU CAMARADE KAGANOVITCH ET AUX AUTRES MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'UKRAINE

(1926)

Dans les déclarations du camarade Choumski certaines idées sont justes. Il est exact qu'un vaste mouvement a commencé et se développe en Ukraine pour la culture et la vie sociale ukrainiennes. Il est exact qu'on ne doit en aucun cas livrer ce mouvement aux mains d'éléments qui nous sont étrangers. Il est exact qu'en Ukraine nombre de communistes ne saisissent pas le sens et la portée de ce mouvement et, par suite, ne prennent pas de mesures pour s'en rendre maîtres. Il est exact qu'il faut opérer un tournant parmi les cadres de nos travailleurs du Parti et des institutions soviétiques, cadres qui sont encore pénétrés d'un esprit d'ironie et de scepticisme en ce qui touche la culture ukrainienne et la vie sociale ukrainienne. Il est exact qu'il faut choisir et former avec soin des cadres d'hommes capables de se rendre maîtres du nouveau mouvement en Ukraine. Tout cela est exact. Mais, d'autre part, le camarade Choumski commet au moins deux fautes graves.

Premièrement, il confond l'ukrainisation de notre appareil du Parti et de l'appareil soviétique avec l'ukrainisation du prolétariat. On peut et l'on doit ukrainiser en observant un certain rythme notre appareil du Parti, l'appareil d'Etat et ceux qui assurent le service de la population. Mais on ne peut ukrainiser le prolétariat par en haut. On ne peut *forcer* les masses ouvrières russes à renoncer à la langue et à la culture russes et à reconnaître pour leurs la culture et la langue ukrainiennes. Cela est contraire au principe du libre développement des nationalités. Ce ne serait pas la liberté nationale, mais une forme singulière d'oppression nationale. Il est certain que la composition du prolétariat ukrainien se modifiera au fur et à mesure du développement industriel de l'Ukraine, au fur et à mesure de l'afflux, vers l'industrie, d'ouvriers ukrainiens venus des campagnes environnantes. Il est certain que la composition du prolétariat ukrainien ira s'ukrainisant, de la même façon que la composition du prolétariat, disons, de Lettonie ou de Hongrie qui, à un moment donné, avait un caractère allemand, et par la suite se lettonisa et se magyarisa. Mais c'est là un processus de longue durée, spontané, naturel. Vouloir substituer à ce processus spontané l'ukrainisation forcée du prolétariat par en haut, c'est pratiquer une politique utopique et nuisible, susceptible de provoquer en Ukraine, parmi les couches non ukrainiennes du prolétariat, un chauvinisme anti-ukrainien. Il me semble que le camarade Choumski conçoit faussement l'ukrainisation et ne tient pas compte de ce dernier danger.

Deuxièmement, soulignant d'une façon absolument juste le caractère positif du nouveau mouvement, en Ukraine, pour la culture et la vie sociale ukrainiennes, le camarade Choumski ne voit cependant pas les ombres de ce mouvement. Le camarade Choumski ne voit pas que, étant donné la faiblesse des cadres communistes composés d'hommes du pays en Ukraine, ce mouvement dirigé fréquemment par des intellectuels non communistes, peut çà et là revêtir le caractère d'une lutte tendant à isoler la culture et la vie sociale ukrainiennes de l'ensemble de la culture et de la vie sociale soviétiques, le caractère d'une lutte contre « Moscou » en général, contre les Russes en général, contre la culture russe et sa suprême réalisation, le léninisme. Je ne vais pas m'attacher à démontrer que ce danger devient de plus en plus réel en Ukraine. Je tiens seulement à dire que même certains communistes ukrainiens ne sont pas exempts de tels défauts. Je veux parler d'une chose connue de tous, à savoir de l'article du communiste notoire Khvylévoï, paru dans la presse ukrainienne. La « dérussification *immédiate* du prolétariat » d'Ukraine revendiquée par Khvylévoï ; son opinion que « la poésie ukrainienne doit fuir le plus vite possible la littérature russe et son style » ; sa déclaration que « les idées du prolétariat nous sont connues même sans l'art moscovite » ; son engouement pour on ne sait trop quel rôle messianique des « jeunes » intellectuels ukrainiens ; sa tentative risible et non marxiste de détacher la culture de la politique, tout cela, et bien d'autres choses analogues, résonne maintenant (et ne peut manquer de résonner) dans la bouche d'un communiste ukrainien, de façon plus qu'étrange. Alors que les prolétaires de l'Europe occidentale et leurs Partis communistes sont pleins de sympathie pour « Moscou », pour cette citadelle du mouvement révolutionnaire international et du léninisme ; alors que les prolétaires de l'Europe occidentale regardent avec admiration le drapeau qui flotte sur Moscou, le

communiste ukrainien Khvylévoï n'a rien d'autre à dire, en faveur de Moscou, que d'appeler les militants ukrainiens à fuir « Moscou », « le plus vite possible ». Et cela s'appelle de l'internationalisme ! Que dire des autres intellectuels ukrainiens du camp non communiste, si les communistes commencent à parler, et non pas seulement à parler, mais aussi à écrire, dans notre presse soviétique, dans la langue du camarade Khvylévoï. Le camarade Choumski ne comprend pas qu'il n'est possible de se rendre maître du nouveau mouvement, en Ukraine, pour la culture ukrainienne, qu'en combattant les extrêmes du camarade Khvylévoï, dans les rangs communistes. Le camarade Choumski ne comprend pas que ce n'est qu'en luttant contre ces extrêmes que l'on peut transformer la culture et la vie sociale ukrainiennes qui montent, en une culture et une vie sociale *soviétiques*.

26 avril 1926.

A PROPOS DE LA CHINE

Extrait du discours prononcé à l'assemblée plénière commune du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, à la séance du 1^{er} août 1927 : « La situation internationale et la défense de l'U.R.S.S. »

Passons au problème de la Chine. Je ne m'étendrai pas sur les erreurs qui ont été commises par l'opposition en ce qui touche le caractère et les perspectives de la révolution chinoise. Je ne le ferai point, car on en a suffisamment parlé, d'une façon suffisamment convaincante, et il est inutile de se répéter ici. Je ne m'étendrai pas non plus sur cette affirmation que la révolution chinoise au stade actuel est, prétendument, une révolution pour l'autonomie douanière (Trotsky). Il est également inutile de s'étendre sur cette affirmation qu'en Chine il n'existe pas, paraît-il, de survivances féodales, et que, si même elles existent, elles n'ont pas une importance quelque peu sérieuse (Trotsky et Radek), ce qui fait que la révolution agraire, en Chine, devient tout à fait incompréhensible. La lecture de notre presse du Parti vous a probablement déjà mis au courant de ces erreurs et d'autres analogues, commises par l'opposition dans la question chinoise.

Passons à la question relative aux points fondamentaux d'où part le léninisme pour résoudre les problèmes de la révolution, dans les pays coloniaux et dépendants.

Quel est le point de départ que prennent l'Internationale communiste et les Partis communistes en général, lorsqu'ils abordent les problèmes du mouvement révolutionnaire dans les pays coloniaux et dépendants ?

C'est la *distinction* stricte entre la révolution dans les pays impérialistes, dans les pays opprimant les autres peuples, et la révolution dans les pays coloniaux et dépendants, dans les pays subissant le joug impérialiste des autres Etats. La révolution dans les pays impérialistes, c'est une chose : là, la bourgeoisie opprime les autres peuples ; là, elle est contre-révolutionnaire à tous les stades de la révolution ; là, l'élément national, comme élément de lutte libératrice fait défaut. La révolution dans les pays coloniaux et dépendants, c'est différent : là, le joug de l'impérialisme des autres Etats est un des facteurs de la révolution ; là, ce joug ne peut manquer d'atteindre aussi la bourgeoisie nationale ; là, la bourgeoisie nationale, à un certain stade et pour un certain laps de temps, peut soutenir le mouvement révolutionnaire de son pays contre l'impérialisme ; là, l'élément national comme élément de lutte pour la libération, est un facteur de la révolution. Ne pas faire cette distinction, ne pas comprendre cette différence, identifier la révolution dans les pays impérialistes avec la révolution dans les pays coloniaux, c'est sortir de la voie du marxisme, de la voie du léninisme ; c'est s'engager dans la voie des partisans de la II^e Internationale.

Voici ce que Lénine disait à ce sujet dans son rapport sur la question nationale et coloniale, au II^e congrès de l'Internationale communiste :

« Quelle est l'idée la plus importante, l'idée fondamentale de nos thèses ? La distinction entre les peuples opprimés et oppresseurs. Nous soulignons cette distinction, contrairement à ce que font la II^e Internationale et la démocratie bourgeoise. » (V. I. Lénine : Œuvres complètes, t. XXV, p. 417, E. S. I., Paris, 1935.) [souligné par nous. J. S.]

L'erreur fondamentale de l'opposition, c'est qu'elle ne comprend pas et ne reconnaît pas cette différence entre la révolution d'un type et la révolution de l'autre type.

L'erreur fondamentale de l'opposition, c'est qu'elle *identifie* la révolution de 1905, en Russie, pays impérialiste qui opprimait les autres peuples, avec la révolution en Chine, pays opprimé, semi-colonial, contraint de lutter contre le joug impérialiste des autres Etats.

Chez nous en Russie, en 1905, la révolution marchait contre la bourgeoisie, contre la bourgeoisie libérale, bien que cette révolution fût démocratique bourgeoise. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie libérale d'un pays *impérialiste* ne peut pas ne pas être contre-révolutionnaire. C'est pour cette raison justement qu'il n'était pas et qu'il ne pouvait alors être question pour les bolchéviks, de blocs ou accords provisoires avec la bourgeoisie libérale. Partant de là, l'opposition prétend qu'on doit faire de même en Chine, à tous les stades du mouvement révolutionnaire, que les accords et blocs provisoires avec la bourgeoisie nationale ne sont jamais, quelles que soient les conditions, admissibles en Chine. Mais l'opposition oublie que seuls peuvent parler ainsi des gens qui ne comprennent pas et ne reconnaissent pas la différence entre la révolution dans les pays opprimés et la révolution dans les pays oppresseurs ; que seuls peuvent parler ainsi des gens qui brisent avec le léninisme et glissent vers les partisans de la II^e Internationale.

Voici ce que dit Lénine à propos de l'admissibilité d'accords et blocs provisoires avec les mouvements libérateurs *bourgeois* dans les pays coloniaux :

« L'Internationale communiste doit marcher en *alliance provisoire* [souligné par nous. J. S.] avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais ne pas fusionner avec elle et maintenir absolument l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire... » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, t. XXV, p. 343.)

« En tant que communistes, nous ne devons *soutenir* et ne *soutiendrons* les mouvements *libérateurs bourgeois* [souligné par nous. J. S.] des pays coloniaux, que dans les cas où ces mouvements sont réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne nous empêcheront pas d'éduquer et d'organiser dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les grandes masses d'exploités. » (*Idem*, p. 419.)

Comment a-t-il pu « arriver » que Lénine, qui lançait ses foudres contre les accords avec la bourgeoisie *en Russie* reconnaisse l'admissibilité de pareils accords et blocs *en Chine* ? Peut-être Lénine s'est-il trompé ? Peut-être s'est-il détourné de la tactique révolutionnaire vers la tactique opportuniste ? Evidemment non. Cela « est arrivé » parce que Lénine comprenait la différence entre la révolution dans un pays opprimé et la révolution dans un pays oppresseur. Cela « est arrivé » parce que Lénine comprenait qu'à un certain stade de son développement, la bourgeoisie nationale, dans les pays coloniaux, peut soutenir le mouvement révolutionnaire de son pays contre l'impérialisme du dehors. C'est ce que l'opposition ne veut pas comprendre ; mais elle ne veut pas le comprendre parce qu'elle brise avec la tactique révolutionnaire de Lénine, parce qu'elle brise avec la tactique révolutionnaire du léninisme.

Avez-vous remarqué comment les leaders de l'opposition, dans leurs discours, ont soigneusement évité de parler de ces indications de Lénine, par crainte d'y toucher, bien que dans son rapport le camarade Boukharine leur ait posé de front la question de ces indications de Lénine ? Pourquoi donc évitent-ils ces indications tactiques, connues de tous, données par Lénine pour les pays coloniaux et dépendants ? Pourquoi craignent-ils ces indications ? Parce qu'ils craignent la vérité. Parce que les indications tactiques de Lénine renversent toute l'orientation idéologique et politique du trotskisme dans les problèmes de la révolution chinoise.

A propos des étapes de la révolution chinoise. L'opposition s'est embrouillée au point qu'elle nie maintenant l'existence d'étapes quelles qu'elles soient, dans le développement de la révolution chinoise. Mais peut-il y avoir des révolutions sans certaines étapes dans leur développement ? Notre révolution n'a-t-elle pas eu ses étapes de développement ? Prenez les thèses d'avril de Lénine, et vous verrez que Lénine reconnaissait deux étapes dans notre révolution : la première étape, la révolution démocratique bourgeoise avec le mouvement agraire comme axe principal ; la seconde étape, la Révolution d'Octobre avec la prise du pouvoir par le prolétariat comme axe principal. Quelles sont les étapes de la révolution chinoise ? A mon avis, elles doivent être au nombre de trois : première étape, la révolution du front national général *unifié*, la période de Canton, lorsque la révolution dirigeait ses coups principalement contre l'impérialisme étranger, et que la bourgeoisie nationale soutenait le mouvement révolutionnaire ; deuxième étape, la révolution démocratique bourgeoise, après l'apparition

des armées nationales sur le fleuve Yang-Tsé, alors que la bourgeoisie nationale s'est retirée de la révolution et que le mouvement agraire s'est développé en une puissante révolution de dizaines de millions de paysans (actuellement la révolution chinoise en est à la deuxième étape de son développement) ; troisième étape, la révolution soviétique, qui n'a pas encore eu lieu, mais qui viendra. Quiconque n'a pas compris qu'il n'est point de révolution sans certaines étapes dans son développement, quiconque n'a pas compris que la révolution chinoise comporte trois étapes dans son développement, n'a rien compris ni au marxisme, ni à la question chinoise.

Quel est le trait caractéristique de la première étape de la révolution chinoise ?

Le trait caractéristique de la première étape de la révolution chinoise, c'est que celle-ci a été, en premier lieu, la révolution du front national général unifié, et que, en second lieu, elle a été dirigée principalement contre le joug impérialiste du dehors (grève de Hongkong, etc.). Canton était-il alors le centre, la place d'armes du mouvement révolutionnaire en Chine ? Oui, incontestablement. Il n'y a guère maintenant que des aveugles qui puissent le nier.

Est-il exact que la première étape de la révolution coloniale doit porter précisément ce caractère ? Je pense que c'est exact. Dans les « Thèses complémentaires » du II^e congrès de l'Internationale communiste, traitant de la révolution en Chine et dans l'Inde, il est dit expressément que dans ces pays

« l'emprise étrangère freine constamment le développement de la vie sociale, [et que] pour cette raison, le premier pas [souligné par nous. J. S.] de la révolution dans les colonies doit être le renversement du capitalisme étranger. » (Voir le *Compte rendu sténographique du II^e Congrès de l'I.C.* p. 605, texte russe.)

Le trait caractéristique de la révolution chinoise, c'est qu'elle a franchi ce « premier pas », la première étape de son développement, qu'elle a franchi la période de révolution du front national général unifié, et est entrée dans la deuxième étape de son développement, dans la période de la révolution agraire.

Le trait caractéristique, par exemple, de la révolution turque (des kémalistes), c'est, au contraire, qu'elle s'est enlisée au « premier pas », dans la première étape de son développement, à l'étape du mouvement libérateur bourgeois, sans même tenter de passer à la deuxième étape de son développement, à l'étape de la révolution agraire.

Que représentaient le Kuomintang et son gouvernement à la première étape de la révolution, dans la période cantonaise ? Ils représentaient alors le bloc des ouvriers, des paysans, des intellectuels bourgeois et de la bourgeoisie nationale. Canton était-il alors le centre du mouvement révolutionnaire, la place d'armes de la révolution ? La politique de soutien du Kuomintang cantonais, comme gouvernement de la lutte libératrice contre l'impérialisme, était-elle juste, alors ? Avions-nous raison de prêter une aide à Canton en Chine, et, disons, à Angora, en Turquie, lorsque Canton et Angora menaient la lutte contre l'impérialisme ? Oui, nous avons raison. Nous avons raison, et nous marchions alors sur les traces de Lénine, car la lutte de Canton et d'Angora éparpillait les forces de l'impérialisme, affaiblissait et découronnait l'impérialisme, facilitant ainsi le développement du foyer de la révolution mondiale, le développement de l'U.R.S.S. Est-il exact que les leaders actuels de l'opposition étaient alors avec nous pour soutenir et Canton et Angora, et leur prêter une certaine aide. Oui, cela est exact. Il ferait beau voir quelqu'un le mettre en doute.

Mais comment comprendre le front unique avec la bourgeoisie nationale à la première étape de la révolution coloniale ? Est-ce à dire que les communistes ne doivent pas intensifier la lutte des ouvriers et des paysans contre les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie nationale ? que le prolétariat doit sacrifier, fût-ce à un degré minime, fût-ce une minute, son indépendance ? Non. Le front unique ne peut avoir une signification révolutionnaire qu'au cas et à la condition de ne pas empêcher le Parti communiste de mener son action politique et d'organisation en toute indépendance, d'organiser le prolétariat en une force politique indépendante, de dresser la paysannerie contre les grands propriétaires fonciers, d'organiser ouvertement la révolution des ouvriers et des paysans et de préparer

ainsi les conditions de l'hégémonie du prolétariat. Je pense que, dans son rapport, le camarade Boukharine a parfaitement démontré, sur la base de documents connus de tous, que l'Internationale communiste a inspiré au Parti communiste chinois précisément cette conception du front unique.

Les camarades Kaménev et Zinoviev se sont référés ici au seul et unique télégramme expédié à Changhaï, en octobre 1926, disant qu'il ne fallait pas, pour l'instant, avant la prise de Changhaï, intensifier le mouvement agraire. Je suis loin de reconnaître comme juste ce télégramme. Je n'ai jamais considéré ni ne considère notre Comité central comme infaillible. Des erreurs peuvent être commises et ce télégramme est, incontestablement, une erreur. Mais, premièrement, ce télégramme *a été annulé par nous-mêmes*, au bout de quelques semaines (en novembre 1926), sans indications d'aucune sorte de la part de l'opposition. Deuxièmement, pourquoi jusqu'à présent l'opposition s'est-elle tue sur ce sujet ? Pourquoi ne s'est-elle souvenue de ce télégramme qu'au *bout de neuf mois* et pourquoi cache-t-elle au Parti que nous avons annulé ce télégramme *il y a neuf mois* ? Aussi bien serait-ce une calomnie flagrante de croire que ce télégramme définissait la ligne de notre direction. En réalité, c'était un télégramme isolé, épisodique, point du tout caractéristique de la ligne de l'Internationale communiste, de la ligne de notre direction. C'est ce que montre, par exemple, le fait que ce télégramme a été, je le répète, annulé quelques semaines après, par une série de documents fixant la ligne et incontestablement caractéristiques de notre direction.

Permettez-moi de me référer à ces documents.

Voici, par exemple, un extrait de la résolution adoptée à la VII^e assemblée plénière de l'Internationale communiste *en novembre 1926*, c'est-à-dire un mois après le télégramme mentionné ci-dessus :

« La particularité originale de la situation actuelle, c'est son caractère transitoire qui fait que le prolétariat doit choisir entre la perspective d'un bloc avec des couches importantes de la bourgeoisie et la perspective d'un renforcement ultérieur de son alliance avec la paysannerie. *Si le prolétariat ne formule pas un programme agraire radical, il ne saura pas entraîner la paysannerie à la lutte révolutionnaire et perdra l'hégémonie dans le mouvement de libération nationale.* » [souligné par nous. J. S.]

Et puis :

« Le gouvernement populaire de Canton ne pourra se maintenir au pouvoir dans la révolution, ne pourra remporter une victoire complète sur l'impérialisme étranger et sur la réaction indigène, aussi longtemps que l'œuvre de libération nationale ne sera pas *identifiée avec la révolution agraire.* » (Voir la résolution de la VII^e assemblée plénière élargie du Comité exécutif de l'Internationale communiste.) [souligné par nous. J. S.]

Voilà un document qui définit réellement la ligne de la direction de l'Internationale communiste.

Il est fort étrange que les leaders de l'opposition fassent le silence sur ce document, que tout le monde connaît, de l'Internationale communiste.

Peut-être ne sera-t-il pas indiscret de ma part, de me référer au discours que j'ai prononcé à la commission chinoise de l'Internationale communiste *en novembre de la même année 1926*, commission qui élaborait, non sans ma participation évidemment, la résolution sur la question chinoise adoptée à la VII^e assemblée plénière élargie. Ce discours parut plus tard en brochure sous le titre : *Des perspectives de la révolution en Chine*. Voici quelques passages de ce discours :

« Je sais que parmi les membres du Kuomintang et même parmi les communistes chinois, il en est qui ne tiennent pas pour possible de déclencher la révolution à la campagne, par crainte qu'en entraînant la paysannerie dans la révolution on ne sape le front unique anti-impérialiste. *C'est une très profonde erreur, camarades. Le front anti-impérialiste en Chine sera d'autant plus fort et d'autant plus puissant que la paysannerie chinoise sera plus vite entraînée et plus à fond dans la révolution.* »

Et plus loin :

« Je sais que parmi les communistes chinois il est des camarades qui considèrent comme indésirables les grèves des ouvriers pour l'amélioration de leur situation matérielle et juridique, et qui détournent les ouvriers des grèves. (*Une voix* : « Cela s'est vu à Canton et à Changhaï ».) C'est une grosse faute, camarades. C'est une très sérieuse sous-estimation du rôle et de l'importance du prolétariat de Chine. Cela doit être marqué dans les thèses comme un fait absolument négatif. Ce serait une grosse faute si les communistes chinois n'utilisaient pas la situation favorable actuelle pour aider les ouvriers à améliorer leur situation matérielle et juridique, fût-ce au moyen de grèves. A quoi servirait donc la révolution en Chine. » (*Voir J. Staline : Des perspectives de la révolution en Chine.*)

Et voici un troisième document de *décembre* 1926, établi au moment où, de toutes les villes de Chine, on assiégeait l'Internationale communiste en assurant que le développement de la lutte des ouvriers aboutit à la crise, au chômage, à la fermeture des fabriques et des usines :

« La politique générale de recul dans les villes et de rétrécissement de la lutte des ouvriers pour l'amélioration de leur situation, *est fausse*. Il faut développer la lutte à la campagne, mais il est nécessaire en même temps d'utiliser le moment favorable pour améliorer la situation matérielle et juridique des ouvriers, en s'efforçant par tous les moyens de donner à la lutte des ouvriers un caractère organisé, excluant les excès et les anticipations exagérées. Il faut surtout tâcher de faire en sorte que la lutte dans les villes soit dirigée contre les couches de la grande bourgeoisie et, avant tout, contre les impérialistes pour que, dans la mesure du possible, la petite et moyenne bourgeoisie chinoise soit maintenue dans le cadre du front unique contre l'ennemi commun. Nous tenons pour rationnel le système des chambres de conciliation, des tribunaux d'arbitrage, etc., à la condition qu'une juste politique ouvrière soit assurée dans ces institutions. Nous tenons en même temps pour nécessaire de vous avertir que les décrets contre la liberté des grèves, des réunions ouvrières, etc., sont absolument inadmissibles. Vu l'importance de cette question, envoyez-nous des informations régulières. »

Quatrième document établi un mois et demi avant le coup d'Etat de Tchang Kaï-Chek :

« Il est nécessaire de renforcer dans l'armée le travail des cellules du Kuomintang et des cellules communistes, de les organiser là où elles n'existent pas et où leur organisation est possible ; là où l'organisation de cellules communistes est impossible, il est nécessaire de faire un travail intensif à l'aide de communistes cachés.

Il est nécessaire de s'orienter vers *l'armement des ouvriers et des paysans, vers la transformation des comités paysans locaux en organismes effectifs du pouvoir, pourvus d'une autodéfense armée, etc.*

Il est nécessaire que toujours et partout le Parti communiste s'affirme comme tel ; la politique de semi-légalité volontaire est inadmissible ; le Parti communiste ne peut s'affirmer comme un frein au mouvement de masse ; *le Parti communiste ne doit pas dissimuler la politique traîtresse et réactionnaire des hommes de la droite du Kuomintang ; pour démasquer ces derniers, il est nécessaire de mobiliser les masses autour du Kuomintang et du Parti communiste chinois.*

Il est nécessaire d'attirer l'attention de tous les militants dévoués à la révolution sur le fait qu'à l'heure actuelle la révolution chinoise, en liaison avec le regroupement des forces de classe et la concentration des armées impérialistes, traverse une période critique et que ses victoires futures ne sont possibles qu'à la condition de s'orienter résolument vers le développement du mouvement de masse. Dans le cas contraire, un danger énorme menace la révolution. C'est pourquoi la mise en pratique des directives est maintenant plus nécessaire que jamais. »

Et encore plus tôt, *en avril* 1926, un an avant le coup d'Etat des hommes de la droite du Kuomintang et de Tchang Kaï-Chek, l'Internationale communiste avait mis en garde le Parti communiste chinois en lui indiquant qu'il « faut orienter les choses vers le départ ou l'exclusion des hommes de droite du Kuomintang ».

Voilà comment l'Internationale communiste concevait et conçoit encore la tactique du front unique contre l'impérialisme, à la première étape de la révolution coloniale. L'opposition connaît-elle

l'existence de ces documents-directives ? Assurément, elle la connaît. Pourquoi donc fait-elle le silence sur ces documents-directives ? Parce qu'elle recherche la chicane, et non la vérité.

Et pourtant il fut un temps où les leaders actuels de l'opposition, notamment les camarades Zinoviev et Kaménev, comprenaient quelque chose au léninisme et défendaient, quant au fond, la même politique dans le mouvement révolutionnaire chinois, que celle pratiquée par l'Internationale communiste et que le camarade Lénine nous avait tracée dans ses thèses. Je veux parler de la VI^e assemblée plénière de l'Internationale communiste tenue en *février-mars* 1926, alors que le camarade Zinoviev était président de l'Internationale communiste, alors qu'il était encore un léniniste et n'avait pas encore eu le temps d'émigrer au camp de Trotski. Je parle de la VI^e assemblée plénière de l'Internationale communiste, parce qu'il existe une résolution de cette assemblée plénière sur la révolution chinoise, adoptée à l'unanimité en février-mars 1926, où est donnée une appréciation sur la première étape de la révolution chinoise, sur le Kuomintang de Canton et le gouvernement cantonais, appréciation à peu près semblable à celle donnée par l'Internationale communiste et le P.C. de l'U.R.S.S. et qu'abjure maintenant l'opposition. Je parle de cette résolution parce que le camarade Zinoviev avait alors voté pour, et qu'aucun des membres du Comité central, sans excepter les camarades Trotski, Kaménev et les autres leaders de l'opposition actuelle, n'avait élevé d'objection contre elle.

Permettez-moi de vous citer quelques passages de cette résolution. Voici ce qui y est dit à *propos du Kuomintang* :

« Les grèves politiques des ouvriers chinois de Changhaï et de Hongkong (juin à septembre 1925) ont créé un tournant dans la lutte de libération du peuple chinois contre les impérialistes étrangers... L'action politique du prolétariat a donné une forte impulsion au développement ultérieur et au renforcement de toutes les organisations démocratiques révolutionnaires du pays et, en premier lieu, du parti populaire-révolutionnaire — le Kuomintang — et du gouvernement révolutionnaire de Canton. Le Parti du Kuomintang, dont le noyau essentiel déployait son action en alliance avec les communistes chinois, représente *le bloc révolutionnaire des ouvriers, des paysans, des intellectuels et de la démocratie citadine* [souligné par nous. J. S.] sur le terrain de la communauté des intérêts de classe de ces couches de la population contre les impérialistes étrangers et l'ordre militaire-féodal tout entier, pour l'indépendance du pays et pour un pouvoir démocratique révolutionnaire unique. » (Voir la résolution de la VI^e assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste.)

Ainsi, le Kuomintang cantonais comme alliance de quatre classes. Vous voyez que c'est presque du « martynovisme » [Le « martynovisme », du nom de A. Martynov (ancien menchévick notoire, admis dans les rangs du P.C. de l'U.R.S.S. au XII^e congrès). Dans un de ses articles sur le problème de la révolution chinoise, A. Martynov formula la thèse du passage pacifique à la dictature du prolétariat « sans collision résolue ni lutte aiguë avec le pouvoir existant, sans deuxième révolution ». Le bloc trotskiste-zinoviéviste, opposé au Parti, s'efforça par tous les moyens de faire retomber la responsabilité de cette thèse erronée de A. Martynov sur la direction de l'Internationale communiste et du P.C. de l'U.R.S.S. (N.R.)], consacré par nul autre que le président d'alors de l'Internationale communiste, le camarade Zinoviev.

A propos du gouvernement cantonais du Kuomintang :

« Le gouvernement révolutionnaire créé par le Parti du Kuomintang à Canton [souligné par nous. J.S.] a déjà réussi à se mettre en liaison avec les plus grandes masses d'ouvriers, de paysans et de la démocratie citadine et, s'appuyant sur elles, il a battu les bandes contre-révolutionnaires soutenues par les impérialistes (et il réalise un travail de démocratisation radicale de toute la vie politique de la province du Kouang-Toung). S'affirmant ainsi comme une avant-garde dans la lutte du peuple chinois pour son indépendance, le gouvernement de Canton sert de modèle pour la future édification démocratique révolutionnaire dans le pays. » (Voir la résolution de la VI^e assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste.) [souligné par nous. J. S.]

Il se trouve donc que le gouvernement du Kuomintang, à Canton, qui représentait le bloc de quatre classes, était un gouvernement *révolutionnaire*, et pas seulement révolutionnaire, mais même un *modèle* pour le futur gouvernement démocratique révolutionnaire en Chine.

A propos du front unique des ouvriers, des paysans et de la bourgeoisie :

« Face aux nouveaux dangers, le Parti communiste chinois et le Kuomintang doivent déployer le plus vaste travail politique en organisant les actions de masse pour soutenir la lutte des armées populaires, en utilisant les contradictions intérieures dans le camp des impérialistes et en leur opposant *le front unique révolutionnaire national des plus larges couches de la population* (des ouvriers, des paysans, de la bourgeoisie) [souligné par nous. J.S.], sous la direction des organisations démocratiques révolutionnaires. » (*Ibidem.*)

Ainsi dans les pays coloniaux, les blocs et les accords provisoires avec la *bourgeoisie*, à une certaine étape de la révolution coloniale, sont non seulement admissibles, mais absolument indispensables.

Cela ressemble beaucoup, n'est-il pas vrai, à ce dont parle Lénine dans ses indications que l'on connaît sur la tactique des communistes dans les pays coloniaux et dépendants. Seulement, il est regrettable que le camarade Zinoviev ait déjà eu le temps de l'oublier.

La question de la sortie du Kuomintang :

« Certaines couches de la grande bourgeoisie chinoise, qui s'étaient momentanément groupées autour du Parti du Kuomintang, s'en sont écartées au cours de la dernière année, ce qui a provoqué la formation, à l'aile droite du Kuomintang, d'un petit groupe qui s'affirmait ouvertement contre l'alliance étroite du Kuomintang avec les masses de travailleurs, pour l'exclusion des communistes du Kuomintang et contre la politique révolutionnaire du gouvernement de Canton. *La condamnation de cette aile droite au II^e congrès du Kuomintang* (janvier 1926) *et la confirmation de la nécessité d'une alliance de combat entre le Kuomintang et les communistes, fixent l'orientation révolutionnaire de l'activité du Kuomintang et du gouvernement cantonais et garantissent au Kuomintang le soutien révolutionnaire du prolétariat.* » (*Ibidem.*) [souligné par nous. J. S.]

Il se trouve donc que la sortie des communistes du Kuomintang à la première étape de la révolution chinoise aurait été une faute grave. Seulement, il est regrettable que le camarade Zinoviev, qui avait voté pour cette résolution, ait déjà eu le temps de l'oublier au bout d'un mois à peine. Car, pas plus tard qu'en avril 1926 (au bout d'un mois) Zinoviev exigeait la sortie immédiate des communistes du Kuomintang.

A propos des déviations dans le Parti communiste chinois et de l'inadmissibilité de brûler l'étape Kuomintang de la révolution :

« La libre disposition politique des communistes chinois se développera au travers de la lutte contre deux déviations également nuisibles : contre le liquidationnisme de droite qui méconnaît les objectifs de classe indépendants du prolétariat chinois et conduit à une fusion amorphe avec le mouvement national démocratique général, et contre les tendances d'extrême gauche, qui visent à *brûler l'étape démocratique révolutionnaire du mouvement* pour aborder immédiatement les tâches de la dictature prolétarienne et du pouvoir soviétique, *en oubliant la paysannerie* [souligné par nous. J. S.], ce facteur fondamental et décisif du mouvement de libération nationale chinois. » (*Ibidem.*)

Tout y est, comme vous voyez, pour convaincre maintenant l'opposition d'avoir voulu brûler l'étape Kuomintang du développement en Chine, et d'avoir sous-estimé le mouvement paysan, et d'avoir fait un bond hâtif vers les Soviets. Voilà ce que parler veut dire !

Cette résolution est-elle connue des camarades Zinoviev, Kaménev et Trotski ?

Il faut croire que oui. En tout cas, elle ne peut pas ne pas être connue du camarade Zinoviev, sous la présidence duquel cette résolution avait passé à la VI^e assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste, et qui a lui-même voté pour elle. Pourquoi donc maintenant les leaders de l'opposition éludent-ils cette résolution de l'organisme suprême du mouvement communiste mondial ? Pourquoi donc font-ils le silence sur cette résolution ? Parce qu'elle se retourne contre eux dans tous les problèmes de la révolution chinoise. Parce qu'elle renverse toute l'orientation trotskiste actuelle de l'opposition. Parce qu'ils se sont écartés de l'Internationale communiste, parce qu'ils se sont écartés du léninisme; et maintenant, par crainte de leur passé, par crainte de leur ombre, ils sont obligés d'éluder peureusement la résolution de la VI^e assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

Voilà ce qu'il en est de la première étape de la révolution chinoise.

Passons maintenant à la deuxième étape de la révolution chinoise.

Si la première étape se distinguait par le fait que la pointe de la révolution était dirigée principalement contre l'impérialisme étranger, le trait caractéristique de la deuxième étape est que la révolution dirige sa pointe principalement contre les ennemis intérieurs et, avant tout, contre les féodaux, contre le régime féodal. La première étape a-t-elle résolu sa tâche qui était de renverser l'impérialisme étranger ? Non, elle ne l'a pas résolue. Elle a laissé la réalisation de cette tâche en héritage à la deuxième étape de la révolution chinoise. Elle n'a fait que donner l'élan initial aux masses révolutionnaires contre l'impérialisme pour, ensuite, arrêter sa course et transmettre cette œuvre à l'avenir. Il faut croire que la deuxième étape de la révolution ne réussira pas non plus à résoudre entièrement la tâche, qui est d'expulser les impérialistes. Elle donnera une nouvelle impulsion aux grandes masses d'ouvriers et de paysans chinois contre l'impérialisme, mais elle le fera pour, ensuite, transmettre l'achèvement de cette œuvre à l'étape suivante de la révolution chinoise, à l'étape soviétique. Et il n'y a là rien d'étonnant. Ne sait-on pas que dans l'histoire de notre révolution des faits analogues ont eu lieu, bien que, dans une autre situation et dans d'autres circonstances ? Ne sait-on pas que la première étape de notre révolution n'a pas entièrement résolu sa tâche, qui était d'achever la révolution agraire, mais a transmis cette tâche à l'étape suivante de la révolution, à la Révolution d'Octobre qui a résolu entièrement et sans réserve la tâche consistant à déraciner les survivances féodales ? Aussi n'y aura-t-il rien d'étonnant si, à la deuxième étape de la révolution chinoise, on ne réussit pas à achever entièrement la révolution agraire et si la deuxième étape de la révolution, après avoir mis en branle les masses innombrables de la paysannerie et les avoir dressées contre les survivances féodales, transmet l'achèvement de cette œuvre à l'étape suivante de la révolution, à l'étape soviétique. Et ce ne sera que pour le bien de la future révolution soviétique en Chine.

Quelle était la tâche des communistes à la deuxième étape de la révolution en Chine, alors que le centre du mouvement révolutionnaire s'était manifestement déplacé de Canton à Wou-Han et que, à côté du centre révolutionnaire de Wou-Han, s'était créé un centre contre-révolutionnaire à Nankin ? Cette tâche était d'utiliser à plein la possibilité d'organiser ouvertement le Parti, le prolétariat (syndicats), la paysannerie (unions paysannes), la révolution en général. Cette tâche était de pousser les gens du Kuomintang de Wou-Han vers la gauche, vers la révolution agraire. Cette tâche était de faire du Kuomintang de Wou-Han le centre de la lutte avec la contre-révolution et le noyau de la future dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

Cette politique était-elle juste ? Les faits ont montré qu'elle était la seule politique juste, capable de former les grandes masses d'ouvriers et de paysans dans l'esprit du développement ultérieur de la révolution.

L'opposition exigeait alors la constitution immédiate de Soviets de députés ouvriers et paysans. Mais c'était là de l'esprit d'aventure, une anticipation aventureuse, car la constitution immédiate de Soviets aurait signifié alors brûler l'étape Kuomintang de gauche du développement.

Pourquoi ? Parce que le Kuomintang, à Wou-Han, qui maintenait son alliance avec les communistes, n'avait pas encore eu le temps de se discréditer, de se démasquer aux yeux des grandes masses d'ouvriers et de paysans; il n'avait pas encore eu le temps d'épuiser toutes ses possibilités en tant qu'organisation révolutionnaire bourgeoise. Parce que formuler le mot d'ordre des Soviets et du renversement du gouvernement de Wou-Han dans un moment où les masses ne s'étaient pas encore convaincues, par leur propre expérience, de l'incapacité de ce gouvernement, de la nécessité de le renverser, c'est trop anticiper, c'est se détacher des masses, se priver de leur appui et faire avorter ainsi l'œuvre commencée. L'opposition croit que si elle a compris la précarité, le peu de solidité et l'insuffisance de l'esprit révolutionnaire du Kuomintang à Wou-Han (il n'est pas difficile à tout militant politiquement qualifié de le comprendre), cela est tout à fait suffisant pour que ces choses-là soient également comprises des masses ; que cela est tout à fait suffisant pour remplacer le Kuomintang par les Soviets et entraîner derrière soi les masses. Mais c'est là l'erreur ultra-gauche habituelle de l'opposition, qui prend ses propres conscience et compréhension pour la conscience et la compréhension des millions d'ouvriers et de paysans. L'opposition a raison lorsqu'elle dit que le Parti doit marcher de l'avant. C'est un principe marxiste ordinaire, sans le respect duquel il n'y a pas et il ne peut y avoir de Parti communiste véritable. Mais ce n'est là qu'une partie de la vérité. La vérité tout entière, c'est que le Parti ne doit pas seulement marcher de l'avant, mais encore *mener derrière lui* les masses innombrables. Marcher de l'avant sans mener derrière soi les masses innombrables, c'est en fait retarder sur le mouvement, rester à la queue du mouvement. Marcher de l'avant en se détachant de l'arrière-garde, en ne sachant pas mener derrière soi l'arrière-garde, c'est trop anticiper, ce qui peut compromettre pour un temps le mouvement en avant des masses. La direction léniniste consiste justement en ceci : l'avant-garde doit savoir *mener derrière* elle l'arrière-garde, l'avant-garde doit marcher de l'avant *sans se détacher* des masses. Mais pour que l'avant-garde ne puisse pas se détacher des masses, pour que l'avant-garde puisse réellement mener derrière elle les masses innombrables, une condition décisive est nécessaire, à savoir que les *masses elles-mêmes se convainquent, par leur propre expérience, de la justesse des indications, des directives, des mots d'ordre de l'avant-garde*. Le malheur de l'opposition c'est, précisément, qu'elle ne reconnaît pas cette simple règle léniniste quant à la direction des masses innombrables, ne comprenant pas que le Parti à lui seul, que le groupe d'avant-garde à lui seul, s'il n'est pas soutenu par les grandes masses, n'est pas en mesure d'accomplir la révolution, que la révolution « est faite » au bout du compte par les masses innombrables de travailleurs.

Pourquoi nous, bolchéviks, en avril 1917, n'avons-nous pas formulé le mot d'ordre pratique du renversement du Gouvernement provisoire et de l'instauration du pouvoir des Soviets, bien que nous fussions convaincus que dans un très proche avenir nous serions placés devant la nécessité de renverser le Gouvernement provisoire et d'instaurer le pouvoir soviétique ? Parce que les grandes masses de travailleurs, à l'arrière comme au front, et enfin les Soviets eux-mêmes, n'étaient pas encore prêts à s'assimiler un pareil mot d'ordre; parce qu'ils croyaient encore à l'esprit révolutionnaire du Gouvernement provisoire. Parce que le Gouvernement provisoire n'avait pas encore eu le temps de se compromettre et de se discréditer en soutenant la contre-révolution à l'arrière et sur le front. Pourquoi Lénine, en avril 1917, à Léninegrad, a-t-il stigmatisé le groupe de Bogdatiev qui avait formulé le mot d'ordre du renversement immédiat du Gouvernement provisoire et de l'instauration du pouvoir des Soviets ? Parce que la tentative de Bogdatiev eût été une dangereuse anticipation menaçant de détacher le Parti bolchevik des millions d'ouvriers et de paysans.

Esprit d'aventure en politique, bogdatiéisme dans les problèmes de la révolution chinoise, voilà ce qui tue aujourd'hui notre opposition trotskiste.

Le camarade Zinoviev dit qu'en parlant de bogdatiéisme, j'identifie la révolution chinoise actuelle avec la Révolution d'Octobre. Cela ne tient pas debout, évidemment. Premièrement, j'ai spécifié moi-même dans mon article « Notes sur des sujets d'actualité », que

« l'analogie est ici conventionnelle... je ne l'admets qu'avec toutes les réserves qui s'imposent, si l'on tient compte de la différence entre la situation de la Chine de nos jours et celle de la Russie de 1917. »

Deuxièmement, il serait absurde d'affirmer qu'on ne peut en général établir des analogies avec les révolutions des autres pays, pour caractériser tels ou tels courants, telles ou telles fautes de la révolution dans le pays envisagé. Est-ce que la révolution d'un pays ne se met pas à l'école des révolutions des autres pays, si même ces révolutions ne sont pas du même type ? A quoi donc se réduit alors la science de la révolution ? Dans le fond, Zinoviev nie la possibilité d'une science de la révolution. N'est-ce pas un fait que Lénine, dans la période antérieure à la Révolution d'Octobre, accusait Tchkhéidzé, Tsérételli, Steklov et les autres d'être atteints du « louis-blancisme » de la révolution française de 1848 ? Voyez l'article de Lénine « Le louis-blancisme », et vous comprendrez que Lénine usait largement de l'analogie avec la révolution française de 1848 pour caractériser les fautes de tels ou tels militants avant Octobre, bien que Lénine sût parfaitement que la révolution française de 1848 et notre Révolution d'Octobre ne sont pas des révolutions du même type. Et si l'on peut parler du « louis-blancisme » de Tchkhéidzé et de Tsérételli dans la période antérieure à la Révolution d'Octobre, pourquoi ne peut-on pas parler du « bogdatiévisme » de Zinoviev et de Trotski dans la période de la révolution agraire en Chine ?

L'opposition assure que Wou-Han n'a pas été le centre du mouvement révolutionnaire. Mais pourquoi le camarade Zinoviev affirmait-il alors qu'il était « nécessaire d'aider par tous les moyens » le Kuomintang de Wou-Han pour en faire le centre de la lutte contre les Cavaignac chinois ? Pourquoi le territoire de Wou-Han et non un autre, est-il devenu le centre du développement maximum du mouvement agraire ? N'est-ce pas un fait que justement le territoire de Wou-Han (Hou-Nan, Hou-Pé) a été, au début de cette année, le centre du développement maximum du mouvement agraire ? Pourquoi Canton où il n'y avait pas de mouvement agraire de masse, peut-il être appelé la « place d'armes de la révolution » (Trotski), tandis que Wou-Han sur le territoire duquel a commencé et s'est développé la révolution agraire, ne saurait être considéré comme le centre, la « place d'armes » du mouvement révolutionnaire ? Comment expliquer alors que l'opposition exigeait qu'on *laissât* le Parti communiste au sein du Kuomintang de Wou-Han et du gouvernement de Wou-Han ? L'opposition aurait-elle été, en avril 1927, pour le bloc avec le Kuomintang « contre-révolutionnaire » de Wou-Han ? D'où viennent cette « amnésie » et ce désarroi de l'opposition ?

L'opposition se réjouit malignement de ce que le bloc avec le Kuomintang de Wou-Han se soit avéré de courte durée, et prétend que l'Internationale communiste n'avait pas mis les communistes chinois en garde contre un échec possible du Kuomintang de Wou-Han. Il n'est guère besoin de démontrer que la joie maligne de l'opposition atteste simplement sa faillite politique. L'opposition pense apparemment que les blocs avec la bourgeoisie nationale dans les pays coloniaux doivent être de longue durée. Mais seuls peuvent penser ainsi des gens ayant perdu les derniers restes de léninisme. Si les féodaux et l'impérialisme en Chine se sont avérés, au stade actuel, plus forts que la révolution, si la pression exercée par ces forces hostiles a amené un tournant du Kuomintang de Wou-Han vers la droite et la défaite momentanée de la révolution chinoise, seuls des gens atteints de défaitisme peuvent s'en réjouir. En ce qui concerne l'affirmation de l'opposition disant que l'Internationale communiste n'avait pas mis en garde le Parti communiste de Chine contre un échec possible du Kuomintang de Wou-Han, c'est là un des ragots habituels dont regorge aujourd'hui l'arsenal de l'opposition.

Permettez-moi de citer quelques documents pour démentir les ragots de l'opposition.

Premier document, du mois de mai 1927 :

« L'essentiel maintenant dans la politique intérieure du Kuomintang, c'est de développer systématiquement la révolution agraire dans toutes les provinces, y compris et particulièrement dans le Kouang-Toung, sous le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux unions et comités de paysans à la campagne ». *Là est la base des succès de la révolution et du Kuomintang.* Là est la base qui permettra de créer en Chine une vaste et puissante armée politique et militaire contre l'impérialisme et ses agents. Pratiquement, le mot d'ordre de la confiscation des terres est tout à fait opportun pour les provinces à grand mouvement agraire, telles que le Hou-Nan, le Kouang-Toung, etc. *A défaut de cela, le développement de la révolution agraire est impossible* [souligné par nous. J. S.]...

Il faut dès maintenant procéder à l'organisation de huit ou dix divisions composées de paysans et d'ouvriers révolutionnaires, avec un commandement absolument sûr. Ce sera la garde de Wou-Han sur les fronts comme aussi à l'arrière pour désarmer les unités peu sûres. On ne saurait tarder sur ce point.

Il faut renforcer le travail à l'arrière et dans les unités de Tchang Kaï-Chek, afin de les décomposer, et de venir en aide aux insurgés paysans du Kouang-Toung où le pouvoir des propriétaires fonciers est particulièrement intolérable. »

Deuxième document, du mois de mai 1927 :

« Sans la révolution agraire la victoire est impossible. Sans elle, le Comité central du Kuomintang deviendra un misérable jouet aux mains de généraux peu sûrs. Il faut combattre les excès, non au moyen des troupes, mais par l'intermédiaire des unions de paysans. Nous sommes résolument pour la prise effective de la terre par en bas. Les appréhensions au sujet du voyage de Tang Ping-Sian ont un certain fondement. [Tang Ping-Sian (ancien membre du Comité central du Parti communiste de Chine dont il fut pendant un certain temps le représentant au Comité exécutif de l'Internationale communiste). En 1927, ministre de l'Agriculture du gouvernement de Wou-Han, il freina par tous les moyens le développement de la révolution agraire en Chine. Plus tard, exclu du Parti, il passa dans les rangs de la contre-révolution.] Ce qu'il faut, ce n'est pas se détacher du mouvement ouvrier et paysan, mais y contribuer par tous les moyens. Autrement, vous perdrez tout.

Certains vieux leaders du Comité central du Kuomintang ont peur des événements, ils hésitent, ils font de la conciliation. Il faut attirer au Comité central du Kuomintang le plus possible de nouveaux leaders paysans et ouvriers de la base. Leur voix hardie rendra les vieillards résolus ou les mettra au rancart. Il faut modifier la structure actuelle du Kuomintang. Il faut absolument rafraîchir le sommet dirigeant du Kuomintang et le compléter par de nouveaux leaders ayant fait leurs preuves dans la révolution agraire; la périphérie doit être élargie avec les millions d'adhérents des unions ouvrières et paysannes. Sinon, le Kuomintang risque de se détacher de la vie et de perdre toute autorité,

Il faut liquider l'état de dépendance envers les généraux peu sûrs. Mobilisez une vingtaine de milliers de communistes, ajoutez une cinquantaine de milliers d'ouvriers et de paysans révolutionnaires du Hou-Nan et du Hou-Pé, formez quelques nouveaux corps d'armée, utilisez les élèves de l'école militaire et organisez, pendant qu'il n'est pas trop tard, votre propre armée sûre. Sinon, il n'est point de garantie contre les échecs. C'est une tâche difficile, mais il n'y a pas d'autres voies.

Organisez un Tribunal militaire révolutionnaire avec, à sa tête, des membres éminents, non communistes, du Kuomintang. Punissez les officiers qui entretiennent des relations avec Tchang Kaï Chek ou excitent les soldats contre le peuple, contre les ouvriers et les paysans. On ne saurait s'occuper uniquement à les persuader. Il est temps de commencer à agir. Il faut châtier les crapules. Si les membres du Kuomintang n'apprennent pas à devenir des jacobins révolutionnaires, ils périront et pour le peuple et pour la révolution. » [souligné par nous. J.S.]

Vous voyez que l'Internationale communiste avait prévu les événements, qu'elle avait signalé les dangers en temps opportun et mis en garde les communistes chinois contre l'effondrement du Kuomintang de Wou-Han, au cas où les membres du Kuomintang ne sauraient devenir des jacobins révolutionnaires.

Le camarade Kaménev a dit que si la révolution chinoise a subi une défaite, la faute en est à la politique de l'Internationale communiste, que nous « avons formé des Cavaignacs en Chine ». Camarades, seul peut parler ainsi de notre Parti un homme prêt à commettre un crime contre le Parti. C'est ainsi que les menchéviks parlaient des bolchéviks lors de la défaite de juillet 1917, au moment où apparurent sur la scène les Cavaignacs russes. Lénine écrivait dans son article « A propos des mots d'ordre », que la défaite de juillet était « la victoire des Cavaignacs ». Les menchéviks ricanaient alors, en affirmant que si les Cavaignacs russes étaient apparus, la faute en était à la politique de Lénine. Le camarade Kaménev croit-il que c'est à la politique de Lénine, à la politique de notre Parti, et non à quelque autre chose qu'était due l'apparition des Cavaignacs russes lors de la défaite de juillet 1917 ? Sied-il au camarade Kaménev d'imiter ici messieurs les menchéviks ? (*Rires.*) Je n'aurais pas cru que les camarades de l'opposition pussent tomber si bas... On sait que la révolution de 1905 a subi la défaite et que celle-ci était plus profonde que la défaite actuelle de la révolution chinoise. Les menchéviks disaient alors que la défaite de la révolution de 1905 était due à la tactique révolutionnaire

extrême des bolchéviks. Le camarade Kaménev ne pense-t-il pas, ici aussi, à prendre pour modèle l'interprétation menchévik de l'histoire de notre révolution et à jeter la pierre aux bolchéviks ? Et comment expliquer la défaite de la République soviétique de Bavière ? Peut-être par la politique de Lénine, et non par le rapport des forces de classe ? Comment expliquer la défaite de la République soviétique de Hongrie ? Peut-être par la politique de l'Internationale communiste, et non par le rapport des forces de classe ? Comment peut-on affirmer que la tactique de tel ou tel parti peut abolir ou retourner le rapport des forces de classe ? Notre politique, en 1905, était-elle juste ou non ? Pourquoi avons-nous subi alors la défaite ? Les faits n'attestent-ils pas qu'avec la politique de l'opposition, la révolution en Chine aurait abouti à la défaite à un rythme plus rapide que cela n'a eu lieu en réalité ? Comment qualifier les gens qui oublient le rapport des forces de classe pendant la révolution et tentent d'expliquer toutes choses, rien que par la tactique de tel ou tel parti ? De ces gens-là on ne peut dire que ceci : ils ont rompu avec le marxisme.

Conclusions. — Les principales erreurs de l'opposition sont que :

1. L'opposition ne comprend pas le caractère ni les perspectives de la révolution chinoise.
2. L'opposition ne voit pas la différence entre la révolution en Chine et la révolution en Russie, entre la révolution dans les pays coloniaux et la révolution dans les pays impérialistes.
3. L'opposition rompt avec la tactique léniniste dans la question de l'attitude envers la bourgeoisie nationale dans les pays coloniaux, à la première étape de la révolution.
4. L'opposition ne comprend pas la question touchant la participation des communistes au Kuomintang.
5. L'opposition déroge aux principes de la tactique léniniste dans la question du rapport entre l'avant-garde (le Parti) et l'arrière-garde (les millions de travailleurs).
6. L'opposition rompt avec les résolutions des VI^e et VII^e assemblées plénières du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

L'opposition vante bruyamment sa politique dans la question chinoise, en affirmant qu'avec cette politique les choses iraient mieux maintenant en Chine. Après les grossières erreurs commises par l'opposition, il est à peine besoin de démontrer que le Parti communiste chinois se serait définitivement acculé dans une impasse, s'il avait fait sienne la politique anti-léniniste, la politique d'aventure préconisée par l'opposition. Si le Parti communiste de Chine s'est développé en peu de temps, de petit groupe de deux mille adhérents en un parti de masse comptant 60.000 membres ; si le Parti communiste chinois a réussi, durant cette période, à organiser dans les syndicats environ trois millions de prolétaires ; si le Parti communiste chinois a réussi à tirer de leur torpeur les nombreux millions de paysans et à attirer des dizaines de millions de paysans dans les unions paysannes révolutionnaires ; si le Parti communiste chinois a réussi, durant cette période, à gagner à ses côtés des régiments et des divisions entières des armées nationales ; si le Parti communiste chinois a réussi, durant cette période, à transformer l'idée de l'hégémonie du prolétariat, de desideratum en un fait acquis, — si le Parti communiste chinois a réussi à réaliser en un bref délai toutes ces conquêtes, cela s'explique entre autres par le fait qu'il a suivi la voie tracée par Lénine, la voie indiquée par l'Internationale communiste.

Inutile de dire qu'avec la politique de l'opposition, avec ses erreurs, avec son orientation anti-léniniste dans les questions de révolution coloniale, ces conquêtes de la révolution chinoise auraient été ou bien inexistantes, ou bien elles auraient été réduites au minimum.

Seuls les renégats ultra-gauches et les aventuriers peuvent en douter.

Recueil : De l'opposition, Editions d'Etat, Moscou, 1928.

DE LA MÉTHODE PROLÉTARIENNE POUR RÉSOUDRE LA QUESTION NATIONALE

Extrait de l'article : « Le caractère international de la Révolution d'Octobre »

(1927)

La Révolution d'Octobre a ébranlé l'impérialisme non seulement dans les centres de sa domination, non seulement dans les « métropoles ». Elle a encore frappé l'arrière de l'impérialisme, sa périphérie, en sapant la domination de l'impérialisme dans les pays coloniaux et dépendants.

En renversant les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, la Révolution d'Octobre a rompu les chaînes de l'oppression nationale et coloniale, dont elle a délivré tous les peuples opprimés, sans exception, d'un vaste Etat. Le prolétariat ne peut se libérer sans libérer les peuples opprimés.

Le trait caractéristique de la Révolution d'Octobre, c'est qu'elle a accompli en U.R.S.S. ces révolutions nationales et coloniales, non pas sous le drapeau de la haine nationale et des conflits entre nations, mais sous le drapeau d'une confiance mutuelle et d'un rapprochement fraternel des ouvriers et des paysans des nationalités habitant l'U.R.S.S., non pas au nom du *nationalisme*, mais au nom de *l'internationalisme*.

Précisément parce que les révolutions nationales et coloniales se sont faites chez nous, sous la direction du prolétariat et sous le drapeau de l'internationalisme, précisément pour cette raison les peuples-parias, les peuples-esclaves se sont, pour *la première fois* dans l'histoire de l'humanité, élevés à la condition de peuples *réellement* libres et *réellement égaux*, gagnant par leur exemple les peuples opprimés du monde entier.

C'est dire que la Révolution d'Octobre a *inauguré* une nouvelle époque, l'époque des révolutions *coloniales dans les pays opprimés* du monde, *en alliance* avec le prolétariat, *sous la direction* du prolétariat.

Autrefois, « il était admis » de penser que le monde est divisé depuis un temps immémorial en races inférieures et supérieures, en Noirs et Blancs, les premiers inaptes à la civilisation et voués à l'exploitation, et les seconds, seuls agents de la civilisation, appelés à exploiter les premiers. Maintenant, il faut considérer cette légende comme brisée et rejetée. Un des résultats les plus importants de la Révolution d'Octobre, c'est qu'elle a porté un coup mortel à cette légende, montrant en fait que les peuples non européens affranchis, entraînés dans la voie du développement soviétique, ne sont pas moins aptes que les peuples européens à faire progresser la culture et la civilisation *véritablement* avancées.

Autrefois, « il était admis » de penser que la seule méthode de libération des peuples opprimés est la méthode du *nationalisme bourgeois*, la méthode de détachement des nations les unes des autres, la méthode de leur dissociation, la méthode de renforcement des haines nationales entre les masses travailleuses des différentes nations. Maintenant, il faut considérer cette légende comme démentie.

Un des résultats les plus importants de la Révolution d'Octobre, c'est qu'elle a porté à cette légende un coup mortel, montrant en fait que la méthode *prolétarienne, internationale* d'affranchissement des peuples opprimés, comme seule méthode juste est possible et rationnelle ; montrant en fait que *l'union fraternelle* des ouvriers et des paysans appartenant aux peuples les plus divers, union basée sur *la libre adhésion et l'internationalisme*, est possible et rationnelle. L'existence de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, préfiguration de l'union future des travailleurs de tous les pays en une économie mondiale unique, ne peut pas ne pas en servir de preuve directe.

Inutile de dire que ces résultats et autres analogues de la Révolution d'Octobre n'ont pu et ne peuvent rester sans exercer une sérieuse influence sur le mouvement révolutionnaire dans les pays coloniaux et dépendants. Des faits tels que la croissance du mouvement révolutionnaire des peuples opprimés en Chine, en Indonésie, aux Indes, etc., et l'accroissement des sympathies de ces peuples pour l'U.R.S.S. en sont un témoignage certain.

L'ère de l'exploitation et de l'oppression imperturbables des colonies et des pays dépendants est *révolue*.

L'ère *est venue* des révolutions libératrices dans les colonies et les pays dépendants, l'ère du réveil du *prolétariat* de ces pays, l'ère de son *hégémonie* dans la révolution.

Pravda, n° 255, 5-7 novembre 1927.

LA QUESTION NATIONALE ET LE LÉNINISME

Réponse aux camarades Mechkov, Kovaltchouk et autres (18 mars 1929)

J'ai reçu vos lettres. Elles sont analogues à toute une série de lettres sur le même sujet que j'ai reçues ces derniers mois d'autres camarades. J'ai décidé pourtant de répondre justement à vous, parce que vous posez les questions plus brutalement et que vous aidez ainsi à mettre de la clarté. Certes, vous donnez dans vos lettres une solution inexacte des questions posées ; mais c'est une autre affaire ; nous en parlerons plus bas.

Passons au fait.

I. — La notion de nation

Les marxistes russes ont depuis longtemps leur théorie de la nation. Selon cette théorie, la nation est une communauté humaine stable qui s'est constituée historiquement, née sur la base de la communauté de quatre caractères fondamentaux, à savoir : sur la base de la communauté de langue, de la communauté de territoire, de la communauté de vie économique et de la communauté de conformation psychique, manifestée par la communauté des propriétés spécifiques de la culture nationale. Comme on le sait, cette théorie est universellement admise dans notre Parti.

A ce qui ressort de vos lettres, vous jugez cette théorie insuffisante. C'est pourquoi vous proposez d'ajouter aux quatre caractères de la nation un cinquième caractère : l'existence d'un Etat national propre distinct. Vous considérez que sans ce cinquième caractère il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de nation.

Je pense que le schéma que vous proposez avec ce nouveau et cinquième caractère de la notion de nation est profondément erroné, et ne peut être justifié ni théoriquement, ni pratiquement — politiquement.

Avec votre schéma, il faudrait ne reconnaître comme nations que celles qui ont leur Etat propre distinct des autres ; et toutes les nations opprimées, privées du caractère d'état indépendant, il faudrait les rayer de la liste des nations ; cependant que la lutte des nations opprimées contre l'opresseur national, la lutte des peuples coloniaux contre l'impérialisme, il faudrait l'exclure de la notion de « mouvement national » ou de « mouvement de libération nationale ».

Bien plus, avec votre schéma, il faudrait affirmer :

a) que les Irlandais ne sont devenus une nation qu'après la fondation de l' « Etat libre d'Irlande », et que, jusque là, ils ne constituaient pas une nation ;

b) que les Norvégiens n'étaient pas une nation avant la séparation de la Norvège d'avec la Suède, et qu'ils ne sont devenus une nation qu'après cette séparation ;

c) que les Ukrainiens n'étaient pas une nation lorsque l'Ukraine faisait partie de la Russie tsariste, qu'ils ne sont devenus une nation qu'après la séparation d'avec la Russie soviétique, sous la « Tsentralnaïa Rada » et l'hetman Skoropadski, mais qu'ils ont à nouveau cessé d'être une nation après avoir réuni leur Ukraine soviétique avec les autres Républiques soviétiques, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

On pourrait citer une multitude de tels exemples.

Il est évident qu'un schéma qui aboutit à des conséquences aussi absurdes ne peut être considéré comme un schéma scientifique.

Pratiquement, politiquement, votre schéma conduit inévitablement à justifier l'oppression nationale, l'oppression impérialiste, dont les tenants refusent résolument de considérer comme de véritables nations les nations opprimées et les nations qui ne jouissent pas de tous leurs droits, les nations qui ne possèdent pas leur Etat distinct, et jugent que cette circonstance leur donne le droit d'opprimer ces nations.

Je ne dirai rien du fait que votre schéma conduit à justifier les nationalistes bourgeois de nos républiques soviétiques, ceux qui prétendent que les nations soviétiques ont cessé d'être des nations après avoir réuni leurs républiques soviétiques nationales dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Voilà pour la question des « compléments » et des « corrections » à apporter à la théorie marxiste russe de la nation.

Il ne reste qu'une chose à faire : reconnaître que la théorie marxiste russe de la nation est la seule théorie juste.

II. — Naissance et développement des nations

Une de vos sérieuses erreurs consiste en ce que vous mettez dans le même sac toutes les nations actuellement existantes et ne voyez pas la différence de principe qu'il y a entre elles.

Diverses sont les nations sur cette terre. Il y a les nations qui se sont développées à l'époque du capitalisme ascendant, quand la bourgeoisie, détruisant la féodalité et le morcellement féodal, rassemblait la nation en un tout et la cimentait. Ce sont les nations dites « modernes ».

Vous prétendez que les nations sont nées et existaient dès avant le capitalisme. Mais comment les nations pouvaient-elles naître et exister avant le capitalisme, pendant la période féodale, alors que les pays étaient morcelés en principautés indépendantes qui, non seulement n'étaient pas liées les unes aux autres par des liens nationaux, mais niaient résolument la nécessité de tels liens ?

Malgré vos affirmations erronées, il n'y avait pas et il ne pouvait pas y avoir de nations dans la période précapitaliste, étant donné qu'il n'y avait pas encore de marchés nationaux, qu'il n'y avait pas de centres nationaux économiques non plus que culturels, qu'il n'y avait donc pas les facteurs qui liquident le morcellement national d'un peuple donné, et ramassent les fragments jusque-là morcelés de ce peuple en un tout national.

Bien entendu, les éléments de la nation — la langue, le territoire, la communauté de culture, etc... — ne sont pas tombés du ciel mais se sont formés petit à petit dès la période précapitaliste. Seulement ces éléments se trouvaient à l'état embryonnaire, et, au meilleur cas, constituaient seulement des facteurs potentiels du point de vue de la formation future de la nation en présence de certaines conditions favorables. Ce potentiel ne s'est transformé en réalité que dans la période du capitalisme ascendant, avec ses marchés nationaux, ses centres économiques et culturels.

A cet égard, il faut relever les phrases remarquables qu'à propos de la question de la naissance de la nation, Lénine a écrites dans la brochure : *Ce que sont les « Amis du peuple », et comment ils luttent contre les social-démocrates ?*

Polémisant avec le « narodnik » Mikhaïlovski qui déduit du développement des liens de clan la naissance des liens nationaux et de l'unité nationale, Lénine écrit :

« Ainsi les liens nationaux sont la continuation et la généralisation des relations de clans ! M. Mikhaïlovski emprunte évidemment ses idées sur l'histoire de la société à ces contes d'enfants que l'on enseigne aux collégiens. L'histoire de la société, d'après cette doctrine des lieux communs, consiste en ce que d'abord il y eut la famille, cette cellule de toute société, puis la famille se serait agrandie pour devenir une tribu, et la tribu un Etat. Si M. Mikhaïlovski répète gravement ces puérlités, cela montre simplement que, à part tout le reste, il n'a pas même la moindre idée de la marche de l'histoire russe, par exemple. Si l'on pouvait parler de clans dans l'ancienne Russie, il ne fait pas de doute que déjà au moyen âge, à l'époque du tsarat de Moscovie, ces relations de clans n'existaient plus, c'est-à-dire que l'Etat se basait sur des associations locales, et non de clans : propriétaire terriens et monastères acceptaient les paysans venus des différentes localités, et les communautés ainsi formées étaient des associations purement territoriales. Cependant, on pouvait à peine parler de liens nationaux au sens propre du mot à cette époque : l'Etat était divisé en « territoires » distincts, souvent même en principautés qui conservaient des traces vivantes d'ancienne autonomie, des particularités d'administration, parfois leurs propres troupes (les boyards locaux partaient en guerre à la tête de leurs propres régiments), des frontières douanières à elles, etc... Seule la période moderne de l'histoire russe (depuis le XVII^e siècle à peu près) est marquée par la fusion effective de toutes ces régions, territoires et principautés, en un tout. Cette fusion n'est pas due, très honorable Monsieur Mikhaïlovski, à des relations de clans ni même à leur continuation et généralisation ; elle est due à l'échange accru entre régions, au développement graduel des échanges de marchandises et à la concentration des petits marchés locaux en un seul marché de toute la Russie. Comme les dirigeants et les maîtres de ce processus étaient les gros marchands capitalistes, la création de ces liens nationaux n'était rien d'autre que la création de liens bourgeois. » (*V. I. Lénine, Œuvres choisies, t. I, p. 106, Editions en langues étrangères, Moscou, 1946.*)

Voilà ce qu'il en est pour la naissance des nations dites « modernes ».

La bourgeoisie et ses partis nationalistes étaient et restent pour cette période la force dirigeante essentielle de telles nations. La paix de classes à l'intérieur de la nation au nom de « l'union nationale », l'agrandissement du territoire de sa propre nation par la conquête de territoires nationaux étrangers, la méfiance et la haine à l'égard des autres nations, l'écrasement des minorités nationales, le front commun avec l'impérialisme, — tel est le bagage idéologique et socialo-politique de ces nations.

De telles nations, il convient de les qualifier de nations bourgeoises. Telles sont, par exemple, les nations française, anglaise, italienne, nord-américaine et autres. C'est de telles nations bourgeoises qu'étaient les nations russe, ukrainienne, tatare, arménienne, géorgienne et autres, en Russie, avant l'institution de la dictature du prolétariat et du régime soviétique dans notre pays.

Il va de soi que le sort de telles nations est lié au sort du capitalisme, qu'à la chute du capitalisme de telles nations doivent quitter la scène.

C'est justement de telles nations bourgeoises qu'a en vue la brochure de Staline : *le Marxisme et la question nationale*, lorsqu'il y est dit que la « nation n'est pas simplement une catégorie historique, mais une catégorie historique d'une époque donnée, de l'époque du capitalisme ascendant », que « le sort du mouvement national, bourgeois en son essence, est naturellement lié au sort de la bourgeoisie », que « la chute définitive du mouvement national n'est possible qu'avec la chute de la bourgeoisie », que « c'est seulement sous le règne du socialisme qu'une paix complète peut être instituée ».

Voilà ce qu'il en est pour les nations bourgeoises.

Mais il y a sur cette terre d'autres nations aussi. Ce sont les nations nouvelles, les nations soviétiques qui se sont développées et formées sur la base des vieilles nations bourgeoises après le renversement du capitalisme en Russie, après la liquidation de la bourgeoisie et de ses partis nationalistes, après l'institution du régime soviétique.

La classe ouvrière et son parti internationaliste constituent la force qui cimente ces nations nouvelles et les dirige. L'union de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse à l'intérieur de la nation pour la liquidation des restes du capitalisme au nom de l'édification victorieuse du socialisme, la destruction

des restes de l'oppression nationale au nom de l'égalité des droits et du libre développement des nations et des minorités nationales, la destruction des restes du nationalisme au nom de l'institution de l'amitié entre les peuples et de l'établissement de l'internationalisme, le front commun avec toutes les nations opprimées ou qui ne jouissent pas de tous leurs droits, dans la lutte contre la politique de conquête et des guerres de conquête, dans la lutte contre l'impérialisme, — telle est la physionomie spirituelle et socialo-politique de ces nations.

De telles nations, il convient de les qualifier de nations socialistes.

Ces nations nouvelles sont nées et se sont développées sur la base des vieilles notions bourgeoises en conséquence de la liquidation du capitalisme, par voie de leur transformation radicale dans l'esprit du socialisme. Nul ne peut nier que les actuelles nations socialistes de l'Union soviétique, — la russe, l'ukrainienne, la biélorusse, la tatar, la bachkir, l'ouzbek, la kazakh, l'azerbaïdjanais, la géorgienne, l'arménienne et les autres, — diffèrent radicalement des anciennes nations bourgeoises correspondantes de l'ancienne Russie, tant par leur contenu de classe et leur physionomie spirituelle, que par leurs intérêts et leurs tendances socialo-politiques.

Tels sont les deux types de nations que connaît l'histoire.

Vous n'acceptez pas de lier le sort des nations — en l'occurrence des vieilles nations, des nations bourgeoises — avec le sort du capitalisme. Vous n'acceptez pas la thèse qu'à la liquidation du capitalisme seront liquidées les vieilles nations, les nations bourgeoises. Mais avec quoi pourrait-on bien lier le sort de ces nations, si ce n'est avec le sort du capitalisme ? Est-ce qu'il est difficile de comprendre qu'à la disparition du capitalisme les nations bourgeoises qu'il a engendrées devront disparaître ? Penseriez-vous que les vieilles nations, les nations bourgeoises, pourraient subsister et se développer en régime soviétique, sous la dictature du prolétariat ? Il ne manquerait plus que cela encore...

Vous craignez que la liquidation des nations existant sous le capitalisme équivale à la liquidation des nations en général, à la liquidation de toute nation. Pourquoi, et sur quelle base ? Ne savez-vous pas qu'outre les nations bourgeoises existent encore d'autres nations, des nations socialistes, autrement plus cohérentes et plus viables que n'importe quelle nation bourgeoise ?

Votre erreur réside justement en ce que vous ne voyez pas d'autres nations que les nations bourgeoises, et que, par suite, vous perdez entièrement de vue la période de création en Union soviétique de nations socialistes, nées sur les ruines des vieilles nations, des nations bourgeoises.

La question est justement que la liquidation des nations bourgeoises ne signifie pas la liquidation des nations en général, mais seulement la liquidation des nations bourgeoises. Sur les ruines des vieilles nations, des nations bourgeoises, naissent et se développent de nouvelles nations, des nations socialistes, autrement cohérentes que n'importe quelle nation bourgeoise, parce qu'elles sont délivrées des irréconciliables contradictions de classes qui divisent les nations bourgeoises, et autrement plus universellement populaires que n'importe quelle nation bourgeoise.

III. — L'avenir des nations et des langues nationales

Vous commettez une sérieuse erreur en mettant un signe d'égalité entre la période de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale, en affirmant que, non seulement lors de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale, mais lors de la victoire du socialisme dans un seul pays, la disparition des différences nationales et des langues nationales, la fusion des nations et la formation d'une unique langue commune sont possibles et nécessaires. Ici, vous mélangez des choses absolument distinctes : « la destruction de l'oppression nationale » avec la « liquidation des différences nationales », la « destruction des cloisons étatiques nationales avec l' « extinction de la nation », avec la « fusion des nations ».

On ne peut pas ne pas remarquer que cette confusion de notions hétérogènes est absolument inacceptable pour des marxistes. Chez nous, dans notre pays, il y a longtemps que l'oppression nationale est détruite, mais il ne s'ensuit absolument pas que les différences nationales aient disparu et que les nations de notre pays soient liquidées. Chez nous, dans notre pays, il y a longtemps qu'ont été liquidées les cloisons étatiques nationales, avec la garde des frontières et les douanes, mais il ne s'ensuit absolument pas que les nations aient fusionné et que les langues nationales aient disparu, que ces langues soient remplacées par quelque langue unique commune pour toutes les nations.

Vous n'êtes pas satisfaits de mon discours à l'Université communiste des peuples d'Orient (1925) où je réfute la thèse selon laquelle à la victoire du socialisme *dans un seul pays*, par exemple dans notre pays, les langues nationales devraient s'éteindre, les nations fusionner, et, à la place des langues nationales, apparaître une seule langue commune.

Vous pensez que ma déclaration contredit la thèse bien connue de Lénine selon laquelle le but du socialisme n'est pas seulement la suppression du morcellement de l'humanité en petits Etats et de toute distinction entre nations, pas seulement le rapprochement des nations, mais leur fusion.

Vous pensez ensuite que cela contredit également une autre thèse léniniste selon laquelle, à la victoire du socialisme à *l'échelle mondiale*, les distinctions nationales et les langues nationales commenceront à s'éteindre, selon laquelle, après une telle victoire, les langues nationales commenceront d'être remplacées par une seule langue commune.

C'est absolument faux, camarades. C'est une erreur profonde.

J'ai déjà dit plus haut qu'il n'est pas permis à un marxiste de confondre et de mettre dans le même sac des phénomènes aussi différents que la victoire du socialisme dans un seul pays et la victoire du socialisme à l'échelle mondiale. Il ne faut pas oublier que ces phénomènes hétérogènes traduisent deux stades absolument différents, distincts non seulement dans le temps (ce qui est très important), mais aussi par leur essence même.

La méfiance nationale, l'isolement national, la haine nationale, les conflits nationaux, ne sont bien entendu point stimulés ni entretenus par je ne sais quel sentiment « inné » d'agressivité nationale, mais par la tendance de l'impérialisme à asservir les nations étrangères et par la peur qu'éprouvent ces nations face à la menace de l'asservissement national. Il est hors de doute que tant que subsistera l'impérialisme mondial, subsisteront cette tendance et cette crainte. Et, par conséquent, dans l'immense majorité des pays subsisteront et la méfiance nationale, et l'isolement national, et la haine nationale, et les conflits nationaux. Pourrait-on affirmer que la victoire du socialisme et la liquidation de l'impérialisme dans un seul pays signifient la liquidation de l'impérialisme et de l'oppression nationale dans la majorité des pays ? Evidemment non. Mais il s'ensuit que la victoire du socialisme dans un seul pays, bien qu'elle affaiblisse sérieusement l'impérialisme mondial, ne crée pourtant pas et ne peut pas créer les conditions nécessaires à la fusion des nations et des langues nationales du monde en un seul tout commun.

La période de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale se distingue tout d'abord de la période de la victoire du socialisme dans un seul pays en ce qu'elle liquide l'impérialisme *dans tous les pays*, en ce qu'elle supprime aussi bien la tendance à asservir les nations étrangères que la crainte devant la menace de l'asservissement national, en ce qu'elle détruit à la racine la méfiance nationale et la haine nationale, unit les nations dans un seul système d'économie socialiste mondiale, et crée de telle manière les conditions réelles nécessaires pour la fusion progressive de toutes les nations en un tout.

Telle est la différence fondamentale entre ces deux périodes.

Mais il s'ensuit que confondre ces deux périodes différentes et les mettre dans le même sac signifie commettre une impardonnable erreur. Prenons mon discours à l'U.C.T.O. Il y est dit :

« On discute (par exemple Kautsky) de la création d'une langue commune pour toute l'humanité et de l'extinction de toutes les autres langues dans la période du socialisme. Je ne crois guère en cette théorie d'une langue universelle unique. L'expérience, à tout le moins, ne parle pas en faveur de cette théorie, mais contre elle. Jusqu'à présent ce qui s'est passé, c'est que la révolution socialiste n'a pas diminué, mais augmenté, la quantité des langues. Car, en secouant les bases les plus profondes de l'humanité et en les amenant sur la scène politique, elle éveille à une vie nouvelle toute une série de nationalités nouvelles, auparavant inconnues ou peu connues. Qui eût pu penser que la vieille Russie tsariste ne comportait pas moins de 50 nations ou groupements nationaux ? Pourtant la Révolution d'Octobre, en brisant les vieilles chaînes, et en amenant sur la scène toute une série de peuples et de nationalités oubliés, leur a donné une vie nouvelle et un nouveau développement. »

De cette citation il ressort tout d'abord que je m'élevais contre les gens du type Kautsky, lequel — je veux dire Kautsky — a toujours été et est demeuré un dilettante dans la question nationale, un homme qui ne comprend pas le mécanisme du développement des nations et n'a point idée de la colossale force de stabilité des nations, un homme qui croit possible la fusion des nations longtemps avant la victoire du socialisme, dès le temps des régimes démocratiques bourgeois, un homme qui vantait servilement le « travail » d'assimilation des Allemands en Bohême, affirmant à la légère que les Tchèques étaient presque germanisés, que les Tchèques, comme nation, n'avaient pas d'avenir.

De cette citation, il ressort en outre que, dans mon discours, j'avais en vue, non la période de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale, mais seulement la période de la victoire du socialisme dans un seul pays. A cet égard j'affirmais (et je continue d'affirmer) que la période de la victoire du socialisme dans un seul pays ne fournit pas les conditions nécessaires à la fusion des nations et des langues nationales, qu'au contraire cette période crée une conjoncture favorable pour la renaissance et la prospérité des nations auparavant opprimées par l'impérialisme tsariste, et aujourd'hui libérées par la révolution soviétique de l'oppression nationale.

De cette citation, il ressort enfin que vous avez perdu de vue la différence colossale qu'il y a entre deux périodes historiques distinctes, qu'à cause de cela, vous n'avez pas compris le sens du discours de Staline, et qu'en conséquence du tout, vous vous êtes égarés dans le dédale de vos propres erreurs.

Passons aux thèses de Lénine, sur l'extinction et la fusion des nations après la victoire du socialisme à l'échelle mondiale.

Voici une des thèses de Lénine, tirée de son article « La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », publié en 1916, et qui, je ne sais pourquoi, n'est pas citée intégralement dans vos lettres :

« Le but du socialisme n'est pas seulement la suppression du morcellement de l'humanité en petits états et de tout isolement national, pas seulement le rapprochement des nations, mais leur fusion... De même que l'humanité ne peut parvenir à la suppression des classes qu'à travers une période transitoire de dictature de la classe opprimée, de même l'humanité ne peut parvenir à l'inévitable fusion des nations qu'à travers une période transitoire de complète libération de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de liberté de séparation pour elles. » (*V. I. Lénine : Œuvres complètes, t. XIX, p. 40, éd. russe.*)

Et voici l'autre thèse de Lénine qui n'est pas non plus citée intégralement chez vous :

« Tant qu'il y a des différences nationales et étatiques entre les peuples et les pays — différences qui subsisteront longtemps encore, même après l'établissement de la dictature du prolétariat à une échelle universelle — l'unité de tactique internationale du mouvement ouvrier communiste de tous les pays exigera non l'effacement de toute diversité, non la suppression des particularités nationales (ce qui est à l'heure actuelle un rêve insensé), mais une application des principes fondamentaux du communisme (pouvoir des Soviets et dictature du prolétariat), qui en modifie opportunément les détails, qui les adapte et les ajuste comme il convient aux particularités nationales et à celles de chaque Etat. » (*V. I. Lénine : la Maladie infantile du communisme, p. 60, Editions sociales, 1946.*)

Il convient de relever que cette citation est tirée de la brochure de Lénine : *la Maladie infantile du communisme*, publiée en 1920 ; c'est-à-dire *après* la victoire de la révolution socialiste dans un seul pays, *après* la victoire du socialisme dans notre pays.

De ces citations, il ressort d'abord que Lénine attribue le processus d'extinction des différences nationales et de fusion des nations, non à la période de la victoire du socialisme dans un seul pays, mais seulement à la période *qui suit* la réalisation de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale, c'est-à-dire à la période de la victoire du socialisme dans tous les pays, lorsque seront déjà jetés les fondements d'une économie socialiste mondiale.

De ces citations, il ressort en outre que Lénine qualifie de « rêve absurde » toute tentative pour attribuer le processus d'extinction des différences nationales à la période de la victoire du socialisme dans un seul pays.

De ces citations il ressort également que Staline avait absolument raison de nier dans son discours à l'U.C.T.O. la possibilité d'une extinction des différences nationales et des langues nationales pendant la période de la victoire du socialisme dans un seul pays, dans notre pays, et que vous aviez absolument tort de défendre un point de vue directement contraire à celui de Staline.

De ces citations, il ressort enfin qu'en confondant deux périodes complètement différentes de la victoire du socialisme, vous n'avez pas compris Lénine, vous avez déformé la ligne de Lénine dans la question nationale, et vous êtes engagés, par suite, contre votre volonté, sur la voie de la rupture avec le léninisme.

Il serait erroné de penser que la suppression des différences nationales et l'extinction des langues nationales se produiront aussitôt après la défaite de l'impérialisme mondial, d'un coup, sous forme, pour ainsi dire, d'un décret d'en haut. Rien n'est plus faux qu'une telle vue. S'efforcer de provoquer la fusion des nations par voie de décret d'en haut, par voie de contrainte, ce serait jouer le jeu des impérialistes, ruiner la cause de la libération des nations, et enterrer celle de l'organisation d'une coopération fraternelle entre les nations. Une telle politique équivaudrait à la politique d'assimilation.

Vous savez certainement que la politique d'assimilation est absolument exclue de l'arsenal du marxisme-léninisme, en tant que politique antipopulaire et contre-révolutionnaire, en tant que politique funeste.

Vous savez en outre que les nations et les langues nationales se distinguent par une stabilité exceptionnelle et une force de résistance colossale à la politique d'assimilation. Les assimilateurs turcs — les plus cruels de tous les assimilateurs — ont tourmenté et déchiré les nations balkaniques pendant des centaines d'années, non seulement sans réussir à les supprimer, mais en se trouvant finalement contraints de capituler. Les russificateurs de la Russie tsariste et les germanisateurs de l'Allemagne prussienne, qui ne le cédaient guère en cruauté aux assimilateurs turcs, ont déchiré et écartelé pendant plus de cent ans la nation polonaise, de même que les assimilateurs persans et turcs, pendant des centaines d'années, ont déchiré, écartelé et exterminé les nations arménienne et géorgienne : non seulement ils n'ont pas réussi à détruire ces nations, mais, au contraire, ils se sont trouvés aussi contraints de capituler.

Il faut tenir compte de toutes ces circonstances pour prévoir exactement la marche vraisemblable des événements du point de vue de l'évolution des nations, aussitôt après la défaite de l'impérialisme mondial.

On aurait tort de croire que la première étape de la période de la dictature mondiale du prolétariat marquera le début de l'extinction des nations et des langues nationales, le début de la constitution d'une langue commune unique. Au contraire, cette première étape, au cours de laquelle sera définitivement liquidée l'oppression nationale, sera l'étape de l'essor et de l'éclosion des nations, précédemment

opprimées et des langues nationales, l'étape de la confirmation de l'égalité des droits entre les nations, l'étape de la liquidation de la méfiance nationale mutuelle, l'étape de l'institution et du resserrement des liens internationaux entre les nations.

C'est seulement pendant la deuxième étape de la période de la dictature mondiale du prolétariat, à mesure que s'instituera une économie mondiale socialiste unifiée — à la place de l'économie capitaliste mondiale — c'est seulement à cette étape que commencera de s'instituer quelque chose dans le genre d'une langue commune, car c'est seulement à cette étape que les nations ressentiront la nécessité de posséder, à côté de leurs langues nationales, une langue internationale commune pour la facilité des relations et pour la facilité de leur coopération économique, politique et culturelle. Par conséquent, à cette étape, des langues nationales et une langue internationale commune existeront parallèlement. Il est possible qu'au début il ne se crée pas un seul centre économique mondial pour toutes les nations, avec une langue commune unique, mais plusieurs centres économiques zonaux pour des groupes de nations distincts, avec une langue commune pour chaque groupe ; et c'est seulement par la suite que ces centres s'unifieront en un seul centre mondial commun d'économie socialiste, avec une seule langue commune pour toutes les nations.

C'est seulement à l'étape suivante de la période de la dictature mondiale du prolétariat, quand le système mondial d'économie socialiste se sera suffisamment renforcé et que le socialisme sera entré dans la nature même des peuples, quand les nations se seront convaincues par la pratique des avantages d'une langue commune sur les langues nationales, c'est seulement alors que les différences nationales commenceront de s'éteindre, cédant la place à une langue mondiale commune pour tous.

Tel est, pour moi, le tableau approximatif de l'avenir des nations, le tableau du développement des nations sur la voie de leur fusion dans l'avenir.

IV. — La politique du Parti dans la question nationale

Une de vos erreurs consiste en ce que vous ne considérez point la question nationale comme une partie de la question générale de l'évolution socialo-politique de la société, et subordonnée à cette question générale même, mais comme quelque chose de permanent et qui se suffit à soi-même, dont la direction et le caractère, dans leur ensemble, ne changent point tout au long de l'histoire. C'est pourquoi vous ne voyez pas ce que voit chaque marxiste à savoir que la question nationale n'a pas toujours le même caractère, que le caractère et les tâches du mouvement national changent selon les diverses périodes du développement de la révolution.

C'est ainsi que s'explique logiquement ce fait attristant que vous confondez si facilement et que vous mettez dans le même sac des périodes hétérogènes du développement de la révolution, sans comprendre que les changements dans le caractère et les tâches de la révolution aux différentes étapes de son développement provoquent des changements correspondants dans le caractère et les tâches de la question nationale, qu'en conséquence change aussi la politique du Parti dans la question nationale, que, par suite, la politique du Parti dans la question nationale, liée qu'elle est avec une certaine période du développement de la révolution, ne peut pas rompre violemment avec cette période, et passer arbitrairement à une autre période.

Les marxistes russes se sont toujours fondés sur le principe que la question nationale est une partie de la question générale du développement de la révolution, qu'aux différentes étapes de la révolution la question nationale comporte des tâches différentes, correspondant au caractère de la révolution à chaque moment historique donné, et que la politique du Parti dans la question nationale se modifie conformément à ces éléments.

Dans la période d'avant la première guerre mondiale, quand l'histoire avait mis à l'ordre du jour la révolution *démocratique bourgeoise* en Russie comme tâche du moment, les marxistes russes lièrent la solution de la question nationale au sort d'une révolution démocratique en Russie. Notre Parti

considérerait que le renversement du tsarisme, la liquidation des restes de la féodalité et une pleine démocratisation du pays, constituaient la meilleure solution possible de la question nationale dans le cadre du capitalisme.

Telle fut la politique du Parti dans cette période.

C'est à cette période que se réfèrent les articles bien connus de Lénine sur la question nationale, notamment l'article « Remarques critiques sur la question nationale » où Lénine dit :

« J'affirme qu'il n'y a qu'une solution de la question nationale, pour autant qu'une telle chose est possible dans le monde du capitalisme, et cette solution, c'est un démocratisme conséquent. A titre de preuve je me fonde, entre autres, sur la Suisse. » (*V. I. Lénine : Œuvres complètes, t. XVII, p. 150.*)

C'est à la même période que se réfère la brochure de Staline : *le Marxisme et la question nationale*, où, entre autres choses, il est dit :

« La chute définitive du mouvement national n'est possible qu'à la chute de la bourgeoisie. C'est seulement sous le règne du socialisme que peut être instituée une paix complète. Mais réduire la lutte nationale au minimum, l'attaquer à la racine, la rendre le moins nuisible possible pour le prolétariat, cela est possible même dans le cadre du capitalisme. C'est ce que prouvent ne seraient-ce que les exemples de la Suisse et de l'Amérique. Pour cela il faut démocratiser le pays et donner aux nations la possibilité d'un libre développement. » (*Voir présent volume, p. 14.*)

Dans la période suivante, dans la période de la première guerre mondiale, quand une longue guerre entre deux coalitions impérialistes ruinait la puissance de l'impérialisme mondial, quand la crise du système capitaliste mondial atteignit ses degrés extrêmes, aux côtés des classes ouvrières des « métropoles » les pays coloniaux et dépendants se lancèrent dans le mouvement de libération, quand la question nationale s'épanouit en question nationale-coloniale, quand le front unique de la classe ouvrière des pays capitalistes avancés et des peuples opprimés des colonies ou pays dépendants commença de se transformer en une force réelle, quand, par suite, la révolution *socialiste* devint la question du moment, les marxistes russes ne pouvaient plus se contenter de la politique de la période précédente, et ils estimèrent nécessaire de lier le sort de la question nationale-coloniale au sort de la révolution socialiste.

Le Parti considérerait que le renversement du pouvoir du capital et l'organisation de la dictature du prolétariat, la mise des armées impérialistes à la porte des pays coloniaux et dépendants et l'assurance à ces pays du droit de séparation et d'organisation de leurs états nationaux, la liquidation de la haine nationale et du nationalisme et le renforcement des liens internationaux entre les peuples, l'organisation d'une économie populaire socialiste unifiée et l'institution sur cette base d'une fraternelle coopération entre les peuples constituent la meilleure solution de la question nationale-coloniale dans les conditions données.

Telle fut la politique du Parti dans cette période.

Cette période est loin encore d'être entrée dans sa phase de pleine force, car elle ne fait que commencer, mais il est hors de doute qu'elle a encore son mot décisif à dire...

C'est une question à part que celle de la phase présente du développement de la révolution et de la présente politique du Parti.

Il convient de relever d'abord que notre pays s'est trouvé, pour le moment, le *seul* pays prêt à renverser le capitalisme. Et il a effectivement renversé le capitalisme en même temps qu'organisé la dictature du prolétariat.

Par conséquent, jusqu'à l'établissement de la dictature du prolétariat à *l'échelle mondiale*, et, plus encore, jusqu'à la victoire du *socialisme dans tous les pays*, il y a encore loin.

Il convient de relever en outre qu'en mettant fin au pouvoir de la bourgeoisie qui, depuis longtemps déjà, avait renoncé à ses vieilles traditions démocratiques, nous avons résolu au passage le problème de la « pleine démocratisation du pays », liquidé le système d'oppression nationale, et institué l'égalité des droits entre les nations de notre pays.

Comme on le sait, ces mesures se sont avérées le meilleur moyen pour liquider le nationalisme et la haine nationale, pour instaurer la confiance entre les peuples.

Il convient de relever enfin que la suppression de l'oppression nationale a abouti à la résurrection des nations de notre pays auparavant opprimées, à l'essor de leur culture nationale, au renforcement des liens internationaux d'amitié entre les peuples de notre pays et à l'institution d'une coopération entre eux dans la cause de l'édification socialiste.

Il faut rappeler que ces nations ressuscitées constituent non de vieilles nations, des nations bourgeoises dirigées par la bourgeoisie, mais des nations nouvelles, des nations socialistes, nées sur les ruines des vieilles nations et dirigées par le parti internationaliste des masses travailleuses.

En liaison avec ceci le Parti juge nécessaire d'aider les nations ressuscitées de notre pays à se remettre sur pied de toute leur taille, à ranimer et à développer leur culture nationale, à créer un réseau d'écoles, de théâtres et autres institutions culturelles dans la langue nationale, à nationaliser, c'est-à-dire à rendre national par le contenu, l'appareil du Parti, des syndicats, des coopératives, de l'Etat, de l'économie, à former leurs cadres nationaux pour le Parti et les Soviets, et à réduire au silence tous les éléments — à vrai dire peu nombreux — qui cherchaient à freiner cette politique du Parti.

Cela signifie que le Parti soutient et soutiendra le développement et la floraison des cultures nationales de notre pays, qu'il encouragera le renforcement de nos nouvelles nations socialistes, qu'il prendra cette cause sous sa défense et sa protection contre les éléments anti-léninistes de toute espèce.

A vos lettres on voit que vous n'approuvez pas cette politique de notre Parti. C'est d'abord parce que vous confondez les nations nouvelles, les nations socialistes avec les vieilles nations, les nations bourgeoises, et ne comprenez point que les cultures nationales de nos nouvelles nations soviétiques constituent par leur *contenu* des cultures socialistes. Et c'est ensuite parce que — excusez ma brutalité — vous boitez sérieusement dans les questions du léninisme et vous vous débrouillez très mal dans la question nationale.

Faites donc attention ne serait-ce qu'à l'élémentaire question suivante. Nous parlons tous de la nécessité d'une révolution culturelle dans notre pays. Si l'on s'occupe sérieusement de cette question, sans bavarder à vide, il est nécessaire de faire dans cette direction au moins un premier pas : rendre avant tout l'enseignement primaire obligatoire pour tous les citoyens du pays, sans distinction de nationalité, et, ensuite, l'enseignement secondaire aussi. Il est clair que, sans cela, aucun développement culturel de notre pays n'est possible, pour ne rien dire de la révolution dite culturelle. Bien plus, sans cela il n'y aura pas chez nous de véritable essor de l'économie industrielle ou agricole, ni de défense nationale sûre.

Or, comment faire cela, si l'on tient compte du fait que le pourcentage des illettrés dans notre pays reste très élevé, que, dans toute une série de nations de notre pays, le pourcentage des illettrés se monte à 80-90 % ?

Pour cela, il est nécessaire de couvrir le pays d'un riche réseau d'écoles dans la langue locale, en leur fournissant des cadres d'instituteurs connaissant cette langue locale.

Pour cela, il faut nationaliser, c'est-à-dire rendre national quant aux effectifs tous les appareils de direction, depuis ceux du Parti et des syndicats jusqu'à ceux de l'Etat et de l'économie.

Pour cela, il faut développer la presse, le théâtre, le cinéma et les autres institutions culturelles dans la langue locale.

Pourquoi, demandera-t-on, dans la langue locale ? Parce que des masses populaires de millions d'hommes ne peuvent venir à bout de cette tâche de développement culturel, politique et économique que dans la langue nationale.

Après tout ce qui vient d'être dit, il me semble qu'il n'est plus si difficile de comprendre que des léninistes, si, bien entendu, ils veulent demeurer léninistes, ne peuvent mener aucune autre politique dans la question nationale que celle qui est menée actuellement dans notre pays.

N'est-ce pas ?

Alors finissons-en là-dessus.

Je pense avoir répondu à toutes vos questions et tous vos doutes.

Salutations communistes.

A PROPOS DES DÉVIATIONS DANS LA QUESTION NATIONALE

Extrait du rapport présenté au XVI^e congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., le 27 juin 1930

Le tableau de la lutte contre les déviations dans le Parti serait incomplet si nous ne touchions aux déviations dans la *question nationale*. Je veux parler, premièrement, de la déviation vers le chauvinisme grand-russe et, en second lieu, de la déviation vers le nationalisme local. Ces déviations ne sont pas aussi visibles et agressives que la déviation de « gauche » ou celle de droite. On pourrait les appeler déviations rampantes. Mais cela ne veut pas encore dire qu'elles n'existent pas. Si, elles existent et, le plus grave, c'est qu'elles grandissent. Cela ne peut faire aucun doute. Cela ne peut faire de doute, car l'atmosphère générale d'aggravation de la lutte de classes ne peut manquer de conduire à une certaine aggravation des frottements nationaux qui ont leur répercussion dans le Parti. Aussi, faudrait-il révéler et exposer au grand jour la physionomie de ces déviations.

Qu'est-ce qui fait l'essence de la déviation vers le chauvinisme grand-russe, dans nos conditions actuelles ?

L'essence de la déviation vers le chauvinisme grand-russe, c'est la tendance à éluder les distinctions nationales de langue, de culture, de mœurs ; la tendance à préparer la liquidation des Républiques et régions nationales ; la tendance à saper le principe de l'égalité nationale et à découronner la politique du Parti visant à rendre nationaux l'appareil administratif, la presse, les écoles et autres organisations de l'Etat et de la société.

Ce faisant, les déviationnistes de cette catégorie procèdent de l'idée que la victoire du socialisme doit amener la fusion des nations et la transformation des langues nationales en une seule langue commune, l'heure est donc venue de liquider les distinctions nationales et de renoncer à la politique de soutien du développement de la culture nationale chez les peuples autrefois opprimés. Ce faisant, ils se réfèrent à Lénine, qu'ils citent faussement, parfois même en déformant sa pensée et en le calomniant. Lénine a dit qu'avec le socialisme les intérêts des nationalités se fondront en un tout — ne s'ensuit-il pas qu'il est temps d'en finir avec les Républiques et régions nationales dans l'intérêt de... l'internationalisme ? Lénine a dit, en 1913, dans une polémique avec les bundistes, que le mot d'ordre de culture nationale est un mot d'ordre bourgeois, — ne s'ensuit-il pas qu'il est temps d'en finir avec la culture nationale des peuples de l'U.R.S.S. dans l'intérêt de... l'internationalisme ? Lénine a dit que l'oppression nationale et les barrières nationales sont supprimées en régime socialiste, — ne s'ensuit-il pas qu'il est temps d'en finir avec la politique qui tient compte des particularités nationales des peuples de l'U.R.S.S. et de passer à une politique d'assimilation dans l'intérêt de... l'internationalisme ? Et ainsi de suite.

On ne peut douter que cette déviation dans la question nationale, dissimulée au surplus sous un masque d'internationalisme et invoquant le nom de Lénine, ne soit la variété la plus raffinée et, partant, la plus dangereuse, du nationalisme grand-russe.

Premièrement, Lénine n'a jamais dit que les distinctions nationales dussent disparaître, et les langues nationales se fondre en une seule langue commune dans les limites d'un seul Etat, avant la victoire du socialisme à l'échelle mondiale. Lénine a dit, au contraire, quelque chose de directement opposé, à savoir que

« les distinctions nationales et étatiques entre les peuples et les pays... se maintiendront encore très, très longtemps, même après la réalisation de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, t. XXV, p. 277, Editions sociales internationales, Paris, 1935.) [souligné par nous. J.S.]

Comment peut-on se référer à Lénine en oubliant cette indication capitale formulée par lui ?

Il est vrai qu'un ex-marxiste, aujourd'hui renégat et réformiste, M. Kautsky, affirme quelque chose de directement opposé à ce que nous enseigne Lénine. Il affirme, contrairement à Lénine, que la victoire de la révolution prolétarienne dans l'Etat austro-allemand unifié, au milieu du siècle passé, eût amené la formation d'une *seule* langue allemande *commune* et la *germanisation* des Tchèques, car

« la seule force de l'échange libéré de ses entraves, la seule force de la culture moderne, apportée par les Allemands, eût, sans la moindre germanisation forcée, *transformé en Allemands les petits bourgeois, les paysans et les prolétaires tchèques arriérés, auxquels leur nationalité chétive ne pouvait rien donner.* »
(Voir *Révolution et contre-révolution*, préface à l'édition allemande.)

Il est évident qu'une telle « conception » s'harmonise parfaitement avec le social-chauvinisme de Kautsky. Ce sont justement ces vues de Kautsky que j'ai combattues en 1925, dans mon intervention à l'Université des peuples d'Orient. Mais est-il possible que ce bavardage anti-marxiste d'un social-chauvin allemand sans vergogne puisse avoir un sens positif pour nous, marxistes, désireux de rester jusqu'au bout des internationalistes ? Qui a raison, Kautsky ou Lénine ? Si c'est Kautsky, comment expliquer alors le fait que des nationalités relativement arriérées, comme les Blancs-Russiens et les Ukrainiens, plus proches des Grands-Russes que le sont les Tchèques des Allemands, n'ont pas été russifiées à la suite de la victoire de la révolution prolétarienne en U.R.S.S., mais, au contraire, ont ressuscité et se sont développées comme nations indépendantes ? Comment expliquer que des nations telles que les Turkmènes, les Kirghiz, les Ouzbeks, les Tadjiks (sans parler des Géorgiens, des Arméniens, des Azerbaïdjanais et autres), bien qu'arriérées, non seulement ne sont pas russifiées à la suite de la victoire du socialisme en U.R.S.S., mais au contraire ont ressuscité et se sont développées en nations indépendantes ? N'est-il pas clair que nos honorables déviationnistes courant après un internationalisme de façade, sont tombés dans les griffes du social-chauvinisme kautskiste ? N'est-il pas clair que, combattant pour une seule langue commune dans les limites d'un *seul* Etat, dans les limites de l'U.R.S.S., ils travaillent en réalité au rétablissement des *privilèges* de la langue autrefois dominante, à savoir de la langue *grande-russe* ? Où donc est l'internationalisme ?

Deuxièmement, Lénine n'a jamais dit que l'abolition du joug national et la fusion des intérêts des nationalités en un tout équivalait à l'abolition des distinctions nationales. Nous avons aboli l'oppression nationale, nous avons aboli les privilèges nationaux et établi l'égalité nationale. Nous avons aboli les frontières nationales dans la vieille acception du mot, les poteaux-frontières et les barrières douanières entre les nationalités de l'U.R.S.S. Nous avons établi l'unité des intérêts économiques et politiques des peuples de l'U.R.S.S. Mais cela signifie-t-il que nous ayons du même coup aboli les distinctions nationales : langues nationales, cultures, mœurs, etc ? Evidemment non. Mais si les distinctions nationales, la langue, la culture, les mœurs, etc., demeurent, n'est-il pas clair que revendiquer la suppression des Républiques et régions nationales, dans la période historique actuelle, est réactionnaire, contraire aux intérêts de la dictature du prolétariat ? Nos déviationnistes comprennent-ils que supprimer maintenant les Républiques et régions nationales, ce serait enlever aux masses innombrables des peuples de l'U.R.S.S. la possibilité de recevoir une instruction dans leur langue *nationale*, leur enlever la possibilité d'avoir des écoles, des tribunaux, des administrations, des organisations et institutions sociales et autres, employant leur langue *nationale*, leur enlever la possibilité de s'associer à l'édification socialiste ? N'est-il pas clair que courant après un internationalisme de façade, nos déviationnistes sont tombés dans les griffes des chauvins réactionnaires grands-russes et ont oublié, complètement oublié, le mot d'ordre de la révolution culturelle en période de dictature du prolétariat, mot d'ordre jouant également pour *tous* les peuples de l'U.R.S.S., pour les Grands-Russes comme pour les autres ?

Troisièmement, Lénine n'a jamais dit que le mot d'ordre de développement de la culture nationale, dans les conditions de la dictature du prolétariat, fût un mot d'ordre réactionnaire. Au contraire, Lénine a toujours été pour qu'on *aidât* les peuples de l'U.R.S.S. à développer leur culture nationale. C'est bien sous la direction de Lénine — et de nul autre — que fut rédigée et adoptée au X^e congrès du Parti une résolution sur la question nationale, où il est dit nettement que :

« La tâche du Parti consiste à *aider* les masses travailleuses des peuples non grands-russes à rattraper la Russie centrale qui a pris les devants, à les *aider* : *a)* à développer et affermir chez elles l'étatisme soviétique, dans des formes correspondant aux conditions de vie nationales de ces peuples ; *b)* à développer et affermir chez elles les tribunaux, les administrations, les organismes économiques, les organismes du pouvoir employant la langue nationale et composés de gens du pays connaissant la vie et la psychologie de la population locale ; *c)* à développer chez elles la presse, les écoles, les théâtres, les clubs et, d'une façon générale, les institutions d'enseignement et d'éducation employant la langue nationale ; *d)* à établir et développer un vaste réseau de cours et d'écoles tant d'instruction générale que d'enseignement professionnel et technique, employant la langue nationale. »

N'est-il pas clair que Lénine se prononçait entièrement et sans réserve pour le mot d'ordre du développement de la culture nationale *dans les conditions de la dictature du prolétariat* ?

N'est-il pas clair que nier le mot d'ordre de culture nationale, dans les conditions de la dictature du prolétariat, c'est nier la nécessité d'un essor culturel pour les peuples non grands-russes de l'U.R.S.S., nier la nécessité de l'instruction générale et obligatoire pour ces peuples, vouer ces peuples à l'asservissement spirituel des nationalistes réactionnaires ?

Lénine, en effet, qualifiait le mot d'ordre de culture nationale *sous la domination bourgeoise*, de mot d'ordre réactionnaire. Mais pouvait-il en être autrement ? Qu'est-ce que la culture nationale sous la domination de la bourgeoisie nationale ? C'est une culture *bourgeoise* par son contenu et nationale dans sa forme, ayant pour but d'intoxiquer les masses du poison du nationalisme et d'affermir la domination de la bourgeoisie. Qu'est-ce que la culture nationale sous la dictature du prolétariat ? C'est une culture *socialiste* par son contenu et nationale dans sa forme, ayant pour but d'éduquer les masses dans l'esprit de l'internationalisme et d'affermir la dictature du prolétariat. Comment peut-on confondre ces deux éléments différents quant au principe, sans rompre avec le marxisme ? N'est-il pas clair que, combattant le mot d'ordre de culture nationale en régime bourgeois, Lénine s'attaquait au *contenu* bourgeois de la culture nationale, et non à sa forme nationale ? Il serait stupide de supposer que Lénine regardait la culture socialiste comme une culture *sans nationalité, dépourvue de telle ou telle forme nationale*. Les bundistes lui attribuèrent en effet, pendant un certain temps, cette absurdité. Mais les œuvres de Lénine montrent qu'il protesta avec vigueur contre cette calomnie et se désolidarisa résolument de cette absurdité. Nos déviationnistes auraient-ils vraiment suivi les traces des bundistes ?

Mais que reste-t-il, après tout ce qui vient d'être dit, des arguments de nos déviationnistes ?

Rien que jongleries avec le drapeau de l'internationalisme et calomnies contre Lénine.

Ceux qui dévient vers le chauvinisme grand-russe se trompent profondément, quand ils pensent que la période de l'édification du socialisme en U.R.S.S. est une période de désagrégation et de liquidation des cultures nationales. C'est justement le contraire qui est vrai. En réalité, la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme en U.R.S.S. marquent une période *d'épanouissement* des cultures nationales, socialistes par leur contenu et nationales par leur forme. Ils ne comprennent évidemment pas que le développement des cultures nationales doit se poursuivre *avec une force renouvelée* avec l'établissement et l'implantation de l'instruction primaire obligatoire et générale dans la langue nationale. Ils ne comprennent pas que ce n'est qu'à la condition de développer les cultures nationales, qu'on pourra associer véritablement les nationalités arriérées à l'œuvre d'édification socialiste. Ils ne comprennent pas que c'est là justement la base de la politique léniniste qui est *d'aider et de soutenir* le développement des cultures nationales des peuples de P.U.R.S.S.

Il peut paraître étrange que nous, partisans de la *fusion* dans l'avenir, des cultures nationales en une seule culture commune (dans sa forme et son contenu), avec une seule langue commune, nous soyons en même temps partisans de *l'épanouissement* des cultures nationales à l'heure actuelle, dans la période de la dictature du prolétariat. Mais il n'y a là rien de singulier. Il faut laisser les cultures nationales se développer et se déployer, révéler toutes leurs forces potentielles, afin de créer les conditions permettant leur fusion en une seule culture commune, avec une seule langue commune.

Epanouissement des cultures nationales quant à la forme et socialistes par leur contenu, dans les conditions de la dictature du prolétariat dans un seul pays, *pour* leur fusion en une seule et commune culture socialiste (et par sa forme et par son contenu), avec une seule langue commune, quand le prolétariat aura vaincu dans le monde entier et que le socialisme sera entré dans les mœurs, là justement est la dialectique de la manière léniniste de poser le problème de la culture nationale.

On pourra dire que cette manière de poser la question est « contradictoire ». Mais n'avons-nous pas le même « caractère contradictoire » dans la question de l'Etat ? Nous sommes pour le dépérissement de l'Etat. Et nous sommes en même temps pour l'affermissement de la dictature du prolétariat, qui constitue le pouvoir le plus vigoureux et le plus puissant de tous les pouvoirs d'Etat qui aient existé jusqu'ici. Le développement suprême du pouvoir d'Etat en vue de préparer les conditions *pour* le dépérissement de ce pouvoir, voilà la formule marxiste. Cela est-il « contradictoire ? » Oui, c'est « contradictoire ». Mais cette contradiction fait corps avec la vie; elle reflète entièrement la dialectique de Marx.

Ou bien encore, par exemple, la façon dont Lénine posait la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusques et y compris la séparation. Lénine traduisait parfois la thèse du droit des nations à disposer d'elles-mêmes par cette simple formule : « Se diviser pour s'unir ». Songez un peu : se diviser pour s'unir. Cela sent même le paradoxe. Et pourtant cette formule « contradictoire » reflète la vérité vivante de la dialectique de Marx, qui, dans la question nationale, permet aux bolcheviks de prendre les forteresses les plus inexpugnables.

Il faut en dire autant de la formule relative à la culture nationale : épanouissement des cultures (et des langues) nationales en période de dictature du prolétariat dans un seul pays, afin de préparer les conditions de leur dépérissement et de leur fusion en une seule culture socialiste commune (et en une seule langue commune), lors de la victoire du socialisme dans le monde entier.

Quiconque n'a pas compris cette particularité et ce « caractère contradictoire » de notre époque de transition, quiconque n'a pas compris cette dialectique des processus historiques, est perdu pour le marxisme.

Le malheur de nos déviationnistes, c'est qu'ils ne comprennent pas et ne veulent pas comprendre la dialectique de Marx.

Voilà ce qu'il en est de la déviation vers le chauvinisme grand-russe.

Il n'est pas difficile de comprendre que cette déviation reflète l'aspiration des classes dépérissantes de la nation grande-russe autrefois dominante, à recouvrer leurs privilèges perdus.

De là le danger du chauvinisme grand-russe, comme danger principal au sein du Parti, dans le domaine de la question nationale.

Qu'est-ce qui fait l'essence de la déviation vers le nationalisme local ?

L'essence de la déviation vers le nationalisme local, c'est la tendance à s'isoler et à s'enfermer dans sa coquille nationale; la tendance à estomper les antagonismes de classe au sein de sa nation; la tendance à se défendre contre le chauvinisme grand-russe, en s'écartant du flot général de l'édification socialiste; la tendance à ne pas voir ce qui rapproche et unit les masses travailleuses des nationalités de l'U.R.S.S., et à ne voir que ce qui peut les éloigner les unes des autres.

La déviation vers le nationalisme local reflète le mécontentement des classes dépérissantes des nations autrefois opprimées, contre le régime de la dictature du prolétariat, leur tendance à s'isoler dans leurs Etats nationaux respectifs et à y établir leur domination de classe.

Le danger de cette déviation, c'est qu'elle cultive le nationalisme bourgeois, affaiblit l'unité des travailleurs des différents peuples de l'U.R.S.S. et fait le jeu des interventionnistes.

Telle est l'essence de la déviation vers le nationalisme local.

La tâche du Parti est de combattre résolument cette déviation et d'assurer les conditions nécessaires à l'éducation internationaliste des masses travailleuses des peuples de l'U.R.S.S.

Extrait du discours de clôture de la discussion

Le second groupe de questions écrites concerne le problème national. Un de ces billets que je considère comme le plus intéressant, compare la façon dont j'ai traité le problème des langues nationales dans mon rapport au XVI^e congrès, à la façon dont je l'ai traité dans mon discours à l'Université des peuples d'Orient, en 1925. L'auteur du billet trouve qu'il y a là un point obscur qui doit être élucidé.

« Vous combattiez alors, — dit ce billet, — la théorie (*de Kautsky*) sur le dépérissement des langues nationales et la création d'une seule langue commune dans la période du socialisme (*dans un seul pays*) ; et maintenant, dans votre rapport au XVI^e congrès, vous déclarez que les communistes sont partisans de la fusion des cultures nationales et des langues nationales en une seule culture commune, avec une seule langue commune (*dans la période de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale*). N'y a-t-il pas là quelque chose d'obscur ? »

Je pense qu'il n'y a là ni point obscur, ni contradiction d'aucune sorte. Dans le discours que j'ai prononcé en 1925, j'ai combattu la théorie nationale-chauvine de Kautsky, selon laquelle la victoire de la révolution prolétarienne au milieu du siècle passé, dans l'Etat austro-allemand unifié, eût dû amener la fusion des nations en une seule nation *allemande* commune, parlant une seule langue commune *allemande*, et la *germanisation* des Tchèques. J'ai combattu cette théorie comme étant anti-marxiste et anti-léniniste, en invoquant des faits tirés de la vie de notre pays depuis la victoire du socialisme en U.R.S.S., faits qui réfutent cette théorie. Cette théorie, je la combats encore, comme le fait ressortir mon rapport d'activité à ce XVI^e congrès. Je la combats parce que la théorie de la fusion de toutes les nations, par exemple, de l'U.R.S.S., en une seule nation *grande-russe* commune, parlant une seule langue commune *grande-russe*, est une théorie nationale-chauvine, une théorie anti-léniniste, en contradiction avec le principe fondamental du léninisme qui dit que les distinctions nationales ne peuvent pas disparaître dans la période à venir, qu'elles doivent subsister longtemps encore, même après la victoire de la révolution prolétarienne *à l'échelle mondiale*. En ce qui concerne la perspective plus éloignée des cultures nationales et des langues nationales, je m'en suis toujours tenu et continue de m'en tenir à la conception léniniste suivant laquelle, dans la période de la victoire du socialisme, *à l'échelle mondiale*, quand le socialisme s'affermira et entrera dans les moeurs, les langues nationales devront infailliblement se fondre en une seule langue commune, qui ne sera évidemment ni grande-russe, ni allemande, mais quelque chose de nouveau. C'est aussi ce que j'ai déclaré nettement dans mon rapport au XVI^e congrès.

Qu'y a-t-il là d'obscur et que faut-il, en somme, expliquer ?

Apparemment, les auteurs de ce billet n'ont pas tout à fait saisi deux choses au moins.

Tout d'abord, ils n'ont pas compris qu'en U.R.S.S. nous sommes déjà entrés dans la période du socialisme; et que, bien que nous soyons entrés dans cette période, les nations, loin de dépérir, s'épanouissent et prospèrent. En effet, sommes-nous déjà entrés dans la période du socialisme ? Habituellement on appelle la période que nous traversons, période de transition du capitalisme au socialisme. On l'appelait période de transition en 1918, quand Lénine, dans son ouvrage célèbre : *la Maladie infantile*, caractérisa pour la première fois cette période avec ses cinq modes de vie économique. On l'appelle période de transition, à l'heure actuelle, en 1930, lorsque certains de ces

modes, surannés, coulent déjà à pic et que l'un de ces modes, à savoir le nouveau régime dans le domaine de l'industrie et de l'agriculture, grandit et se développe avec une rapidité inouïe. Peut-on dire que ces deux périodes de transition soient identiques et qu'elles ne se distinguent pas radicalement l'une de l'autre ? Evidemment non. Qu'avions-nous en 1918, dans le domaine de l'économie nationale ? Une industrie ruinée et le briquet primitif, pas de kolkhoz ni de sovkhoz comme phénomène généralisé ; la croissance d'une « nouvelle » bourgeoisie dans les villes et d'une classe de koulaks à la campagne. Qu'avons-nous maintenant ? Une industrie socialiste rétablie et en voie de reconstruction, un système développé de kolkhoz et de sovkhoz englobant plus de 40 % des terresensemencées de l'U.R.S.S., rien que pour les labours de printemps ; une « nouvelle » bourgeoisie agonisante dans les villes, une classe agonisante de koulaks à la campagne. Là, période de transition. Ici, période de transition également. Et cependant, elles se distinguent radicalement l'une de l'autre, comme le ciel de la terre. Et cependant personne ne peut nier que nous sommes sur le point de liquider la dernière classe capitaliste sérieuse, celle des koulaks. Il est clair que nous sommes déjà sortis de la période de transition, dans la vieille acception du terme, et sommes entrés dans la période de l'édification socialiste directe et largement déployée sur tout le front. Il est clair que nous sommes déjà entrés dans la période du socialisme, car le secteur socialiste tient maintenant en main tous les leviers économiques de l'économie nationale tout entière, bien qu'il y ait encore loin jusqu'à la construction de la société socialiste intégrale et à la suppression des distinctions de classe. Et cependant, en dépit de ce fait, les langues nationales sont loin de dépérir et de se fondre en une seule langue commune ; au contraire, les cultures et les langues nationales s'épanouissent et prospèrent. N'est-il pas clair que la théorie du dépérissement des langues nationales et de leur fusion en une seule langue commune dans le cadre *d'un seul Etat*, dans la période de l'édification socialiste largement déployée, dans la période du socialisme, dans *un seul pays*, est une théorie fautive, anti-marxiste, anti-léniniste ?

En second lieu, les auteurs du billet n'ont pas compris que la question du dépérissement des langues nationales et de leur fusion en une seule langue commune, n'est pas une question *intérieure d'Etat*, n'est pas la question de la victoire du socialisme dans *un seul pays*, mais une question *internationale*, la question de la victoire du socialisme, à l'échelle *internationale*. Les auteurs du billet n'ont pas compris qu'on ne peut confondre la victoire du socialisme dans un *seul pays* avec la victoire du socialisme à l'échelle *internationale*. Ce n'était pas sans raison que Lénine disait que les distinctions nationales demeureront encore longtemps, même après la victoire de la dictature du prolétariat, à l'échelle internationale. Il faut en outre tenir compte d'une autre circonstance concernant les diverses nationalités de l'U.R.S.S. Il est une Ukraine faisant partie de l'U.R.S.S. Mais il est une autre Ukraine faisant partie d'autres Etats. Il est une Russie-Blanche faisant partie de l'U.R.S.S. Mais il est une autre Russie-Blanche faisant partie d'autres Etats. Pensez-vous que la question des langues ukrainienne et blanc-russienne puisse être tranchée sans qu'il soit tenu compte de ces conditions particulières ? Considérez ensuite les nationalités de l'U.R.S.S. vivant sur ses frontières méridionales, de l'Azerbaïdjan au Kazakhstan et à la Bouriato-Mongolie. Elles sont toutes dans la même situation que l'Ukraine et la Russie-Blanche. Il est clair que là aussi il faudra tenir compte des conditions particulières de développement de ces nationalités. N'est-il pas clair que toutes ces questions et d'autres analogues, rattachées au problème des cultures nationales et des langues nationales, ne peuvent être tranchées dans le cadre d'un seul Etat, dans le cadre de l'U.R.S.S. ?

Voilà, camarades, comment se présente la question nationale en général, et plus particulièrement en ce qui concerne le point soulevé dans le billet mentionné plus haut.

Compte rendu sténographique. Editions d'Etat, 1930.

A PROPOS DES DÉVIATIONS VERS LE NATIONALISME

Extrait du rapport présenté au XVII^e congrès du Parti sur le travail du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S., le 26 janvier 1934.

Prenons, par exemple, la *question nationale*. Ici encore, dans le domaine du problème national comme dans celui d'autres questions, il y a chez certains membres du Parti une confusion d'idées, qui crée un certain danger. J'ai parlé des survivances vivaces du capitalisme. Il convient de noter que les survivances du capitalisme dans la conscience des hommes sont beaucoup plus vivaces en ce qui touche la question nationale que dans tout autre domaine. Elles sont plus vivaces parce qu'elles ont la possibilité de bien se camoufler sous le costume national. Beaucoup pensent que le péché de Skrypnik est un cas isolé, une exception à la règle. Ce n'est pas juste. Le grand péché de Skrypnik et de son groupe en Ukraine n'est pas une exception. On observe les mêmes entorses chez des camarades d'autres Républiques nationales également.

Qu'est-ce que la déviation vers le nationalisme, qu'il s'agisse du nationalisme grand-russe ou du nationalisme local, il n'importe ? La déviation vers le nationalisme, c'est l'adaptation de la politique internationaliste de la classe ouvrière à la politique nationaliste de la bourgeoisie. La déviation vers le nationalisme reflète les tentatives de sa « propre » bourgeoisie « nationale » de saper le régime soviétique et de rétablir le capitalisme. La source de ces deux déviations, comme vous le voyez, est commune. C'est *l'abandon* de l'internationalisme léniniste. Si vous voulez diriger votre feu sur ces deux déviations, il faut frapper avant tout sur cette source, à savoir sur ceux qui abandonnent l'internationalisme, qu'il s'agisse de la déviation vers le nationalisme local ou de la déviation vers le nationalisme grand-russe, il n'importe. (*Tempête d'applaudissements.*)

On discute pour savoir quelle déviation représente le principal danger, la déviation vers le nationalisme grand-russe *ou* la déviation vers le nationalisme local ? Dans les conditions actuelles, c'est une discussion de forme et, par conséquent, vaine. Il serait absurde de vouloir donner pour tous les temps et toutes les conditions une recette toute prête du danger principal ou non principal. De telles recettes n'existent pas dans la réalité. Le principal danger est représenté par la déviation que l'on a cessé de combattre et à laquelle on a permis ainsi de se développer jusqu'à devenir un danger d'Etat. (*Applaudissements prolongés.*)

Tout dernièrement encore, la déviation vers le nationalisme ukrainien ne représentait pas en Ukraine le principal danger, mais quand on cessa de la combattre, et qu'on lui eut permis de se développer au point de s'allier aux interventionnistes, cette déviation devint le principal danger. Le problème du principal danger dans la question nationale ne se résout pas par des discussions formelles et vaines, mais par une analyse marxiste de la situation à chaque moment donné et par l'étude des fautes commises dans ce domaine.

Pravda, n° 23, 28 janvier 1934.

SUR LE PROJET DE CONSTITUTION DE L'U.R.S.S.

Extraits du rapport présenté au VIII^e congrès — congrès extraordinaire — des Soviets de l'U.R.S.S., le 25 novembre 1936

Le tableau des changements dans la vie sociale de l'U.R.S.S. serait incomplet, si l'on ne disait quelques mots des changements intervenus dans un autre domaine encore. Je veux parler des rapports *entre nations*, en U.R.S.S. Comme on le sait, l'Union soviétique comprend environ 60 nations, groupes nationaux et nationalités. L'Etat soviétique est un Etat multinational. On conçoit que la question des rapports entre les peuples de l'U.R.S.S. soit pour nous d'une importance de premier ordre.

L'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est formée, on le sait, en 1922, au premier congrès des Soviets de l'U.R.S.S. Elle s'est formée sur la base de l'égalité et de la libre adhésion des peuples de l'U.R.S.S. La Constitution adoptée en 1924, actuellement en vigueur, est la première Constitution de l'U.R.S.S. C'était une période où les relations entre les peuples n'étaient pas encore dûment établies, où les survivances de la défiance à l'égard des Grands-Russes n'avaient pas encore disparu, où les forces centrifuges continuaient encore à agir. Dans ces conditions, il fallait établir la collaboration fraternelle des peuples sur la base d'une assistance mutuelle, économique, politique et militaire, en les groupant dans un seul Etat multinational fédéral. Le pouvoir soviétique voyait bien les difficultés de cette tâche. Il avait devant lui les expériences malheureuses des Etats multinationaux dans le monde bourgeois. Il avait devant lui l'expérience avortée de l'ancienne Autriche-Hongrie. Et, cependant, il décida de faire l'expérience de la création d'un Etat multinational, parce qu'il savait qu'un Etat multinational, ayant pour base le socialisme, devait triompher de toutes les épreuves.

Depuis, quatorze ans ont passé. Période suffisante pour vérifier l'expérience. Eh bien ? La période écoulée a montré indubitablement que l'expérience de la formation d'un Etat multinational, basé sur le socialisme, a pleinement réussi. C'est là une victoire incontestable de la politique léniniste dans la question nationale.

Comment expliquer cette victoire ?

Absence de classes exploiteuses, principales organisatrices des collisions entre nations ; absence de l'exploitation qui entretient la méfiance réciproque et attise les passions nationalistes ; présence, au pouvoir, de la classe ouvrière, ennemie de tout asservissement et fidèle champion des idées d'internationalisme ; réalisation pratique de l'assistance mutuelle entre peuples dans tous les domaines de la vie économique et sociale ; enfin, épanouissement de la culture nationale des peuples de l'U.R.S.S., nationale par la forme, socialiste par le contenu : tous ces facteurs et autres analogues ont fait que la physionomie des peuples de l'U.R.S.S. a radicalement changé ; que le sentiment de la méfiance réciproque a disparu chez eux ; qu'en eux s'est développé un sentiment d'amitié réciproque, et que s'est établie ainsi une véritable collaboration fraternelle des peuples, au sein de l'Etat fédéral unique.

C'est ce qui fait que nous avons aujourd'hui un Etat socialiste multinational parfaitement constitué, qui a triomphé de toutes les épreuves et dont la solidité peut faire envie à n'importe quel Etat fondé sur une seule nation, de n'importe quelle partie du monde.

Les Constitutions bourgeoises partent tacitement de cette prémisse que les nations et les races ne peuvent être égales en droits, qu'il est des nations jouissant de la plénitude des droits et d'autres qui n'en jouissent pas ; qu'en outre, il existe une troisième catégorie de nations ou de races, par exemple, dans les colonies, qui ont encore moins de droits que les nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits. Cela signifie que toutes ces Constitutions sont nationalistes en leur fond, c'est-à-dire qu'elles sont des Constitutions de nations dominantes.

Contrairement à ces Constitutions, le projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. est profondément internationaliste. Il part du principe que toutes les nations et races sont égales en droits. Il part du principe que la différence de couleur ou de langue, de niveau de culture ou de niveau de développement politique, aussi bien que toute autre différence entre nations et races, ne peut justifier l'inégalité de droit entre nations. Il part du principe que toutes les nations et races, indépendamment de leur situation passée et présente, indépendamment de leur force ou de leur faiblesse, doivent jouir de droits identiques dans toutes les sphères de la vie économique, sociale, politique et culturelle de la société.

Vient ensuite l'amendement à l'article 17 du projet de Constitution. Cet amendement propose de retrancher complètement l'article 17 selon lequel les Républiques fédérées conservent le droit de se retirer librement de l'U.R.S.S. Je pense que cette proposition n'est pas juste et que le congrès ne doit pas l'adopter. L'U.R.S.S. est une union librement consentie de Républiques fédérées égales en droits. Retrancher de la Constitution l'article relatif au droit de se retirer librement de l'U.R.S.S., c'est violer le principe de libre adhésion à cette union. Pouvons-nous prendre ce parti ? Je pense que nous ne pouvons ni ne devons le faire. On dit qu'en U.R.S.S. il n'est pas une seule République qui veuille se retirer de l'U.R.S.S. ; que, pour cette raison, l'article 17 n'a pas de portée pratique. Qu'il n'y ait pas chez nous une seule République désireuse de se retirer de l'U.R.S.S., c'est exact, évidemment. Mais il ne s'ensuit nullement que nous ne devons pas fixer dans la Constitution le droit des Républiques fédérées à se retirer librement de l'U.R.S.S. Il n'existe pas en U.R.S.S. de République fédérée qui veuille en opprimer une autre. Mais il ne s'ensuit nullement que l'on doive retrancher de la Constitution l'article relatif à l'égalité en droits des Républiques fédérées.

Ensuite, on propose de compléter le chapitre II du projet de Constitution par un nouvel article qui dit en substance que les Républiques socialistes soviétiques autonomes, après avoir atteint le niveau de développement économique et culturel voulu, peuvent être transformées en Républiques socialistes soviétiques fédérées. Peut-on accepter cette proposition ? Je pense que non. Elle est erronée non seulement en sa substance, mais aussi en ses motifs. On ne peut motiver le passage des Républiques autonomes au rang de Républiques fédérées par leur maturité économique et culturelle, de même qu'on ne peut motiver le maintien de telle ou telle autre République sur la liste des Républiques autonomes, par son retard économique ou culturel. Ce ne serait pas là une manière de voir marxiste, léniniste. La République de Tatarie, par exemple, reste autonome, tandis que la République de Kazakhie devient fédérée; mais cela ne signifie pas encore que la République de Kazakhie, du point de vue du développement culturel et économique, soit supérieure à la République de Tatarie. C'est le contraire qui est vrai. Il faut en dire autant, par exemple, de la République autonome des Allemands de la Volga et de la République fédérée de Kirghizie, dont la première, au point de vue culturel et économique, est supérieure à la seconde, bien que demeurant République autonome. Quels sont les indices motivant le passage des Républiques autonomes dans la catégorie des Républiques fédérées ? Ces indices sont au nombre de trois.

Premièrement, il faut que la République soit périphérique, qu'elle ne soit pas entourée de tous côtés par le territoire de l'U.R.S.S. Pourquoi ? Parce que si la République fédérée conserve le droit de se retirer de l'U.R.S.S., il faut que cette République, devenue fédérée, ait la possibilité de poser, logiquement et pratiquement, la question de sa sortie de l'U.R.S.S. Or, cette question ne peut être posée que par la République qui, par exemple, est limitrophe d'un Etat étranger quelconque et, par conséquent, n'est pas entourée de tous côtés par le territoire de l'U.R.S.S. Certes, nous n'avons pas de Républiques qui posent pratiquement la question de leur sortie de l'U.R.S.S. Mais du moment qu'une République fédérée conserve le droit de se retirer de l'U.R.S.S., il faut faire en sorte que ce droit ne devienne pas un chiffon de papier dénué de sens. Prenons, par exemple, la République de Bachkirie ou de Tatarie. Admettons que ces Républiques autonomes aient été portées dans la catégorie des Républiques fédérées. Pourraient-elles poser la question» logiquement et pratiquement, de leur sortie de l'U.R.S.S. ? Non, elles ne le pourraient pas. Pourquoi ? Parce qu'elles sont entourées de tous côtés par des Républiques et régions soviétiques, et elles n'ont pas à proprement parler par où sortir de l'U.R.S.S. Aussi bien, l'on aurait tort de porter ces Républiques dans la catégorie des Républiques fédérées.

Deuxièmement, il faut que la nationalité qui a donné son nom à la République soviétique y représente une majorité plus ou moins compacte. Prenons, par exemple, la République autonome de Crimée. C'est une République périphérique, mais les Tatars de Crimée ne détiennent pas la majorité dans cette République ; au contraire, ils y représentent la minorité. Par conséquent, il serait faux et illogique de faire passer la République de Crimée dans la catégorie des Républiques fédérées.

Troisièmement, il faut que la République ne soit pas trop petite au point de vue de la population, que celle-ci, disons, ne soit pas inférieure, mais supérieure à un million au moins. Pourquoi ? Parce que ce serait une erreur de supposer qu'une petite République soviétique ayant une population minimale et une armée insignifiante, puisse exister comme Etat indépendant. On ne peut guère douter que les rapaces impérialistes auraient tôt fait de mettre la main dessus. Je pense qu'à défaut de ces trois indices objectifs, on aurait tort de poser en ce moment historique la question du transfert de telle ou telle République autonome dans la catégorie des Républiques fédérées.

On propose ensuite de supprimer dans les articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 l'énumération détaillée de la division administrative et territoriale des Républiques fédérées, en territoires et régions. Je pense que cette proposition est également inacceptable. Il est des gens en U.R.S.S. qui sont prêts, très volontiers et sans se lasser, à tailler et retailler territoires et régions, en jetant ainsi la confusion et l'incertitude dans le travail. Le projet de Constitution met un frein à ces gens-là. Et cela est fort bien, parce qu'ici, comme en beaucoup d'autres choses, il nous faut une atmosphère de certitude, de la stabilité, de la clarté.

Le cinquième amendement concerne l'article 33. On estime qu'il n'est pas rationnel de créer deux Chambres et l'on propose de supprimer le Soviet des nationalités. Je pense que cet amendement n'est pas juste non plus. Le système à Chambre unique serait meilleur que le système à deux Chambres, si l'U.R.S.S. était un Etat national homogène. Mais ce n'est pas le cas. L'U.R.S.S. est, on le sait bien, un Etat multinational. Nous possédons un organisme suprême, où sont représentés les intérêts *communs* à tous les travailleurs de l'U.R.S.S., indépendamment de leur nationalité. C'est le Soviet de l'Union. Mais outre les intérêts communs, les nationalités de l'U.R.S.S. ont encore *leurs intérêts particuliers, spécifiques*, liés à leurs particularités nationales. Peut-on négliger ces intérêts spécifiques ? Evidemment non. Est-il besoin d'avoir un organisme suprême spécial, reflétant ces intérêts spécifiques ? Incontestablement. Il ne peut faire doute que sans cet organisme il serait impossible de gouverner un Etat multinational comme l'U.R.S.S. Cet organisme est la seconde Chambre, le Soviet des nationalités de l'U.R.S.S.

On invoque l'histoire parlementaire des Etats d'Europe et d'Amérique ; on rappelle que le système à deux Chambres dans ces pays n'a eu que des résultats négatifs, que la seconde Chambre dégénère habituellement en un centre de réaction, qui freine la marche en avant. Tout cela est exact. Mais cela vient de ce que, dans ces pays, il n'y a pas d'égalité entre les Chambres. On sait que, souvent, l'on accorde à la seconde Chambre plus de droits qu'à la première ; ensuite, la seconde Chambre ne se constitue pas en règle générale par voie démocratique : souvent ses membres sont nommés par en haut. Il est certain que ces résultats négatifs n'existeront pas, si l'on établit l'égalité entre les deux Chambres et si l'on organise la seconde de façon aussi démocratique que la première.

On propose ensuite une addition au projet de Constitution, demandant que soit égalisé l'effectif des deux Chambres. Je pense qu'on pourrait accepter cette proposition. Elle offre à mon avis des avantages politiques évidents, puisqu'elle souligne l'égalité des deux Chambres.

Vient ensuite une addition au projet de Constitution, proposant d'élire les députés au Soviet des nationalités de la même manière que ceux du Soviet de l'Union, par voie d'élections directes. Je pense que cette proposition, on pourrait également l'accepter. Il est vrai qu'elle peut présenter certains inconvénients d'ordre technique lors des élections. Mais, en revanche, elle offre un important avantage politique, parce qu'elle augmentera l'autorité du Soviet des nationalités.

SUR LE PATRIOTISME SOVIÉTIQUE

Extraits du rapport présenté à la séance solennelle du Soviet des députés des travailleurs de Moscou, (6 novembre 1944)

La puissance du patriotisme soviétique ne repose pas sur des préjugés racistes ou nationalistes ; elle repose sur la fidélité et le profond dévouement du peuple à sa patrie soviétique, sur la confraternité des travailleurs de toutes les nations habitant notre pays. Dans le patriotisme soviétique s'associent harmonieusement les traditions nationales des peuples et les intérêts vitaux communs de tous les travailleurs de l'Union soviétique. Loin de diviser, le patriotisme soviétique groupe, au contraire, toutes les nations et nationalités de notre pays au sein d'une famille unique, fraternelle. C'est là qu'apparaissent ces bases de l'amitié inébranlable, de plus en plus forte, des peuples de l'Union soviétique. D'autre part, les peuples de l'U.R.S.S. respectent les droits et l'indépendance des peuples des pays étrangers ; ils ont toujours montré leur volonté de vivre en paix et amitié avec les Etats voisins. C'est là qu'apparaît la base des relations de plus en plus étendues et durables de notre Etat avec les peuples attachés à la liberté.

Si les hommes du pays des Soviets haïssent les envahisseurs allemands, ce n'est pas parce que ceux-ci appartiennent à une nation étrangère, mais parce qu'ils ont apporté à notre peuple et à tous les peuples épris de liberté des calamités et souffrances innombrables. Il est dans notre peuple un vieux proverbe qui dit : « On ne frappe pas le loup parce qu'il est gris, on le frappe parce qu'il a mangé un mouton. » *(Rires. Applaudissements prolongés.)*

Les fascistes allemands ont choisi comme arme idéologique la théorie raciste basée sur la haine de l'homme, croyant que la propagande d'un nationalisme bestial créerait les conditions morales et politiques de la domination des envahisseurs allemands sur les peuples asservis. Or, la politique de la haine raciale pratiquée par les hitlériens est devenue en fait une source de faiblesse intérieure de l'Etat fasciste allemand et de son isolement politique à l'extérieur. L'idéologie et la politique de la haine raciale sont un des facteurs de l'effondrement du bloc de brigandage hitlérien. Ce n'est point par hasard que les peuples asservis de France, de Yougoslavie, Pologne, Tchécoslovaquie, Grèce, Belgique, Danemark, Norvège, Hollande, mais même les anciens vassaux de Hitler, les Italiens, les Roumains, les Finlandais, les Bulgares se sont dressés contre les impérialistes allemands. Par sa politique de cannibalisme, la clique hitlérienne a dressé contre l'Allemagne tous les peuples du monde, et la prétendue « race allemande élue » est devenue l'objet d'une haine universelle.

Les hitlériens ont essuyé au cours de la guerre non seulement une défaite militaire, mais aussi une défaite morale et politique. L'idéologie de l'égalité en droits de toutes les races et nations, qui s'est affirmée dans notre pays, celle de l'amitié des peuples, a remporté une victoire complète sur l'idéologie du nationalisme bestial et de la haine raciale des hitlériens.

Maintenant que la guerre nationale s'achemine vers une fin victorieuse, le rôle historique du peuple soviétique apparaît dans toute sa grandeur. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que la lutte pleine d'abnégation du peuple soviétique a sauvé des brigands fascistes la civilisation de l'Europe. C'est là le grand mérite du peuple soviétique dans l'histoire de l'humanité.

SUR LE TRAITÉ SOVIÉTO-FINLANDAIS

Discours prononcé au dîner offert en l'honneur des délégués du gouvernement finlandais, le 7 avril 1948.

Je voudrais dire quelques mots sur la portée du traité d'amitié et d'assistance mutuelle signé hier entre l'Union soviétique et la Finlande.

Ce traité marque un tournant dans les relations entre nos deux pays. On sait que, depuis 150 ans, une méfiance réciproque existait dans les rapports entre la Russie et la Finlande. Les Finlandais manifestaient de la méfiance à l'égard des Russes et les Russes à l'égard des Finlandais. Du côté soviétique, une tentative fut faite dans le passé pour détruire la méfiance qui existait entre les Russes et les Finlandais. C'était en 1917, lorsque Lénine proclama l'indépendance de la Finlande. Ce fut un acte éminent au point de vue historique. Mais, malheureusement, cela ne surmonta pas la méfiance. La méfiance resta la méfiance. De ce fait, il y eut deux guerres entre nous.

Je voudrais que, de la période prolongée de méfiance réciproque au cours de laquelle nous nous sommes fait deux guerres, nous passions à une nouvelle période dans nos rapports, une période de confiance réciproque. Il faut que le traité conclu entre nous surmonte cette méfiance et crée une base nouvelle pour les rapports entre nos peuples ; il faut qu'il marque un grand tournant vers la confiance et l'amitié dans les relations entre nos deux pays. Il faut que cela soit bien compris non seulement de ceux qui sont présents dans cette salle, mais aussi de ceux qui se trouvent hors d'elle, tant en Finlande qu'en Union soviétique.

Il ne faut pas croire que la méfiance entre les peuples puisse être dissipée d'un seul coup. Cela ne peut se faire rapidement. Il subsiste durant un temps prolongé des vestiges de méfiance pour la suppression desquels il faut travailler et lutter beaucoup, afin de créer des traditions d'amitié réciproque entre l'U.R.S.S. et la Finlande en rendant ces traditions durables.

Il y a des traités égaux et inégaux. Le traité soviéto-finlandais est un traité égal, car il a été conclu sur une base de pleine égalité en droits des parties contractantes.

Beaucoup de gens ne croient pas qu'il puisse y avoir des rapports d'égalité entre une grande nation et une petite. Mais nous autres, gens du pays des Soviets, nous estimons que de tels rapports peuvent et doivent exister. Les gens du pays des Soviets estiment que chaque nation, qu'elle soit grande ou petite, a ses particularités qualitatives, son caractère spécifique qui n'appartient qu'à elle et que n'ont pas les autres nations. Ces particularités constituent l'apport de chaque nation au trésor commun de la culture mondiale, qu'il complète et enrichit. En ce sens, toutes les nations, petites et grandes, se trouvent dans une situation égale, et chaque nation vaut n'importe quelle autre.

C'est pourquoi le peuple soviétique estime que la Finlande, bien qu'elle soit un petit pays, se présente dans ce traité comme une partie contractante égale en droits à l'Union soviétique.

Il ne se trouvera pas beaucoup d'hommes politiques des grandes puissances qui considèrent les petites nations comme égales aux grandes. La plupart d'entre eux regardent les petites nations de haut. Parfois, ils consentent assez volontiers à accorder une garantie unilatérale aux petites nations. Mais ces hommes politiques, d'une manière générale ne se prêtent pas à la conclusion de traités égaux avec les petites nations, car ils ne les considèrent pas comme leurs partenaires.

Je porte mon toast au traité soviéto-finlandais, à ce revirement en mieux qu'il marque dans les relations entre nos pays.

ANNEXES : Principales décisions du Parti sur la question nationale

RESOLUTION SUR LA QUESTION NATIONALE

adoptée par la VII^e conférence du P.O.S.D.R. en avril (mai) 1917

La politique d'oppression nationale, héritage de l'autocratie et de la monarchie, est appuyée par les grands propriétaires fonciers, les capitalistes et la petite bourgeoisie en vue de protéger leurs privilèges de classe et de diviser les ouvriers des diverses nationalités. L'impérialisme contemporain, qui renforce la tendance à la subordination des peuples faibles, est un nouveau facteur d'aggravation de l'oppression nationale. Pour autant que la suppression du joug national est réalisable dans la société capitaliste, elle n'est possible qu'en régime républicain démocratique conséquent et avec une administration de l'Etat assurant la pleine égalité de toutes les nations et langues.

A toutes les nations faisant partie de la Russie doit être reconnu le droit à la libre séparation et à la constitution en Etat indépendant. Nier ce droit et ne pas adopter des mesures garantissant sa réalisation pratique équivaut à soutenir la politique de conquêtes ou d'annexions. Seule, la reconnaissance par le prolétariat du droit des nations à la séparation assure la pleine solidarité des ouvriers des diverses nations et contribue au rapprochement véritablement démocratique des nations.

Le conflit qui a surgi à l'heure actuelle entre la Finlande et le Gouvernement provisoire russe montre, de façon particulièrement évidente, que la négation du droit à la libre séparation conduit au prolongement direct de la politique du tsarisme.

Il n'est pas permis de confondre la question du droit des nations à la libre séparation avec la question de l'utilité pour telle ou telle nation de se séparer à tel ou tel moment. Cette dernière question, le Parti du prolétariat doit la trancher en toute indépendance, dans chaque cas particulier, du point de vue des intérêts de tout le développement social et des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme.

Le Parti réclame une large autonomie régionale, la suppression de la surveillance par en haut, l'abolition de l'usage obligatoire d'une langue d'Etat et la fixation des frontières des régions à *self-government* et autonomes, sur la base de l'appréciation par la population indigène elle-même, des conditions économiques, des mœurs et coutumes, de la composition nationale de la population, etc.

Le Parti du prolétariat repousse résolument ce qu'on appelle l'« autonomie culturelle-nationale », c'est-à-dire le retrait, du ressort de l'Etat» des œuvres scolaires, etc., et leur remise entre les mains d'une sorte de Diète nationale. Les ouvriers résidant dans une seule localité et même travaillant dans une seule et même entreprise, l'autonomie culturelle-nationale les divise artificiellement suivant leur appartenance à telle ou telle « culture nationale », c'est-à-dire qu'elle renforce la liaison des ouvriers avec la culture bourgeoise des différentes nations, alors que la tâche de la social-démocratie est de renforcer la culture internationale du prolétariat mondial.

Le Parti réclame que soit incluse dans la Constitution une loi fondamentale annulant les privilèges, quels qu'ils soient, d'une des nations, les dérogations quelles qu'elles soient, aux droits des minorités nationales.

Les intérêts de la classe ouvrière réclament l'union des ouvriers de toutes les nationalités habitant la Russie, dans des organisations prolétariennes uniques, politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc. Seule, une telle fusion des ouvriers des diverses nationalités dans des organisations uniques permettra au prolétariat de mener victorieusement la lutte contre le capital international et le nationalisme bourgeois.

EXTRAIT DU PROGRAMME DU PARTI

adopté par le VIII^e congrès du Parti communiste russe, en mars 1919

Dans le domaine des rapports nationaux

Dans la question nationale le P.C.R. s'inspire des principes suivants :

1. Au tout premier plan est placée la politique de rapprochement entre prolétaires et semi-prolétaires des diverses nationalités, en vue d'une lutte révolutionnaire commune pour le renversement des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

2. Afin de surmonter la méfiance des masses travailleuses des pays opprimés envers le prolétariat des Etats qui oppriment ces pays, il est nécessaire d'abolir les privilèges de toutes sortes dont jouit tout groupe national quel qu'il soit ; d'établir pour les nations l'égalité complète ; de reconnaître aux colonies et aux nations ne jouissant pas de la plénitude des droits, celui de se séparer pour se constituer en Etats.

3. Dans le même but, le Parti préconise comme une des formes de transition dans la voie vers l'unité complète, l'union fédérative des Etats organisés sur le type soviétique.

4. Dans la question de savoir qui représente la volonté de la nation de se séparer, le P.C.R. se place au point de vue historique de classe, en tenant compte du degré de développement historique où se trouve la nation donnée : dans la voie menant du moyen âge vers la démocratie bourgeoise ou bien dans celle qui mène de la démocratie bourgeoise vers la démocratie soviétique ou prolétarienne, etc.

En tout cas, le prolétariat des nations autrefois opprimantes doit faire preuve d'une prudence et d'une attention particulières à l'égard des survivances des sentiments nationaux chez les masses travailleuses des nations opprimées ou ne jouissant pas de la plénitude des droits. Seule, une telle politique permet de créer les conditions nécessaires à l'unité véritablement solide et librement consentie des éléments nationalement hétérogènes du prolétariat international, ainsi que l'a montré l'expérience de la réunion de plusieurs Républiques soviétiques nationales autour de la Russie des Soviets.

DES TACHES IMMÉDIATES DU PARTI DANS LA QUESTION NATIONALE

Résolution adoptée au X^e congrès du Parti communiste russe, en mars 1921

I. — Le régime capitaliste et l'oppression nationale

1. Les nations modernes sont le produit d'une époque déterminée, de l'époque du capitalisme ascendant. Le processus de liquidation du féodalisme et de développement du capitalisme est en même temps celui du groupement des individus en nations. Les Anglais, les Français, les Allemands, les Italiens se sont constitués en nations lors du développement victorieux du capitalisme qui triomphait du morcellement féodal.

2. Là où la formation des nations a, d'une façon générale, coïncidé dans le temps avec la formation des Etats centralisés, les nations ont revêtu naturellement une enveloppe étatique, se sont développées en Etats nationaux bourgeois indépendants. Il en a été ainsi de l'Angleterre (sans l'Irlande), de la France, de l'Italie. A l'est de l'Europe, au contraire, la formation des Etats centralisés, hâtée par les besoins de l'autodéfense (invasion des Turcs, des Mongols, etc.), précéda la liquidation du féodalisme ; par conséquent, elle précéda la formation des nations. C'est ce qui fait que les nations ne s'y sont pas développées et ne pouvaient se développer en Etats nationaux, mais ont constitué plusieurs Etats bourgeois mixtes, multinationaux, composés d'une nation forte, dominante, et de quelques nations faibles, subordonnées. Telles sont l'Autriche, la Hongrie, la Russie.

3. Les Etats nationaux, comme la France et l'Italie, qui, au début, s'appuyaient principalement sur leurs propres forces nationales, ignoraient, en parlant d'une façon générale, l'oppression nationale. A l'opposé, les Etats multinationaux, fondés sur la domination d'une seule nation — plus exactement de sa classe dominante — sur les autres nations, constituent la patrie initiale et la principale arène de l'oppression nationale et des mouvements nationaux. Les contradictions entre les intérêts de la nation dominante et ceux des nations subordonnées, sont des contradictions sans la solution desquelles l'existence stable d'un Etat multinational est impossible. La tragédie de l'Etat bourgeois multinational, c'est qu'il n'est pas en mesure de résoudre ces contradictions, que chacune de ses tentatives pour « égaliser » les nations et « préserver » les minorités nationales, en maintenant la propriété privée et l'inégalité de classe, aboutit communément à un nouvel échec, à une nouvelle aggravation des conflits nationaux.

4. La croissance ultérieure du capitalisme en Europe, le besoin de nouveaux débouchés, la recherche des matières premières et du combustible, enfin le développement de l'impérialisme, l'exportation des capitaux et la nécessité de s'assurer les grandes voies maritimes et ferroviaires, ont abouti d'une part à l'annexion de territoires nouveaux par les vieux Etats nationaux et à la transformation de ces derniers en Etats multinationaux (coloniaux), avec l'oppression nationale et les conflits nationaux qui leur sont propres (Angleterre, France, Allemagne, Italie) ; d'autre part, ils ont renforcé parmi les nations dominantes des vieux Etats multinationaux la tendance, non seulement à maintenir les vieilles frontières d'Etat, mais à les élargir, à se subordonner de nouvelles nationalités (faibles), aux dépens des Etats voisins. C'est ainsi que la question nationale a été élargie et, en fin de compte, fondue, par le cours même des choses, avec la question générale des colonies ; et l'oppression nationale, de question intérieure d'Etat, a été transformée en question intéressant plusieurs Etats, en question de lutte (et de guerre) des « grandes » puissances impérialistes pour la soumission des nationalités faibles, ne jouissant pas de la plénitude des droits.

5. La guerre impérialiste, qui a mis à nu jusqu'à la racine les contradictions nationales inconciliables et la carence intérieure des Etats multinationaux bourgeois, a abouti à une aggravation extrême des conflits nationaux au sein des Etats coloniaux vainqueurs (Angleterre, France, Italie), à la désagrégation complète des vieux Etats multinationaux vaincus (Autriche, Hongrie, Russie de 1917), et enfin, comme solution la plus « radicale » de la question nationale par la bourgeoisie, à la formation

de nouveaux Etats nationaux bourgeois (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Finlande, Géorgie, Arménie, etc.). Mais la formation de nouveaux Etats nationaux indépendants n'a pas établi et ne pouvait établir une coexistence pacifique des nationalités ; elle n'a supprimé et ne pouvait supprimer ni l'inégalité nationale, ni l'oppression nationale, car les nouveaux Etats nationaux, reposant sur la propriété privée et l'inégalité de classe, ne peuvent exister : *a)* sans l'oppression de leurs minorités nationales (la Pologne qui opprime les Blancs-Russiens, les Juifs, les Lituanais, les Ukrainiens; la Géorgie qui opprime les Ossètes, les Ahkhaz, les Arméniens ; la Yougoslavie qui opprime les Croates, les Bosniens, etc.) ; *b)* sans l'extension de leur territoire aux dépens de leurs voisins, ce qui provoque des conflits et des guerres (la Pologne contre la Lituanie, l'Ukraine, la Russie ; la Yougoslavie contre la Bulgarie ; la Géorgie contre l'Arménie, la Turquie, etc.) ; *c)* sans la soumission aux « grandes » puissances impérialistes sous le rapport financier, économique et militaire.

6. Ainsi, la période d'après-guerre révèle le navrant tableau de la haine nationale, de l'inégalité, de l'oppression, des conflits, des guerres, des atrocités impérialistes de la part des nations des pays civilisés, aussi bien à l'égard les uns des autres qu'à l'égard des peuples ne jouissant pas de la plénitude des droits : d'un côté, quelques « grandes » puissances opprimant et exploitant toute la masse des Etats nationaux dépendants et « indépendants » (absolument dépendants en fait), et la lutte de ces puissances entre elles pour le monopole de l'exploitation des Etats nationaux ; de l'autre côté, la lutte des Etats nationaux, dépendants et indépendants, contre l'oppression insupportable des « grandes » puissances ; la lutte des Etats nationaux entre eux pour l'extension de leur territoire national ; la lutte des Etats nationaux — de chacun pris séparément — contre leurs minorités nationales opprimées ; enfin, le renforcement du mouvement d'émancipation des colonies contre les « grandes » puissances et l'aggravation des conflits nationaux, aussi bien à l'intérieur de ces puissances qu'à l'intérieur des Etats nationaux ayant dans leur sein, en règle générale, une série de minorités nationales. Tel est le « tableau du monde », légué par la guerre impérialiste.

La société bourgeoise s'est révélée pleinement banqueroutière dans la solution du problème national.

II. — Le régime soviétique et la liberté nationale

1. Si la propriété privée et le capital divisent infailliblement les hommes, attisent la haine nationale et renforcent l'oppression nationale, la propriété et le travail collectifs rapprochent tout aussi infailliblement les individus, sapent la haine nationale et abolissent l'oppression nationale. L'existence du capitalisme sans l'oppression nationale est aussi inconcevable que l'est l'existence du socialisme sans l'affranchissement des nations opprimées, sans la liberté nationale. Le chauvinisme et la lutte nationale sont inévitables, inéluctables, aussi longtemps que la paysannerie (et, en général, la petite bourgeoisie des nations dominantes au premier chef), imbue de préjugés nationalistes, suit la bourgeoisie ; au contraire, on peut considérer la paix nationale et la liberté nationale comme assurées, si la paysannerie suit le prolétariat, c'est-à-dire si la dictature du prolétariat est assurée. Aussi, la victoire des Soviets et l'instauration de la dictature du prolétariat sont-elles la condition essentielle de l'abolition de l'oppression nationale, de l'établissement de l'égalité nationale, de la garantie des droits des minorités nationales.

2. L'expérience de la révolution soviétique confirme entièrement cette thèse. L'instauration de l'ordre soviétique en Russie et la proclamation du droit des nations à se séparer pour se constituer en Etats ont changé du tout au tout les rapports entre les masses travailleuses des nationalités habitant la Russie, sapé la vieille haine nationale, privé de base l'oppression nationale et gagné aux ouvriers russes la confiance de leurs frères d'autres nationalités, non seulement en Russie, mais aussi en Europe et en Asie; elles ont poussé cette confiance jusqu'à l'enthousiasme, jusqu'à la volonté de lutter pour la cause commune. La formation des Républiques soviétiques en Azerbaïdjan, en Arménie, a abouti aux mêmes résultats, supprimant les conflits nationaux et faisant disparaître la haine « séculaire » entre les masses travailleuses turques et arméniennes, arméniennes et azerbaïdjanaises. Il faut en dire autant de la victoire momentanée des Soviets en Hongrie, en Bavière, en Finlande, en Lettonie. D'autre part, on peut affirmer avec certitude que les ouvriers russes n'auraient pu vaincre Koltchak et Dénikine, et que

les Républiques d'Azerbaïdjan et d'Arménie n'auraient pu se mettre sur pied sans liquider chez elles la haine nationale et l'oppression nationale, sans la confiance et l'enthousiasme qu'ont manifestés à leur égard les masses travailleuses des nationalités d'Occident et d'Orient. L'affermissement des Républiques soviétiques et l'abolition de l'oppression nationale sont les deux côtés d'un seul et même processus d'affranchissement des travailleurs de la servitude impérialiste.

3. Or, l'existence de Républiques soviétiques, fussent-elles les plus insignifiantes quant à leur étendue, constitue une menace mortelle pour l'impérialisme. Cette menace ne consiste pas seulement en ce que les Républiques soviétiques, ayant rompu avec l'impérialisme, se sont transformées de colonies et semi-colonies qu'elles étaient en de véritables Etats indépendants, privant ainsi les impérialistes d'un morceau de territoire supplémentaire et d'un supplément de revenus ; elle consiste avant tout en ce que l'existence même des Républiques soviétiques, chaque pas accompli par ces Républiques dans la voie de l'écrasement de la bourgeoisie et de l'affermissement de la dictature du prolétariat, est l'agitation la plus efficace contre le capitalisme et l'impérialisme, une agitation pour affranchir de la servitude impérialiste les pays dépendants, un facteur invincible de décomposition et de désorganisation du capitalisme sous tous ses aspects. De là, la lutte inévitable des « grandes » puissances impérialistes contre les Républiques soviétiques, les efforts des « grandes » puissances pour anéantir ces Républiques. L'histoire de la lutte, avec la Russie des Soviets, des « grandes » puissances qui dressent contre elle l'un après l'autre les Etats bourgeois périphériques, les groupes de généraux contre-révolutionnaires, qui font soigneusement le blocus autour d'elle, et, en général, s'efforcent de l'isoler économiquement, cette histoire atteste éloquemment qu'étant donné les rapports internationaux actuels, dans les conditions de l'encerclement capitaliste, il n'est pas une République soviétique, prise à part, qui puisse se considérer comme garantie contre l'épuisement économique et l'écrasement militaire par l'impérialisme mondial.

4. Aussi l'existence isolée des différentes Républiques soviétiques est-elle instable, précaire, cette existence étant menacée par les Etats capitalistes. Les intérêts communs de la défense des Républiques soviétiques d'une part, le rétablissement des forces productives détruites par la guerre, de l'autre, et, en troisième lieu, l'aide alimentaire indispensable aux Républiques soviétiques ne produisant pas de blé, par celles qui en produisent, dictent impérieusement l'union en un seul Etat des diverses Républiques soviétiques, comme l'unique voie de salut pour se soustraire à la servitude impérialiste et à l'oppression nationale. Affranchies de leur « propre » bourgeoisie et de la bourgeoisie « étrangère », les Républiques soviétiques nationales ne peuvent sauvegarder leur existence et vaincre les forces conjuguées de l'impérialisme, qu'en s'unissant étroitement en un seul Etat; sinon elles ne vaincraient pas du tout.

5. La fédération des Républiques soviétiques, basée sur la communauté des choses militaires et économiques, est la forme générale de l'union au sein d'un Etat permettant : *a)* d'assurer l'intégralité et le développement économique aussi bien des diverses Républiques que de la fédération tout entière ; *b)* d'embrasser toute la diversité des conditions de vie, de la culture et de l'état économique des divers peuples et nations placés aux différents degrés de développement et d'appliquer, en conséquence, telle ou telle forme de fédération ; *c)* d'organiser la coexistence pacifique et la collaboration fraternelle des peuples et nations qui ont lié d'une façon ou d'une autre leur sort à celui de la fédération. L'expérience de la Russie touchant l'application des diverses formes de fédération, depuis la fédération basée sur l'autonomie soviétique (Kirghizie, Bachkirie, Tatarie, Montagnards, Daghestan), jusqu'à la fédération basée sur des rapports contractuels avec les Républiques soviétiques indépendantes (Ukraine, Azerbaïdjan), des degrés intermédiaires étant admis entre elles (Turkestan, Russie-Blanche), cette expérience a confirmé pleinement toute l'utilité et la souplesse de la fédération comme forme générale de l'union des Républiques soviétiques en un seul Etat.

6. Mais la fédération ne peut être solide et les résultats de la fédération réels, que dans le cas où elle s'appuie sur la confiance mutuelle et la libre adhésion des pays qui la composent. Si la R.S.F.S.R. est le seul pays au monde ayant réussi l'expérience d'une coexistence pacifique et d'une collaboration fraternelle de tout un ensemble de peuples et de nations, cela tient à ce qu'il n'y a là ni dominants, ni

assujettis, ni métropole, ni colonies, ni impérialisme, ni oppression nationale ; là, la fédération repose sur la confiance mutuelle et la volonté que les masses travailleuses des diverses nations ont de s'unir. Ce caractère bénévole de la fédération doit absolument être conservé à l'avenir, car seule une telle fédération peut devenir la forme transitoire vers l'unité suprême des travailleurs de tous les pays dans une économie mondiale unique, dont la nécessité s'impose de plus en plus.

III. — Les tâches immédiates du P.C.R.

1. Pour autant qu'à la place de l'Etat multinational impérialiste la révolution prolétarienne instaure la libre fédération des Républiques soviétiques nationales, le régime soviétique garantit aux travailleurs des nationalités autrefois opprimées le développement graduel et indolore vers le communisme et leur donne la possibilité, dans la lutte qu'ils mènent contre les survivances de l'oppression et de l'inégalité nationales, de même que contre leurs propres couches supérieures d'exploiteurs, de s'appuyer sur l'expérience révolutionnaire et la force organisée du prolétariat des pays avancés. La R.S.F.S.R. et les Républiques soviétiques indépendantes, liées avec elle, représentent une population de près de 140 millions d'habitants. Sur ce nombre, près de 65 millions ne sont pas des Grands-Russes (Ukrainiens, Blancs-russiens, Kirghiz, Ouzbeks, Turkmènes, Tadjiks, Azerbaïdjans, Tatars de la Volga, Tatars de Crimée, Boukhariens, Khiviens, Bachkirs, Arméniens, Tchétchènes, Kabardiens, Ossètes, Tcherkesses, Ingouches, Karatchaïs, Balkars [*Les sept derniers peuples forment le groupe des « Montagnards ».*], Kalmouks, Caréliens, Avars, Darghiniens, Kazikoumouks, Kuriniens, Koumyks [*Les cinq derniers peuples forment le groupe des « Daghestans ».*], Mariis, Tchouvaches, Votiaks, Bouriates, Yakoutes, et autres). La politique du tsarisme, la politique des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie à l'égard de ces peuples, consistait à tuer chez eux les germes de tout étatisme, à mutiler leur culture, à empêcher l'emploi de leur langue, à les maintenir dans l'ignorance et, enfin, à les russifier autant que possible. Les résultats d'une telle politique sont : le manque de culture et le retard politique de ces peuples. Maintenant que les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie sont renversés, et que le pouvoir soviétique a été proclamé par les masses populaires dans ces pays également, la tâche du Parti consiste à aider les masses travailleuses des peuples non grands-russes à rejoindre la Russie centrale qui a pris les devants, à les aider : *a)* à développer et affermir chez eux l'étatisme soviétique sous des formes répondant aux conditions nationales et de vie de ces peuples ; *b)* à développer et affermir chez eux les tribunaux, les administrations, les organismes économiques, les organismes du pouvoir fonctionnant dans la langue nationale et composés de gens du pays qui connaissent les conditions de vie et la psychologie de la population locale ; *c)* à développer chez eux la presse, l'école, le théâtre, les clubs et, en général, les institutions culturelles et éducatives dans leur langue nationale ; *d)* à organiser et à développer un vaste réseau de cours et d'écoles d'instruction générale, ainsi que professionnelle et technique, dans la langue nationale (au premier chef pour les Kirghiz, les Bachkirs, Turkmènes, Ouzbeks, Tadjiks, Azerbaïdjanais, Tatars, Daghestans), en vue d'accélérer la formation de cadres indigènes d'ouvriers qualifiés et de travailleurs des institutions soviétiques et du Parti, dans tous les domaines de l'administration et, avant tout, dans le domaine de l'instruction.

2. Si, des 65 millions de la population non grande-russe, l'on excepte l'Ukraine, la Russie-Blanche, une partie de l'Azerbaïdjan, l'Arménie, qui ont traversé à tel ou tel degré la période du capitalisme industriel, il reste environ 30 millions de population principalement turkie (le Turkestan, la plus grande partie de l'Azerbaïdjan, le Daghestan, les Montagnards, les Tatars, les Bachkirs, les Kirghiz, etc.), qui n'ont pas eu le temps de passer par le développement capitaliste ; qui ne possèdent pas ou presque pas de prolétariat industriel propre ; qui, dans la plupart des cas, en sont encore à l'élevage et ont conservé les mœurs patriarcales et de clans (Kirghizie, Bachkirie, Caucase du Nord), ou qui n'ont pas encore tout à fait abandonné les formes de la vie semi-patriarcale, semi-féodale (Azerbaïdjan, Crimée, etc.), mais sont déjà entraînés dans la voie générale du développement soviétique. Ici, l'abolition de l'inégalité nationale de fait est un processus de longue durée, nécessitant une lutte âpre et persévérante contre toutes les survivances de l'oppression nationale et de l'esclavage colonial. L'inégalité nationale reposait ici, jusqu'à présent, sur l'inégalité économique historiquement établie. Cette inégalité s'exprimait avant tout dans le fait que ces régions périphériques de la Russie (surtout le Turkestan), qui se trouvaient dans la situation de colonies ou de semi-colonies, se voyaient imposer

par la force le rôle de fournisseurs de matières premières de tout genre, qui étaient travaillées au centre. C'est ce qui était la cause de leur retard permanent et empêchait la formation et, à plus forte raison, le développement d'un prolétariat industriel parmi ces peuples opprimés. La révolution prolétarienne devait inévitablement se heurter à tous ces facteurs dans les régions périphériques orientales ; et sa tâche primordiale est de liquider avec esprit de suite tous les vestiges de l'inégalité nationale dans toutes les branches de la vie sociale et économique et, avant tout, d'implanter méthodiquement l'industrie à la périphérie, en transportant les fabriques vers les sources de matières premières (Turkestan, Bachkirie, Kirghizie, Caucase : industries textile, lainière, des cuirs et peaux, etc.). Gagnant la confiance des masses travailleuses de la périphérie orientale par sa lutte résolue et conséquente pour la suppression de toutes les formes d'inégalité nationale, le Parti groupe et unit en même temps ces masses pour liquider définitivement les rapports patriarco-féodaux au sein même des nations autrefois opprimées, et pour les associer à l'édification communiste. Le premier pas à faire dans la politique de différenciation de classe dans la périphérie orientale doit être : de soustraire les masses à l'influence de tous les éléments exploités indigènes, de lutter contre ceux-ci dans tous les organismes de l'autonomie administrative soviétique, de les priver de leurs privilèges de classe par la self-organisation des masses indigènes dans les Soviets de travailleurs. En même temps, on doit au premier chef organiser et appeler avec le maximum de sollicitude dans les rangs du Parti communiste et au travail dans les organisations soviétiques, les éléments prolétariens indigènes relativement peu nombreux, occupés dans les diverses exploitations, mines, chemins de fer, sauneries, exploitations koulaks. Le pas suivant doit être l'organisation économique des natifs pauvres, organisation du type mixte professionnel et coopératif, conditionné par le passage des masses travailleuses natives des formes économiques arriérées aux formes supérieures, du mode de vie nomade à l'agriculture ; des métiers corporatifs travaillant pour le marché libre, au travail dans l'artel [*Association coopérative de production.*] pour l'Etat soviétique (recrutement des artisans semi-prolétaires dans les syndicats) ; de la production artisanale des artels à la production des fabriques et des usines ; de la petite agriculture à la culture collective de la terre, régie par un plan. Le gouvernement soviétique doit avant tout, par le réseau des organismes de la coopération unique de consommation, venir à l'aide des masses semi-prolétariennes indigènes menacées de dépérir par suite de la désorganisation économique. Conformément à ces conditions particulières de l'édification de l'économie soviétique, le travail des organismes économiques doit être réorganisé en ce sens que le centre de gravité doit être reporté sur le milieu indigène ; que les exploitations artisanales et autres doivent être comprises dans une organisation économique régie par un plan ; qu'une liaison solide doit être établie avec la masse productrice fondamentale de la population, et qu'un plan concret d'implantation de l'industrie à la périphérie sera dressé, en tenant compte des conditions locales. On doit non moins résolument mettre en garde contre l'imitation aveugle des exemples de la Russie soviétique centrale, surtout lors de l'application du monopole du blé à la périphérie, et rattacher l'application de la politique d'approvisionnement, non en paroles, mais, en fait, à la politique de la différenciation de classes du milieu indigène arriéré. Toute transplantation mécanique dans la périphérie orientale des mesures économiques prises dans la Russie du centre et bonnes uniquement pour un degré supérieur de développement économique doit être rejetée. Ce n'est qu'en organisant les grandes masses d'indigènes pauvres sur la base de leurs intérêts économiques vitaux, que les Soviets de travailleurs pourront entraîner les peuples d'Orient à la lutte en commun, épaule contre épaule, avec le prolétariat des pays avancés.

3. Si l'on excepte des 30 millions de population principalement turkie, l'Azerbaïdjan, la plus grande partie du Turkestan, les Tatars (de la Volga et de Crimée), la Boukharie, Khiva, le Daghestan, une partie des Montagnards (Kabardiens, Tcherkesses, Balkars) et certains autres peuples devenus sédentaires et solidement fixés sur un territoire déterminé, il reste près de 10 millions de Kirghiz, Bachkirs, Tchétchènes, partie méridionale du Turkestan, Ossètes, Ingouches, dont les terres avaient servi jusqu'à ces derniers temps d'objet de colonisation pour les colons russes qui avaient déjà réussi à leur enlever les meilleures terres de labour, et les refoulaient systématiquement vers les déserts stériles. La politique du tsarisme, la politique des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie consistait à implanter dans ces régions le plus possible d'éléments koulaks choisis parmi les paysans russes et les cosaques, en faisant de ces derniers un appui sûr pour les visées impérialistes. Cette politique avait pour résultat le dépérissement graduel des natifs refoulés vers les régions incultes

(Kirghiz, Bachkirs). La tâche du Parti à l'égard des masses travailleuses de ces peuples (outre les tâches mentionnées aux points 1) et 2) consiste à conjuguer leurs efforts avec ceux des masses travailleuses de la population russe locale dans la lutte pour se libérer de la classe des koulaks en général, des koulaks spoliateurs grands-russes en particulier ; à les aider de toutes ses forces et par tous les moyens à jeter bas les koulaks colonisateurs, leur assurant de la sorte les terres utilisables, nécessaires à l'existence humaine.

4. Outre les peuples et nations ci-dessus nommés, qui ont une structure de classe déterminée et occupent un territoire déterminé, il existe encore dans les limites de la R.S.F.S.R. des groupes nationaux instables, des minorités nationales incrustées dans les majorités compactes d'autres nationalités et n'ayant pas, dans la plupart des cas, de territoire déterminé (Lettons, Estoniens, Polonais, Juifs, etc.). La politique du tsarisme consistait à réduire à néant ces minorités par tous les moyens, jusques et y compris les pogroms (pogroms de Juifs). Maintenant que les privilèges nationaux sont abolis, que l'égalité des nationalités est établie et le droit des minorités nationales au libre développement national garanti par le caractère même du régime soviétique, la tâche du Parti, à l'égard des masses travailleuses de ces groupes nationaux, est de les aider à utiliser pleinement ce droit au libre développement qui leur est assuré.

5. Le développement des organisations communistes à la périphérie se poursuit dans des conditions quelque peu spéciales, qui freinent la croissance normale du Parti dans ces régions. D'une part, les communistes grands-russes militant à la périphérie, qui se sont formés dans le cadre de l'existence d'une nation « souveraine » et ignoraient l'oppression nationale, sous-estiment souvent l'importance des particularités nationales dans le travail du Parti et des organisations soviétiques, ou bien ils n'en font aucun cas, ne tiennent pas compte dans leur travail des particularités de la structure de classe, de la culture, des conditions de vie, du passé historique du peuple donné, ravalant ainsi et déformant la politique du Parti dans la question nationale. Cette circonstance conduit à dévier du communisme vers l'esprit de domination grand-russe, de colonisation, vers le chauvinisme grand-russe. D'autre part, les communistes autochtones, qui ont traversé la dure période de l'oppression nationale et ne se sont pas encore entièrement libérés des spectres de cette dernière, exagèrent souvent l'importance des particularités nationales dans le travail du Parti et des organisations soviétiques, laissant dans l'ombre les intérêts de classe des travailleurs, ou bien ils confondent simplement les intérêts des travailleurs de la nation donnée avec les intérêts dits « nationaux généraux » de cette même nation, ne sachant pas distinguer les premiers des seconds et baser sur eux le travail du Parti. Cette circonstance, à son tour, conduit à dévier du communisme vers le nationalisme démocratique bourgeois, qui revêt parfois la forme du panislamisme, du panturquisme (en Orient). Ces deux déviations nuisibles, à l'égard des principes de l'internationalisme communiste, puisent leur force dans l'engrassement, inévitable au début, des organisations communistes de la périphérie. D'un côté, des éléments koulaks-colonisateurs s'insinuent dans le Parti ; de l'autre, y pénètrent des représentants de groupes d'exploiteurs indigènes. Condamnant résolument ces deux déviations comme nuisibles et dangereuses pour la cause du communisme, le congrès tient à signaler le danger particulier et le mal particulier de la première déviation, de la déviation vers l'esprit de domination grand-russe, de colonisation. Le congrès rappelle que, sans vaincre les survivances colonisatrices et nationalistes dans les rangs du Parti, il est impossible de créer à la périphérie des organisations véritablement communistes, solides et liées aux masses groupant dans leurs rangs les éléments prolétariens et semi-prolétariens de la population native et russe, sur la base de l'internationalisme. Le congrès estime par conséquent que la liquidation des flottements nationalistes et, en premier lieu, colonisateurs dans le communisme est, à la périphérie, une des tâches les plus importantes du Parti. Appelant à la lutte résolue contre les éléments pseudo-communistes de tout genre qui s'insinuent dans le Parti du prolétariat, le congrès met le Parti en garde contre son « élargissement » par l'admission d'éléments nationalistes petits-bourgeois et koulaks. En même temps, le congrès souligne la nécessité d'utiliser judicieusement et de façon organisée dans le travail des organisations soviétiques à la périphérie orientale, tous les éléments intellectuels nationaux des peuples autrefois opprimés, éléments honnêtes et ayant prouvé leur dévouement au pouvoir soviétique.

LES FACTEURS NATIONAUX DANS L'ÉDIFICATION DU PARTI ET DE L'ÉTAT

Résolution adoptée au XII^e congrès du Parti communiste russe, en avril 1923.

I

1. Le développement du capitalisme a révélé déjà au siècle dernier une tendance à l'internationalisation des moyens de production et d'échange, à la suppression de l'isolement national, au rapprochement économique des peuples et à l'union graduelle d'immenses territoires en un seul tout cohérent. Le développement ultérieur du capitalisme, le développement du marché mondial, l'organisation des grandes voies maritimes et ferrées, l'exportation des capitaux, etc., ont renforcé encore plus cette tendance en unissant les peuples les plus divers par les liens de la division internationale du travail et de la dépendance réciproque dans tous les domaines. Dans la mesure où ce processus reflétait le développement colossal des forces productives; dans la mesure où il facilitait la suppression de l'isolement national et de l'opposition des intérêts des divers peuples, il a été et demeure un facteur de progrès, car il prépare les prémisses matérielles de la future économie socialiste mondiale.

2. Mais cette tendance s'est développée en des formes originales, qui ne correspondaient nullement à sa signification historique intérieure. La dépendance réciproque des peuples et l'union économique des territoires s'établissaient au cours du développement du capitalisme, non par la collaboration des peuples, comme unités égales en droits, mais par la subordination de tels peuples à tels autres, par l'oppression et l'exploitation des peuples moins évolués par les peuples plus évolués. Les conquêtes et les pillages coloniaux, l'oppression et l'inégalité nationales, l'arbitraire et les violences impérialistes, l'esclavage colonial et l'absence de droits pour les nationalités ; enfin la lutte des nations « civilisées » entre elles pour la domination à exercer sur les peuples « non civilisés », telles sont les formes dans le cadre desquelles se poursuivait le processus de rapprochement économique des peuples. Aussi bien, parallèlement à la tendance à l'unification, s'accroissaient la tendance à la suppression des formes violentes de cette unification, la lutte pour affranchir du joug impérialiste les colonies opprimées et les nationalités dépendantes. Pour autant que cette seconde tendance signifiait la révolte des masses opprimées contre les formes impérialistes d'unification, pour autant qu'elle exigeait l'unification des peuples sur la base de la collaboration et d'une alliance librement consentie, elle a été et demeure une tendance de progrès, car elle prépare les prémisses morales de la future économie socialiste mondiale.

3. La lutte de ces deux tendances fondamentales, exprimées dans les formes propres au capitalisme, remplit l'histoire des Etats bourgeois multinationaux durant le dernier demi-siècle. Dans le cadre du développement capitaliste, c'est à l'antagonisme inconciliable entre ces tendances qu'est due la carence intérieure et l'instabilité organique des Etats coloniaux bourgeois. Les conflits inévitables à l'intérieur des Etats de ce genre et les guerres inévitables entre ces Etats; la désagrégation des vieux Etats coloniaux et la formation de nouveaux; la nouvelle course à la conquête de colonies et la nouvelle désagrégation des Etats multinationaux, aboutissant à un nouveau remaniement de la carte politique du monde, tels sont les résultats de cet antagonisme fondamental. L'effondrement de la vieille Russie, de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie, d'une part, l'histoire d'Etats coloniaux tels que la Grande-Bretagne et l'ancienne Allemagne, de l'autre ; enfin, la « grande » guerre impérialiste et la croissance du mouvement révolutionnaire des peuples coloniaux et de ceux ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits, tous ces faits et d'autres analogues attestent avec évidence l'instabilité et la précarité des Etats bourgeois multinationaux.

C'est ainsi que la contradiction inconciliable entre le processus d'unification économique des peuples et les procédés impérialistes présidant à cette unification, est cause de l'incapacité, de l'impotence, de l'impuissance de la bourgeoisie à trouver la manière juste de résoudre la question nationale.

4. Notre Parti a tenu compte de ces circonstances, en mettant à la base de sa politique dans la question nationale, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, le droit des peuples à exister comme Etats

indépendants. Dès les premiers jours de son existence, à son premier congrès (en 1898), alors que les contradictions du capitalisme dans la question nationale n'avaient pas encore eu le temps de se préciser avec une clarté absolue, le Parti a reconnu aux nationalités ce droit imprescriptible. Par la suite, il confirma invariablement son programme national en des décisions et résolutions spéciales adoptées à ses congrès et conférences, jusqu'à la Révolution d'Octobre. La guerre impérialiste et le puissant mouvement révolutionnaire qu'elle entraînait dans les colonies, ne faisaient que donner une nouvelle confirmation aux décisions du Parti dans la question nationale. Le sens de ces décisions réside : *a)* dans la négation résolue de toutes les formes possibles et imaginables de contrainte à l'égard des nationalités ; *b)* dans la reconnaissance de l'égalité et de la souveraineté des peuples quant à l'organisation de leur sort ; *c)* dans la reconnaissance du principe que l'union solide des peuples ne peut être réalisée que sur les bases de la collaboration et de la libre adhésion ; *d)* dans la proclamation de cette vérité qu'il n'est possible de réaliser une telle union qu'à la suite du renversement du pouvoir du Capital.

Ce programme de libération nationale, notre Parti, dans son travail, ne se lassait pas de l'opposer à la politique d'oppression déclarée du tsarisme, aussi bien qu'à la politique équivoque, semi-impérialiste des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Si la politique russificatrice du tsarisme a creusé un abîme entre le tsarisme et les nationalités de l'ancienne Russie, tandis que la politique semi-impérialiste des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires a déterminé l'abandon de Kérénski et de sa politique par les meilleurs éléments de ces nationalités, la politique libératrice de notre Parti a gagné à ce dernier les sympathies et le soutien des grandes masses de ces nationalités, dans sa lutte contre le tsarisme et la bourgeoisie russe impérialiste. On ne saurait guère douter que ces sympathies et ce soutien n'aient été un des éléments décisifs qui déterminèrent la victoire de notre Parti, aux journées d'Octobre.

5. La Révolution d'Octobre a dressé le bilan pratique des décisions de notre Parti dans la question nationale. Après avoir renversé le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, principaux agents de l'oppression nationale, et placé au pouvoir le prolétariat, la Révolution d'Octobre a rompu d'un seul coup les chaînes de l'oppression nationale ; elle a changé du tout au tout les anciens rapports entre les peuples, porté un coup décisif à la vieille haine nationale, déblayé le terrain pour la collaboration des peuples et gagné au prolétariat russe la confiance de ses frères d'autres nationalités, non seulement en Russie, mais en Europe et en Asie. Il est à peine besoin de démontrer que sans cette confiance, le prolétariat russe n'aurait pu vaincre Koltchak et Dénikine, Youdénitch et Wrangel. D'autre part, il n'est pas douteux que les nationalités opprimées n'auraient pu obtenir leur libération sans l'instauration, au centre de la Russie, de la dictature du prolétariat. La haine nationale et les conflits nationaux sont inévitables, inéluctables, aussi longtemps que le pouvoir est détenu par le Capital, aussi longtemps que la petite bourgeoisie et, avant tout, la paysannerie de l'ancienne nation « dominante », imbue des préjugés nationalistes, suivent les capitalistes ; au contraire, la paix nationale et la liberté nationale peuvent être considérées comme assurées, si la paysannerie et les autres couches petites-bourgeoises suivent le prolétariat, c'est-à-dire si la dictature du prolétariat est assurée. Aussi, la victoire des Soviets et l'affermissement de la dictature du prolétariat sont-ils les assises, les fondements sur lesquels peut être édiflée la collaboration fraternelle des peuples unis dans un seul Etat.

6. Mais la Révolution d'Octobre n'eut pas seulement pour résultat l'abolition du joug national, la création d'un terrain propice à l'unification des peuples. Dans le cours de son développement, la Révolution d'Octobre a encore élaboré les formes de cette unification ; elle a tracé les lignes fondamentales suivant lesquelles doit se faire l'unification des peuples en un seul Etat fédéral. Au cours de la première période de la Révolution, lorsque les masses travailleuses des nationalités se sont senties pour la première fois des grandeurs nationales indépendantes, cependant que la menace d'une intervention étrangère ne représentait pas encore un danger réel, la collaboration des peuples n'avait pas encore une forme absolument déterminée, strictement établie. Dans la période de la guerre civile et de l'intervention, lorsque les intérêts de l'autodéfense militaire des Républiques nationales sont apparus au premier plan, cependant que les problèmes de l'édification économique ne figuraient pas encore à l'ordre du jour, la collaboration prit la forme d'une alliance militaire. Enfin, dans la période d'après-

guerre, lorsque les problèmes de la reconstitution des forces productives détruites par la guerre sont apparus au premier rang, l'alliance militaire fut complétée par une alliance économique. La réunion des Républiques nationales en Union des Républiques soviétiques marque l'étape finale du développement des formes de collaboration, étape qui, cette fois, revêt le caractère d'une union militaire, économique et politique des peuples en un seul Etat soviétique multinational.

Ainsi, le prolétariat a trouvé dans le régime soviétique la clé de la juste solution du problème national ; il y a découvert le chemin de l'organisation d'un Etat multinational stable, basé sur l'égalité nationale et la libre adhésion.

7. Mais trouver la clé de la juste solution du problème national ne signifie pas encore le résoudre entièrement et définitivement, ni amener cette solution à sa réalisation pratique et concrète. Pour réaliser de façon juste le programme national formulé par la Révolution d'Octobre, il est nécessaire encore de surmonter les obstacles qui nous ont été laissés en héritage par la période déjà franchie de l'oppression nationale, et qui ne peuvent être surmontés d'un seul coup en un bref laps de temps.

Cet héritage consiste, en premier lieu, dans les survivances du chauvinisme dominateur grand-russe, qui est le reflet de l'ancienne situation privilégiée des Grands-Russes. Ces survivances subsistent encore dans l'esprit des travailleurs de nos institutions soviétiques au centre et en province ; elles font leur nid dans nos institutions d'Etat, du centre et de la province ; elles reçoivent du renfort sous la forme de « nouvelles » tendances au chauvinisme grand-russe à la manière de la *Sména Vekh* [Voir note p. 74.], qui s'accroissent toujours plus avec la Nep. Pratiquement, elles s'expriment dans l'attitude de mépris hautain et de bureaucratisme sans cœur que manifestent les fonctionnaires soviétiques russes envers les besoins et les nécessités des Républiques nationales. L'Etat soviétique multinational ne peut devenir réellement solide, et la collaboration des peuples dans son sein, réellement fraternelle, que si l'on extirpe résolument et sans retour ces survivances dans la pratique de nos institutions d'Etat. La situation dans une série de Républiques nationales (Ukraine, Russie-Blanche, Azerbaïdjan, Turkestan) se complique du fait qu'une partie considérable de la classe ouvrière, principal appui du pouvoir soviétique, appartient à la nationalité grande-russe. Dans ces régions, l'alliance entre la ville et la campagne, entre la classe ouvrière et la paysannerie, rencontre ce puissant obstacle que sont les vestiges du chauvinisme grand-russe, aussi bien dans les organismes du Parti que dans les institutions soviétiques. Dans ces conditions, les propos touchant les avantages de la culture russe et la formulation de la thèse relative à la victoire inévitable de la culture russe supérieure sur les cultures des peuples plus arriérés (ukrainienne, azerbaïdjanaise, ouzbek, kirghis, etc.), ne sont rien autre qu'une tentative d'affermir la domination de la nationalité grande-russe. Aussi, la lutte résolue contre les survivances du chauvinisme grand-russe est-elle la première tâche immédiate de notre Parti.

Cet héritage consiste en second lieu dans l'inégalité de fait, c'est-à-dire dans l'inégalité économique et culturelle des nationalités de l'Union des Républiques. L'égalité nationale de droit, acquise par la Révolution d'Octobre, est une grande conquête des peuples, mais elle ne résout pas par elle-même toute la question nationale. Un certain nombre de Républiques et de peuples qui n'ont pas ou presque pas traversé le stade du capitalisme, qui ne possèdent pas ou presque pas de prolétariat à eux, et qui, de ce fait, retardent sous le rapport économique et culturel, ne sont pas en état d'utiliser pleinement les droits et les possibilités que leur confère l'égalité nationale ; ils ne sont pas en état de s'élever à un degré supérieur de développement et de rattraper ainsi les nationalités ayant pris les devants, sans recevoir une aide réelle et durable du dehors. Les raisons de cette inégalité de fait résident non seulement dans l'histoire de ces peuples, mais encore dans la politique du tsarisme et de la bourgeoisie russe, qui visaient à transformer les régions périphériques uniquement en régions de matières premières, exploitées par les régions centrales développées au point de vue industriel. Surmonter cette inégalité en un court laps de temps, liquider cet héritage en un ou deux ans, est chose impossible. Déjà le X^e congrès de notre Parti a noté que

« l'abolition de l'inégalité nationale de fait est un processus de longue durée, nécessitant une lutte âpre et persévérante contre toutes les survivances de l'oppression nationale et de l'esclavage colonial. »

Mais il faut absolument la surmonter. Or, on ne peut la surmonter que si le prolétariat russe prête une aide réelle et durable aux peuples arriérés de l'Union, pour favoriser leur progrès économique et culturel. Cette aide doit, en premier lieu, s'exprimer par l'adoption d'une série de mesures pratiques pour former, dans les Républiques des nationalités autrefois opprimées, des foyers industriels et pour y faire participer au maximum la population locale. Enfin, cette aide, conformément à la résolution du X^e congrès, doit être parallèle à la lutte des masses travailleuses pour l'affermissement de leurs positions sociales contre les couches supérieures d'exploiteurs autochtones et venus du dehors, qui se renforcent du fait de la Nep. Ces Républiques étant principalement des régions agricoles, les mesures sociales intérieures doivent, avant tout, viser à doter les masses travailleuses de terres prélevées sur le fond disponible de l'Etat. A défaut de cela, on ne saurait compter sur l'organisation d'une collaboration ferme et bien comprise des peuples dans le cadre d'un seul Etat fédéral. Aussi, la lutte pour la liquidation de l'inégalité de fait des nationalités, la lutte pour l'élévation du niveau culturel et économique des peuples arriérés, est-elle la deuxième tâche immédiate de notre Parti.

Cet héritage consiste enfin dans les survivances du nationalisme au sein de toute une série de peuples, qui ont subi le pénible joug de l'oppression nationale et qui n'ont pas encore eu le temps de se libérer du sentiment des vieux griefs nationaux. L'expression pratique de ces survivances, c'est un certain isolement national et l'absence d'une pleine confiance des peuples autrefois opprimés à l'égard des mesures émanant des Russes. Toutefois, dans certaines Républiques composées de plusieurs nationalités, il n'est pas rare de voir ce nationalisme défensif se transformer en nationalisme offensif, en chauvinisme avéré de la nationalité plus forte, dirigé contre les nationalités faibles de ces Républiques. Le chauvinisme géorgien (en Géorgie), dirigé contre les Arméniens, les Ossètes, les Adjars et les Abkhaz ; le chauvinisme azerbaïdjanais (en Azerbaïdjan), dirigé contre les Arméniens ; le chauvinisme ouzbek (Boukharie et Khorezm), dirigé contre les Turkmènes et les Kirghiz ; le chauvinisme arménien, etc., — toutes ces variétés de chauvinisme, encouragées d'ailleurs par les conditions de la Nep et de la concurrence, constituent le plus grand mal, qui menace de transformer certaines Républiques nationales en une arène de querelles et de discordes. Inutile de dire que tous ces phénomènes entravent l'œuvre d'unification effective des peuples en un seul Etat. Pour autant que les survivances du nationalisme sont une forme particulière de défense contre le chauvinisme grand-russe, la lutte résolue contre le chauvinisme grand-russe est le moyen le plus sûr de venir à bout des survivances nationalistes. Mais pour autant que ces survivances se transforment en chauvinisme local, dirigé contre les groupes nationaux faibles dans les diverses Républiques, la lutte directe contre ces survivances est le devoir des membres du Parti. Aussi, la lutte contre les survivances nationalistes et, avant tout, contre les formes chauvines de ces survivances, est-elle la troisième tâche immédiate de notre Parti.

8. Il convient de regarder comme une des expressions éclatantes de l'héritage du passé, le fait que l'Union des Républiques est considérée par une partie importante des fonctionnaires soviétiques, au centre et en province, non pas comme une union d'Etats égaux, appelée à assurer le libre développement des Républiques nationales, mais comme un pas accompli vers la liquidation de ces Républiques, comme le début de la formation de ce qu'on appelait [la Russie] « une et indivisible ».

Il convient de regarder comme un résultat analogue de l'héritage du passé, la tendance qu'ont certaines administrations de la R.S.F.S.R. à se subordonner les commissariats indépendants des Républiques autonomes et à frayer le chemin vers la liquidation de ces derniers.

Condamnant cette façon de voir comme anti-prolétarienne et réactionnaire, et proclamant la nécessité absolue de l'existence et du développement ultérieur des Républiques nationales, le congrès appelle les membres du Parti à veiller attentivement à ce que l'unification des Républiques et la fusion des commissariats ne soient pas utilisées par les fonctionnaires soviétiques à tendances chauvines, pour couvrir leurs tentatives de méconnaître les besoins économiques et culturels des Républiques nationales. La fusion des commissariats est un examen que l'on fait subir à l'appareil soviétique : si cette expérience recevait dans la pratique une orientation chauvine grande-russe, le Parti serait obligé de prendre contre cette déformation les mesures les plus énergiques, voire même d'envisager la

révision de la fusion de certains commissariats, jusqu'au moment où l'appareil soviétique sera dûment rééduqué dans un esprit de sollicitude réellement prolétarienne et réellement fraternelle envers les besoins et les nécessités des petites nationalités et des nationalités arriérées.

9. L'Union des Républiques, créée suivant les principes de l'égalité et de la libre adhésion des ouvriers et des paysans des diverses Républiques, est la première expérience faite par le prolétariat pour régler les rapports réciproques internationaux entre pays indépendants, et le premier pas vers la création de la future République soviétique mondiale du Travail. Pour autant que l'Union des Républiques est une nouvelle forme de coexistence des peuples, une nouvelle forme de leur collaboration dans un Etat fédéral unique, au sein duquel les survivances dont il est parlé plus haut doivent être liquidées au cours même du travail commun des peuples, les organismes supérieurs de l'Union doivent être constitués de façon à refléter pleinement, non seulement les nécessités et les besoins communs à toutes les nationalités de l'Union, mais encore les nécessités et les besoins particuliers aux diverses nationalités. Aussi, à côté des organismes centraux existants de l'Union, qui sont la représentation des masses travailleuses de toute l'Union, indépendamment de leur nationalité, il doit être créé un organisme spécial représentant les nationalités sur la base de l'égalité. Une telle structure des organismes centraux de l'Union donnerait toute possibilité de se montrer très attentif aux besoins et aux nécessités des peuples, de leur apporter en temps voulu l'aide nécessaire, de créer une atmosphère de pleine confiance mutuelle et de liquider ainsi, par les moyens les plus indolores, l'héritage mentionné plus haut.

10. Partant de ce qui précède, le congrès recommande aux membres du Parti, à titre de mesures pratiques, de faire en sorte :

a) que lors de la formation des organismes centraux de l'Union, l'égalité des droits et des devoirs des différentes Républiques soit assurée, tant dans les rapports entre elles qu'à l'égard du pouvoir central de l'Union ;

b) qu'il soit institué dans le système des organismes supérieurs de l'Union, un organisme spécial représentant toutes les Républiques et régions nationales sans exception, sur la base de l'égalité, en veillant à ce que soient représentées dans la mesure du possible toutes les nationalités composant ces Républiques ;

c) que la structure des organismes exécutifs de l'Union repose sur des principes assurant la participation réelle à ces organismes de représentants des Républiques, ainsi que la satisfaction des nécessités et des besoins des peuples de l'Union ;

d) que les Républiques soient investies de droits financiers et, en particulier, de droits budgétaires suffisamment étendus, leur garantissant la possibilité de manifester leur propre initiative dans le domaine de l'administration de l'Etat, de la culture et de l'économie ;

e) que les organismes des Républiques et régions nationales soient composés principalement de gens du pays, connaissant la langue, les conditions de vie, les moeurs et les coutumes des peuples respectifs ;

f) que des lois spéciales soient édictées, garantissant l'usage de la langue nationale dans tous les organismes de l'Etat et dans toutes les institutions desservant la population locale d'autres nationalités et les minorités nationales, — des lois poursuivant et punissant avec toute la rigueur révolutionnaire tous les violeurs des droits nationaux et, en particulier, des droits des minorités nationales ;

g) que le travail d'éducation au sein de l'Armée rouge soit renforcé dans le sens de la diffusion des idées de fraternité et de solidarité des peuples de l'Union, et que des mesures pratiques soient prises pour l'organisation d'unités de troupes nationales, en observant toutes les mesures nécessaires pour garantir la pleine capacité de défense des Républiques.

II

1. Le développement des organisations de notre Parti dans la plupart des Républiques nationales se poursuit dans des conditions qui ne sont pas tout à fait favorables à leur croissance et à leur affermissement. Le retard économique de ces Républiques, les effectifs réduits du prolétariat national, l'insuffisance ou même l'absence de cadres de vieux militants du Parti parmi les gens du pays,

l'absence d'une sérieuse littérature marxiste dans la langue nationale, la faiblesse du travail éducatif du Parti, enfin les survivances des traditions nationalistes radicales, qui n'ont pas encore eu le temps de se dissiper, toutes ces circonstances ont fait naître parmi les communistes locaux une certaine déviation vers la surestimation des particularités nationales, vers la sous-estimation des intérêts de classe du prolétariat, une déviation vers le nationalisme. Ce phénomène devient particulièrement dangereux dans les Républiques à plusieurs nationalités, où il revêt souvent, parmi les communistes de la nationalité plus forte, la forme d'une déviation vers le chauvinisme, déviation dont la pointe est dirigée contre les communistes des nationalités faibles (Géorgie, Azerbaïdjan, Boukharie, Khorezm). La déviation vers le nationalisme est nuisible dans ce sens que, freinant le processus de libération du prolétariat national de l'influence idéologique exercée par la bourgeoisie nationale, elle rend plus difficile le groupement des prolétaires des différentes nationalités en une seule organisation internationaliste.

2. D'autre part, la présence de nombreux cadres de vieux militants communistes d'origine russe, aussi bien dans les institutions centrales du Parti que dans les organisations des Partis communistes des Républiques nationales, militants non familiarisés avec les mœurs, les coutumes et la langue des masses travailleuses de ces Républiques et qui, de ce fait, ne sont pas toujours attentifs à leurs besoins, a fait naître dans notre Parti une déviation vers la sous-estimation des particularités nationales et de la langue nationale dans le travail du Parti, une attitude hautaine et dédaigneuse envers ces particularités, une déviation vers le chauvinisme grand-russe. Cette déviation est nuisible non seulement parce que, freinant la formation de cadres communistes parmi les gens du pays connaissant la langue nationale, elle crée le danger de voir le Parti se détacher des masses prolétariennes des Républiques nationales, mais encore, avant tout, parce qu'elle alimente et cultive la déviation mentionnée plus haut vers le nationalisme, et rend plus difficile la lutte contre elle.

3. Condamnant ces deux déviations comme nuisibles et dangereuses pour la cause du communisme, et attirant l'attention des membres du Parti sur le préjudice et le danger particulier de la déviation vers le chauvinisme grand-russe, le congrès appelle le Parti à liquider au plus vite ces survivances du passé dans notre édification du Parti.

A titre de mesures pratiques le congrès mandate le Comité central pour procéder :

- a)* à l'organisation de cercles marxistes du type supérieur, composés de militants locaux du Parti dans les Républiques nationales ;
- b)* au développement de la littérature marxiste doctrinale dans les langues nationales ;
- c)* au renforcement de l'Université des peuples d'Orient et de ses filiales à la périphérie ;
- d)* à la création auprès des Comités centraux des Partis communistes nationaux, de groupes d'instructeurs composés de militants du pays ;
- e)* au développement de la littérature communiste de masse dans les langues nationales ;
- f)* au renforcement du travail éducatif du Parti dans les Républiques ;
- g)* au renforcement du travail parmi les jeunes dans les Républiques.

4. Vu l'importance énorme qu'a l'activité des militants responsables dans les Républiques autonomes et indépendantes, et dans la périphérie en général (en vue d'établir la liaison entre les travailleurs d'une République donnée et les travailleurs du reste de l'Union), le congrès confie au Comité central le soin de choisir d'une façon particulièrement minutieuse ces militants, afin que leur effectif garantisse pleinement l'application réelle des décisions du Parti sur la question nationale.

EXTRAIT DE LA RÉOLUTION SUR LE RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL

adoptée par le XVI^e congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., en juillet 1930.

Le congrès constate, en rapport avec l'aggravation de la lutte de classes dans le pays, une recrudescence d'activité, dans les rangs du Parti, des *déviations nationales* vers le chauvinisme grand-russe et le chauvinisme indigène.

Le principal danger, à l'étape actuelle, est représenté par la déviation vers le *chauvinisme grand-russe*, qui cherche à réviser les bases de la politique nationale léniniste et qui, sous couleur d'internationalisme, masque les aspirations des classes déclinantes de la nation grande-russe autrefois dominante, à recouvrer les privilèges perdus.

Parallèlement, on voit s'activer la déviation vers le nationalisme indigène, qui affaiblit l'unité des peuples de l'U.R.S.S. et fait le jeu de l'intervention.

Le Parti doit intensifier la lutte contre ces deux déviations dans la question nationale et contre la conciliation à leur égard, en redoublant d'attention, du même coup, pour l'application pratique de la politique nationale léniniste, pour l'élimination des éléments d'inégalité nationale et pour le large développement des cultures nationales des peuples composant l'Union soviétique.

EXTRAITS DE LA CONSTITUTION STALINIENNE

CHAPITRE II *Organisation de l'Etat*

Art. 13. — L'Union des Républiques socialistes soviétiques est un Etat fédéral constitué sur la base de l'union librement consentie de Républiques socialistes soviétiques égales en droits. Ce sont :

- la République socialiste fédérative soviétique de Russie,
- la République socialiste soviétique d'Ukraine,
- la République socialiste soviétique de Biélorussie,
- la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan,
- la République socialiste soviétique de Géorgie,
- la République socialiste soviétique d'Arménie,
- la République socialiste soviétique de Turkménie,
- la République socialiste soviétique d'Ouzbékiste,
- la République socialiste soviétique de Tadjikie,
- la République socialiste soviétique de Kazakhie,
- la République socialiste soviétique Kirghisiste,
- la République socialiste soviétique Carélo-Finnoise,
- la République socialiste soviétique de Moldavie,
- la République socialiste soviétique de Lituanie,
- la République socialiste soviétique de Lettonie,
- la République socialiste soviétique d'Estonie.

Art. 14. — Sont du ressort de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, représentée par les organismes supérieurs du pouvoir et les organismes de l'administration d'Etat :

- a) La représentation de l'U.R.S.S. dans les relations internationales, la conclusion et la ratification des traités avec les autres Etats ;
- b) Les questions de guerre et de paix ;
- c) L'admission des nouvelles Républiques au sein de l'U.R.S.S. ;
- d) Le contrôle de l'application de la Constitution de l'U.R.S.S. et les mesures propres à assurer la conformité des Constitutions des Républiques fédérées avec la Constitution de l'U.R.S.S. ;
- e) L'approbation des modifications de frontières entre les Républiques fédérées ;
- f) L'approbation de la formation de nouveaux territoires et régions, ainsi que de nouvelles Républiques autonomes au sein des Républiques fédérées ;
- g) L'organisation de la défense de l'U.R.S.S. et la direction de toutes les forces armées de l'U.R.S.S. ;
- h) Le commerce extérieur sur la base du monopole d'Etat ;
- i) La sauvegarde de la sécurité de l'Etat ;
- j) L'établissement des plans de l'économie nationale de l'U.R.S.S. ;
- k) L'approbation du budget unique de l'U.R.S.S., ainsi que des impôts et recettes destinés aux budgets de l'Union des Républiques et aux budgets locaux ;
- l) L'administration des banques, des entreprises et des établissements industriels et agricoles, ainsi que des entreprises commerciales intéressant l'ensemble de l'Union ;
- m) L'administration des transports et des P.T.T. ;
- n) La direction du système monétaire et de crédit ;
- o) L'organisation des assurances d'Etat ;
- p) La conclusion et l'octroi des emprunts ;

- q) L'établissement des principes fondamentaux de la jouissance de la terre, ainsi que de la jouissance du sous-sol, des forêts et des eaux ;
- r) L'établissement des principes fondamentaux dans le domaine de l'instruction publique et de la protection de la santé publique ;
- s) L'organisation d'un système unique de statistique de l'économie nationale ;
- t) L'établissement des principes de la législation du travail ;
- u) La législation relative à l'organisation et à la procédure judiciaires; le code pénal et le code civil ;
- v) Les lois sur la citoyenneté de l'U.R.S.S.; les lois sur les droits des étrangers ;
- w) La promulgation des actes d'amnistie pour toute l'Union.

Art. 15. — La souveraineté des Républiques fédérées n'a d'autres limites que celles indiquées à l'article 14 de la Constitution de l'U.R.S.S. En dehors de ces limites, chaque République fédérée exerce le pouvoir d'Etat d'une manière indépendante. L'U.R.S.S. protège les droits souverains des Républiques fédérées.

Art. 16. — Chaque République fédérée a sa Constitution, qui tient compte des particularités de la République et est établie en pleine conformité avec la Constitution de l'U.R.S.S.

Art. 17. — A chaque République fédérée est conservé le droit de sortir librement de l'U.R.S.S.

Art. 18. — Le territoire des Républiques fédérées ne peut être modifié sans leur consentement.

Art. 19. — Les lois de l'U.R.S.S. ont force égale sur le territoire de toutes les Républiques fédérées.

Art. 20. — En cas de divergence entre la loi d'une République fédérée et la loi fédérale, c'est la loi fédérale qui joue.

Art. 21. — Une citoyenneté fédérale unique est établie pour les citoyens de l'U.R.S.S. Tout citoyen d'une République fédérée est citoyen de l'U.R.S.S.

Art. 22. — La République socialiste, fédérative soviétique de Russie est composée des territoires de : Altaï, Krasnodar, Krasnoïarsk, Ordjonikidzé, Primorié, Khabarovsk ; des régions de : Arkhangelsk, Vologda, Voronège, Gorki, Ivanovo, Irkoutsk, Kalinine, Kirov, Kouibychev, Kursk, Léningrad, Molotov, Moscou, Mourmansk, Novossibirsk, Omsk, Orel, Penza, Rostov, Riazan, Saratov, Sverdlovsk, Smolensk, Stalingrad, Tambov, Toula, Tchéliabinsk, Tchita, Tchkalov, Iaroslavl ; des Républiques socialistes soviétiques autonomes de : Tatarie, Bachkirie, Daghestan, Bouriato-Mongolie, Kabarda-Balkarie, Kalmykie, des Komis, Crimée, des Mariis, Mordovie, des Allemands de la Volga, Ossétie du Nord, Oudmourtie, Tchétchéno-Ingouchie, Tchouvachie, Yakoutie ; des régions autonomes des Adighés, Juifs, Karatchaïs, Oïrotes, Hakasses, Tcherkesses.

Art. 23. — La République socialiste soviétique d'Ukraine est composée des régions de : Vinnitsa, Volynie, Vorochilovgrad, Dniepropéetrovsk, Drogobytch, Jitomir, Zaporojié, Izmaïl, Kaménetz-Podolsk, Kiev, Kirovograd, Lvov, Niko-laïev, Odessa, Poltava, Rovno, Stalino, Stanislav, Soumy, Tarnopol, Kharkov, Tchernigov et Czernovricy.

Art. 24. — Font partie de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan : la République socialiste soviétique autonome de Nakhitchévan et la région autonome du Nagorny-Karabakh.

Art. 25. — Font partie de la République socialiste soviétique de Géorgie : la R.S.S.A. d'Abkhazie, la R.S.S.A. d'Adjarie, la région autonome de l'Ossétie du Sud.

Art. 26. — La République socialiste soviétique d'Ouzbékiste est composée des régions de : Boukhara, Samarkand, Tachkent, Fergana, Khorezm et de la République socialiste soviétique autonome de Kara-Kalpakie.

Art. 27. — La République socialiste soviétique de Tadjikie est composée des régions de : Garmo, Kouliab, Léninabad, Stalínabad et de la région autonome du Gorny-Badakhchan.

Art. 28. — La République socialiste soviétique de Kazakhie est composée des régions de : Akmolinsk, Aktioubinsk, Alma-Ata, Kazakhstan-Est, Gouriev, Djamboul, Kazakhstan-Ouest, Karaganda, Kzyl-Orda, Koustanaï, Pav-lodar, Kazakhstan-Nord, Sémipalatinsk, Kazakhstan-Sud.

Art. 29. — La République socialiste soviétique de Biélorussie est composée des régions de : Baranovitchi, Biélostok, Brest, Viléïka, Vitebsk, Gomel, Minsk, Moguilev, Pinsk et Poléssié.

Art. 29 - a. — La République socialiste soviétique de Turkménie est composée des régions de : Achkhabad, Krasnovodsk, des Mariis, Tachaouz, Tchardjoui.

Art. 29 - b. — La République socialiste soviétique de Kirghizie est composée des régions de : Djalal-Abad, Issyk-Koul, Oche, Tian-Chan et Frounze.

CHAPITRE III

Organismes supérieurs du pouvoir d'Etat de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Art. 30. — L'organisme supérieur du pouvoir d'Etat de l'U.R.S.S. est le Soviet suprême de l'U.R.S.S.

Art. 31. — Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. exerce tous les droits attribués à l'Union des Républiques socialistes soviétiques, conformément à l'article 14 de la Constitution, et qui, en vertu de la Constitution, ne sont pas de la compétence des organismes de l'U.R.S.S., relevant du Soviet suprême de l'U.R.S.S. ; le Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., le Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S. et les commissariats du peuple de l'U.R.S.S.

Art. 32. — Le pouvoir législatif de l'U.R.S.S. est exercé exclusivement par le Soviet suprême de l'U.R.S.S.

Art. 33. — Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. se compose de deux Chambres : le Soviet de l'Union et le Soviet des nationalités.

Art. 34. — Le Soviet de l'Union est élu par les citoyens de l'U.R.S.S. dans le cadre des circonscriptions électorales, à raison d'un député par 300.000 habitants.

Art. 35. — Le Soviet des nationalités est élu par les citoyens de l'U.R.S.S. dans le cadre des Républiques fédérées et autonomes, des régions autonomes et arrondissements nationaux, à raison de 25 députés par République fédérée, de 11 députés par République autonome, de 5 députés par région autonome et d'un député par arrondissement national.

Art. 36. — Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. est élu pour une durée de quatre ans.

Art. 37. — Les deux Chambres du Soviet suprême de l'U.R.S.S., le Soviet de l'Union et le Soviet des nationalités, sont égales en droits.

Art. 38. — L'initiative de la loi appartient dans une égale mesure au Soviet de l'Union et au Soviet des nationalités.

Art. 39. — Une loi est considérée comme définitive si elle est adoptée à la simple majorité par chacune des deux Chambres du Soviet suprême de l'U.R.S.S.

Art. 40. — Les lois adoptées par le Soviet suprême de l'U.R.S.S. sont promulguées, dans les langues des Républiques fédérées, sous la signature du président et du secrétaire du Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S.

Art. 41. — Les sessions du Soviet de l'Union et du Soviet des nationalités s'ouvrent et prennent fin en même temps.

Art. 42. — Le Soviet de l'Union élit le président du Soviet de l'Union et deux vice-présidents.

Art. 43. — Le Soviet des nationalités élit le président du Soviet des nationalités et deux vice-présidents.

Art. 44. — Les présidents du Soviet de l'Union et du Soviet des nationalités dirigent les séances des Chambres respectives et font appliquer leur règlement intérieur.

Art. 45. — Les séances communes des deux Chambres du Soviet suprême de l'U.R.S.S. sont présidées à tour de rôle par le président du Soviet de l'Union et le président du Soviet des nationalités.

Art. 46. — Les sessions du Soviet suprême de l'U.R.S.S. sont convoquées par le Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., deux fois par an. Les sessions extraordinaires sont convoquées par le Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., à sa volonté, ou à la demande d'une des Républiques fédérées.

Art. 47. — En cas de désaccord entre le Soviet de l'Union et le Soviet des nationalités, la question est renvoyée devant une commission de conciliation formée sur une base paritaire. Si la commission de conciliation n'aboutit pas à une solution concordante ou que sa décision ne satisfasse pas l'une des Chambres, la question est examinée une seconde fois dans les deux Chambres. A défaut d'une décision concordante des deux Chambres, le Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. dissout le Soviet suprême de l'U.R.S.S. et fixe de nouvelles élections.

CHAPITRE IV

Organismes supérieurs du pouvoir d'Etat des Républiques fédérées

Art. 57. — L'organisme supérieur du pouvoir d'Etat de la République fédérée est le Soviet suprême de la République fédérée.

Art. 58. — Le Soviet suprême de la République fédérée est élu par les citoyens de la République pour une durée de quatre ans.

Les normes de représentation sont établies par les Constitutions des Républiques fédérées.

Art. 59. — Le Soviet suprême de la République fédérée est l'unique organisme législatif de la République.

Art. 60. — Le Soviet suprême de la République fédérée :

- a) Adopte la Constitution de la République et y apporte des modifications conformément à l'article 16 de la Constitution de l'U.R.S.S. ;
- b) Ratifie les Constitutions des Républiques autonomes qui en font partie et détermine les frontières de leur territoire ;
- c) Approuve le plan de l'économie nationale et le budget de la République ;
- d) Exerce le droit d'amnistie et de grâce envers les citoyens condamnés par les organismes judiciaires de la République fédérée.

Art. 61. — Le Soviet suprême de la République fédérée élit son Présidium : le président, les vice-présidents, le secrétaire et les membres du Présidium du Soviet suprême de la République fédérée.

Les pouvoirs du Présidium du Soviet suprême de la République fédérée sont déterminés par la Constitution de la République fédérée.

Art. 62. — Pour diriger ses séances, le Soviet suprême de la République fédérée élit un président et des vice-présidents.

Art. 63. — Le Soviet suprême de la République fédérée procède à la constitution du Gouvernement de la République fédérée : le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée.

CHAPITRE VII

Organismes supérieurs du pouvoir d'Etat des Républiques socialistes soviétiques autonomes

Art. 89. — L'organisme supérieur du pouvoir d'Etat de la République autonome est le Soviet suprême de la R.S.S.A.

Art. 90. — Le Soviet suprême de la République autonome est élu pour une durée de quatre ans par les citoyens de la République d'après les normes de représentation établies par la Constitution de la République autonome.

Art. 91. — Le Soviet suprême de la République autonome est l'unique organisme législatif de la R.S.S.A.

Art. 92. — Chaque République autonome a sa Constitution qui tient compte des particularités de la République autonome, et est établie en pleine conformité avec la Constitution de la République fédérée.

Art. 93. — Le Soviet suprême de la République autonome élit son Présidium et procède à la constitution du Conseil des commissaires du peuple de la République autonome, conformément à la Constitution de cette dernière.

CHAPITRE VIII

Organismes locaux du pouvoir d'Etat

Art. 94. — Les organismes du pouvoir d'Etat dans les territoires, régions, régions autonomes, arrondissements, rayons, villes, agglomérations rurales (stanitsas, villages, hameaux, kichlaks, aouls) sont les Soviets des députés des travailleurs.

Art. 95. — Les Soviets des députés des travailleurs des territoires, régions, régions autonomes, arrondissements, rayons, villes, agglomérations rurales (stanitsas, villages, hameaux, kichlaks, aouls) sont élus pour une durée de deux ans par les travailleurs de chaque territoire, région, région autonome, arrondissement, rayon, ville, agglomération rurale.

Art. 96. — Les normes de représentation pour les Soviets des députés des travailleurs sont fixées par les Constitutions des Républiques fédérées.

Art. 97. — Les Soviets des députés des travailleurs dirigent l'activité des organismes administratifs qui leur sont subordonnés, assurent le maintien de l'ordre public, l'observation des lois et la protection, des droits des citoyens, dirigent l'œuvre économique et culturelle locale, établissent le budget local.

Art. 98. — Les Soviets des députés des travailleurs prennent des décisions et émettent des dispositions dans les limites des droits que leur confèrent les lois de l'U.R.S.S. et de la République fédérée.